



Rapport annuel 2022

Internationale de l'Education - A moins qu'il n'en soit indiqué autrement, l'intégralité du contenu de ce site web est libre d'utilisation sous [Licence Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale 4.0](#).

Résumé

Janvier

Points forts

1. Journée internationale de l'éducation

Titres

1. Guide les aspects positifs et négatifs des droits d'auteur dans l'enseignement et de recherche
2. Pearson 2025 – Transformer l'enseignement et privatiser les données de l'éducation
3. Construire les identités professionnelles des enseignant-e-s
4. Cadre mondial de l'EI/Unesco en matière de normes professionnelles pour l'éducation
5. L'enseignement technique et la formation professionnelle en Côte d'Ivoire
6. Eswatini : coopération et solidarité syndicales internationales pour soutenir les éducateur-trice-s
7. Afrique : la solidarité internationale permet aux éducateur-trice-s d'enseigner à l'aide de livres de contes aux valeurs locales

Février

Points forts

1. Aux côtés de l'Ukraine

Titres

1. Albanie : les succès des syndicats de l'éducation dans la lutte contre le travail des enfants
2. Il est temps d'inverser la tendance à la privatisation de l'éducation dans les Caraïbes
3. Madagascar : Solidarité internationale pour assurer la continuité éducative suite à une catastrophe naturelle
4. Promouvoir les droits, la dignité et le pouvoir d'action des personnes migrantes pour une reprise inclusive

Mars

Points forts

1. 66e Session de la Commission de la condition de la femme des Nations Unies

Titres

1. Tonga : le mouvement syndical mondial de l'éducation solidaire après une terrible éruption volcanique

2. La Banque mondiale va arrêter les investissements dans la chaîne d'écoles à but lucratif
Bridge International Academies

Avril

Titres

1. Jordanie?: le harcèlement des dirigeant-e-s syndicaux-ales et des membres de la Jordanian Teachers Association doit cesser immédiatement
2. Mieux faire entendre la voix des jeunes dans les syndicats dans la nouvelle normalité de la COVID-19
3. Afrique : les éducateur-trice-s uni-e-s pour résister contre la privatisation et défendre un enseignement public de qualité
4. Haïti : les graines de la solidarité internationale portent leurs fruits
5. Liban : mission de l'Internationale de l'Éducation en solidarité avec les enseignant-e?s, les élèves et les écoles

Mai

Points forts

1. Journée mondiale des personnels de soutien de l'éducation
2. Sommet international sur la profession enseignante

Titres

1. Éducation et droit d'auteur : les obstacles à l'enseignement dans un environnement numérique
2. La voix des éducateur-trice-s se fait entendre à la Conférence mondiale de l'UNESCO sur l'enseignement supérieur
3. Journée internationale contre l'homophobie, la transphobie et la biphobie : des écoles sûres et inclusives pour les élèves et les enseignant-e-s dans toute leur diversité
4. Est-ce légal ? Éducation et droit d'auteur à l'ère numérique

Juin

Points forts

1. Solidarité avec les étudiant-e-s et les enseignant-e-s d'Afghanistan
2. 4e Conférence mondiale des femmes de l'Internationale de l'Éducation

Titres

1. Déclaration | Journée mondiale contre le travail des enfants
2. Commerce électronique, éducation et droit d'auteur: Note d'orientation
3. L'Internationale de l'Éducation réaffirme le rôle crucial du dialogue social pour des systèmes éducatifs de qualité

4. La solidarité conduit à un programme de renouveau syndical en Asie-Pacifique
5. Journée mondiale des réfugiés : les syndicats de l'éducation solidaires des étudiant.e.s et enseignant.e.s réfugié.e.s du monde entier
6. Réclamer des progrès pour l'éducation et la recherche à l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle
7. L'éducation face à l'austerité

Juillet

Titres

1. Les éducateur-trice-s européen-ne-s réaffirment leur engagement à améliorer le statut de la profession enseignante pour des sociétés inclusives, pacifiques, démocratiques et durables
2. Madagascar : les syndicalistes de l'éducation relaient l'aide internationale de solidarité auprès des collègues touché-e-s par la catastrophe naturelle

Août

Points forts

1. Défense des droits des peuples autochtones

Titres

1. Les organisations syndicales se penchent sur la nouvelle constitution du Chili et son importance pour la région d'Amérique latine
2. Népal : la privatisation ne garantit aucun accès égalitaire à l'éducation, il faut investir davantage dans l'enseignement public

Septembre

Points forts

1. Solidarité avec les collègues d'Iran
2. Sommet sur la transformation de l'éducation

Titres

1. L'Amérique latine et le monde entier célèbrent l'héritage de Paulo Freire
2. Le Réseau des travailleuses de l'IEAL analyse son rôle dans la conjoncture actuelle et célèbre les luttes de ses affiliées

Octobre

Points forts

1. Journée mondiale des enseignant-e-s 2022 : Nous transformons l'éducation

Titres

1. Les syndicats de l'éducation honorent une décennie de lutte pour les droits des filles dans l'éducation et par l'éducation et renouvellent leur engagement pour l'avenir
2. Déclaration | Myanmar: Les syndicats mondiaux demandent la libération des syndicalistes emprisonnés et la reconnaissance du NUG
3. Ghana : campagne contre la privatisation et la commercialisation de l'éducation
4. Les syndicats de l'éducation en cours de reconstruction en Asie-Pacifique
5. Les syndicats de l'éducation francophones veulent remettre les gouvernements sur la voie pour atteindre une éducation de qualité

Novembre

Points forts

1. 16 Jours d'activisme contre la violence basée sur le genre
2. Enseigner pour la planète

Titres

1. De la recherche à l'action à l'échelle planétaire dans la lutte pour un enseignement public de qualité
2. Les dirigeant-e-s de syndicats de l'enseignement du monde entier demandent des investissements dans l'éducation et renouvellent leur appel à la solidarité internationale
3. Exigence de qualité dans l'éducation pour la petite enfance : une ferme réaffirmation mondiale

Décembre

Titres

1. Donner une impulsion nouvelle aux efforts d'éradication de la violence basée sur le genre en milieu scolaire en période de COVID-19
2. Journée internationale des droits de l'homme : les syndicats de l'éducation se mobilisent et s'unissent pour défendre les droits humains partout dans le monde
3. Manuel pour les droits syndicaux
4. Le corps enseignant arabe prêt à transformer ses syndicats pour transformer l'éducation
5. Biélorussie: L'Internationale de l'Education dénonce les procès politiques contre des leaders syndicaux
6. Programme John Thompson?: un outil pour le développement et le renouvellement des syndicats

Tout au long de cette année riche en défis, l'Internationale de l'Éducation a encouragé la solidarité syndicale par-delà les frontières et a façonné l'agenda mondial de l'éducation.

Parcourez la chronologie ci-dessous pour en savoir plus sur notre travail en 2022.

Points forts

1. Journée internationale de l'éducation

Alors que la pandémie de Covid-19, la plus grande crise qu'ait connu l'éducation, entre dans sa troisième année, les enseignant-e-s appellent les gouvernements à donner une véritable priorité à l'éducation, à investir dans le secteur et à soutenir la profession.

En lien avec

Confrontation à la réalité lors de la Journée internationale de l'éducation : les gouvernements abandonnent les élèves et les enseignant-e-s

Alors que la plus grande crise de l'éducation de l'histoire entre dans sa troisième année, les enseignant-e-s appellent les gouvernements à donner véritablement la priorité à l'éducation, à investir dans le secteur et à soutenir la profession.

Aujourd'hui, Journée internationale de l'éducation, des enseignant-e-s du monde entier tirent la sonnette d'alarme pour attirer l'attention sur l'aggravation de la crise dans le secteur et ses conséquences à long terme pour les étudiant-e-s du monde entier.

« À l'heure actuelle, maintenir les écoles ouvertes en toute sécurité pendant les vagues incessantes de la pandémie est une priorité pour les gouvernements, les parents et les enseignants et enseignantes partout dans le monde. Cependant, cette priorité n'est pas reflétée dans les budgets alloués à l'éducation. Depuis le début de la pandémie, les budgets de l'éducation ont chuté dans les deux tiers des pays à revenu faible et intermédiaire et dans un tiers des pays à revenu intermédiaire supérieur et élevé. C'est dévastateur et il est demandé chaque jour aux enseignant-e-s de faire beaucoup plus, avec beaucoup moins », a déclaré David Edwards, secrétaire général de l'Internationale de l'Éducation, la voix des enseignant-e-s et des travailleur-euse-s de l'éducation au plan mondial.

Même avant la pandémie, les Nations Unies estimaient qu'il fallait 69 millions d'enseignant-e-s supplémentaires pour atteindre l'Objectif de développement durable 4 et assurer une éducation inclusive de qualité pour tou-te-s. La lourde charge de travail, le manque de ressources pour assurer la sécurité dans les écoles et le manque chronique de personnels dans l'éducation conduisent de plus en plus d'enseignant-e-s à quitter la profession. À moins que les gouvernements n'agissent maintenant, la pénurie mondiale d'enseignant-e-s sera la prochaine grande crise dans l'éducation, privant des millions d'étudiant-e-s de l'accès à un-e enseignant-e formé-e et qualifié-e.

Mais une autre nouvelle alarmante provient de l'Institut de statistique de l'UNESCO et du Rapport mondial de suivi sur l'éducation. Un [nouveau rapport](#) publié aujourd'hui montre que les pays n'atteindront pas l'Objectif de développement durable 4 d'ici 2030. Pire encore, les sombres conclusions ne tiennent pas compte de l'impact dévastateur de la pandémie sur l'éducation.

Si nous voulons inverser les dommages causés par la pandémie et accélérer les progrès vers l'Objectif de développement durable 4, une action urgente est capitale.

Dans une [déclaration vidéo](#), David Edwards a appelé les gouvernements du monde entier à donner véritablement la priorité à l'éducation en :

- Allouant au moins 6 % du PIB ou 20 % des dépenses publiques à l'éducation.
- Se concentrant sur la formation, le recrutement et la rétention des enseignant-e-s. Il est essentiel que les gouvernements fixent et atteignent des objectifs nationaux ambitieux concernant le pourcentage d'enseignant-e-s formé-e-s conformément aux normes nationales.
- Soutenant la profession enseignante et en travaillant avec les enseignant-e-s et leurs syndicats pour surmonter cette crise.

Titres

1. Guide les aspects positifs et négatifs des droits d'auteur dans l'enseignement et de recherche

Dans le monde entier, les législations sur les droits d'auteur sont actuellement modifiées pour prendre en compte l'environnement numérique. Il est essentiel que les syndicats de l'éducation jouent un rôle actif dans les réformes des droits d'auteur afin de s'assurer que les enseignant-e-s et les chercheur-euse-s ne soient pas privé-e-s de leurs droits d'utiliser et de s'inspirer d'oeuvres de création à des fins d'enseignement, d'apprentissage et de recherche.

Enseignant-e-s et chercheur-euse-s – en leur qualité d'utilisateur-riche-s et de créateur-riche-s de matériel pédagogique couvert par des droits d'auteur – ont une voix importante à faire entendre dans le cadre de ce processus de réforme. Le présent module est le premier volet d'une boîte à outils en deux parties destinée à aider les enseignant-e-s, les chercheur-euse-s et les syndicats de l'éducation à comprendre leurs intérêts et leurs droits dans le cadre de la réforme en tant qu'utilisateur-riche-s et propriétaires d'oeuvres de création et à prendre des mesures pour défendre ces intérêts.

Ce module 1 se concentre sur la première série de questions, à savoir les droits de l'utilisateur-riche. Il a pour but de :

- présenter brièvement la législation et les politiques en matière de droits d'auteur;
- illustrer la manière dont la politique relative aux droits d'auteur influence l'enseignement, la recherche et l'apprentissage pour les éducateur-riche-s et les chercheur-euse-s, ainsi que pour les utilisateur-riche-s et créateur-riche-s d'oeuvres;
- formuler des recommandations politiques que les syndicats de l'éducation puissent utiliser pour défendre une approche équilibrée de la législation sur les droits d'auteur.

2. Pearson 2025 – Transformer l'enseignement et privatiser les données de l'éducation

Où Pearson veut-il être en 2025? Et que pourraient être les conséquences de cette vision sur l'enseignement public?

Pearson est actuellement présente dans près de 60 pays et se définit comme la « société mondiale d'apprentissage ». Pearson est un nouveau type d'entreprise d'édu-business qui œuvre dans de multiples secteurs et domaines de l'éducation, et possède une vision d'entreprise mondiale plus ambitieuse que nombre de ses concurrents. Ces dernières années, l'entreprise a subi une importante restructuration, passant d'une société holding de médias implantée au Royaume-Uni et aux États-Unis à une société de services éducatifs intégrée à l'échelle mondiale.

Pearson entend mener la « prochaine génération » de l'enseignement et l'apprentissage en développant des plateformes d'apprentissage numériques, y compris l'intelligence artificielle dans le domaine de l'éducation. L'entreprise met à l'essai de nouvelles technologies d'intelligence artificielle qui, espère-t-elle, permettront aux tuteur-riche-s virtuel-le-s d'offrir un apprentissage personnalisé aux étudiant-e-s, à l'instar de Siri ou d'Alexa. Cette technologie sera intégrée dans une plateforme unique, Pearson Realize™, qui fait désormais partie de Google Classroom. Pearson vise ainsi à développer des relations directes et durables avec ses client-e-s, auquel-le-s elle fournira une formation virtuelle, des certifications professionnelles, des évaluations ainsi que d'autres services.

La vision de Pearson pour l'éducation en 2025 fait la part belle aux avantages des progrès technologiques et à la combinaison de ces derniers avec de nouvelles formes de professionnalisme chez les enseignant-e-s. Toutefois, sa stratégie d'entreprise repose sur l'introduction de changements perturbateurs dans (a) la profession enseignante, (b) l'enseignement et l'évaluation et (c) la fonction des écoles, en particulier des établissements publics. Ces changements ne suivent pas un ensemble cohérent de principes éducatifs, mais sont inconstants et servent les intérêts des actionnaires de l'entreprise.

Selon les résultats de cette recherche, la vision de Pearson soulève deux grandes préoccupations quant à l'intégrité et à la viabilité de l'enseignement public à l'échelle mondiale:

1. la privatisation de l'infrastructure des données et des données elles-mêmes, qui englobent les innovations et les nouvelles connaissances sur la façon dont nous apprenons, transformant ainsi les biens publics en biens privés; et
2. la transformation et l'érosion potentielle de la profession enseignante, limitant les objectifs plus larges et les résultats de l'enseignement public en faveur d'un apprentissage personnalisé axé sur les connaissances et les compétences individuelles.

3. Construire les identités professionnelles des enseignant-e-s

L'IE a commandité ce projet dans le but d'analyser la façon dont se construisent les identités professionnelles des enseignant-e-s dans sept systèmes d'éducation distincts. Les juridictions – Berlin, Chili, Kenya, Ontario, Ecosse, Singapour et Suède – ont été sélectionnées de façon à atteindre un équilibre sur le plan économique et géographique et à présenter un ensemble de contextes en relation avec la performance éducative, l'offre d'enseignant-e-s et les conditions de travail.

Les principaux résultats de cette étude mettent en lumière un certain nombre de facteurs complexes et interconnectés, formant une combinaison de quatre enjeux et processus globaux, jouant un rôle essentiel dans la construction des identités professionnelles des enseignant-e-s :

- Facteurs individuels et contextuels parmi lesquels les enseignant-e-s adoptent les caractéristiques professionnelles et les adaptent et les intègrent à leurs environnements de travail de façon unique. Les pratiques professionnelles qui sous-tendent ce processus d'adaptation et d'intégration se traduisent par des attentes selon lesquelles les enseignant-e-s doivent penser et agir de manière professionnelle.
- Participation à un processus continu d'interprétation et de réinterprétation des expériences en constante évolution.
- L'intégration d'un certain nombre de sous-identités émanant de différents contextes de travail et relations professionnelles (et leurs implications pour l'efficacité collective). Ces contextes professionnels importants incluent souvent des réseaux, des partenariats et des activités collaboratives dans/entre les écoles et les communautés et à travers l'ensemble du système.
- Le pouvoir d'action, lequel requiert la participation active des enseignant-e-s au processus de développement des connaissances et des compétences professionnelles, de sorte que l'apprentissage individuel et collaboratif soit réalisé au travers de l'activité de l'apprenant-e et contribue, en retour, à l'efficacité individuelle et collective.

4. Cadre mondial de l'EI/Unesco en matière de normes professionnelles pour l'éducation

Le Cadre développé conjointement par l'Internationale de l'Éducation et l'UNESCO en matière de Normes professionnelles pour l'éducation ambitionne d'améliorer la qualité des enseignant-e-s, l'enseignement et l'apprentissage et d'appuyer la mise en oeuvre et le suivi de la cible relative aux enseignant-e-s dans l'Agenda Education 2030 pour le développement durable et particulièrement l'Objectif de Développement Durable 4 (ODD 4).

Le 8e Congrès mondial de l'Internationale de l'Éducation, qui s'est tenu à Bangkok en juillet 2019, a adopté une résolution favorable à la mise en oeuvre d'un cadre conjoint de l'IE/UNESCO relatif au développement de normes professionnelles pour l'éducation, qui stipule très clairement que les enseignant-e-s et leurs syndicats doivent être au coeur du processus. Elle s'inscrit dans le Cadre d'action Education 2030 de l'UNESCO qui plaide en faveur de la pleine participation des enseignant-e-s et de leurs organisations représentatives au développement, à la mise en oeuvre, au suivi et à l'évaluation des politiques d'éducation. Il s'agit là d'un point essentiel, non seulement pour les éducateur-ric-e-s, mais également pour les élèves et leur apprentissage.

5. L'enseignement technique et la formation professionnelle en Côte d'Ivoire

Cette étude de cas sur l'enseignement technique et la formation professionnelle (ETFP) en Côte d'Ivoire fait partie d'un projet initié et mis en oeuvre par l'Internationale de l'Éducation. L'objectif de ce projet est de clarifier comment et dans quelle mesure l'ETFP peut contribuer à la justice, la mobilité, et l'inclusion sociales, ainsi qu'au développement durable de pays présentant des réalités fort différentes.

6. Eswatini : coopération et solidarité syndicales internationales pour soutenir les éducateur-trice-s

La coopération syndicale internationale était au coeur des activités récentes de la Swaziland National Association of Teachers (SNAT). Elle s'est engagée avec succès auprès du South African Democratic Teachers' Union (SADTU) et du Trade Union of Education in Finland (OAJ). Cette coopération permettra au syndicat de l'éducation du Swaziland/Eswatini de renforcer sa structure et de démontrer le soutien total des éducateur-trice-s au niveau mondial. Elle intervient à un moment où le syndicat est confronté à des menaces pour les droits humains et syndicaux.

Engagement avec les collègues sud-africain-e-s

En 2021, le 9 décembre a marqué une nouvelle ère pour la SNAT et SADTU. « Ce jour historique a vu l'adoption d'un programme de coopération au développement entre les deux syndicats », a déclaré Sikilela Dlamini, secrétaire général de la SNAT.

Cette coopération est née de l'engagement du SADTU souhaitant renforcer son action internationale, notamment en ce qui concerne les questions sociopolitiques dans les pays voisins, dont l'Eswatini. Cet engagement a été concrétisé par une résolution nationale adoptée par le congrès du SADTU.

La section du SADTU dans la province voisine de KwaZul-Natal (KZN) a été chargée de renforcer les syndicats en Eswatini. Elle a entamé une coopération bilatérale avec la SNAT, par le biais d'un programme mis en place en août 2021, après une séance de réflexion entre le Comité exécutif national de la SNAT et le SADTU.

Objectifs du partenariat

Les principaux objectifs du partenariat sont les suivants :

- Renforcer les capacités des membres des deux organisations, afin qu'il-elle-s puissent être mieux protégé-e-s contre toutes les formes d'injustices sur le lieu de travail.
- Renforcer les systèmes opérationnels et de direction des organisations, afin qu'elles deviennent des « organisations de choix » pour tous les éducateur-trice-s dans leurs pays respectifs.
- Mettre en place et/ou améliorer l'orientation internationale des deux organisations.
- Sensibiliser leurs membres à la philosophie de la classe ouvrière.
- Approfondir la compréhension par leurs membres des questions politiques dans leur environnement immédiat, les aider à se réappropriier leur rôle dans les questions politiques et leur permettre d'apporter des contributions concrètes à ces questions.

Lignes directrices pour la coopération

L'engagement bilatéral entre le SADTU et la SNAT du 9 décembre a également défini des résolutions qui serviront de lignes directrices pour la coopération :

- Structurer et mettre en œuvre un programme clair de développement du leadership et des membres, avec des dispositions délibérées pour le renforcement des capacités.
- Montrer l'engagement des syndicats dans des partenariats internationaux importants.
- Protéger la dignité des deux organisations par le biais de divers médias et présenter une image correcte sur diverses plateformes publiques, tout en faisant progresser le professionnalisme qui découle de la conscience de classe.
- Mobiliser des ressources pour assurer une large compréhension du contexte politique, économique et organisationnel, soutenir les activités des syndicats et atteindre tous les membres.
- Adopter un programme politique qui approfondit l'idéologie de la SNAT en tant qu'organisation d'enseignants, même s'il est confronté à des défis politiques.
- Mener une analyse situationnelle délibérée pour présenter les revendications des travailleur-euse-s aux tables de négociation collective, en garantissant des processus libres et équitables par une participation active qui a également défini les modalités de réparation.

Il est temps de contrer le dénigrement des syndicats

Le secrétaire général de la SNAT Dlamini a déclaré : « Un tel partenariat ne pouvait pas mieux tomber, car la SNAT a absolument besoin d'établir et de renforcer la solidarité internationale. Le comportement du gouvernement d'Eswatini est clairement antisyndical, et ce sont de telles initiatives qui permettent à des syndicats comme le nôtre de contrer le dénigrement syndical par l'employeur. »

Il a ajouté que « ce partenariat permettra à la direction de la SNAT de guider adéquatement les membres dans un programme d'éducation politique qui aidera les éducateurs et éducatrices à mieux comprendre le climat politique actuel du pays, afin qu'ils puissent mieux participer aux débats et processus politiques nationaux tout en se joignant à l'appel national pour la réalisation d'une démocratie constitutionnelle multipartite dans ce pays ».

SADTU : lutte contre les employeurs oppressifs et abusifs

La secrétaire du SADTU KZN, Nomarashiya Caluza, a déclaré : « Ce partenariat, qui repose sur des bases solides de solidarité internationale, offre au SNAT et au SADTU une plateforme pour partager

leurs expériences et leurs bonnes pratiques sur la manière de mener au mieux et avec succès la lutte contre les employeurs oppressifs et abusifs. Les luttes des travailleurs et travailleuses et le mandat des syndicats sont les mêmes, et la situation politique compliquée qui prévaut actuellement en Eswatini ressemble à la situation dans laquelle se trouvait le SADTU avant 1994 [et l'investiture présidentielle de Nelson Mandela]. La percée démocratique et le soutien que le SADTU a reçu des organismes internationaux nous ont renforcés. »

Les deux syndicats ont convenu que « reconnaître l'importance de la solidarité internationale nous aidera à définir la nature de la révolution de classe que nous devons poursuivre par la collaboration populaire en tant que travailleurs et travailleuses », a conclu Caluza.

Solidarité des éducateur·trice·s finlandais·es

La SNAT est également fortement soutenue par le syndicat finlandais de l'éducation, OAJ, qui a condamné la violation des droits fondamentaux des travailleur·euse·s en Eswatini.

En 2020, l'OAJ et le centre de solidarité syndicale finlandais, SASK, ont lancé leur projet de coopération avec la SNAT. « Nous avons lancé le projet avec la ferme conviction que le partenariat contribuera à construire un meilleur avenir pour les enseignants et enseignantes au Swaziland », a noté la responsable de l'organisation de l'OAJ, Jenni Arnkil.

Les membres de la SNAT « ont été confrontés à une situation très difficile » au sein du syndicat et en Eswatini en général, étant donné la manière dont la pandémie de COVID-19 « a changé notre vie quotidienne, l'enseignement et le statut enseignant à bien des égards dans le monde », a-t-elle ajouté. « Nous avons dû faire face aux restrictions à de nombreux niveaux et domaines de la vie au nom de la pandémie — et, dans certains cas, les restrictions semblent être maintenues. »

S'adressant aux membres de la SNAT, Arnkil a insisté sur le fait que « la crise à laquelle vous avez été confrontés concernant la lutte pour la démocratie, les droits syndicaux et les droits humains est quelque chose que nous suivons avec une inquiétude croissante et nous souhaitons vous exprimer notre solidarité à vous, enseignants et enseignantes du Swaziland ».

Principes de l'OIT et des Nations Unies en matière de démocratie et de droits humains

Elle a souligné que [l'Internationale de l'Éducation et son Bureau exécutif ont été choqués d'apprendre que la force avait été utilisée contre des manifestant·e·s pacifiques](#), qui cherchaient à obtenir de meilleures conditions de travail — ou du moins des conditions décentes — pour les enseignant·e·s et autres travailleur·euse·s du secteur public. L'OAJ a également fermement condamné cette violence.

En tant que membre de l'Organisation internationale du travail (OIT) et des Nations Unies, l'Eswatini s'est engagé à respecter les principes de démocratie et de droits humains de l'OIT et des Nations Unies, a-t-elle souligné. La [Déclaration de l'OIT relative aux principes et droits fondamentaux au travail](#) reconnaît quatre catégories de droits, à savoir la liberté d'association et la reconnaissance effective du droit de négociation collective, l'élimination du travail forcé ou obligatoire, l'abolition du travail des enfants et l'élimination de la discrimination en matière d'emploi et de profession, a expliqué Arnkil.

Elle a également mentionné la [Déclaration universelle des droits humains des Nations Unies](#), « un document auquel les États membres des Nations Unies devraient être fidèles chaque jour ». L'article 23 de cette déclaration comprend des principes importants concernant le travail :

- Toute personne a droit au travail, au libre choix de son travail, à des conditions équitables et satisfaisantes de travail et à la protection contre le chômage.
- Tous ont droit, sans aucune discrimination, à un salaire égal pour un travail égal.
- Quiconque travaille a droit à une rémunération équitable et satisfaisante lui assurant ainsi qu'à sa famille une existence conforme à la dignité humaine et complétée, s'il y a lieu, par tous autres moyens de protection sociale.
- Toute personne a le droit de fonder avec d'autres des syndicats et de s'affilier à des syndicats pour la défense de ses intérêts.

OAJ : Vous n'êtes pas seul·e·s

« À cet égard, nous sommes préoccupés par la situation en Eswatini, et nous espérons que vous aurez la force et le courage de poursuivre les protestations et les revendications pacifiques pour que ces principes deviennent réalité », a-t-elle ajouté. « Nous condamnons tout recours à la force contre les manifestations pacifiques et les enseignants, et nous espérons qu'un avenir meilleur est à portée de main pour les enseignants et les enfants d'Eswatini. Nous vous encourageons, vous les enseignants et enseignantes d'Eswatini, à continuer à rester forts et à manifester pacifiquement pour renforcer la démocratie et les droits humains et pour un meilleur avenir pour les enfants et les travailleurs et travailleuses d'Eswatini. Je vous remercie pour cela. Vous n'êtes pas seuls », a-t-elle conclu.

Vous pouvez lire le magazine de la SNAT, *The Eagle*, qui rend compte de ces programmes de coopération au développement mondial [ici](#) (en anglais).

7. Afrique : la solidarité internationale permet aux éducateur·trice·s d'enseigner à l'aide de livres de contes aux valeurs locales

Les histoires locales sont au cœur des nouvelles publications de manuels scolaires, grâce au financement accordé au Centre panafricain des enseignants (CPAE) par l' *Australian Education Union* (AEU). Les syndicats africains de l'éducation imprimeront ces livres de contes pour aider les élèves à développer un goût pour la lecture à partir d'histoires se déroulant dans le contexte local. Dans la plupart des cas, les enseignant·e·s ont écrit ou sélectionné des histoires provenant des cultures locales, ce qui s'avère plus pertinent pour les élèves de la population locale.

En 2021, l'AEU a décidé de perpétuer le soutien apporté à un programme de coopération au développement en Afrique, comprenant le développement et la production de livres de contes. Ce programme est mené en collaboration avec le CPAE, un département de l'Internationale de l'Éducation Région Afrique. Le CPAE est en charge du développement professionnel des enseignant·e·s et des travailleur·euse·s de l'éducation, ainsi que de la promotion de l'équité et d'un enseignement public de qualité pour tou·te·s, en Afrique. Il veille à ce que les affiliés de l'Internationale de l'Éducation reçoivent une formation dans divers domaines, notamment la méthodologie de recherche. L'objectif consiste à renforcer la capacité du syndicat à recueillir les éléments nécessaires à la construction de leurs récits dans le dialogue social.

AEU : le matériel d'apprentissage doit être culturellement pertinent et mis en contexte

La secrétaire fédérale de l'AEU et présidente de l'Internationale de l'Éducation, Susan Hopgood, a expliqué que l'AEU a toujours considéré les programmes de coopération au développement comme un moyen de construire des organisations, de soutenir le développement et le renforcement des

syndicats de l'éducation. « Et nous cherchons toujours des moyens d'atteindre un enseignement public de qualité pour le monde entier. »

Nous considérons qu'il est important pour les syndicats de l'éducation de venir en aide à d'autres organisations », a-t-elle déclaré. Dès lors, quand l'Internationale de l'Éducation a proposé à l'AEU de travailler pour la première fois avec le CPAE, son syndicat a accepté volontiers.

« Le programme n'est pas seulement une opportunité de fournir un développement professionnel aux syndicats d'enseignants en Afrique, il offre aussi des opportunités pour les militants et militantes de l'éducation de se réunir et d'apprendre les uns des autres, en fournissant du matériel d'apprentissage et en développant du matériel qui sera utilisé en classe. »

Susan Hopgood s'intéresse aussi à ce programme du point de vue des droits culturels : « Par expérience, nous savons que le matériel d'apprentissage doit être en lien avec le contexte. Le matériel d'apprentissage doit être culturellement pertinent et mis en contexte. Nous le remarquons dans notre propre pays, en travaillant avec les Premières nations et les élèves migrants. »

Contribuer à l'éducation pour tous

Selon le directeur du Bureau régional Afrique de l'Internationale de l'Éducation, Dennis Sinyolo, « c'est une belle opportunité pour les organisations membres bénéficiant du projet de contribuer à l'éducation pour tous et toutes, en particulier dans les zones défavorisées. Dans certaines écoles, le livre de contes est le seul manuel scolaire dont disposent les enseignants et enseignantes. En outre, le programme comprend un volet de formation professionnelle, permettant aux enseignants de se former à la rédaction et à l'usage du livre. »

Burkina Faso : une formation bénéfique pour les enseignant·e·s issu·e·s de diverses réalités culturelles

Au Burkina Faso, le secrétaire général de la Fédération des syndicats nationaux des travailleurs de l'éducation et de la recherche (SYNTER), Souleymane Badiel, a déclaré que les histoires ont été écrites, relues et sélectionnées en 2015, mais aussi que leur contenu a été adapté au niveau des enfants ciblés.

L'un des points mis en évidence dans le programme de développement professionnel concernait la perte de valeur locale. « C'est un problème auquel notre société est confrontée », a ajouté Souleymane Badiel. « Voilà pourquoi nous observons un certain nombre de dysfonctionnements au niveau de la jeunesse, par exemple la mauvaise discipline, la délinquance juvénile et sa relation avec les stupéfiants, ou encore la question des relations entre les jeunes et les personnes âgées. »

Le rôle de la narration dans la transmission des valeurs

Dans les villes, les nouvelles technologies ont remplacé les histoires que racontaient les grands-mères à leurs petits-enfants – une activité qui pouvait pourtant ancrer ces valeurs, a regretté Badiel.

« Il faut restituer ces histoires sur des supports écrits, audio ou visuels pour que les enfants puissent en prendre connaissance », a conseillé le dirigeant de la F-SYNTER.

Il a également constaté que les élèves ne lisent plus et ont perdu le goût de la lecture. Dès lors, il pose la question sur la façon dont il faudrait inciter les enfants à lire aujourd'hui, en particulier les plus jeunes d'entre eux?elles. « C'est possible d'y parvenir grâce à des histoires comme celles qui

ont été développées dans le cadre de ce programme, plutôt que par des manuels scolaires classiques qui sont toujours ressentis comme une obligation à l'école. »

L'engagement dans des activités telles que l'impression de livres de contes – qui ne font pas parties des activités principales des syndicats – s'avère aussi l'occasion de présenter le syndicalisme sous un autre jour, a fait remarquer Badiel. Il était tout à fait regrettable que d'aucuns considèrent que les syndicats ne s'adonnent qu'aux grèves, a ajouté Badiel. Ce dernier a insisté sur la contribution des syndicats dans le lancement de projets qui contribuent au développement du système éducatif.

Il est également décevant que les autorités publiques n'aient pas suffisamment assumé leur responsabilité au sujet des manuels scolaires. « Il y a un manque évident de ressources financières. La question des manuels scolaires se pose avec une attention particulière lors de ce type d'exercice consistant à créer des manuels scolaires adaptés aux besoins des apprenants. Nous en sommes arrivés à la situation où il n'y a qu'un manuel pour dix élèves. Même pour de simples séances de lecture, il n'y a aucune ressource pour acheter des manuels scolaires. »

Burkina Faso : les manuels scolaires d'histoire sont encore centrés sur la France ou l'Europe

Le secrétaire général du Syndicat National des Enseignants du Secondaire et du Supérieur (SNESS), Anatole Zongo, a expliqué que, au Burkina Faso, certains manuels scolaires d'histoire sont encore centrés sur la France ou l'Europe.

« Au cours des dernières années, certains de ces manuels ont été remplacés, mais pas tous », a-t-il précisé.

« Par conséquent, les enseignants et enseignantes utilisent des livres provenant du Sénégal, de la Côte d'Ivoire ou de la France, et la plupart des ouvrages scolaires mettent en avant des situations et des cultures étrangères importées.

Mais ce ne sont pas nos réalités. Doudou et Fatou ne sont pas des prénoms du Burkina Faso ! »

Zongo a également ajouté que l'apprentissage est plus fluide lorsque le contexte culturel est familier. Ceci a rendu très pertinente l'organisation de la formation de développement professionnel, grâce à l'AEU et au CPAE, avec des récits présentant « des situations connues, spécifiques aux réalités des élèves et aux coutumes de la communauté ».

Il a également rappelé que les quatre organisations membres de l'Internationale de l'Éducation étaient représentées lors de l'atelier de formation qui a duré deux jours. Le SNESS a envoyé trois membres à l'atelier, au cours duquel les enseignant-e-s ont été formé-e-s à la rédaction d'un livret sur les réalités spécifiques, c'est-à-dire les coutumes locales, les contes et les légendes. L'objectif consistait toujours à choisir les meilleures histoires et à les publier, a souligné Zongo. Les manuels scolaires écrits et imprimés doivent servir de documents pédagogiques pour les enseignant-e-s du primaire et du secondaire, et de support aussi bien pour les enseignant-e-s que pour les élèves. Désormais, ces ouvrages doivent être promus, a-t-il conclu.

Ghana : le recours à de nouvelles compétences pour écrire des histoires en dialectes locaux

Le Secrétaire général de la *Ghana National Association of Teachers* (GNAT), Thomas Mussa, a souligné la qualité du programme du CPAE concernant le projet de développement de livres avec la GNAT. Le thème du programme est « Travaillons ensemble ».

La GNAT a choisi des enseignant-e-s qui consacreront deux à trois semaines durant les vacances scolaires à la formation à divers aspects professionnels dans une région spécifique.

Thomas Mussa a décrit la façon dont les participant-e-s sélectionné-e-s ont été formé-e-s à l'alphabétisation, la narration et l'écriture. Les syndicalistes formé-e-s ont ensuite appliqué ces compétences acquises pour écrire des histoires simples dans leurs dialectes locaux et les ont employées comme support pour le niveau scolaire basique.

Points forts

1. Aux côtés de l'Ukraine

Le 24 février 2022, la Russie a lancé une invasion injustifiable de l'Ukraine. L'Internationale de l'Éducation et ses organisations membres à travers le monde sont solidaires des enseignant-e-s, des étudiant-e-s et du peuple ukrainien. La vague de soutien et de solidarité a été sans précédent.

En lien avec

Les éducateur·trice·s du monde entier soutiennent l'Ukraine et appellent à la paix

Alors que la situation déjà fragile à la frontière entre l'Ukraine et la Russie se détériore davantage, l'Internationale de l'Éducation appelle à une désescalade immédiate et à une solution diplomatique pour garantir une paix durable.

David Edwards, secrétaire général de l'Internationale de l'Éducation, a déclaré : « Les éducateurs et éducatrices du monde entier se tiennent aux côtés de nos collègues, des étudiants et étudiantes et de tout le peuple ukrainien et appellent à une résolution pacifique des tensions actuelles. Nous dénonçons toute intervention militaire en Ukraine et appelons la communauté internationale à utiliser tous les moyens diplomatiques pour amorcer une désescalade dans ce conflit. La vie et l'avenir de millions d'innocents et innocentes sont en jeu. »

Dans une [déclaration publiée aujourd'hui](#), le Comité syndical européen de l'éducation (CSEE), la structure régionale européenne de l'Internationale de l'Éducation, a exprimé sa solidarité avec les organisations membres en Ukraine - le *Trade Union of Education and Science Workers of Ukraine* (Syndicat des travailleur·euse·s de l'éducation et des sciences d'Ukraine ; TUESWU) et le *Free Trade Union of Education and Science of Ukraine* (Syndicat libre de l'éducation et des sciences d'Ukraine ; VPONU).

Nous élargissons cette solidarité et proclamons notre engagement indéfectible envers nos membres, qui se trouvent désormais en danger. Non seulement toute intervention militaire russe à l'intérieur des frontières ukrainiennes serait une violation flagrante du droit international, mais elle serait absolument catastrophique en termes de pertes de vies humaines. Les étudiant-e-s, les enseignant-e-s et les citoyen-ne-s ukrainien-ne-s ont droit à un avenir sans violence ni guerre. Le monde doit se tenir à leurs côtés et redoubler d'efforts pour assurer la paix dans le pays et sur le continent.

Les éducateur·trice·s du monde entier soutiennent le peuple ukrainien et condamnent la déclaration de guerre de la Russie

Ignorant les appels mondiaux à la paix et à la diplomatie, la Russie vient de lancer une invasion massive et injustifiable de l'Ukraine. L'Internationale de l'Éducation exprime sa solidarité avec les enseignant-e-s, les élèves et l'ensemble de la population ukrainienne et demande instamment à

la communauté internationale à arrêter le bain de sang et à tout mettre en œuvre pour éviter une crise humanitaire catastrophique en Europe.

David Edwards, secrétaire général de l'Internationale de l'Éducation a déclaré : « L'attaque de l'Ukraine par la Russie est inacceptable. Les éducateurs et éducatrices du monde entier sont solidaires de nos collègues, des élèves et des communautés en Ukraine et dénoncent cette invasion. Le conflit a déjà coûté la vie à 14.000 personnes depuis 2014, fait des milliers de blessés et contraint au déplacement 1,5 million d'individus. La violence doit cesser. La communauté internationale doit rester soudée face à cette agression et défendre le droit de l'Ukraine de demeurer maître de son avenir. »

Susan Flocken, directrice du Comité syndical européen de l'éducation (CSEE), la région européenne de l'Internationale de l'Éducation, s'est exprimée en ces termes : « Les enseignants et enseignantes, les universitaires et leurs organisations syndicales en Europe sont choqués par cette intervention militaire menée par la Fédération de Russie dans l'État souverain de l'Ukraine. Le CSEE condamne cette attaque de la Russie contre l'Ukraine et exprime son soutien sans réserve, ainsi que toute sa solidarité, aux collègues, au personnel enseignant, aux élèves et à toute la population ukrainienne. Des millions de vies sont en jeu. La guerre et les invasions ne devraient jamais avoir lieu dans nos sociétés contemporaines, où ce sont les mots et non les armes qui nous permettent de parvenir à un accord. Cette invasion doit cesser. »

Nous avons engagé des discussions avec les organisations membres en Russie et en Ukraine pour souligner l'importance de dialoguer et de préserver les valeurs de l'éducation et de la paix.

Nous réaffirmons notre engagement indéfectible envers nos organisations membres en Ukraine – le *Trade Union of Education and Science Workers of Ukraine* (TUESWU) et le *Free Trade Union of Education and Science of Ukraine* (VPONU).

Dans sa déclaration, le TUESWU, syndicat qui représente 1,4 million d'employé-e-s de l'éducation en Ukraine, a souligné que « cette agression aura des conséquences humanitaires catastrophiques, mais aussi un impact négatif considérable sur l'économie du pays. Nous risquons de perdre plusieurs millions d'emplois, et la destruction d'établissements scolaires, de services sociaux et de l'économie n'amènera que pauvreté et misère. Le bien-être social et le respect des droits des travailleurs et travailleuses ne seront plus des priorités. »

L'invasion par la Russie du territoire souverain de l'Ukraine constitue une violation flagrante du droit international qui, outre la menace qu'elle fait peser sur la sécurité de l'Ukraine mais aussi de l'ensemble de la région, entraînera des pertes tragiques en termes de vies humaines. Les implications de cet acte de guerre ne peuvent être sous-estimées.

Le peuple ukrainien a droit à un avenir exempt de violence et de guerre. Il jouit du droit souverain de décider démocratiquement de son avenir en tant que nation. Le monde doit se tenir à ses côtés et redoubler d'efforts pour garantir la paix dans le pays et sur le continent.

Il est temps de résoudre les graves problèmes de la région en construisant la paix, plutôt qu'en semant la guerre et la destruction.

#WeStandWithUkraine (NousSommesAvecLUkraine)

Lituanie

Le Lithuanian Education and Science Trade Union a mobilisé ses membres pour qu'il-elle-s parlent avec leurs élèves de l'histoire de l'Ukraine et de l'importance de la solidarité lors de cette période cruciale lors de la première heure de cours le lundi 28 février.

Audrius Jurgelevičius, professeur d'histoire et président adjoint du syndicat, donnera un cours en ligne d'histoire sur l'Ukraine le lundi 28 février. Cette leçon sera [retransmise en direct sur Facebook](#).

Allemagne

Le GEW, un membre de l'Internationale de l'Éducation en Allemagne, a condamné l'invasion de l'Ukraine par la Russie et organisera une manifestation à Berlin le dimanche 27 février.

Finlande

Le synducats de l'éducation OAJ soutient l'Ukraine.

France

Les synducats de l'enseignement UNSA et SNUIPP-FSU ont fait connaître leur solidarité.

Irlande

L' *Irish National Teachers' Organisation* est aux côtés de l'Ukraine.

Pologne

Le ZNP, organisation membre de l'Internationale de l'Éducation en Pologne, a exprimé sa solidarité avec l'Ukraine et publié un guide pour les enseignants et enseignantes sur la façon de parler avec les élèves de la guerre à leurs frontières.

États-Unis

L' *American Federation of Teachers* soutient l'Ukraine.

Canada

La Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants et le Congrès du Travail du Canada sont solidaires avec l'Ukraine.

Brésil

La *Confederação Nacional dos Trabalhadores em Educação* (CNTE) et les syndicats au Brésil se tiennent aux côtés de l'Ukraine.

Ukraine : Les syndicats de l'éducation du monde entier manifestent leur solidarité

Les syndicats de l'éducation du monde entier ont exprimé leur solidarité avec le peuple d'Ukraine, condamnant l'invasion du pays par les forces armées russes.

L'Internationale de l'éducation et son bureau européen, le Comité syndical européen de l'éducation (CSEE) ont adopté une [déclaration conjointe](#) exigeant la fin de l'agression militaire et le rétablissement de la paix et de la souveraineté en Ukraine.

L'Internationale de l'Education est solidaire de ses organisations membres en Ukraine qui représentent les enseignant-e-s et les travailleurs et travailleuses de l'éducation qui craignent pour leur vie et leur pays : Le Syndicat des travailleurs de l'éducation et des sciences d'Ukraine (TUESWU) et le Syndicat libre de l'éducation et des sciences d'Ukraine (VPONU).

Les syndicats de l'éducation du monde entier ont également exigé la fin de l'invasion et appelé à la paix.

France

Les syndicats de l'éducation UNSA, SNES-FSU, SNUIPP-FSU, SNESUP-FSU, et SNCS-FSU ont exprimé leur solidarité.

Lituanie

Le Syndicat lituanien de l'éducation et des sciences a invité ses membres à réserver leur première leçon de ce lundi 28 février pour parler à leurs élèves de l'histoire de l'Ukraine et de l'importance de la solidarité en cette période critique.

Audrius Jurgelevičius, professeur d'histoire et président adjoint du syndicat, a dispensé une leçon en ligne sur l'histoire de l'Ukraine le lundi 28 février. Celle-ci a été [diffusée en direct sur YouTube](#).

Le Syndicat lituanien des employés de l'éducation a lancé une initiative pour aider les enfants réfugiés ukrainiens et garantir leur scolarisation.

Pologne

ZNP, organisation membre de l'Internationale de l'éducation en Pologne, a exprimé sa solidarité avec l'Ukraine et a publié un guide pour les enseignants et enseignantes sur la manière de parler à leurs élèves de la guerre à leurs frontières.

Allemagne

GEW, affilié de l'Internationale de l'Education en Allemagne, a condamné l'invasion de l'Ukraine par la Russie et a encouragé ses membres à participer à une manifestation anti-guerre le dimanche 27 février à Berlin.

La Fédération de l'éducation VBE a [exprimé sa solidarité](#) avec les enseignant-e-s, les élèves et le peuple d'Ukraine et réaffirmé son soutien indéfectible aux syndicats de l'éducation ukrainiens.

Autriche

Le conseil d'administration du syndicat GÖD a publié une résolution condamnant l'attaque militaire de la Russie contre l'Ukraine et exprimant sa solidarité avec le peuple ukrainien.

Belgique

La FGTB a publié une déclaration de solidarité avec le peuple ukrainien et un appel à la paix.

L'ACV a condamné l'invasion et a appelé toutes les parties concernées à travailler à une résolution pacifique du conflit.

Danemark

Le Dansk Magisterforening et le Danish Union of Teachers ont [condamné l'invasion russe](#) et exprimé leur solidarité avec le peuple ukrainien.

Espagne

Le syndicat de l'éducation FECCOO est solidaire de l'Ukraine et a exprimé son espoir d'une résolution pacifique du conflit très prochainement.

Plus récemment, la CCOO et de l'UGT en Espagne ont publié une déclaration conjointe condamnant l'invasion russe et appelant à la paix.

Estonie

Le Syndicat de l'éducation EEPU a exprimé son soutien.

Finlande

Le syndicat de l'éducation OAJ se tient aux côtés de l'Ukraine.

Géorgie

Le Syndicat de l'éducation ESFTUG a exprimé sa solidarité et son soutien.

Irlande

L'Irish National Teachers' Organisation et l'Irish Federation of University Teachers sont solidaires de l'Ukraine.

Italie

Toutes les organisations membres de l'Internationale de l'Education en Italie ont exprimé leur solidarité avec l'Ukraine et ont soutenu les [manifestations anti-guerre dans le pays](#).

Lettonie

Le Syndicat de l'éducation LIZDA a exprimé son entière solidarité avec ses collègues et l'ensemble du peuple ukrainien.

Moldavie

La Fédération des syndicats de l'éducation et des sciences de Moldavie a exprimé son soutien et sa solidarité avec les syndicats de l'éducation d'Ukraine et a lancé une campagne de solidarité pour venir en aide aux réfugiés de guerre.

Norvège

L'Union of Education Norway a publié une déclaration condamnant l'attaque russe contre l'Ukraine et a appelé le gouvernement norvégien à fournir une aide humanitaire.

Portugal

La Fédération nationale de l'éducation (FNE) a publié une [déclaration](#) condamnant l'agression russe et se solidarisant avec l'Ukraine.

République tchèque

L'affilié de l'Internationale de l'éducation ?MOS-PS a [condamné l'agression de la Russie et a exprimé sa solidarité](#) avec les syndicats de l'éducation, les enseignants, les étudiants et tout le peuple ukrainien.

Royaume-Uni

La NASUWT s'unit au peuple ukrainien et à la communauté internationale pour condamner l'invasion illégale et l'action militaire de la Russie en Ukraine. [Voir leur déclaration](#).

L'UCU a exprimé sa solidarité avec toutes les personnes touchées par les événements dévastateurs en Ukraine et a demandé aux gouvernements de garantir la sécurité des populations civiles.

Suède

Les syndicats de l'éducation Lärarförbundet, LR et SULF ont exprimé leur solidarité avec leurs collègues, les enfants, les étudiants et l'ensemble du peuple ukrainien. Ils ont appelé la communauté internationale à utiliser tous les moyens diplomatiques possibles pour mettre fin au conflit.

États-Unis

La *National Education Association* et l' *American Federation of Teachers* (AFT) sont solidaires de l'Ukraine.

Le Conseil exécutif de l'AFT a également adopté une [déclaration sur l'Ukraine](#).

Lisez l'article sur la tragédie en Ukraine écrit par la présidente de l'AFT, Randi Weingarten, et publié dans le *New York Times* (en [français](#), [anglais](#), [espagnol](#), [russe](#), [allemand](#)).

Japon

La Japan Teachers' Union a publié une [déclaration condamnant l'invasion russe de l'Ukraine et appelant à la paix](#).

Canada

La Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants, la Fédération nationale des enseignantes et des enseignants du Québec (FNEEQ-CSN) et le Congrès du travail du Canada se tiennent aux côtés de l'Ukraine.

Brésil

La Confédération nationale des travailleurs de l'éducation (CNTE) et les syndicats du Brésil soutiennent l'Ukraine.

Australie

L' *Australian Education Union* a dénoncé l'acte de guerre de la Russie et a exhorté les gouvernements du monde entier à œuvrer pour la paix et la fin de cette crise humanitaire.

La *New South Wales Teachers Federation* s'est associée au mouvement syndical mondial pour condamner l'invasion russe en Ukraine.

Protéger les droits et la dignité de toutes les personnes réfugiées

Les bouleversements mondiaux de ces dernières décennies, qui sont à l'origine de crises, de conflits et de guerres, et les conséquences du changement climatique dans le monde ont poussé des millions de personnes à fuir leur pays en quête de sécurité et d'un refuge.

L'Internationale de l'Éducation et le Comité syndical européen de l'éducation (CSEE) défendent les droits des personnes réfugiées et migrantes sur chaque continent et collaborent avec les organisations membres pour faire en sorte que chaque enfant, chaque élève, chaque enseignant-e devant fuir son pays trouve une communauté éducative accueillante dans laquelle évoluer et s'épanouir.

Aujourd'hui, alors que la guerre a éclaté en raison de l'offensive menée par la Russie contre l'Ukraine, l'Europe fait face à une nouvelle vague de réfugié-e-s. Le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, [Filippo Grandi](#), a déclaré qu'à la date du 8 mars, deux millions de personnes avaient fui l'Ukraine. Au fur et à mesure de l'escalade dans le conflit, il est probable que des millions d'autres personnes quitteront l'Ukraine et chercheront refuge de l'autre côté de la frontière, venant s'ajouter à un chiffre déjà record de 31 millions de personnes réfugiées et demandeuses d'asile dans le monde.

La réaction immédiate des pays voisins et des communautés locales a été vive et impressionnante. Des pays comme la Pologne, la Moldavie, la Roumanie, la Hongrie et la Slovaquie ont laissé leurs frontières ouvertes et des bénévoles, des ONG, des organisations religieuses, des syndicats et les gouvernements ont joint leurs forces pour offrir un abri et un soutien aux populations déplacées.

Toutefois, il y a aussi eu des cas préoccupants où toutes les personnes cherchant un refuge n'ont pas été bien accueillies. Il a été signalé que des personnes originaires d'Afrique, d'Asie et du Moyen-Orient, y compris des étudiant-e-s internationaux-ales, ont été victimes de discrimination et de racisme, alors qu'il-elle-s recherchaient un abri sûr. L'Internationale de l'Éducation et le CSEE dénoncent tout type de discrimination. Toutes les personnes fuyant l'Ukraine doivent être traitées avec dignité et autorisées à traverser la frontière, indépendamment de leur nationalité, de leur race, de leur origine ethnique, de leur religion ou de tout autre motif.

« En tant qu'éducateurs et syndicalistes, nous défendons les droits et la dignité de toutes les personnes migrantes et réfugiées. Tout acte de discrimination à l'égard des personnes en quête de sécurité est inacceptable. Nous applaudissons l'immense mobilisation des pays voisins et du monde pour venir en aide à celles et ceux qui fuient la guerre en Ukraine. Nous appelons les gouvernements à soutenir les communautés éducatives qui accueillent des élèves et des familles traumatisées par la guerre. »

David Edwards, secrétaire général de l'Internationale de l'Éducation

« Au sein de la CSEE, nous promouvons des valeurs universelles et les principes de démocratie, de tolérance, de dignité humaine, d'État de droit et de solidarité. Les syndicats de l'éducation d'Europe – enseignants et enseignantes, personnel académique et autres personnels de l'éducation – s'engagent dans de multiples initiatives et actions destinées à défendre les droits et

libertés des personnes migrantes, réfugiées et des enfants déplacés afin d'aider les personnes dans le besoin. Faire en sorte que l'ensemble des élèves aient accès à une éducation inclusive et de qualité est essentiel pour reconnaître la valeur et le potentiel des nouvelles générations dans la construction de notre avenir commun dans la paix et la prospérité. »

Susan Flocken, directrice européenne du CSEE

L'éducation apporte un sentiment essentiel de normalité aux enfants et aux jeunes ayant subi un traumatisme lié au conflit et constitue la pierre angulaire de l'inclusion. Des systèmes éducatifs inclusifs et des communautés éducatives dans lesquelles les personnes exilées se sentent en sécurité et bienvenu·e·s et où les élèves peuvent apprendre ensemble sont fondamentaux pour que chaque élève développe pleinement son potentiel. Pour que cela se produise, des investissements majeurs devront être réalisés dans l'éducation afin de soutenir les personnels de l'éducation qui s'attelleront à répondre aux besoins d'apprentissage des enfants affectés par la pandémie et de leurs nouveaux élèves frappés par la guerre. L'Internationale de l'Éducation et le CSEE lancent également un appel aux pays d'accueil afin qu'ils accueillent et accréditent les enseignant·e·s réfugié·e·s, afin que leurs qualifications soient reconnues.

L'arrivée de millions de réfugié·e·s, essentiellement des femmes et des enfants, dont un grand nombre sont des mineur·e·s isolé·e·s, représente un défi majeur pour les systèmes éducatifs et les sociétés d'Europe. Les systèmes éducatifs, les communautés et le personnel, qui se débattent déjà avec les effets de la pandémie, doivent être soutenus pour relever ce défi sans précédent.

Dans les pays frontaliers de l'Ukraine, de nombreux syndicats de l'éducation ont déjà exprimé leur solidarité avec le peuple ukrainien et ont pris des initiatives pour aider les personnes réfugiées, en particulier les enfants et les jeunes.

Demander l'asile est un droit humain fondamental qui doit être reconnu par tous les États. Le mouvement syndical mondial de l'éducation affirme sa solidarité avec le peuple ukrainien et les personnes contraintes de fuir le pays. L'Internationale de l'Éducation et le CSEE ont également condamné l'invasion russe de l'Ukraine et appelé à mettre fin à la guerre.

Pour télécharger la déclaration conjointe IE-CSEE sur la crise des réfugié·e·s d'Ukraine, veuillez cliquer [ici](#).

Guerre en Europe : les syndicats doivent s'unir pour défendre la démocratie

" Nous savons qu'ils mentent,

Ils savent aussi qu'ils mentent,

Ils savent que nous savons qu'ils mentent,

Nous savons aussi qu'ils savent que nous savons qu'ils mentent,

Et pourtant ils continuent à mentir."

Aleksandr Isajevitsj Solzhenitsyn (1918-2008)

Un crime d'agression

Vladimir Poutine n'aurait pas pu rendre davantage justice à l'observation cynique de Soljenitsyne. Le 24 février, il a justifié son « opération militaire » en affirmant à tort qu'au cours des huit dernières années, le régime de Kiev avait commis un génocide contre les populations russes dans le Donbass et que l'Ukraine devait être démilitarisée et dénazifiée.

Deux jours plus tôt, le 22 février, la Confédération syndicale internationale (CSI) et la Confédération européenne des syndicats (CES) avaient publié sur leur site Internet une déclaration sur le conflit russo-ukrainien. Elles appelaient « à la fin immédiate des hostilités et du conflit dans l'est de l'Ukraine, et (à) des négociations de bonne foi pour résoudre la crise dans l'intérêt du peuple ». Appeler les deux pays à mettre fin immédiatement aux hostilités était aussi déplacé que l'aurait été un tel appel à l'Allemagne et à la Pologne le 31 août 1939, un jour avant l'invasion de la Pologne par Hitler. Le 22 février, nos camarades de la CSI et de la CES auraient déjà pu prévoir que M. Poutine envahirait, une fois de plus, l'Ukraine. La seule question était de savoir s'il occuperait les deux régions rebelles ukrainiennes de Donetsk et Louhansk ou s'il se dirigerait directement vers Kiev pour soumettre tout le pays. Comme nous le savons maintenant, il a choisi la seconde option.

Une explication de leur déclaration inappropriée pourrait être que les dirigeant-e-s de la CSI et de la CES ne voulaient pas offenser la plus grande organisation russe membre de la CSI, la FNPR, mais il est plus probable qu'il-elle-s aient partagé la naïveté, réelle ou feinte, de certains gouvernements occidentaux concernant les intentions de M. Poutine - malgré son invasion de la Géorgie en 2008, l'annexion de la Crimée en 2014 et la grave détérioration des droits civiques en Russie pendant son mandat.

Heureusement, le 25 février, la CSI et la CES ont publié une deuxième déclaration condamnant clairement le crime d'agression de M. Poutine.

C'est exactement ce dont des millions de personnes dans le monde ont été témoins au cours des deux dernières semaines. Pas une guerre entre les peuples de la Russie et de l'Ukraine, mais un crime d'agression commis par M. Poutine, l'autocrate qui semble vivre dans une réalité qui n'existe que dans son esprit, et qui semble croire qu'il peut, en toute impunité, redessiner la carte de l'Europe et bousculer l'ordre mondial.

La guerre est cruelle et laide en soi. Mais lorsque des populations et des infrastructures civiles sont prises pour cible et lorsque des armes à sous-munitions et d'autres moyens de destruction interdits sont déployés pour semer le chaos et la terreur, la guerre devient un crime contre l'humanité. Les centaines de milliers de personnes, principalement des femmes et des enfants, qui tentent de s'enfuir du pays, témoignent de la cruauté de la machine de guerre de M. Poutine. L'Internationale de l'Éducation a exprimé sa solidarité avec les syndicats ukrainiens de l'enseignement et apporte son soutien à ces organisations. Le Syndicat des travailleur-euse-s de l'éducation et des sciences d'Ukraine (TUESWU) a demandé à sa fédération mondiale de persuader l'OTAN de fermer le ciel de son pays. Il a rapporté qu'au cours des dix premiers jours de la guerre, plus de trois mille civil-e-s, dont des enfants, ont perdu la vie, tandis que des zones résidentielles, des hôpitaux et des écoles ont été bombardés dans de nombreuses régions du pays. Selon la Coalition mondiale de protection de l'éducation contre les attaques (GCPEA), plus de 210 établissements d'enseignement ont été endommagés ou détruits depuis le début de

l'invasion de l'Ukraine le 24 février. La fermeture d'écoles et d'établissements d'enseignement à l'échelle nationale a touché l'ensemble de la population d'âge scolaire - 5,7 millions d'élèves entre 3 et 17 ans et plus de 1,5 million d'étudiant-e-s inscrit-e-s dans des établissements d'enseignement supérieur.

Le dilemme de la zone d'exclusion aérienne

La réponse de la communauté internationale a été claire et nette. Le 2 mars, une session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté une résolution - avec 141 pays pour, 5 pays contre et 35 abstentions - exigeant que la Fédération de Russie mette immédiatement fin à son recours illégal à la force en Ukraine et retire toutes ses troupes. Cette unité étonnante dont ont fait preuve les États membres de l'OTAN et de l'UE s'est traduite par des sanctions sévères imposées à M. Poutine et à son entourage dans le but de nuire au trésor de guerre russe. Jamais un État membre de l'ONU n'a été frappé par des sanctions aussi sévères. Cependant, les demandes du gouvernement ukrainien à l'OTAN d'imposer une zone d'exclusion aérienne sur son territoire ont été rejetées. Ce rejet pose la question de savoir quelle ligne doit franchir M. Poutine avant que les démocraties occidentales n'interviennent directement et avec force ? L'explication donnée est que l'Ukraine se trouve au-delà des frontières de l'OTAN et qu'une guerre avec M. Poutine est à éviter à tout prix. Cette réponse faible et insatisfaisante peut renforcer M. Poutine dans son opinion qu'il peut défier le droit international et piétiner l'Ukraine en causant la mort et la destruction sans le risque d'une réponse militaire au-delà de la lutte vaillante, bien que solitaire, des braves militaires et volontaires civil-e-s ukrainien-ne-s.

Il convient de rappeler qu'en 1999, lorsque les forces armées serbes et yougoslaves ont terrorisé la population albanophone du Kosovo, la forçant à fuir son pays en direction de la Macédoine et l'Albanie voisines, l'OTAN est effectivement intervenue hors de ses frontières. Elle a mené une campagne de bombardements aériens sur Belgrade obligeant le Président serbe Milošević à retirer ses troupes de la province autonome serbe. S'il existe des similitudes remarquables entre la guerre russo-ukrainienne et le conflit du Kosovo (le prétexte de Milosevic pour intervenir militairement était de protéger la minorité de langue serbe vivant au Kosovo contre les Kosovars-e-s de langue albanaise), il y a bien sûr une importante différence. M. Milošević n'avait pas d'armes nucléaires pour intimider le monde.

Éruption de solidarité

L'opinion publique dans les pays occidentaux, nourrie par des images de guerre, d'Ukrainien-ne-s courageux-euses résistant à la machine de guerre de M. Poutine, de bombardements aveugles de populations civiles et d'environ deux millions de personnes réfugiées, s'est presque instantanément retournée contre la Russie. De grandes manifestations partout en Europe et en Amérique du Nord ont montré une éruption de solidarité avec le peuple ukrainien.

L'Europe a ouvert ses frontières pour accueillir un grand nombre des personnes déplacées. Des pays comme la Pologne et la Hongrie, qui ont toujours été réticents ou ont même refusé les appels de l'UE à ouvrir leurs frontières aux personnes exilées de Syrie et d'autres lieux de guerre, accueillent désormais la majeure partie des populations réfugiées ukrainiennes.

Les fédérations syndicales mondiales et les syndicats nationaux en Europe ont lancé des campagnes de solidarité pour soutenir leurs collègues en Ukraine. De nombreuses autres

initiatives ont été prises. Par exemple, le 28 février, le Syndicat lituanien de l'éducation et des sciences a organisé dans toutes les écoles du pays une leçon nationale sur l'histoire de l'Ukraine afin de contrer les mensonges historiques utilisés par M. Poutine pour justifier son invasion.

Peu de solidarité a été manifestée avec les Russes qui sont ou seront également victimes de ce conflit. La plupart des Russes sont contre la guerre mais ont peur d'entrer en dissidence et sont constamment mal informé-e-s par les médias d'État. Les quelques médias indépendants en Russie qui ont publié et diffusé des informations plus équilibrées et précises sur la guerre ont été fermés, laissant le peuple russe à la merci de la machine de propagande de M. Poutine. Non seulement le peuple russe souffre des sanctions financières, mais il est également frappé par des initiatives privées de boycott, dont certaines sont injustifiées. Les athlètes sont banni-e-s à titre individuel des Jeux paralympiques, les clubs de football sont expulsés de l'UEFA, les spectacles des troupes de théâtre russes annulés et les programmes d'échange d'étudiant-e-s interrompus. Pour quels résultats ? La russophobie n'est pas la solution. C'est une attaque de M. Poutine contre la démocratie libérale de l'Ukraine et, dans une certaine mesure, c'est aussi une attaque contre ce qui reste de la démocratie russe.

On a observé des manifestations contre la guerre dans de nombreuses villes russes, qui ont provoqué des milliers d'arrestations et une nouvelle loi imposant des peines de 15 ans de prison pour diffusion d'informations contraires à la position du gouvernement russe sur l' « opération militaire spéciale » en Ukraine. Parmi les Russes qui se sont réuni-e-s pour protester contre la guerre se trouvaient cinq mille enseignant-e-s qui ont signé une lettre ouverte adressée à M. Poutine. Il-elle-s ont souligné que :

« La guerre contre l'Ukraine n'est pas notre guerre. L'invasion de l'Ukraine a commencé au nom des citoyen-ne-s russes, mais contre notre volonté. Nous sommes enseignant-e-s et la violence est en contradiction avec l'essence même de notre métier. Dans le feu de la guerre, nos étudiant-e-s périront. La guerre conduira inévitablement à une aggravation des problèmes sociaux de notre pays. Nous soutenons les manifestations anti-guerre et exigeons un cessez-le-feu immédiat. »

Les initiateurs ont dû retirer la lettre ouverte de leur site Web « Les enseignant-e-s contre la guerre » après la nouvelle répression de la liberté d'expression par M. Poutine le 4 mars. Ces restrictions, ainsi que l'arrestation de manifestant-e-s russes, sans parler du scannage par les forces de police des SMS sur les smartphones des gens dans les rues de Moscou, sont les signes orwelliens d'un État policier.

Un avenir démocratique pour la Russie

Les citoyen-ne-s russes ordinaires doivent être encouragé-e-s et aidé-e-s à protéger leurs propres droits démocratiques plutôt que d'être repoussé-e-s, les aliénant du reste de l'Europe. Le mouvement syndical doit également garder cela à l'esprit. Les syndicats russes, comme d'autres syndicats de l'ex-Union soviétique, ont rejoint le mouvement syndical libre international au début des années 90 du siècle dernier. Bien que reconnues comme des organisations indépendantes, la plupart n'ont jamais été entièrement à l'abri de l'ingérence du gouvernement. Leur indépendance, dans la mesure où elle existait, était souvent limitée au secteur industriel qu'ils représentaient. Le Syndicat russe de l'éducation, par exemple, a pu fonctionner de manière indépendante en tant que syndicat professionnel. Alors que les traits autocratiques de Poutine

s'emparent progressivement de la « démocratie dirigée » de Russie, les syndicats marchent sur des œufs. Pire, certains se sentent obligés de soutenir les plans de leur Président. Le 24 février, la confédération syndicale russe FNPR, à la consternation de ses organisations sœurs européennes, a même publié une déclaration approuvant « l'opération militaire » de M. Poutine. Les membres ukrainiens et européens de la CSI/CES ont immédiatement exigé que l'organisation russe soit expulsée du mouvement syndical mondial et européen. Bien que leur colère et leur indignation soient largement partagées, ces sentiments ne doivent pas conduire à des expulsions précipitées. Au contraire, ils devraient intensifier le dialogue avec le mouvement syndical russe qui représente un formidable potentiel de changement démocratique. Leur demander aujourd'hui de dénoncer publiquement les crimes de guerre de leur Président, c'est les mettre dans la gueule du loup. Leur tourner le dos reviendrait à renoncer à l'espoir d'un avenir démocratique pour la Russie en Europe.

Démocratie contre autocratie

Les générations futures d'écolier-e-s seront appelées à mémoriser la date du 24 février 2022 comme le jour où une démocratie jeune et fragile a été prise d'assaut par un régime autoritaire connu pour son mépris des démocraties occidentales, qui, selon le régime, sont « faibles, chaotiques et dépravées ». Au cours de la dernière décennie, M. Poutine a tenté de semer la division et de saper la démocratie en Europe et dans les Amériques en soutenant des partis d'extrême droite, en lançant des cyberattaques, en diffusant de fausses informations et en manipulant les élections. Dans un sermon incroyablement glaçant donné le 6 mars, le chef de l'église russo-orthodoxe, un allié de Poutine, a soutenu l'invasion russe. Le patriarche Cyrille a déclaré à son auditoire moscovite que l'opération militaire n'était rien de moins que « le salut de l'humanité ». Il a dit que l'Ukraine voulait appartenir à un club de pays qui soutiennent les droits des homosexuels, étant ainsi forcée de « pécher » et de renier « Dieu et Sa Vérité ».

L'invasion russe de l'Ukraine n'est bien sûr pas un conflit religieux, mais un affrontement entre deux systèmes politiques - la démocratie et l'autocratie - avec le peuple ukrainien au premier plan. Indépendamment de son issue, elle aura de graves conséquences géopolitiques.

La tragédie qui frappe le peuple ukrainien aujourd'hui sensibilisera peut-être davantage les personnes vivant dans les démocraties du monde entier à la vulnérabilité de leurs systèmes politiques et à l'impératif de défendre et de protéger les valeurs démocratiques qu'elles partagent. Ce réveil, cependant, ne doit pas seulement se traduire par une augmentation des budgets de la défense, mais aussi par une vie meilleure et plus juste pour toutes et tous. Le danger des campagnes de désinformation soutenues par les autocrates russes, chinois et autres est qu'elles peuvent convaincre les gens que la démocratie ne fonctionne pas et ne peut pas fonctionner. Un scepticisme sain est bon. Le cynisme destructeur est dangereux. Cela conduit à la polarisation, attise la haine et incite les gens à renoncer à la démocratie. Le courage des Ukrainien-ne-s risquant leur vie pour sauver leur démocratie incitera peut-être celles et ceux qui vivent dans les pays libres à prendre la peine d'aller voter et à devenir des citoyen-ne-s actif-ive-s afin que les forces autoritaires ne volent pas leurs démocraties sans coup férir.

Education et démocratie

Les enseignant-e-s ont un rôle essentiel à jouer pour faire comprendre les valeurs démocratiques, encourager la pensée critique et former des citoyen-ne-s actif-ive-s. Le 8e Congrès mondial de l'IE à Bangkok a tiré la sonnette d'alarme sur l'érosion de la démocratie.

Pour cette occasion, nous avons produit un livre, basé sur l'expérience des organisations membres, « *Education & Démocratie, 25 Leçons de la profession enseignante* ». Dans la préface du livre, l'historien Timothy Snyder décrit succinctement la mission démocratique de l'éducation :

« La démocratie dépend d'un monde commun que nous pouvons toutes et tous essayer de comprendre ensemble. Si le peuple doit gouverner, ce que signifie la démocratie, le peuple doit voir, saisir, partager et améliorer le monde qui l'entoure.

Tout cela est possible, mais rien n'est automatique. Un tel monde ne peut être construit que par les enseignant·e·s, les écoles et les syndicats qui les soutiennent.

Si on veut la démocratie, il faut l'exiger, et il faut pouvoir éduquer des enfants qui vont la faire et la refaire ».

Ukraine : les syndicats de l'éducation, les autorités nationales et locales et les organisations internationales se mobilisent pour garantir l'accès à l'éducation pour tou·te·s les élèves réfugié·e·s

Les syndicats de l'éducation d'Ukraine et d'autres pays européens, le ministère ukrainien de l'Éducation et des Sciences, les autorités locales des pays voisins et les organisations internationales se sont réunis à Varsovie les 3 et 4 mai pour intensifier leur collaboration afin de garantir la poursuite de l'éducation pour tou·te·s les élèves réfugié·e·s ukrainien·ne·s.

Depuis le début de la guerre, le 24 février, près de 6 millions de personnes ont fui le pays. L'UNICEF estime que la moitié des réfugié·e·s sont des enfants.

« La solidarité manifestée à l'égard des personnes fuyant la guerre en Ukraine est absolument remarquable. Nous devons faire tout ce qui est en notre pouvoir pour la maintenir aussi longtemps que nécessaire. Les syndicats de l'éducation œuvrent sans relâche aux côtés de toutes les parties prenantes pour faire en sorte que chaque élève déplacé par la guerre en Ukraine ait accès à une éducation de qualité pendant son séjour à l'étranger, et que chaque enseignant réfugié reçoive le soutien dont il a besoin pour traverser cette crise », a expliqué David Edwards, secrétaire général de l'Internationale de l'Éducation.

Organisé par l'Internationale de l'Éducation en collaboration avec l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et le syndicat hôte *Związek Nauczycielstwa Polskiego* (ZNP), membre de l'Internationale de l'Éducation en Pologne, l'événement a réuni un large éventail de parties prenantes en Ukraine et dans les pays accueillant des réfugié·e·s ukrainien·ne·s. Il avait pour objet d'amorcer un dialogue politique sur les meilleurs moyens de répondre aux besoins éducatifs des élèves ukrainien·ne·s.

La réunion a été ouverte par David Edwards (secrétaire général de l'Internationale de l'Éducation), Andreas Schleicher (directeur de la Direction de l'éducation et des compétences et Conseiller spécial auprès du secrétaire général de l'OCDE), et Larry Flanagan (président de la région européenne de l'Internationale de l'Éducation, le Comité syndical européen de l'éducation).

Qu'il s'agisse d'accueillir des réfugié-e-s dans les locaux syndicaux, d'organiser des dons ou de faire du bénévolat aux postes frontières et dans les centres d'accueil, les syndicats de l'éducation et leurs membres ont fait preuve d'une grande solidarité avec les personnes qui fuient la guerre.

Identifier les défis et les besoins

Au cours de la première partie de l'événement, des intervenant-e-s d'Ukraine et des pays limitrophes qui actuellement accueillent un grand nombre de réfugié-e-s ukrainien-ne-s ont pris la parole.

Lors d'une intervention en ligne, Andriy Vitrenko, premier vice-ministre ukrainien de l'Éducation et des Sciences, a fourni aux participants une mise à jour de la situation de l'éducation en Ukraine, soulignant que plus de 100 établissements d'enseignement, soit 10 à 15 % de tous les établissements d'enseignement du pays, ont été détruits, et que de nombreux autres ont été gravement endommagés.

Le premier vice-ministre a également évoqué les ressources en ligne que le gouvernement ukrainien met à disposition pour soutenir l'éducation des élèves réfugié-e-s, qui comprennent notamment des cours en ligne et des manuels scolaires en ukrainien. Olha Chabaniuk, vice-présidente du *Trade Union of Education and Science Workers of Ukraine* (Syndicat des travailleur-euse-s de l'éducation et des sciences d'Ukraine), organisation membre de l'Internationale de l'Éducation dans le pays, a évoqué l'impact de la guerre sur l'éducation et la profession enseignante. La dirigeante syndicale a souligné que les femmes représentent un large pourcentage du corps enseignant en Ukraine et que, par conséquent, un nombre important de professionnel-le-s de ce secteur ont désormais fui la guerre pour se réfugier dans les pays voisins.

Des informations sur les besoins des élèves ukrainien-ne-s réfugié-e-s et les défis auxquels sont confrontés les communautés d'accueil ont également été fournies par les syndicats de l'éducation des pays limitrophes de l'Ukraine qui ont accueilli des millions de réfugié-e-s depuis le 24 février. Les participant-e-s ont entendu des représentant-e-s des organisations membres de l'Internationale de l'Éducation, ZNP et KSN NSZZ « Solidarnosc » (Pologne), OZPSAV (Slovaquie), PSZ-SEH et PDSZ (Hongrie), et « Alma Mater » NTUF (Roumanie).

Qu'il s'agisse d'accueillir des réfugié-e-s dans les locaux syndicaux, d'organiser des dons ou de faire du bénévolat aux postes frontières et dans les centres d'accueil, les syndicats de l'éducation et leurs membres ont fait preuve d'une grande solidarité avec les personnes qui fuient la guerre.

Des représentant-e-s des pouvoirs publics locaux ont également pris la parole pour faire état de la situation dans leurs juridictions et des mesures mises en place pour soutenir l'accès des réfugié-e-s à l'éducation. Depuis la Pologne, Wojciech Bakun, maire de Przemyski, et Andrzej Suchenek, du département de l'éducation de la ville de Varsovie, ont évoqué le soutien offert aux réfugié-e-s ukrainien-ne-s dans leurs villes et les besoins à satisfaire de toute urgence. Dans son intervention, Katarína Kremser, membre de ZMOS, une association de municipalités slovaques, a évoqué la situation des réfugié-e-s en Slovaquie, en soulignant notamment les domaines qui nécessitent une attention immédiate. Les intervenant-e-s ont tous souligné la nécessité d'accroître le financement des écoles qui accueillent désormais des milliers d'élèves

supplémentaires nécessitant une aide adaptée.

Enseignements tirés des précédentes crises de réfugié-e-s

Les participant-e-s ont également entendu les syndicats de l'éducation, les collectivités locales et les organisations internationales partager les meilleures pratiques des précédentes crises de réfugié-e-s en Europe et au-delà.

Le GEW, organisation membre de l'Internationale de l'Éducation en Allemagne, et Silvana Safouane du ministère de l'Enseignement général et professionnel à Hambourg ont partagé les leçons de la crise des réfugié-e-s syrien-ne-s de 2015, soulignant que les mesures mises en place depuis 2015 pour inclure les élèves réfugié-e-s ont contribué à accélérer la réponse à la crise actuelle.

Le Comité syndical européen de l'éducation, l'organisation régionale européenne de l'Internationale de l'Éducation, a présenté les résultats de son projet « Partenaires sociaux sectoriels européens dans l'éducation – Promouvoir une intégration efficace des migrant-e-s et des réfugié-e-s dans l'éducation », qui a examiné les réponses éducatives à la crise des réfugié-e-s de 2015 en Espagne, en Serbie et en Belgique.

Des informations et des enseignements complémentaires sur le soutien aux élèves et aux enseignant-e-s réfugié-e-s ont été partagés par les organisations internationales présentes lors de l'événement : OCDE, Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, Institut international de planification de l'Éducation de l'UNESCO et SIRIUS, le réseau politique sur l'éducation des migrant-e-s.

« Les syndicats de l'éducation œuvrent sans relâche aux côtés de toutes les parties prenantes pour faire en sorte que chaque élève déplacé par la guerre en Ukraine ait accès à une éducation de qualité pendant son séjour à l'étranger, et que chaque enseignant réfugié reçoive le soutien dont il a besoin pour traverser cette crise. »

David Edwards, secrétaire général de l'Internationale de l'Éducation

Aller de l'avant pour garantir l'accès à une éducation de qualité pour tou-te-s les élèves réfugié-e-s

Les participant-e-s ont discuté des solutions possibles aux défis actuels et ont réaffirmé leur engagement envers tou-te-s les élèves et enseignant-e-s réfugié-e-s. Les organisations membres de l'Internationale de l'Éducation continueront à coordonner et à travailler par-delà les frontières pour que tou-te-s les élèves réfugié-e-s aient accès à une éducation de qualité et que tous les enseignant-e-s réfugié-e-s soient soutenu-e-s tout au long de cette crise.

Les syndicalistes roumain-e-s s'unissent et agissent pour soutenir les éducateur-trice-s et les étudiant-e-s ukrainien-ne-s

Depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie, la Fédération des Syndicats Libres de l'Enseignement (FSLE) de Roumanie a entrepris de nombreuses actions de solidarité avec les collègues et les enfants ukrainien-ne-s. Les éducateur-trice-s roumain-e-s travaillent en tant que

volontaires pour s'assurer que les écoles sont prêtes à recevoir des étudiant-e-s ukrainien-ne-s et organisent une formation rapide pour que les enseignant-e-s apprennent à travailler avec des étudiant-e-s souffrant de traumatismes de guerre. Le syndicat a également facilité l'accès aux ressources pédagogiques de l'UE via le programme ERASMUS+.

Pour la FSLE, « le système éducatif roumain doit relever le défi d'intégrer de nombreux enfants et étudiant-e-s. Il est temps d'être unis et d'agir en faveur de nos collègues et des enfants ukrainiens ».

Le syndicat a rappelé que, depuis le début de cette crise, près d'un million de citoyen-ne-s ukrainien-ne-s sont entré-e-s en Roumanie. Le flux de réfugié-e-s en provenance de Roumanie et de Moldavie se déplace rapidement vers l'Europe occidentale, et la majorité (plus de 61%) a déjà quitté la Roumanie pour d'autres destinations en Europe occidentale (Autriche, Allemagne, France, Espagne), indiquant qu'il-elle-s ont des parents et des ami-e-s dans ces pays.

Selon les informations fournies par les forces de police roumaines, sur le nombre total de réfugié-e-s restant en Roumanie, 31.385 sont des enfants. Cependant, les données changent chaque jour.

Enregistrement des mineur-e-s non accompagné-e-s

Par l'intermédiaire de l'Autorité nationale de protection de l'enfance, le gouvernement roumain prépare une procédure d'enregistrement des enfants ukrainien-ne-s qui entrent en Roumanie sans parent ni tuteur-trice légale. Il-elle-s seront pris-es en charge par les services de protection de l'enfance des comtés frontaliers. Les enfants ukrainien-ne-s qui arrivent en Roumanie non accompagné-e-s bénéficieront de cette protection. Le gouvernement considère comme « mineur-e-s non accompagné-e-s », les citoyen-ne-s étranger-ère-s ou les apatrides de moins de 18 ans arrivant en Roumanie non accompagné-e-s. Un Groupe de travail pour les mineur-e-s non accompagné-e-s a été mis en place afin d'identifier rapidement les mesures les plus appropriées pour la protection des mineur-e-s non accompagné-e-s. Des mesures ont également été prises pour assurer l'infrastructure administrative et les ressources humaines nécessaires pour fournir aux enfants réfugié-e-s venant d'Ukraine une protection appropriée dans des situations aussi critiques.

La FSLE – par le biais d'organisations affiliées dans les villes de Maramures, Suceava, Botosani, Cluj et Bucarest – a aidé les autorités frontalières via des dons de vêtements, de lits, de nourriture et de médicaments, ainsi que de jouets et de fournitures pour les enfants.

Des éducateur-trice-s bénévoles à la frontière roumano-ukrainienne

Des milliers d'enseignant-e-s et de membres du personnel de l'éducation bénévoles se trouvent chaque jour aux frontières, aidant à guider le flux de réfugié-e-s et fournissant des informations officielles et précises sur le transit par la Roumanie et les droits des réfugié-e-s dans le pays.

De plus, les dons en espèces des membres de la FSLE ont été redirigés vers la Croix-Rouge roumaine et l'UNICEF Roumanie, car ces organisations possèdent des procédures et des canaux de soutien pour les personnes dans les zones de guerre, contrairement au syndicat.

Des hôtels et d'autres logements du syndicat dans les zones frontalières ont également été mis à la disposition des autorités pour accueillir des réfugié-e-s, tandis que des enseignant-e-s et des

travailleurs-euse-s de l'éducation roumain-e-s ont hébergé des familles de réfugié-e-s chez eux-elles.

La FSLE a souligné que le principal problème à Bucarest et dans d'autres grandes villes est que les écoles sont déjà surpeuplées d'étudiant-e-s roumain-e-s. Elle a rencontré le Secrétaire d'État Szekely qui a accepté de commencer à identifier des places dans les écoles de Bucarest car si le conflit continue, le nombre d'enfants augmentera encore. Alors que certaines écoles peuvent inscrire 2-3 étudiant-e-s, ce problème deviendra plus aigu à l'automne lorsque la nouvelle année scolaire commencera, car la Roumanie n'est pas préparée à recevoir un tel flux de réfugié-e-s dans un système éducatif qui doit déjà faire face à de nombreux défis.

Parmi les autres problématiques clés soulignées par le syndicat roumain de l'enseignement, citons:

- Le manque d'enseignant-e-s parlant l'ukrainien.
- L'évaluation du niveau d'éducation des enfants réfugié-e-s
- Le manque de manuels en ukrainien.

Les autorités locales de Roumanie recherchent des enseignant-e-s réfugié-e-s ukrainien-ne-s et le ministère de l'Éducation envisage de les employer. Cependant, la FSLE a insisté sur le fait qu'il n'existe actuellement aucune règle ou réglementation pour un tel emploi.

Un autre problème est d'identifier tou-te-s les enfants réfugié-e-s, car la plupart d'entre eux-elles ne sont pas dans des centres de réfugié-e-s : certains ont de la famille ou des ami-e-s en Roumanie ou ont accepté de rester chez des volontaires roumain-e-s.

La mission du CSEE

La FSLE a participé à l'organisation de la mission de solidarité en Roumanie du Bureau régional européen de l'Internationale de l'Éducation, le Comité syndical européen de l'éducation (CSEE), et a offert un soutien technique à la mission du CSEE en République de Moldavie.

Réunion dans les locaux du FSLE avec le Secrétaire d'État en charge des réfugiés, Ionel Lixandru.

Les résultats de ces visites ont été particulièrement importants pour définir le contenu de la [Résolution pour la Paix en Ukraine](#), adoptée lors de la [Conférence spéciale du CSEE](#) tenue à Liège, en Belgique, et pour décider des futures lignes d'action.

La délégation du CSEE a rencontré des décideur-euse-s politiques, des syndicats de l'enseignement et des confédérations syndicales, ainsi que des représentations de la Commission européenne. Elle a également visité plusieurs centres de réfugié-e-s, ainsi que des écoles et des universités qui accueillent des étudiant-e-s ukrainien-ne-s.

Visite d'une école primaire à Bucarest accueillant des enfants ukrainiens.

Visite de l'Université polytechnique de Bucarest, où un centre pour les réfugiés a été ouvert sur le campus.

La délégation a appelé à un dialogue social renforcé entre le gouvernement et les syndicats de l'éducation en Pologne, en Roumanie et en Moldavie, et à un soutien mieux ciblé, y compris en ce qui concerne la viabilité financière, aux systèmes éducatifs et au personnel éducatif qui font tout leur possible pour que tou-te-s les enfants ukrainien-ne-s puissent se sentir en sécurité et poursuivre leurs études.

Au cours de ces missions, l'insuffisance du financement de l'éducation est apparue, tout comme le manque d'outils TIC et d'équipements éducatifs disponibles, tandis que la majorité des enfants ukrainien-ne-s venant en [Pologne](#), en Roumanie et en Moldavie continuent de suivre des cours d'ukrainien en ligne, ce qui nécessite un équipement informatique et numérique adéquat et une bonne connexion internet.

Alexandra Cornea du FSLE officie comme modératrice lors de la réunion entre la Mission de solidarité du CSEE et les autorités roumaines.

Un autre défi persistant dans les trois pays est le système d'enregistrement et de suivi des réfugié-e-s : de nombreuses familles ukrainiennes considèrent ces pays comme des pays de transit ou envisagent de retourner en Ukraine dès que possible et n'inscrivent donc pas leurs enfants dans le système éducatif local. En fait, la FSLE a souligné qu'un nombre croissant de réfugié-e-s ukrainien-ne-s retournent déjà dans leur pays.

Ukraine : l'Internationale de l'Éducation condamne les attaques russes contre les enseignant-e-s et l'éducation dans les territoires occupés

Dans une affreuse et consternante campagne de réécriture de l'histoire et d'endoctrinement, les forces armées de Russie s'en prennent aux enseignant-e-s et à l'éducation dans les territoires occupés en Ukraine. Selon Serhiy Chkarlet, ministre de l'Éducation et de la Science du gouvernement ukrainien, l'armée russe, dans la région de Kherson, brûle des livres ukrainiens et pratique la menace, les arrestations et la torture sur des enseignant-e-s parce qu'ils appliquent le programme national d'enseignement.

Nous, enseignant-e-s du monde entier, condamnons ces attaques contre nos collègues et contre l'enseignement et nous appelons la Russie à mettre immédiatement un terme à cette guerre d'agression contre une nation souveraine, afin que la paix revienne en Ukraine.

« Comme d'autres dictateurs avant lui, le président Poutine s'attaque aux enseignants parce qu'ils jouent un rôle-clé dans la préservation et la transmission de la mémoire, de l'histoire et de l'identité d'une nation. Mais on ne vient pas facilement à bout des enseignants. Nos collègues se livrent à une remarquable et admirable résistance pour défendre leurs élèves et leur pays. Nous éprouvons un respect immense devant leur courage et nous les assurons de notre soutien sans faille sur leur chemin vers la liberté », a déclaré David Edwards, secrétaire général de l'Internationale de l'Éducation.

Campagne d'effacement de l'histoire et de l'identité ukrainiennes

Dans les zones occupées, au sud du pays, dans les régions de Zaporijjia et de Kherson, une parodie de référendum portant sur leur annexion à la fédération de Russie a été préparée et doit avoir lieu le 11 septembre. C'est en vue de ce référendum que les forces russes se livrent dans ces régions à un travail de sape de l'identité et de l'histoire ukrainiennes par le biais d'attaques contre les enseignant-e-s et l'éducation.

Des projets pour mettre en place un nouveau programme d'enseignement et de nouveaux manuels scolaires dès la rentrée de septembre se sont heurtés à la résistance des enseignant-e-s ukrainien-ne-s. Les nouveaux supports d'enseignement présentent une réécriture de l'histoire et suivent à la lettre les volontés politiques du Kremlin.

Des enseignant.e.s ont été menacé-e-s d'être envoyé-e-s en Crimée pour y suivre une « remise à niveau ». Selon le Times (Londres), les médias russes ont lancé des appels à fusiller ou à « envoyer au goulag » les enseignant-e-s qui s'opposent au nouveau programme. Des habitant-e-s de Kherson font part d'enseignant-e-s arrêté-e-s, menacé-e-s et torturé-e-s. L'armée russe a également pris le contrôle de bâtiments scolaires à Kherson, afin de les utiliser comme casernes, plaçant tout autour des fils de déclenchement et des explosifs.

Résistance des enseignant-e-s ukrainien-ne-s

Selon le ministre de l'Éducation et de la Science du gouvernement ukrainien, la grande majorité des enseignant-e-s des territoires occupés a refusé de collaborer avec les occupants. Ils travaillent pour que le programme ukrainien puisse être encore enseigné, en utilisant YouTube ou bien les chaînes de la télévision nationale pour diffuser leurs cours. De nombreux-euses enseignant-e-s ont gardé le contact avec les parents d'élèves afin de leur transmettre les supports d'apprentissage et d'apporter secrètement leur soutien à l'école à domicile.

Certain-e-s enseignant-e-s dans les territoires contrôlés par la Russie se sont exposé-e-s à des risques incroyables, allant jusqu'à franchir la ligne de front pour pouvoir rapporter des informations ou des salaires à leurs collègues.

« Nous éprouvons un respect immense devant leur courage et nous les assurons de notre soutien sans faille sur leur chemin vers la liberté. »

David Edwards, secrétaire général de l'Internationale de l'Éducation.

Dans un discours louant les enseignant-e-s ukrainien-ne-s, le ministre de l'Éducation et de la Science a déclaré : « Je suis fier de mes enseignants, ce sont de vrais héros de guerre dans notre pays. Ils n'ont pas fait que donner des cours aux enfants mais ils les ont aussi sauvés, protégés et abrités. Les enseignants sont souvent les premiers à offrir un soutien psychologique. »

Ukraine : les syndicats s'opposent fermement à une nouvelle loi qui porte atteinte aux droits du travail, à la négociation collective et à la démocratie

Une nouvelle loi prive jusqu'à 70 % des travailleur-euse-s ukrainien-ne-s des protections en matière de travail, y compris de leurs droits de négociation collective. Les syndicats, y compris l'organisation membre de l'Internationale de l'Éducation, le *Trade Union of Education and*

Science Workers of Ukraine (Syndicat des travailleur-euse-s de l'éducation et des sciences d'Ukraine, TUESWU), sont consternés par cette tentative de porter atteinte aux droits des travailleur-euse-s en Ukraine et se mobilisent pour lutter contre la nouvelle loi devant les tribunaux et au niveau international.

David Edwards, Secrétaire général de l'Internationale de l'Éducation, a déclaré : « Nous soutenons pleinement le combat de l'Ukraine pour la liberté et la démocratie. Le respect des droits des travailleurs et travailleuses et l'engagement dans un dialogue social significatif sont absolument essentiels à une démocratie saine et prospère. Travailler aux côtés des syndicats et non contre eux est essentiel pour l'avancée de l'Ukraine vers la démocratie, vers l'Union européenne et vers l'avenir radieux que tous les Ukrainiens et toutes les Ukrainiennes méritent. »

Le parti au pouvoir tente de restreindre les droits des travailleur-euse-s

Adoptée le 17 juillet et entrée en vigueur le 19 août, la loi 2434-IX (ancienne loi 5371) concerne les travailleur-euse-s des entreprises et organisations de moins de 250 salarié-e-s. Selon des estimations d'expert-e-s, la nouvelle loi concerne environ 70 % des travailleur-euse-s du pays.

En vertu de la nouvelle loi, le principal instrument régissant les relations de travail entre employeur-euse-s et salarié-e-s dans les petites et moyennes entreprises sera le contrat individuel. En fait, les conventions collectives négociées par les syndicats ne s'appliqueront plus et les syndicats ont également perdu le pouvoir légal de mettre leur veto aux licenciements sur le lieu de travail. Ce changement ouvre la porte à des licenciements arbitraires et créera la peur de s'engager dans des activités syndicales ou d'autres activités indépendantes.

La première tentative d'introduction de la loi remonte à 2021. Elle a reçu des avis d'expert-e-s négatifs, notamment de l'Organisation internationale du Travail, et a été fortement critiquée par les confédérations syndicales et l'ensemble des principales parties prenantes.

Pour le moment, la loi ne s'applique que tant que la loi martiale est en place. Cette stipulation n'a été ajoutée qu'à la dernière minute, en réponse à la pression des syndicats du pays.

La loi fait partie d'un programme plus large de déréglementation et de suppression des droits des travailleur-euse-s. En juillet, le Parlement a adopté une loi qui permet aux employeur-euse-s de cesser de payer ceux-celles qui ont été appelé-e-s à se battre et une autre loi qui légalise les contrats zéro heure. Les syndicats préviennent que de nombreuses autres lois restreignant les droits des travailleur-euse-s sont en train d'être adoptées par le Parlement. Toutes sont vigoureusement combattues par le mouvement syndical en Ukraine.

Les syndicats se mobilisent

Alors que la loi martiale empêchait les syndicats d'appeler à la grève et à manifester, la Fédération des syndicats d'Ukraine lance une campagne pour contester la loi no. 2434-IX devant la Cour constitutionnelle d'Ukraine et fera appel devant l'Organisation internationale du Travail et d'autres instances européennes et internationales.

« Le TUESWU soutient la position de la Fédération des syndicats d'Ukraine sur la loi antisyndicale no. 2434-IX. Le syndicat est catégoriquement opposé à cette loi car elle introduit des formes extrêmes de libéralisation des relations de travail et de discrimination en restreignant

considérablement les droits du travail et les garanties pour les travailleurs. La loi n. 2434-IX discrimine les employés des petites et moyennes entreprises et les prive de l'un de leurs droits fondamentaux - le droit à la protection du travail et à la négociation collective. Le syndicat attire l'attention sur le fait que ce document viole gravement la Constitution de l'Ukraine, les actes internationaux ratifiés par l'Ukraine, y compris les accords de l'UE et les conventions de l'OIT », a déclaré Georgiy Trukhanov, président du TUESWU.

« Travailler aux côtés des syndicats et non contre eux est essentiel pour l'avancée de l'Ukraine vers la démocratie, vers l'Union européenne et vers l'avenir radieux que tous les Ukrainiens et toutes les Ukrainiennes méritent. »

David Edwards | secrétaire général de l'Internationale de l'Éducation

L'Internationale de l'Éducation et sa structure européenne, le Comité syndical européen de l'éducation, [soutiennent le TUESWU et tous les syndicats du pays qui luttent pour protéger et promouvoir les droits des travailleur-euse-s.](#)

Solidarité totale des éducateur·trice·s polonais·es avec les enfants et les collègues ukrainien·ne·s

Qu'il s'agisse d'accueillir des réfugié·e·s dans des bâtiments appartenant aux syndicats, d'organiser des dons, de faire du bénévolat aux points de passage frontaliers et dans des centres d'accueil ou d'organiser des cours pour les enfants, [les syndicats de l'enseignement et leurs membres en Pologne ont fait preuve d'une grande solidarité avec celles et ceux qui fuient la guerre qui fait rage en Ukraine, le pays voisin.](#)

ZNP : Offrir aux réfugié·e·s ukrainien·ne·s une éducation de qualité et des conditions de vie décentes

« Nous savions que certaines activités étaient nécessaires avant même l'agression russe. Nous avons dû préparer une stratégie rapidement. Nous avons envoyé des lettres de protestation aux autorités russes. Après, nous avons mobilisé les enseignantes et enseignants », a expliqué Dorota Obidniak du *Zwi?zek Nauczycielstwa Polskiego* (ZNP).

Dorota Obidniak, ZNP/Pologne

Son syndicat a organisé de nombreuses activités. Avec d'autres syndicats et de nombreuses organisations polonaises, le ZNP a apporté son aide en prêtant des propriétés aux réfugié·e·s - 250 réfugié·e·s sont hébergé·e·s dans les centres de vacances et de formation du ZNP. Il a également fourni aux réfugié·e·s des téléphones et des cartes SIM, des machines à laver, etc. « Maintenant, nous organisons des camps de vacances pour les étudiants ukrainiens, car nous avons obtenu des fonds de l' *American Federation of Teachers* des États-Unis », a observé Dorota Obidniak.

Les trois premières semaines ont été dramatiques car, au total, 2.800.000 réfugié·e·s se trouvaient en Pologne. Certains d'entre eux-elles restent, d'autres sont en transit, a-t-elle rapporté, affirmant que les réfugié·e·s restent dans les grandes villes, où la diaspora ukrainienne

est plus importante. Au moins 80 % des réfugié-e-s sont des femmes de tous âges, avec des enfants, parfois de très jeunes enfants. Il y a 300.000 réfugié-e-s ukrainien-ne-s à Varsovie, où la population a augmenté de 20 % en trois semaines.

« La situation est dynamique et change tous les jours. Plus d'un million de réfugiés sont retournés en Ukraine », a indiqué Obidniak.

Au début, seuls 20.000 enfants ukrainiens voulaient aller dans des écoles polonaises, il n'y avait donc pas vraiment de problèmes, a-t-elle déclaré. Alors que le ministre ukrainien de l'Éducation a choisi de soutenir les cours à distance, les enseignant-e-s ukrainien-ne-s ont enseigné à distance aux étudiant-e-s vivant à l'étranger, « qui ont eu le sentiment que leur vie se poursuivait avec un sentiment de normalité », y compris en Pologne.

En préparant des lignes directrices sur la façon de travailler avec les réfugié-e-s, les syndicalistes polonais-es de l'éducation ont cherché des conseils et ont participé à un projet de l'Internationale de l'Éducation. Il-elle-s ont organisé une réunion en ligne avec Marlis Tepe du syndicat allemand de l'éducation, le Gewerkschaft Erziehung und Wissenschaft, qui a également été membre du Bureau exécutif de l'Internationale de l'Éducation.

Dorota Obidniak a rappelé que si la Pologne a accueilli 2 millions de réfugié-e-s ukrainien-ne-s en quelques semaines, l'Allemagne en a accueilli un million en deux ans. Elle a déclaré que Marlis Tepe pourrait estimer les coûts liés à l'accueil des réfugié-e-s, combien d'argent est nécessaire, combien d'écoles sont nécessaires, le nombre d'enseignant-e-s dont il-elle-s ont besoin.

Elle a poursuivi en disant que le ZNP avait envoyé une lettre au ministre de l'Éducation proposant de collaborer avec le ministère. « Nous avons 60.000 étudiants ukrainiens dans les écoles polonaises avant la guerre. Donc, certains collègues savaient quoi faire », a-t-elle déclaré. Le syndicat de l'enseignement n'a cependant reçu aucune réponse du ministère à la lettre.

Outre la création d'un groupe Facebook de 200 membres, le ZNP a embauché une ressortissante ukrainienne dans son bureau principal pour répondre aux demandes des réfugié-e-s. « Valentina fournit des informations en ukrainien à ses compatriotes. Par exemple, elle obtient des informations auprès des syndicats d'enseignants de l'étranger et peut apporter son aide en ce qui concerne les visas. »

La confédération emploie un-e psychologue ukrainien-ne, a ajouté Dorota Obidniak.

Le ZNP travaille également à préparer les enseignant-e-s polonais-es à enseigner aux étudiant-e-s ukrainien-ne-s, expliquant que les écoles polonaises demandent de l'argent pour préparer leurs établissements à l'accueil des étudiant-e-s ukrainien-ne-s.

Elle a indiqué que son syndicat forme des enseignant-e-s polonais-es à enseigner le polonais comme langue étrangère. « Ces classes ont rapidement été surchargées, puisque 1.200 enseignantes et enseignants se sont inscrits », a-t-elle souligné. Le ZNP a conclu un accord avec l'Université de Varsovie pour organiser ces cours – 70 heures par groupe, 20-25 enseignant-e-s par classe –, a-t-elle déclaré. Il y a aussi un cours pour les formateur-trice-s d'enseignant-e-s, pour enseigner aux collègues ce qu'il-elle-s ont appris. Ces formateur-trice-s d'enseignant-e-s bénéficient de 30 heures de cours supplémentaires.

Dorota Obidniak a également souligné que certains enfants traumatisés ne peuvent pas aller à l'école ; leur mère ou une autre personne doit donc s'en occuper. « Ces adultes ne travaillent pas et ont peu de temps, voire pas de temps du tout, pour essayer de trouver un emploi. Ils ont besoin d'un soutien social pour tout. Plus de 200 réfugiés sont employés à Varsovie par des ONG.

Elle a mis en exergue un autre problème : la reconnaissance des qualifications des enseignant-e-s ukrainien-ne-s, pour laquelle « il faut beaucoup de temps, et cela a des implications financières ». Le ZNP demande donc une reconnaissance rapide et gratuite des qualifications.

KSOiW NSZZ "Solidarno??" : Contribuer à un avenir meilleur pour l'Ukraine

Tomasz Gryczan, coordinateur de la politique internationale du *KSOiW NSZZ "Solidarno??"* et membre du Comité éducation et formation de la Confédération européenne des syndicats, a souligné trois activités principales entreprises par les membres de son syndicat pour aider les réfugié-e-s ukrainien-ne-s.

Tomasz Gryczan, coordinateur de la politique internationale du *KSOiW NSZZ "Solidarno??"*.

« Premièrement, mon syndicat a décidé de mobiliser ses 32 régions, ses hôtels et ses centres de formation pour soutenir les réfugiés ukrainiens. Nous avons organisé des logements pour eux, principalement des femmes et des enfants, des endroits où ils pourraient vivre », a-t-il déclaré.

De plus, chaque section syndicale régionale a un bureau avec des spécialistes du marché du travail qui connaissent les critères à remplir pour obtenir un emploi. Le NSZZ "Solidarno??" dispose également d'une base de données contenant les postes vacants auxquels les réfugié-e-s peuvent postuler.

Les réfugié-e-s peuvent demander des conseils juridiques, a ajouté Tomasz Gryczan, soulignant que « nos avocats dans chaque région soutiennent les réfugiés et leur expliquent le type de conditions qu'ils doivent respecter. Parfois, les réfugiés ont des problèmes d'enregistrement auprès des autorités locales. »

NSZZ "Solidarno??" a également organisé un fonds spécial pour les réfugié-e-s et collecté des articles de première nécessité, des citoyen-ne-s solidaires donnant par exemple des vêtements.

Deuxièmement, Tomasz Gryczan a souligné que le syndicat engageait un dialogue social avec les autorités, « crucial dans une situation aussi dramatique », plaidant pour l'inclusion et le soutien psychologique des réfugié-e-s. « Nous avons commencé à négocier avec le ministère de l'Éducation polonais pour trouver le meilleur cadre juridique pour les élèves ukrainiens. Nous avons proposé un système flexible qui devrait inclure tous les enfants et suggéré un soutien psychologique pour les réfugiés, en particulier les enfants. Nous avons également dit qu'il était crucial de changer le programme et de mettre en place une formation spéciale pour les enseignants. »

« Concernant la coopération internationale, la section éducation de NSZZ "Solidarno??" a accueilli le 4 mai, avec le ZNP, la délégation de l'Internationale de l'Éducation et du Comité

syndical européen de l'éducation (CSEE) - l'organisation régionale européenne de l'Internationale de l'Éducation. La délégation, qui comptait en son sein le président du CSEE Larry Flanagan, la directrice du CSEE Susan Flocken et le secrétaire général de l'Internationale de l'Éducation David Edwards, a visité notre bureau et nous avons échangé de bonnes pratiques », a indiqué Gryczan, ajoutant que son syndicat a rencontré des représentant-e-s de la Commission européenne en Pologne, ce qui lui a donné l'occasion de plaider pour une augmentation des fonds de l'Union européenne.

Le syndicat de l'enseignement a également enregistré un discours de solidarité avec l'aide d'une société spécialisée dans les enregistrements vidéo pour la télévision.

« La guerre n'est bien sûr pas terminée, nous surveillons toujours les besoins des réfugiés, en particulier lors de la préparation de la nouvelle année scolaire. Les étudiants et les élèves devraient avoir la possibilité de retourner en Ukraine. Ils seront plus à même de reconstruire le pays après avoir reçu une éducation de qualité, et nous croyons fermement que notre enseignement sera également l'un des éléments qui cimentera l'avenir de l'Ukraine », a conclu Tomasz Gryczan.

Solidarité avec l'Ukraine : les syndicalistes de l'éducation des États-Unis et de Pologne à la rencontre des collègues ukrainien-ne-s

À l'invitation du syndicat ukrainien, le *Trade Union of Education and Science Workers of Ukraine* (TUESWU), une délégation de l' *American Federation of Teachers* (AFT) et du syndicat polonais de l'éducation ZNP, menée par Randi Weingarten, présidente de l'AFT et membre du Bureau exécutif de l'Internationale de l'Éducation, a visité l'Ukraine les 11 et 12 octobre 2022 au cours d'un événement organisé par l'organisation régionale du TUESWU à Lviv.

La visite avait pour but de recueillir des renseignements précis sur les répercussions de la guerre sur l'éducation en Ukraine, de comprendre l'impact de l'agression militaire sur les vies des enseignant-e-s, des enfants et sur le processus éducatif de manière générale. Ces renseignements éclaireront l'action syndicale de solidarité avec l'Ukraine de sorte que le soutien réponde aux besoins des collègues, étudiant-e-s ukrainien-ne-s et de la nation dans son ensemble.

Enseignant-e-s ukrainien-ne-s : uni-e-s et déterminé-e-s à poursuivre l'enseignement

Une table ronde a été organisée avec les dirigeant-e-s des organisations régionales de TUESWU à l'université nationale Ivan Franko de Lviv. Les collègues des syndicats ont abordé l'éducation pendant la loi martiale, l'action des enseignant-e-s et les difficultés qu'il-elle-s rencontrent aujourd'hui.

« Chères et chers collègues, nous sommes ici pour témoigner des conséquences terribles de la guerre russe et de la ténacité incroyable du peuple ukrainien. »

Randi Weingarten | Présidente de l'AFT | Membre du Bureau exécutif de l'Internationale de l'Éducation

Les dirigeant-e-s des organisations régionales de TUESWU ont abordé l'état de l'éducation dans leurs régions. Les témoignages des régions les plus affectées par l'invasion ont été l'occasion de puissants comptes-rendus de la guerre et de ses conséquences sur l'Ukraine, ses élèves et éducateur-trice-s. Tetyana Matveeva, responsable de l'organisation régionale de TUESWU à Tchernihiv, Nadiya Hryn, responsable de l'organisation régionale de Zaporijia, Serhiy Borysenko, responsable adjoint de l'organisation régionale de Kharkiv, et Valentina Borovik, chargée du comité syndical de Soumy, ont ainsi partagé l'expérience des éducateur-trice-s situé-e-s en première ligne.

La solidarité et la détermination dont font preuve les éducateur-trice-s à poursuivre leur mission ont été on ne peut plus claires. Les responsables des organisations régionales Maria Yatseyko (Lviv), Tetyana Povkhanych (Zakarpattia) et Anatoly Stetsenko (Tcherkassy) ont évoqué l'incroyable unité des éducateur-trice-s à travers le pays et du travail qu'il-elle-s mènent dans des circonstances difficiles.

« Il est important pour nous de montrer et de vous dire la vérité sur la vie que mènent les éducatrices et éducateurs ukrainiens aujourd'hui, qui continuent malgré tout d'occuper le front de l'éducation. Les forces armées de l'Ukraine œuvrent à la libération de notre territoire des occupants et les enseignantes et enseignants continuent d'éduquer nos enfants et de préparer l'avenir du pays », a souligné Heorhii Trukhanov, président du TUESWU.

L'espoir inébranlable des enseignant-e-s déplacé-e-s à l'intérieur du territoire ukrainien de regagner leurs salles de classe

La délégation a eu plusieurs réunions au cours de son séjour en Ukraine. La plus poignante a été les conversations avec les éducateur-trice-s déplacé-e-s de Marioupol, Bakhmut, Kharkiv, et de Kherson qui vivent désormais dans le sanatorium syndical « Prolisok » et dans un dortoir de l'université pédagogique d'Etat de Drohobysk. Les éducateur-trice-s ont partagé leurs parcours avec leurs collègues américain-e-s et polonais-es. Il-elle-s ont décrit comment il-elle-s avaient vécu les moments terribles au début de la guerre, comment il-elle-s ont fui les balles, comment il-elle-s ont perdu leur domicile et le soutien apporté par leur syndicat et leurs collègues.

« Les enseignantes et enseignants ukrainiens m'ont émue et inspirée. J'ai entendu leurs expériences, leurs espoirs et surtout leur lutte. Alors que nous attendions dans un abri pendant un raid aérien, un enseignant a formulé un vœu : que le ciel au-dessus des écoles soit dégagé et que les sonneries appelant les enfants en classe retentissent à nouveau... Vous êtes aux avant-postes de la démocratie et de la liberté. Vous œuvrez chaque jour à la poursuite de l'éducation et à l'apprentissage des enfants. Nous partagerons votre vérité. Nous ne vous abandonnerons pas et vous soutiendrons », a insisté la présidente de l'AFT Randi Weingarten.

Dialogue entre la délégation syndicale internationale et les autorités locales

Dans le cadre de la visite, la délégation syndicale américaine, polonaise et ukrainienne a rencontré le maire de Lviv Andreï Sadov. Ce dernier a parlé du travail mené pour poursuivre l'enseignement dans la ville pendant la guerre et de son importance.

La collaboration à part entière entre les syndicats et les partenaires sociaux a été abordée lors de la réunion suivante de la délégation internationale avec le directeur du Département de

l'éducation et des sciences de l'administration publique de Lviv, Oleg Paska et la responsable de la Commission de l'éducation, des sciences et de l'innovation de l'administration publique de Lviv, Ivanna Gerus.

Les responsables du secteur de l'éducation ont informé les invités étrangers de la situation de l'éducation dans la région pendant la guerre et du travail quotidien visant à assurer la poursuite de l'éducation. « Nous partageons les mêmes objectifs avec notre département et nos députées et députés : nos éducatrices et éducateurs doivent être protégés et bénéficier de tout ce qui est prévu par la loi, même en ces temps de guerre extrêmement difficiles », a déclaré Maria Yatseyko, responsable du comité régional du syndicat à Lviv.

La délégation a également abordé les projets visant à renforcer les liens entre les écoles ukrainiennes, américaines et polonaises et à mettre en place une coopération à part entière entre institutions éducatives.

La présidente de l'AFT Randi Weingarten et Hryhoriy Osovoy, responsable de la Federation of Trade Unions of Ukraine, ont par ailleurs évoqué le cadre juridique régissant les activités des syndicats en Ukraine et le rôle des syndicats aujourd'hui.

Entretien (en anglais) de Randi Weingarten sur sa visite en Ukraine et les difficultés rencontrées par les enseignant-e-s ukrainien-ne-s:

L'Internationale de l'Éducation et ses organisations membres [continuent d'être solidaires de l'Ukraine](#) et de soutenir les collègues et élèves affecté-e-s par l'invasion russe.

#16Jours | J'avais moins peur d'un missile russe que qu'un soldat russe : la violence sexuelle comme arme de guerre en Ukraine

L'invasion de l'Ukraine en février 2022, a marqué le début d'un cauchemar collectif. Des attaques contre des civils, y compris des violences sexuelles sur des femmes et des jeunes filles, ont été utilisées dans le cadre de la campagne de terreur déployée pour intimider la population. Ce compte-rendu direct depuis l'Ukraine, expose les horreurs déclenchées par la guerre, mais aussi l'esprit indéfectible de lutte pour la liberté de la population ukrainienne.

La guerre totale en Ukraine dure depuis neuf mois. Les russes [1] devaient

soi-disant s'emparer de la majeure partie de notre pays en cinq jours. Ils ne s'attendaient pas à ce que la population ukrainienne adore son pays et sa liberté, et ont été surpris de ne pas être accueillis chaleureusement avec des fleurs.

Les premiers jours qui suivirent le 24 février, furent comme une autre réalité, un cauchemar pour l'ensemble de la population ukrainienne. Les gens ne pouvaient accepter qu'en un instant, à cinq heures du matin, tandis que les premiers retentissements de tirs de missiles et les explosions se faisaient entendre, toute leur vie bascule. On ne comprenait pas pourquoi ceci nous arrivait à nous, une nation pacifique, simplement désireuse d'être libre et indépendante.

J'ai deux fils, âgés de quatre ans et 12 mois. Ma famille et mes deux enfants ont passé de nombreuses semaines dans le sous-sol de notre maison avec nos voisins, après le début de

l'invasion russe, en raison des bombardements incessants. Mon époux avait rejoint les forces armées locales. Le sous-sol était totalement inadapté à un séjour de longue durée : nous étions en février, il faisait froid, nous n'avions ni lits, ni cuisine pour préparer des repas. Les explosions à l'extérieur nous empêchaient de dormir, les enfants avaient peur et pleuraient tout le temps. C'était la pire période, ne sachant que faire, ne sachant pas ce que l'avenir nous réserverait, les projets s'envolaient en fumée. Voilà ce que ressentait chaque famille ukrainienne, chaque femme ukrainienne.

Mais ce qui m'a le plus effrayé, fut l'arrivée de l'armée russe à trois kilomètres de chez nous. Nous avons déjà entendu parler de leur cruauté. La peur ressentie pour mes enfants a sans doute été le sentiment le plus terrifiant et le plus incontrôlable de tous. Avec la libération de chaque nouvelle parcelle de terre ukrainienne, de chaque village ou ville d'Ukraine, apparaît la joie débordante d'un peuple libéré, mais également la même vision effroyable de l'occupation. Les signes de destruction, de meurtre et de violence. Comme une cruelle évidence, il apparaît que l'agresseur a eu recours à la violence contre des civils, en particulier à la violence sexuelle, comme arme de guerre. Le viol est devenu une pratique bien trop courante pour les occupants russes.

En juillet, après quatre mois de guerre, les Nations Unies ont rapporté avoir reçu plus de 150 plaintes pour violences sexuelles commises par des soldats russes en Ukraine, et ceci n'est que la partie visible de l'iceberg. La grande majorité des cas n'a pas encore été signalée, car les victimes de violence sexuelle refusent souvent de se confier aux instances chargées de faire appliquer les lois. Souffrant de traumatismes psychologiques graves, elles ne souhaitent pas revivre ces événements abominables, certaines redoutent une éventuelle revanche de la part des occupants et craignent pour les membres de leur famille vivant encore en zone occupée.

N'importe qui peut être victime de viol dans des territoires occupés : hommes, femmes, voire enfants. Des récits font état de cas de viols sous la menace d'une arme, en présence de membres de la famille. De l'aveu d'une victime, un soldat russe a expliqué recourir à la violence sexuelle : « pour que les femmes ukrainiennes n'aient plus envie d'avoir des rapports sexuels avec aucun homme, pour les empêcher de donner naissance à des enfants ukrainiens ».

Pour nous, il ne s'agit pas uniquement d'une guerre, c'est un génocide. À vrai dire, après avoir vu des photos et des preuves de ce qu'avaient fait les russes dans la région de Kyiv au cours du premier mois, j'avais moins peur d'un missile russe que d'un soldat russe.

Après ce cauchemar, j'ai du mal à imaginer les blessures psychologiques infligées par la barbarie des russes, que nos enfants et notre peuple vont porter.

Mes collègues des régions situées à l'est m'ont parlé de la déportation forcée de personnes, notamment des enseignantes et des enseignants, et il existe des preuves officielles pour l'attester. Des milliers de personnes et d'enfants ont déjà été illégalement transféré-e-s vers des territoires russes contre leur gré, depuis des zones temporairement occupées. Il s'agit d'un acte de kidnapping orchestré par l'État. Tous ces crimes constituent des crimes contre l'humanité.

Les enseignantes et les enseignants sous occupation se trouvent dans une situation extrêmement compliquée. Dans ces territoires, le système éducatif ukrainien est en phase d'être détruit. Les « autorités d'occupation » obligent le personnel enseignant à appliquer le programme

russe. Nos collègues sont menacé·e·s de torture et d'arrestation en cas de refus de coopérer avec les occupants. Les parents qui n'envoient pas leurs enfants à l'école sont menacés de se les voir retirés pour les placer dans des pensionnats. Il est difficile de croire que tout ceci se déroule au cœur de l'Europe, au 21^e siècle.

Le syndicat des personnels de l'éducation et des sciences d'Ukraine, tout comme de nombreux autres syndicats dans le pays, soutient vivement les personnes déplacées à l'intérieur du pays, en apportant sa contribution en termes d'aide humanitaire et d'assistance, à ses membres dans le besoin.

Nous n'avons aucun doute sur le fait que l'Ukraine gagnera, et retrouvera la paix et la liberté. Cependant, les blessures sont profondes, et le traumatisme physique et psychologique ne disparaîtra pas du jour au lendemain. Il faudra des années, voire des cycles entiers de vies, pour parvenir à composer avec les souffrances et les pertes que nous avons si injustement subies. Nous ne pouvons oublier les violences sexuelles à l'encontre des femmes et des jeunes filles, les attaques sur des civils, les actes de torture, et toutes ces vies innocentes perdues ou altérées à jamais. Les autorités ukrainiennes rassemblent des preuves de crimes de guerre dans presque tous les territoires récemment libérés. Nous appelons la communauté internationale à reconnaître la Russie comme un État terroriste, afin de garantir que de tels crimes ne restent pas impunis, et d'engager tous les efforts nécessaires pour poursuivre les auteurs et ceux qui ont déclenché cette guerre sanglante, dans le plein respect du droit international. Le fait de voir la justice rendue, constituera le premier pas vers la guérison et la reconstruction de nos vies et de notre pays.

Cette orthographe, sans majuscule, a été choisie par l'auteure pour marquer son opposition à la guerre d'agression contre l'Ukraine.

Titres

1. Albanie : les succès des syndicats de l'éducation dans la lutte contre le travail des enfants

Les syndicats albanais FSASH et SPASH (1) s'impliquent depuis 2002 dans des projets de lutte contre le travail des enfants, avec le soutien de partenaires internationaux (2). Plus de 500 dirigeant-e-s syndicaux-ales et 6.000 enseignant-e-s ont été formé-e-s à la prévention de l'abandon scolaire et la réintégration à l'école d'ex-enfants travailleur-euse-s. Les syndicats estiment que ces efforts ont permis le retour en classe de plus de 2.800 enfants et évité à 6.600 autres d'abandonner leurs études.

Les formations syndicales portent sur les conventions de l'Organisation mondiale du Travail (OIT) et la législation nationale sur le travail des enfants. Elles sont aussi très pratiques : elles renforcent les compétences des enseignant-e-s pour identifier et soutenir les enfants vulnérables, ceux et celles qui sont le plus exposé-e-s au risque de décrochage scolaire. Elles portent également sur les techniques d'éducation inclusive, y compris par le biais de l'art, de la culture et du sport.

Lorsqu'une école est nouvellement impliquée dans un projet de FSASH et SPASH, un groupe de suivi des enfants est mis en place au sein de l'établissement. Il se compose du-de la directeur-trice de l'école, d'un-e représentant-e syndical-e, d'enseignant-e-s, de représentant-e-s des élèves et des parents. Il-Elle-s identifient les enfants déscolarisé-e-s dans la région de l'école ainsi que les élèves qui risquent d'abandonner.

« Nous rendons alors visite aux familles de ces enfants pour identifier avec elles quelles sont les difficultés qui mettent en péril la scolarité et les convaincre des bénéfices de l'école pour leurs enfants. On essaie de les aider, par exemple en fournissant le matériel scolaire de base », explique Ermelinda Hoxhalli, coordinatrice du projet syndical menée à Korça au sein de l'école Sotir Gurra de 2019 à 2021. « Nous essayons d'identifier les domaines préférés de chaque élève. Si un élève se passionne pour la musique ou le sport, nous essaierons de le valoriser au sein des activités de l'école. Nous groupons aussi les enfants pour faciliter l'apprentissage par les pairs ». Dans certaines écoles, les élèves se mobilisent pour organiser des collectes de vêtements et de nourriture et les offrir aux enfants des familles les plus pauvres.

Ermelinda Hoxhalli, coordinatrice du projet syndical à l'école Sotir Gurra de Korça : « Nous visitons les familles des enfants qui ont abandonné pour comprendre leurs difficultés et les convaincre des bienfaits de l'école ».

Le retour des enfants roms à l'école

Une attention particulière est apportée aux enfants des familles roms, qui craignent souvent que leurs enfants soient victimes de discrimination ou d'humiliations s'ils-si elles fréquentent l'école. Le mariage précoce est également plus répandu au sein de cette minorité, avec un impact négatif sur la scolarité des filles. A Levan (préfecture de Fier), l'école « Dino Ismaili » est peuplée d'un tiers d'enfants issu-e-s de la communauté rom. Les syndicats FSASH et SPASH y ont mené un projet en 2010 avec le soutien de Mondiaal FNV.

Irena Jano, enseignante dans cette école, explique que ce projet a encore un impact positif à l'heure actuelle : « Dès 2010, le corps enseignant a tout mis en œuvre pour que les enfants roms viennent à

l'école sans être victime de préjugés sur leurs vêtements ou leur manque de matériel. Nous avons rendu visite à plusieurs reprises aux parents ou grands-parents de ces enfants, nous démontrons notre intérêt à amener les enfants à l'école. Nous leur avons montré que lorsque leur enfant viendra à l'école, il aura son bureau, ses outils scolaires, des amis qui joueront avec lui, des professeurs qui le soutiendront. Ces conversations sincères ont suscité la confiance des proches, qui ont compris que l'école peut apporter quelque chose à leurs enfants. Certains élèves roms récupérés en 2010 ont effectué de hautes études par la suite, ils sont devenus fonctionnaires et sont revenus nous remercier pour notre soutien. Nous continuons à l'heure actuelle de mettre en œuvre les méthodes de lutte contre le travail des enfants acquises lors des séminaires syndicaux de 2010. »

Irena Jano, enseignante à Levan : « Certains des élèves roms que nous avons ramenés à l'école en 2010 ont suivi des études supérieures et sont devenus fonctionnaires. Ils sont revenus pour nous remercier de notre soutien. »

« L'abandon d'un·e élève est devenu le problème de tou·te·s »

Les enseignant·e·s impliqué·e·s dans les projets de FSASH et SPASH expliquent qu'avant la formation syndicale, ils appliquaient déjà certaines de ces mesures, mais que l'implication dans un projet les a aidés à les organiser de manière systématique, avec comme objectif la lutte contre le travail des enfants. Romeo Prado, directeur de l'école « Pandeli Cale » de Korça : « Avant ce projet, lorsque des enfants abandonnaient l'école, nous allions déjà rendre visite aux parents en tant qu'enseignants, mais sans stratégie coordonnée. Maintenant, quand un élève abandonne, c'est le problème de toute la communauté scolaire : tout le corps enseignant se mobilise. Nous cherchons aussi des appuis extérieurs, comme ceux d'organisations de la communauté rom. »

Une taxe municipale pour la scolarité des plus pauvres

FSASH et SPASH partagent au sein de leurs réseaux les bonnes pratiques développées au sein des écoles. En mai 2021, lors d'une formation de formateur·trice·s syndicaux, Enriketa Zeqo, présidente de la section de FSASH dans la ville de Berati, a expliqué avoir obtenu qu'une petite taxe municipale soit prélevée pour soutenir financièrement 150 enfants courant le risque d'abandonner l'école. Leurs familles reçoivent 60 euros par mois à condition d'envoyer l'enfant à l'école. « En début d'année scolaire, les enseignants et enseignantes et les directions d'école sélectionnent les enfants qui bénéficient de cette aide, car ils connaissent bien la situation socio-économique des familles. La municipalité a aussi aidé les proches de ces enfants à obtenir un emploi, pour qu'ils puissent à leur tour soutenir les frais scolaires », explique cette syndicaliste qui est aussi membre du conseil municipal de la ville.

Des gains importants pour les syndicats

Au-delà de la lutte contre le travail des enfants, les syndicats impliqués dans ces projets enregistrent de nombreux bénéfices, comme un gain d'image dans la société, un regain d'activité de leurs militant·e·s et un accroissement du nombre de leurs membres. Entre 2015 et 2018, dans les écoles qui ont participé aux projets de SPASH et FSASH, les deux syndicats de l'éducation ont enregistré une hausse moyenne de 41.5% de leur nombre d'affilié·e·s, alors que ce nombre était sur le déclin sur le plan national (3). Les syndicats albanais soulignent aussi que maintenir les enfants à l'école et faire revenir d'ex-enfants travailleur·euse·s à l'école est une manière de sauvegarder l'emploi des enseignant·e·s, un enjeu majeur dans un pays durement frappé par l'émigration de sa population.

La période 2019-2021 du projet de FSASH et SPASH était le fruit d'un soutien financier de l'AOb/Pays-Bas et de la Fondation Fair Childhood de la GEW/Allemagne, tandis que l'Internationale de l'Éducation était en charge de la coordination internationale (suivi des rapports financiers et narratifs). Malgré les fermetures d'écoles liées à la pandémie, 32 des 61 enfants identifié-e-s comme travailleur-euse-s ont pu être rescolarisé-e-s dans les deux établissements visés par le projet en 2019-2021, et 84 des 104 élèves identifié-e-s comme courant le risque d'abandon assistent maintenant aux cours de manière très assidue. Vingt-cinq nouveaux-elles formateur-trice-s syndicaux-ales sur le thème du travail des enfants ont aussi été formé-e-s à travers le pays, et du matériel de sensibilisation au travail des enfants a pu être imprimé à grand échelle par FSASH et SPASH. Les deux affiliés de l'Internationale de l'Éducation vont étendre leurs projets à douze nouvelles écoles au cours de l'année 2022.

(1) *Trade Union Federation of Education and Science of Albania, FSASH ; Independent Trade Union of Albanian Education, SPASH*

(2) Internationale de l'Éducation, AOb/Pays-Bas, Mondiaal FNV/Pays-Bas, Confédération syndicale internationale, Fondation Fair Childhood de la GEW/Allemagne, Bureau International du Travail.

(3) Lire à ce sujet : « [Projets contre le travail des enfants de l'Internationale de l'Éducation et AOb. Meilleures pratiques transnationales et leurs impacts sur les syndicats](#) ».

2. Il est temps d'inverser la tendance à la privatisation de l'éducation dans les Caraïbes

La privatisation de l'éducation dans les Caraïbes fait l'objet de peu de recherches et très peu d'études s'y intéressent directement.

C'est pourquoi, dans le cadre de sa campagne Réponse mondiale à la privatisation et la commercialisation dans et de l'éducation, l'Internationale de l'Éducation a entrepris d'étudier l'étendue et l'impact des caractéristiques de la privatisation dans la région, ainsi que le rôle des politiques publiques par rapport aux tendances de la privatisation et celui des organisations supranationales.

3. Madagascar : Solidarité internationale pour assurer la continuité éducative suite à une catastrophe naturelle

Après le passage du cyclone tropical Batsirai de catégorie 3 qui a atteint Madagascar le 5 février, l'Internationale de l'Éducation a décidé d'apporter une aide financière à son affilié, la Fédération chrétienne des enseignants et employés de l'éducation de Madagascar (FEKRIMPAMA). Ce soutien doit lui permettre de porter secours et de répondre aux besoins les plus urgents de ses membres et des élèves dans les régions du Sud de l'île touchées.

« Le passage du cyclone Batsirai à Madagascar a causé de terribles dégâts dans les cinq régions les plus touchées dont Atsimo Antsinana, Amoron'i Mania, Haute Matsiatra, Fitovinany et Vatovavy, notamment la perte de vie humaine et des destructions des infrastructures (maisons, écoles, hôpitaux, bâtiments administratifs, églises, temples, routes nationales, etc. », a fait savoir le secrétaire général de la FEKRIMPAMA, Constant Andrianatrehy Marolaza.

Il a aussi déploré 94 personnes décédées, 115.090 personnes sinistrées (représentant 24.125 ménages), 57.445 personnes déplacées dans 93 sites. De plus, il a indiqué que 7.488 cases ont été détruites, 2.714 endommagées et 6.978 inondées.

Cent six membres de la FEKRIMPAMA ont vu leurs maisons détruites, a-t-il ajouté.

Les deux objectifs principaux de l'aide apportée par l'Internationale de l'Éducation sont :

1. Distribuer des aides financières aux membres du FEKRIMPAMA sinistré·e·s et
2. Éviter l'abandon scolaire des élèves, surtout ceux et celles en classe d'examen.

Il a conclu sa communication avec l'Internationale de l'Éducation en soulignant qu'« une lourde tâche nous attend pour réparer les dégâts auprès des zones touchées ».

4. Promouvoir les droits, la dignité et le pouvoir d'action des personnes migrantes pour une reprise inclusive

À l'approche du tout premier [Forum d'examen des migrations internationales](#), qui se tiendra au printemps prochain en vue d'évaluer la mise en œuvre du Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières (PMM), le [deuxième rapport du secrétaire général](#) nous rappelle l'impact qu'ont eu la pandémie et les catastrophes naturelles causées par le changement climatique sur les personnes migrantes et leurs communautés d'accueil.

L'Internationale de l'Éducation soutient pleinement l'appel lancé par le rapport aux États pour qu'ils prennent « des mesures concertées afin de progresser vers un monde qui favorise véritablement les droits, la dignité et le bien-être des migrantes et migrants et qui soit fondé sur la coopération et le droit international ».

Le PMM, adopté en décembre 2018 par une majorité d'États membres, est le premier accord non contraignant négocié au niveau intergouvernemental couvrant de manière globale et exhaustive toutes les dimensions de la migration internationale. Le PMM fixe 23 objectifs recouvrant, entre autres : le recrutement équitable et éthique et l'accès à un travail décent pour les personnes migrantes ; l'accès aux services de base, notamment l'éducation ; permettre aux personnes migrantes et aux sociétés de réaliser pleinement l'inclusion et la cohésion sociale ; et la reconnaissance mutuelle des compétences, aptitudes et qualifications.

Repenser la gouvernance mondiale de la migration au lendemain de la pandémie

Le rapport reconnaît à juste titre que « la pandémie de COVID-19 a remodelé les migrations internationales à bien des égards ». Il souligne également la contribution essentielle des personnes migrantes à la société, tout en dénonçant les discriminations profondément ancrées et les violations des droits humains auxquelles doivent faire face les travailleur·euse·s migrant·e·s et leurs communautés, en raison de la gouvernance mondiale actuelle de la migration.

Dans le cadre des initiatives pour évaluer les avancées et identifier les moyens de relever les défis systémiques, l'Internationale de l'Éducation salue l'appel lancé par le rapport, soulignant que « [pour] faciliter un relèvement véritablement mondial et équitable, il sera crucial de garantir un recrutement juste et éthique et un travail décent et d'investir dans des solutions qui facilitent la reconnaissance mutuelle et le développement des aptitudes, des qualifications et des compétences ».

Si le rapport souligne que depuis l'adoption du PMM en 2018 « les États ont également continué à ratifier les instruments fondamentaux relatifs au travail », il demeure que la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille reste l'un des traités sur les droits humains les moins ratifiés trente ans après son adoption. Les gouvernements se doivent de protéger la dignité et les droits des travailleur-euse-s migrant-e-s en ratifiant et en mettant en œuvre la Convention 143 de l'OIT et les autres normes internationales du travail.

Les États doivent accorder une place centrale à l'éducation dans leurs politiques de relance et d'inclusion des personnes migrantes.

Une reprise inclusive qui passe par l'éducation

L'Internationale de l'Éducation reconnaît certains progrès mentionnés dans le rapport mais estime que davantage pourrait être fait pour promouvoir l'inclusion intégrale des personnes migrantes. À cet égard, tout en reconnaissant que les personnes migrantes continuent de rencontrer des obstacles pour accéder aux services de base, le rapport sous-estime le rôle important de l'éducation et ne relève aucun progrès pertinent dans ce domaine. S'ils souhaitent rencontrer les objectifs du PMM, les États doivent accorder une place centrale à l'éducation dans leurs politiques de relance et d'inclusion des personnes migrantes.

À l'heure où les États et les parties prenantes sont invités à prendre des engagements concrets pour la mise en œuvre du PMM en prévision du Forum d'examen des migrations internationales, il importe également de prévoir des mécanismes d'examen systématiques et participatifs pour s'assurer que ces engagements protègent les droits des personnes migrantes, en particulier leur droit à une éducation inclusive de qualité.

Dans le cadre de leurs engagements et initiatives pour mettre en œuvre le PMM, l'Internationale de l'Éducation demande instamment aux gouvernements d'évaluer systématiquement l'impact de la fermeture totale ou partielle des établissements scolaires sur les élèves, le personnel enseignant et les personnels de soutien à l'éducation les plus vulnérables, notamment ceux et celles issu-e-s de la migration, et d'examiner de toute urgence les principales problématiques liées à l'équité qui ont été aggravées par la pandémie.

Un engagement sérieux avec les syndicats

L'Internationale de l'Éducation soutient également l'appel formulé dans le rapport, selon lequel « tous les acteurs doivent s'engager ensemble dans le dialogue et l'analyse et promouvoir la coopération et les partenariats pour agir en solidarité avec et pour toutes les personnes, dans le cadre du travail collectif visant à concrétiser les avantages de la migration pour tous et toutes ». Les syndicats sont des acteurs essentiels pour comprendre les besoins de l'ensemble des travailleur-euse-s et ne peuvent être écartés des décisions politiques, notamment en ce qui concerne le respect des droits du travail des personnes migrantes.

Si nous ne prenons pas de mesures immédiates pour inclure les personnes migrantes aux systèmes d'éducation et leur proposer des emplois décents, nous condamnons des millions d'individus à une vie de privations. Les gouvernements nationaux et la communauté internationale ont une obligation morale et juridique envers toutes les personnes migrantes. Une action immédiate est nécessaire.

Points forts

1. 66e Session de la Commission de la condition de la femme des Nations Unies

La 66e Session de la Commission de la condition de la femme des Nations Unies (CSW66) s'est ouverte le 14 mars au siège de l'ONU à New York, ainsi qu'en ligne à travers le monde, avec pour thème principal « la réalisation de l'égalité des genres et l'autonomisation de toutes les femmes et les filles dans le contexte des politiques et programmes relatifs au changement climatique, à l'environnement et à la réduction des risques de catastrophes ».

Des délégué-e-s de l'Internationale de l'Education et d'autres fédérations syndicales internationales ont pris part à la session et ont appelé à une transition juste, inclusive et transformatrice de genre pour un monde vert et solidaire.

En lien avec

L'égalité des genres et la justice climatique à l'honneur lors de la 66e session de la Commission de la condition de la femme des Nations Unies

La 66e Session de la Commission de la condition de la femme des Nations Unies (CSW66) s'est ouverte le 14 mars au siège de l'ONU à New York, ainsi qu'en ligne à travers le monde, avec pour thème principal « la réalisation de l'égalité des genres et l'autonomisation de toutes les femmes et les filles dans le contexte des politiques et programmes relatifs au changement climatique, à l'environnement et à la réduction des risques de catastrophes ».

Des représentant-e-s de l'Internationale de l'Éducation et du groupement Global Unions participent à la session et appellent à une transition juste, inclusive et transformatrice de genre pour un monde vert et solidaire.

L'impact sexospécifique de la crise climatique

Si la crise climatique touche tout le monde, ses effets ne sont pas ressentis de la même manière. Les pays qui ont le moins contribué au problème sont aujourd'hui confrontés à ses conséquences les plus graves. Les femmes et les filles issues de milieux marginalisés et des communautés les plus pauvres sont les plus vulnérables et ressentent l'impact de manière plus aiguë, notamment en raison des rôles traditionnels assignés aux hommes et aux femmes depuis la naissance.

L'impact sexospécifique de l'urgence climatique est bien documenté. Par exemple, 80 % des personnes déplacées par les effets du changement climatique sont des femmes. L'inégalité systémique entre les genres signifie que les femmes et les filles ont un accès limité aux ressources et au pouvoir de décision, ce qui les rend moins aptes à résister aux catastrophes liées au climat et à s'en remettre, et les empêche d'accéder aux services de base, notamment les soins de santé, l'éducation, le logement et d'autres services liés à la reprise après désastre.

Les catastrophes d'origine climatique et les conflits liés au climat exacerbent également la violence liée au genre à l'encontre des femmes et des filles, ce qui maintient et renforce les

déséquilibres de pouvoir entre les genres et constitue un obstacle majeur à la réalisation de l'égalité des genres.

Dans ce paysage complexe de vulnérabilités croisées, la lutte pour l'égalité des genres et la lutte pour la justice climatique ne peuvent être menées séparément. Les syndicats de l'éducation présents à la CSW s'efforcent de souligner le rôle essentiel de l'éducation dans la réalisation de l'égalité des genres et de la justice climatique.

Faire progresser l'égalité des genres et la justice climatique par l'éducation

La délégation de l'Internationale de l'Éducation à la CSW66 rassemble 84 représentant-e-s de syndicats de l'éducation de 32 pays. Les éducateur-trice-s plaident pour qu'une éducation de qualité au changement climatique soit intégrée « dans les programmes scolaires en tant que matière obligatoire à tous les niveaux d'enseignement, y compris l'éducation de la petite enfance, l'enseignement technique et professionnel, l'enseignement supérieur et l'éducation des adultes ».

L'éducation et son rôle essentiel dans une transition juste vers une économie verte sont soulignés dans la [déclaration du groupement Global Unions à la CSW66](#) : « L'éducation doit être transformée pour soutenir la lutte contre les changements climatiques et appuyer une transition juste. Les étudiant-e-s ont le droit d'acquérir les connaissances, les compétences et les attitudes requises pour préserver notre monde à l'intention des générations actuelles et futures, et de recevoir une éducation qui les prépare au monde du travail dans une économie verte. »

S'exprimant lors d'un événement parallèle organisé par le groupement Global Unions, Dianne Woloschuk, Présidente du Comité de l'Internationale de l'Éducation sur le statut des femmes, a présenté la campagne [Enseignez pour la planète](#) de l'Internationale de l'Éducation et son [Manifeste pour une éducation de qualité au changement climatique pour tou-te-s](#), qui expose la vision de la profession sur la manière dont nous pouvons véritablement exploiter le pouvoir de l'éducation pour renforcer une réponse au changement climatique progressive et fondée sur la justice. Elle a déclaré :

« Nous sommes convaincus qu'une éducation climatique de qualité, fondée sur la science et abordant les dimensions éthiques, culturelles, politiques, sociales et économiques du changement climatique, dotera les élèves des connaissances et des outils dont ils et elles ont besoin pour réagir. Ils et elles acquerront la pensée critique et les compétences en matière de travail d'équipe dont ils et elles auront besoin - aujourd'hui et à l'avenir - pour relever les défis engendrés par la crise climatique. »

Cependant, afin de réaliser pleinement le potentiel de transformation de l'éducation, toutes les barrières en termes d'accès à l'éducation doivent être supprimées. La secrétaire générale adjointe de l'IE, Haldis Holst, a souligné ce point dans son discours d'ouverture d'un événement parallèle à la CSW66 sur la garantie d'une éducation de qualité, des compétences du 21^e siècle et d'une transition réussie de l'école au travail dans un monde numérique pour les femmes et les filles :

« Il ne suffit pas que l'éducation soit de qualité et accessible. Elle doit être financée par les pouvoirs publics et être gratuite. Cela doit devenir un point central pour accélérer les progrès vers l'égalité des genres. »

La secrétaire générale adjointe de l'Internationale de l'Éducation a également souligné le besoin impératif de construire des systèmes d'enseignement public résilients, capables de garantir et d'honorer l'engagement du droit universel à l'éducation :

« La pandémie de COVID-19 et les catastrophes climatiques nous montrent bien ce qui est en jeu lorsque les systèmes éducatifs ne sont pas financés de manière à les rendre suffisamment robustes pour résister aux chocs et aux crises : le droit à une éducation de qualité, financée par l'État et gratuite, devient une chimère vide de sens pour des millions de personnes, notamment les apprenants les plus marginalisés, comme les filles. »

Les Global Unions à la CSW66

Les délégations du groupement Global Unions représentent plus de 80 millions de travailleuses du monde entier à la CSW66. La déclaration du groupement Global Unions à la Commission de la condition de la femme est [disponible ici](#).

Les Global Unions accueillent et participent également à un certain nombre d'événements parallèles. [Cliquez ici](#) pour consulter le programme complet des événements organisés par les Global Unions dans le cadre de la CSW66 et rejoindre les discussions en ligne.

[Signez et partagez le Manifeste de l'Internationale de l'Éducation pour une éducation climatique de qualité pour tou-te-s](#) et rejoignez-nous dans notre plaidoyer pour une transition juste, inclusive et transformatrice de genre pour un monde vert et solidaire.

La présidente de l'IE prend la parole aux Nations Unies : dialogue social et éducation au climat pour une transition juste

Le 22 mars, Susan Hopgood, présidente de l'Internationale de l'Éducation (IE), s'est adressée à la 66e session de la Commission de la condition de la femme des Nations Unies (CSW). S'exprimant au nom de l'Internationale de l'Éducation et de la délégation syndicale mondiale à la CSW, la présidente de l'IE a mis en exergue le rôle crucial du dialogue social et de l'éducation au climat pour une transition juste vers une économie verte mue par les femmes et les travailleur-euse-s.

La vidéo et la retranscription de l'intervention de Susan Hopgood sont disponibles ci-dessous. La session complète de la CSW est [disponible ici](#), avec une interprétation en français, arabe, chinois, russe et espagnol.

Déclaration de Susan Hopgood, présidente de l'Internationale de l'Éducation, à la 66e session de la Commission de la condition de la femme des Nations Unies

Mesdames les déléguées, messieurs les délégués,

En ma qualité de Présidente de l'Internationale de l'Éducation, je suis honorée de représenter la délégation syndicale mondiale, qui représente 80 millions de travailleuses. La CSW est particulièrement importante pour l'Internationale de l'Éducation, la fédération syndicale mondiale regroupant plus de 32 millions d'enseignants et enseignantes et de personnels de soutien de l'éducation, une profession dans laquelle les femmes sont largement représentées.

Quel que soit l'endroit d'où vous nous rejoignez, l'urgence climatique est à vos portes. Or, la plupart des personnes concernées sont des femmes vivant dans la pauvreté, souvent issues de groupes marginalisés et travaillant dans l'économie informelle ou ayant un emploi précaire.

Aujourd'hui, nous lançons un appel aux États membres pour qu'ils entament un dialogue social avec les travailleurs et les travailleuses et leurs syndicats en vue d'adopter des plans en faveur d'une transition juste qui tienne compte du genre afin de préserver notre planète et de résoudre adéquatement les inégalités dans le monde du travail.

Ces plans doivent donner la priorité à une éducation de qualité au changement climatique et l'intégrer dans les programmes de cours en tant que matière obligatoire à tous les niveaux d'enseignement. Les élèves – en particulier les filles dans toute leur diversité – ont droit à une éducation qui les dotera des compétences et des connaissances nécessaires pour vivre et travailler dans une économie verte.

Pour que cette économie verte fonctionne, les plans en faveur d'une transition juste doivent créer des emplois respectueux du climat et fondés sur les droits, en particulier pour les jeunes femmes dans les secteurs STEM (science, technologie, ingénierie et mathématique). Des politiques industrielles durables destinées à créer des emplois décents assortis d'un revenu de subsistance minimum et fondés sur les droits internationaux du travail, doivent être mis en œuvre. Ces droits incluent la liberté d'association et le droit à la négociation collective consacrés dans les conventions 87 et 97 de l'Organisation internationale du Travail (OIT), le droit à un travail exempt de violence et de harcèlement inscrit dans la convention 190 et dans la recommandation 206, ainsi que le droit à l'égalité de rémunération pour un travail de valeur égale énoncé dans la convention 100. Nous appelons à l'adoption, à la ratification et à la mise en œuvre de toutes les conventions de l'OIT qui tiennent compte du genre.

Placer les femmes au centre d'une transition juste signifie investir dans des transports à faible émission de carbone, mettre fin à la ségrégation dans l'emploi, formaliser les emplois, développer un système alimentaire durable fondé sur les droits et redistribuer les responsabilités en matière de soins non rémunérés.

Des plans en faveur d'une transition juste mis par les femmes et les travailleurs et travailleuses sont essentiels afin de bâtir des sociétés armées pour répondre à l'urgence climatique et atteindre les objectifs du programme pour un développement durable à l'horizon 2030.

Je vous remercie.

Titres

1. Tonga : le mouvement syndical mondial de l'éducation solidaire après une terrible éruption volcanique

L'Internationale de l'Éducation a lancé un Appel d'action urgente après avoir été contactée par son organisation membre aux Tonga, la *Friendly Islands Teachers' Association* (FITA/Tonga), au sujet du sort de ses membres dans les zones touchées par l'éruption volcanique du 15 janvier 2022.

Le volcan sous-marin Hunga Tonga est violemment entré en éruption à 17 heures, heure locale, à quelque 60 kilomètres au nord de Tongatapu, l'île principale des Tonga. L'éruption, qui a été enregistrée comme étant des centaines de fois plus puissante que la première bombe atomique, a déclenché un tsunami qui a balayé les îles basses des Tonga et a atteint Fidji, Vanuatu et de nombreuses autres régions situées le long de la ceinture du Pacifique.

Quatre décès ont été signalés aux Tonga, mais tou-te-s les collègues de la FITA sont sain-e-s et sauf-ve-s. Pourtant, la situation dans le pays reste extrêmement difficile. La majeure partie du territoire a été recouverte de cendres et de débris, et les pannes de courant restent fréquentes. Les communications et l'accès à Internet ont été interrompus en raison de dommages importants aux câbles sous-marins. L'eau potable est la plupart du temps polluée et les Tongiens ont utilisé de l'eau en bouteille coûteuse au cours des sept dernières semaines. Le pays a également dû faire face à sa toute première épidémie de Covid-19, les premiers cas s'étant déclarés suite aux contacts avec les travailleur-euse-s de l'aide internationale livrant des produits humanitaires.

L'Internationale de l'Éducation a déjà apporté une première contribution financière pour aider la FITA à acheter des fournitures après que son bureau ait été endommagé lors de la catastrophe. Cependant, il en faut beaucoup plus pour que la FITA puisse reprendre ses activités et aider ses membres. Nous invitons donc les organisations membres à soutenir leur organisation sœur aux Tonga en contribuant au Fonds de solidarité de l'Internationale de l'Éducation?:

Internationale de l'Éducation

ING Bank?

24, Avenue Marnix?

1000 Bruxelles?

IBAN : BE05 3101 0061 7075?

Swift : BBRUBEBB?

Avec la communication?: AUA (Appel Urgent à l'Action) Fonds de Solidarité Tonga?

2. La Banque mondiale va arrêter les investissements dans la chaîne d'écoles à but lucratif Bridge International Academies

L'Internationale de l'Éducation (IE) salue la décision de la branche du secteur privé de la Banque mondiale, la Société financière internationale (IFC), de cesser d'investir dans la chaîne d'écoles à but

lucratif Bridge International Academies. L'IFC a investi plus de 10 millions de dollars US dans les opérations de Bridge International Academies en Afrique et a soutenu l'expansion de l'entreprise en d'autres endroits.

[Le Portail d'informations et de données sur les projets de l'IFC](#) a récemment révélé que l'IFC «?a mis fin à ses investissements dans NewGlobe Schools, Inc. (la société mère de Bridge International Academies), à compter du 3 mars 2022?».

Cette annonce intervient après des années de plaidoyer de l'Internationale de l'Education et de ses organisations membres, qui ont fait campagne pour bloquer les institutions à but lucratif qui exploitent les communautés à faible revenu du monde entier. L'IE fait campagne en faveur d'une éducation publique de qualité en tant que droit fondamental et bien public, qui n'est pas à vendre aux intérêts des entreprises.

« [La Banque mondiale](#) est le plus grand bailleur de fonds de l'éducation dans le monde en développement. Investir dans des opérateurs privés à but lucratif, tels que Bridge International Academies, contrevient clairement à l'engagement mondial en faveur d'une éducation gratuite, inclusive et équitable de qualité pour tou-te-s, conformément à l'objectif de développement durable (ODD) 4. Dans un monde où tant d'enfants se voient refuser l'accès à l'éducation, allouer des fonds limités à autre chose qu'à l'éducation publique est totalement inacceptable », a déclaré le Secrétaire général de l'IE, David Edwards.

« Nous nous félicitons de cette décision, qui a été une demande fondamentale des enseignant-e-s en Afrique, et appelons les autres investisseurs de Bridge International Academies à suivre l'exemple de l'IFC. Il s'agit d'une victoire majeure pour l'Internationale de l'Education et ses organisations membres. C'est le résultat [d'années de campagne](#) du mouvement syndical et de la société civile contre le parrainage par la Banque mondiale de Bridge International Academies et de ses opérations illégales en Afrique et en Asie?».

Le Président du Comité régional africain de l'IE, Christian Addai-Poku, a déclaré : « Sur tout notre continent, nous avons assisté à la croissance rapide des écoles privées dites « low-cost ». Ces écoles sont connues pour employer des enseignant-e-s non qualifié-e-s avec de bas salaires et peu de droits du travail. Il-elle-s opèrent dans le cadre d'une surveillance ou d'une chaîne de responsabilité inadéquate, voire inexistante. Le cas de Bridge International Academies (BIA) est exemplaire - c'est la plus grande chaîne d'écoles à faible coût et à but lucratif au monde. En Afrique, l'organisation fait preuve à la fois d'un mépris de la souveraineté nationale et de l'État de droit?».

« L'expansion de BIA, et d'autres opérateurs de ce type, sape les efforts visant à lutter contre la déprofessionnalisation et à améliorer les qualifications et les normes des enseignant-e-s en Afrique, ainsi qu'à tenter de légitimer le profit dans l'offre d'éducation. Les informations recueillies montrent que la privatisation, dans toutes ses diverses manifestations, sape le droit de tou-te-s les étudiant-e-s à une éducation gratuite et de qualité et enracine les inégalités, en particulier pour les filles et les personnes socialement défavorisées. La recherche et l'expérience montrent sans équivoque que ce n'est que grâce à un système d'éducation publique solide, inclusif et de qualité que les sociétés peuvent être cohésives, justes et prospères?».

L'Internationale de l'Education appelle les gouvernements et les agences intergouvernementales à accorder la priorité à la mise en œuvre du droit à l'éducation en allouant un financement adéquat à l'éducation publique. Cela peut être réalisé par la mobilisation de ressources nationales durables, en

particulier grâce à des régimes fiscaux renforcés et progressifs et à la suppression des failles qui facilitent les sorties financières illicites.

Pour en savoir plus sur les opérations de Bridge International Academies en Ouganda, au Kenya, au Libéria et au Nigeria, veuillez consulter: [What do we really know about Bridge International Academies? a summary of research findings](#)(Riep, C., 2019)? (en anglais)

Les lettres de l'Internationale de l'Education à la Banque mondiale exhortant l'organisation à cesser de parrainer Bridge International Academies sont [disponibles ici](#). (en anglais)

Avril

Titres

1. Jordanie?: le harcèlement des dirigeant-e-s syndicaux-ales et des membres de la Jordanian Teachers Association doit cesser immédiatement

L'Internationale de l'Éducation a une nouvelle fois condamné avec force les actes de harcèlement dont sont victimes les responsables et les membres de la *Jordanian Teachers Association* (JTA) et déplore la criminalisation d'activités syndicales légitimes, notamment les marches et les manifestations.

Les arrestations musclées et les détentions de syndicalistes du secteur de l'éducation se poursuivent

En réaction aux dernières violations des droits syndicaux des éducateur·trice·s, notamment l'arrestation et la détention de 163 enseignant·e·s membres de la JTA et de son conseil d'administration le 29 mars dernier, le secrétaire général de l'Internationale de l'Éducation, David Edwards, a déclaré que ces syndicalistes (dont il a pu obtenir l'identité) ont été arrêté·e·s lors d'une manifestation organisée en face du ministère de l'Éducation. Le syndicat avait en effet planifié un sit-in pour protester contre les restrictions imposées à la JTA et ses membres par le gouvernement depuis 2020.

Dans une lettre adressée au Premier ministre jordanien le 31 mars dernier, David Edwards a également rappelé que la JTA, un syndicat de l'éducation fort de 150.000 membres, avait été fermée illégalement en juillet 2020 et dissoute le 31 décembre de cette même année. Le 29 septembre 2021, le procureur général de Jordanie a rejeté l'appel de la JTA contre la dissolution du syndicat et la peine de prison d'un an prononcée contre les 14 membres de son conseil d'administration.

L'éducation de qualité est indissociable du respect des droits humains et syndicaux des enseignant·e·s

Par ailleurs, David Edwards regrette profondément que les dirigeant·e·s de la JTA continuent d'être régulièrement arrêté·e·s et placé·e·s en détention, comme ce fut le cas lors des activités organisées à l'occasion de la Journée mondiale des enseignant·e·s, au cours desquelles il·elle·s se sont opposé·e·s à la réforme unilatérale des conditions d'emploi des personnels de la fonction publique, visant à faciliter le licenciement des enseignant·e·s sans indemnités et à les forcer à prendre leur retraite anticipée.

«?J'appelle une nouvelle fois les autorités jordaniennes à mettre fin au harcèlement de la JTA et à reconnaître le droit de tou·te·s les enseignant·e·s du pays de s'affilier au syndicat de leur choix?», a écrit David Edwards, soulignant que « pour pouvoir offrir une éducation de qualité à tous les enfants, la communauté enseignante doit être soutenue, bénéficier de conditions de travail équitables et avoir le droit de s'organiser et de gérer ses affaires? ».

Rapport à l'Organisation internationale du Travail

L'Internationale de l'Éducation a fait état de la gravité des faits auprès de l'Organisation internationale du Travail, en précisant?: «?Malgré que le droit de réunion et la liberté d'expression et de manifestation soient garantis par la constitution jordanienne, les interventions musclées vis-à-vis

de la dissidence et des mouvements de contestation sont monnaie courante, notamment au travers de la répression du syndicat de l'éducation?».

L'Internationale de l'Éducation, a assuré David Edwards, reste solidaire de ses organisations sœurs en Jordanie et continue de surveiller de près la situation des droits humains et syndicaux dans le pays.?

2. Mieux faire entendre la voix des jeunes dans les syndicats dans la nouvelle normalité de la COVID-19

L'Internationale de l'Éducation s'est alliée à d'autres fédérations syndicales mondiales (FSM) pour mener à bien un projet visant à promouvoir le renouvellement syndical et à former de jeunes syndicalistes.

Ce projet intitulé « Mieux faire entendre la voix des jeunes dans les syndicats dans la nouvelle normalité de la COVID-19 », est soutenu par l'Internationale de l'Éducation et la Confédération syndicale internationale (CSI), l'Internationale des services publics (ISP), la Fédération internationale des ouvriers du transport (ITF), IndustriALL et l'Internationale des travailleurs du bâtiment et du bois (IBB). Le projet bénéficie du soutien financier d'une fondation allemande, la [Friedrich-Ebert-Stiftung](#) (FES).

Effets manifestes de la pandémie de COVID-19 sur les jeunes travailleur·euse·s

Dès avant la pandémie de COVID-19, les jeunes travailleur·euse·s étaient représenté·e·s de manière disproportionnée dans les formes d'emploi précaire ou non permanent, notamment le travail intérimaire, temporaire et informel, ce que les FSM déplorent. Ces formes d'emploi se caractérisent par l'absence de droits et de protections du travail, des salaires bas, de mauvaises conditions de travail et l'absence et/ou un accès inadéquat à la protection sociale.

Les conséquences sociales et économiques de la pandémie de COVID-19 n'ont fait qu'aggraver la situation des jeunes travailleur·euse·s. Les jeunes femmes ont été particulièrement touchées. Il ressort d'une étude récente menée par ONU Femmes que la crise sanitaire a clairement eu des effets sexospécifiques. Dans l'ensemble, les femmes ont perdu (et continuent de perdre) des revenus à la suite des confinements. En outre, le volume considérable de travail domestique et de soin non rémunéré que les femmes effectuaient déjà avant la pandémie a augmenté de façon exponentielle.

Actions des FSM en faveur des jeunes travailleur·euse·s

Les FSM s'efforcent déjà de réunir les jeunes travailleur·euse·s de différents secteurs, syndicats et régions. L'objectif est de discuter et de partager des idées et des préoccupations concernant les nouveaux défis que doivent relever les jeunes travailleur·euse·s dans le contexte de la pandémie. Les FSM ont clairement décidé de promouvoir des salaires et des conditions de travail décentes pour les jeunes travailleur·euse·s et de renforcer leur représentation et leur participation active au sein du mouvement syndical.

Deux webinaires sur le thème « Mieux faire entendre la voix des jeunes » ont été organisés par les FSM en juillet 2020 et deux séances de formation (pilotes) en ligne se sont déroulées en novembre 2020. Les participant·e·s ont activement pris part aux discussions au cours des deux webinaires et ont demandé que des débats plus approfondis soient organisés sur certains sujets d'intérêt.

Les jeunes travailleur-euse-s rencontrent des difficultés particulières depuis des années et celles-ci ont été aggravées par la pandémie. Il s'agit notamment d'un taux élevé de chômage des jeunes, du travail précaire et peu sûr, de la dégradation des conditions de travail, de la discrimination et des inégalités au travail.

Né de ces difficultés, le projet des FSM poursuit les objectifs suivants :

- Renforcer le leadership des jeunes militant-e-s syndicaux-ales ;
- Améliorer la compréhension des jeunes travailleur-euse-s et renforcer leur capacité d'analyser des questions internationales complexes affectant les (jeunes) travailleur-euse-s dans le monde du travail et d'intégrer ces questions dans leur travail syndical ;
- Accroître la participation active et la représentation des jeunes travailleur-euse-s dans les syndicats ; et
- Renforcer la solidarité internationale des jeunes travailleur-euse-s à l'intérieur des secteurs et entre ceux-ci.

Le plan stratégique de l'Internationale de l'Éducation pour la période de Congrès en cours (2019-2023) comporte par ailleurs une priorité stratégique visant à faire en sorte que les jeunes militant-e-s participent activement à tous les niveaux dans leurs organisations membres respectives et dans leurs propres structures.

Activités diverses relevant du programme FES/FSM

D'ici la fin 2023, un groupe de travail de jeunes leaders -ales se réunira, discutera et conviendra des principaux problèmes qui touchent les jeunes travailleur-euse-s tous secteurs confondus et dans toute leur diversité multiple, en particulier à la lumière de la pandémie de COVID-19 et de ses répercussions sur les formes nouvelles et existantes de travail.

Le groupe de travail formulera également une recommandation recensant les principales pistes d'action des FSM.

Il est également attendu que :

- Les problèmes et les préoccupations des jeunes travailleur-euse-s soient intégrés dans les programmes syndicaux à tous les niveaux ainsi que dans les campagnes et les structures décisionnelles pendant la pandémie de COVID-19 et par la suite ; et
- Les préoccupations et les idées des jeunes militant-e-s syndicaux-ales soient prises en compte dans les réponses à court, moyen et long terme des gouvernements à la crise, sociale, économique et de santé publique actuelle aux niveaux local, national, régional et mondial.

Plusieurs activités sont prévues pour atteindre les objectifs du projet :

- **Un groupe de travail international sur les jeunes travailleur-euse-s et les nouvelles formes de travail.** Il se compose de 18 jeunes syndicalistes issus des organisations membres des FSM participantes du monde entier. Après des ateliers réguliers, le groupe de travail fera notamment rapport sur les principales priorités des jeunes travailleur-euse-s des différents secteurs. Il élaborera également des recommandations sur les modalités, le format et/ou les approches d'un dialogue intergénérationnel et intersectoriel au sein des syndicats et entre ceux-ci aux niveaux national, régional et international, en tant que composante essentielle pour la (re)construction et le renouvellement du mouvement syndical dans un monde du travail

bouleversé par le COVID-19 ; et

- **Une académie mondiale des jeunes travailleur-euse-s sous la forme de modules d'enseignement virtuels et en présentiel.** Sa fonction consiste à former 20 jeunes leaders et militant-e-s syndicaux-ales en vue de façonner une « nouvelle normalité » fondée sur l'économie, le social, le climat, la dimension de genre et la justice raciale.

Les FSM collaboreront avec la *Global Labour University* en vue de mettre au point les cours et le programme de l'académie. Les conclusions et recommandations du groupe de travail sur « les jeunes travailleur-euse-s et les nouvelles formes de travail » alimenteront les cours et le programme de l'académie mondiale.

Le leadership des jeunes est « vital » dans un syndicat

Ruby Ana Bernado, membre de l' *Alliance of Concerned Teachers* aux Philippines, a été choisie pour faire partie du groupe de travail en raison de son expérience dans l'organisation, les activités de plaidoyer et les campagnes sur les jeunes travailleur-euse-s dans les nouvelles formes de travail.

« Généralement, le combat de tous les enseignants et enseignantes aux Philippines est également celui de tous les jeunes enseignants et enseignantes, depuis la surcharge de travail, la rémunération insuffisante et les attaques jusqu'aux problèmes liés à l'apprentissage à distance », a-t-elle expliqué. « Il est également important que de jeunes enseignants et enseignantes fassent partie de la direction du syndicat », et que leur voix et leurs opinions soient entendues.

Bernado a reconnu l'intérêt de rencontrer différents leaders syndicaux de divers secteurs et pays. Grâce à ces rencontres, elle comprend mieux que le leadership des jeunes est « vital » dans un syndicat.

En tant que membre d'un comité axé sur les réseaux sociaux, elle considère qu'il « est très utile de diffuser des informations sur ce que font les syndicats dans les pays, que mes jeunes collègues syndicalistes voient que nous ne sommes pas seuls et qu'il existe un esprit de solidarité. Je peux expliquer comment nous diffusons les informations sur les plateformes des réseaux sociaux. Je peux organiser une campagne d'affiliation parmi nos jeunes et répercuter ce que j'ai appris dans le cadre de ce programme. »

Elle a admis que ses principales attentes concernent la solidarité sociale et elle espère que les campagnes syndicales sur les droits humains, les droits du travail et l'éducation pour tou-te-s seront entendues sur la scène internationale.

« Les jeunes sont essentiels à l'intérieur du syndicat en raison de notre tempérament inné de force, d'idéalisme, de passion et parce que nous avons beaucoup de temps et de détermination », a ajouté Bernado. « Nous faisons également preuve de créativité dans la conception de stratégies de campagne. Du point de vue international, nous voyons aussi comment les jeunes se mobilisent pour la justice climatique, la lutte pour la démocratie et que la souveraineté et les droits humains se sont améliorés dans de nombreux pays, même aux Philippines. »

Doter les jeunes syndicalistes enseignants de connaissances

Pour Geneviève Ngo Djon, qui dirige le département Cellule Jeunes de la Fédération camerounaise des syndicats de l'Éducation (FECASE), « il existe un fossé croissant et fondamental dans les conditions de travail des enseignants et enseignantes des zones urbaines et rurales, en particulier

chez les jeunes ».

Ces derniers font face à une infrastructure éducative inexistante dans les zones reculées, selon elle. « La plupart de ces jeunes enseignants et enseignantes ne sont pas directement pris en charge, mais ils sont soutenus par leur famille. Ils doivent également trouver un autre emploi pour boucler leur fin de mois. »

Elle a également regretté que, souvent, « lorsque nous quittons le centre de formation des enseignants et enseignantes, nous soyons livrés à nous-mêmes. Il est important que des collègues plus expérimentés nous guident. »

Elle a souligné que l'affiliation à un syndicat n'est pas automatique et est mal perçue par le grand public. « C'est un vrai problème que l'affiliation syndicale ne soit plus automatique. Les gens parlent de corruption dans les syndicats. Le syndicalisme est directement associé à l'opposition au gouvernement, à l'autorité publique. La perception des autres importe et pèse lourdement sur le refus des travailleurs et travailleuses de se syndiquer. Il y a donc une pression de la part de la société, du gouvernement. Nous devrions revenir à une affiliation systématique et laisser les syndicats trouver des solutions pour mobiliser les gens au niveau local. »

Selon Ngo Djon, un autre problème se pose aux enseignant-e-s et surtout aux jeunes : l'absence de formation continue. « C'est la raison pour laquelle le projet du FES/FSM est si important. Et je ne m'attendais pas à la qualité de la formation que nous avons suivie grâce à lui ! »

Citant l'exemple d'une formation à la communication syndicale, elle a souligné que les enseignant-e-s du Cameroun manquent de connaissances et que leur fournir les savoirs adéquats est la première chose à faire.

« Dans mon école, les gens me regardent avec crainte, en raison de mon engagement syndical et de ma formation, mais ils viennent me voir pour un travail bien fait. Au niveau professionnel, on acquiert des connaissances, par exemple dans le domaine de la gestion des conflits. Au niveau syndical, lorsque je suis revenue de ma formation du programme FES/FSM, nous avons réussi à parler du syndicat, nous en avons discuté avec des personnes qui ont rejoint notre cause en utilisant l'outil de pouvoir de persuasion que j'avais appris. »

Depuis la formation, Ngo Djon a également été chargée par le Bureau exécutif de gérer le contenu du site Web et de la page Facebook de son syndicat. Elle veut désormais créer des profils Instagram et TikTok pour le syndicat, investir dans les réseaux sociaux afin de mobiliser les jeunes des zones rurales. Elle va également organiser et animer des ateliers pour expliquer ce qu'elle a appris pendant la formation FES/FSM.

Rejoindre un syndicat, avoir un ami avant d'en avoir besoin

À l'instar de Bernado et de Ngo Djon, Anthony Kennedy de la *Jamaica Teachers' Association* (JTA) a bénéficié de la formation proposée par le projet FES/FSM.

« De nombreux jeunes enseignants et enseignantes ne parviennent pas à se hisser à des postes de direction et n'ont pas de possibilités de se développer », selon lui. « Nous avons besoin d'un changement de mentalité et les choses changent déjà lentement. Les capacités des jeunes enseignants et enseignantes ne sont pas utilisées comme elles le devraient. »

En campagne pour la présidence de la JTA, il a entendu « que j'étais trop jeune et que je devais attendre mon tour comme d'autres jeunes. Par ailleurs, les gens ne voient pas le travail et la contribution du corps enseignant à la société ».

Lors de sa campagne, son message était : « Je veux revitaliser le syndicat, donner une nouvelle image de l'association, changer le sens de ce qu'est un syndicat ».

Pour Kennedy, une campagne sur ce qu'est un syndicat est vraiment nécessaire, étant donné que les jeunes enseignant-e-s ne sont pas intéressé-e-s par les syndicats et que les informations n'atteignent pas les enseignant-e-s au niveau de la base syndicale.

Toutefois, il existe des possibilités, selon lui. « L'avenir nous sourit. Un élément majeur consiste à élaborer des stratégies organisationnelles. Les jeunes enseignants et enseignantes doivent faire entendre leur propre voix. »

Selon Kennedy, une manière de parler aux jeunes enseignant-e-s consiste à insister sur le fait que « vu la manière dont le gouvernement avance, vous allez avoir besoin d'un ami. Ayez un ami avant d'en avoir besoin. Rejoignez le syndicat, de sorte que, au moment où vous aurez besoin de quelqu'un pour vous aider à faire face à un événement qui s'est produit ou qui va survenir, vous ayez cet ami. »

3. Afrique : les éducateur·trice·s uni·e·s pour résister contre la privatisation et défendre un enseignement public de qualité

La privatisation, l'importance du financement public dans l'enseignement public et les campagnes contre la privatisation et la commercialisation de l'éducation ont figuré parmi les questions clés abordées à l'occasion d'un récent forum en ligne. Organisé par le bureau de l'Internationale de l'Éducation pour la région Afrique (IERAF), le webinaire était centré sur la nécessité de résister à la privatisation et de défendre un enseignement public de qualité à l'échelle du continent.

La privatisation constitue l'une des principales menaces à la réalisation de l' [Objectif de développement durable n° 4 des Nations Unies](#) sur l'accès à une éducation de qualité, et des objectifs de la [Stratégie continentale de l'éducation pour l'Afrique de l'Union africaine](#). C'est en substance ce qu'a déclaré le président de l'IERAF, Christian Adai Poku, lors de l'ouverture du webinaire de l'IERAF, le 6 avril. « À moins que cette question ne soit traitée de toute urgence, notre vision de "l'Afrique que nous voulons" ne sera rien de plus qu'une chimère pour des millions d'enfants et de jeunes de la région. »

Il a précisé que l'IERAF a été mandaté par diverses résolutions du Congrès pour faire campagne contre la privatisation et la commercialisation de l'éducation. En outre, la campagne Réponse mondiale à la privatisation et à la commercialisation de l'éducation a permis aux syndicalistes africains de faire pression sur le gouvernement du Liberia pour qu'il investisse dans l'enseignement public.

Malgré ces initiatives et ces mobilisations, la privatisation reste, selon Adai Poku, l'un des plus grands défis au Liberia et ailleurs en Afrique.

Incapacité du gouvernement à investir dans l'enseignement public

Il a également condamné le fait que de nombreux gouvernements africains n'ont pas tenu leur promesse d'investir dans une éducation de qualité pour tou-te-s. Selon le Rapport mondial de suivi sur l'éducation (GEM) de l'UNESCO, les gouvernements africains consacrent 4,4 % de leur produit intérieur brut (PIB) ou 16,8 % de leur budget national à l'éducation. On est loin des points de référence minimaux pour le financement de l'éducation, à savoir 6 % du PIB et 20 % du budget national, respectivement. Selon Adai Poku, cette situation a ouvert une brèche permettant aux entreprises à but lucratif et à leurs fondations partenaires, soutenues par des organisations internationales, de privatiser et de commercialiser l'éducation.

Par ailleurs, la pandémie de COVID-19 a permis aux entreprises de technologie de l'éducation (edtech) de se positionner en tant que fournisseurs de solutions en matière d'éducation numérique. Ceci, conjugué à d'autres formes de privatisation et de commercialisation de l'éducation en Afrique, est susceptible de menacer plus encore la fourniture d'un enseignement public de qualité, avec pour conséquence que les enfants des zones rurales, les enfants handicapés, les enfants migrants, les enfants réfugiés et les filles accusent le plus de retard en matière d'éducation.

Dans son intervention, Haldis Holst, secrétaire générale adjointe de l'Internationale de l'Éducation, a clairement indiqué que « c'est aux gouvernements qu'il incombe de mettre en place des systèmes d'imposition équitables et progressifs pour financer l'enseignement public. Ils doivent fournir un contenu éducatif inclusif et pertinent et répondre aux besoins des enseignants et enseignantes. »

Quatre voies principales de privatisation de l'éducation

Le chercheur Curtis Riep a présenté ses conclusions préliminaires à l'issue d'une enquête continentale sur la privatisation et la commercialisation de l'éducation en Afrique. Il a relevé quatre voies principales de privatisation :

1. La privatisation en tant que réforme structurelle et réponse du marché à l'incapacité de l'État
2. La privatisation par le biais de partenariats public-privé
3. La privatisation par le biais de l'expansion des écoles privées à tarif réduit
4. La privatisation par voie de crise ou d'urgence

Il a également expliqué que les organisations membres de l'IERAF avaient identifié les principaux facteurs contribuant à l'essor des écoles privées dans la région africaine. Ces facteurs sont :

- La faible qualité perçue des écoles publiques (à savoir, un enseignement, des ressources ou des résultats d'apprentissage déficients qui freinent la demande pour une éducation de base publique)
- La déréglementation des licences pour les écoles privées, indépendantes ou alternatives
- L'insuffisance des dépenses publiques consacrées à l'enseignement de base public
- Les partenariats public-privé dans la fourniture d'une éducation de base
- Le manque de choix en matière d'écoles secondaires publiques après l'obtention du diplôme de l'école primaire
- La forte demande pour des écoles privées à bas prix
- L'aide extérieure à l'appui des prestataires privés dans le domaine de l'éducation de base

Riep a reconnu que d'autres domaines méritaient d'être examinés dans le cadre de cette étude, notamment les impacts et les implications durables de la pandémie de COVID-19 et la manière dont

celle-ci ouvre de nouvelles voies à la privatisation et aux activités à but lucratif dans l'éducation. En outre, des études de cas pourraient être réalisées sur les pays africains qui nécessitent une action ciblée urgente pour lutter contre la privatisation et défendre une éducation publique de qualité.

La campagne Réponse mondiale en Afrique : un impact positif, mais il reste encore beaucoup à faire

Le professeur Limbani Nsapato a présenté les résultats préliminaires de l'évaluation de processus de la [campagne Réponse mondiale à la privatisation et à la commercialisation de l'éducation](#). Il a observé que la privatisation/commercialisation de l'éducation a connu un ralentissement dans certains pays africains. Cependant, selon les syndicats qui ont participé à l'enquête, les cinq dernières années auraient vu une augmentation des activités de privatisation/commercialisation et une diminution du financement public de l'éducation.

Les syndicats ont également exhorté l'Internationale de l'Éducation et ses affiliés à intensifier leurs efforts pour inverser et enrayer la tendance à la privatisation/commercialisation. Il y a beaucoup de travail à faire pour atteindre les objectifs globaux du projet dans les pays ciblés, à savoir le Kenya, l'Ouganda, le Liberia, le Ghana, le Nigeria, le Sénégal et la Côte d'Ivoire.

Nsapato a mis en avant les recommandations suivantes :

- Un financement public de l'éducation et des mesures visant à garantir que ces fonds soient utilisés à bon escient dans les écoles publiques
- L'examen par les institutions financières internationales et les partenaires de développement de leurs politiques de financement de l'éducation, afin de garantir une éducation de qualité, inclusive et équitable, financée à l'aide de fonds publics
- Une campagne continue contre la privatisation, en veillant à l'application de règles et de sanctions strictes à l'encontre des promoteurs de l'enseignement privé
- Le renforcement de la capacité des acteur-trice-s de l'éducation à comprendre et à soutenir la campagne contre la privatisation de l'éducation
- L'investissement dans la recherche par l'Internationale de l'Éducation et ses affiliés
- La mobilisation de ressources par l'Internationale de l'Éducation et ses affiliés pour faire de la campagne Réponse mondiale une campagne durable

Déclaration sur la résistance contre la privatisation et la défense d'un enseignement public de qualité pour tou-te-s

Les participant.e.s au webinaire ont aussi adopté la [Déclaration de l'Internationale de l'Éducation Afrique sur la résistance à la privatisation et la défense de qualité de l'éducation publique de qualité pour tou-te-s](#).

La déclaration appelle les gouvernements africains à « prendre des mesures politiques, législatives et budgétaires immédiates pour garantir l'accès universel à une éducation publique gratuite et de qualité pour la petite enfance, l'enseignement primaire et secondaire, ainsi que pour rendre l'enseignement supérieur progressivement gratuit, conformément aux engagements par rapport à l'Objectif de développement durable 4 des Nations Unies sur l'éducation de qualité ».

Les gouvernements de tout le continent devraient également « réglementer les activités des pourvoyeurs de l'éducation du secteur privé, en veillant à ce qu'ils garantissent les droits des

enseignants et enseignantes, notamment la liberté d'association, le droit de s'organiser et de négocier collectivement ».

L'Internationale de l'Éducation et ses organisations membres feront également pression sur les gouvernements pour qu'ils allouent au moins 6 % de leur PIB ou au moins 20 % de leur budget national à l'éducation. Les partenaires des pays développés sont appelés à respecter leur engagement d'allouer au moins 0,7 % du revenu national brut à l'aide au développement et à veiller à ce qu'au moins 10 % de l'aide publique au développement soit allouée à l'éducation.

Le défi posé par les technologies numériques

Dans ses propos de clôture, le directeur régional de l'IERAF, Dennis Sinyolo, a souligné : « Les conclusions de cette étude sont claires comme de l'eau de roche : la privatisation et la commercialisation de l'enseignement vont croissant. Sous couvert de fournir des solutions technologiques à nos gouvernements, les entreprises privées ont tiré parti de la pandémie de COVID-19 pour étendre leurs opportunités commerciales. »

Selon lui, « la pandémie de COVID-19 nous a appris que les technologies numériques sont importantes mais qu'elles ne peuvent pas se substituer aux enseignants et enseignantes, ni à l'enseignement et à l'apprentissage en présentiel, dans les écoles ». Quoiqu'il en soit, « l'affirmation des privatiseurs selon laquelle la technologie résoudra tous les problèmes éducatifs en Afrique revient à nier le fait que les écoles et autres établissements d'enseignement offrent l'environnement le plus sûr et le plus équitable pour un apprentissage de qualité ».

Il a souligné que « nous devons réduire la fracture numérique en faisant pression sur les gouvernements pour qu'ils équipent tous nos établissements éducatifs d'infrastructures numériques appropriées, qu'ils régulent le coût des données et qu'ils renforcent la capacité des éducateurs et éducatrices à utiliser la technologie comme outil d'enseignement et d'apprentissage ».

Un appel à faire davantage pour lutter contre la privatisation

Sinyolo a décrit le forum en ligne comme « un signal d'alarme qui nous appelle à faire davantage pour combattre la privatisation sous toutes ses formes ». Il a appelé les gouvernements à réglementer les activités des prestataires d'éducation privés, à garantir le droit des enseignant-e-s et des personnels de soutien à l'éducation de former un syndicat de leur choix et d'y adhérer, ainsi qu'à s'engager dans un dialogue politique et social, y compris dans la négociation collective.

Nous « rappellerons aux gouvernements africains ainsi qu'à tous les gouvernements que l'argent alloué à l'éducation n'est pas une dépense, mais un investissement, un investissement dans nos enfants et leur avenir, un investissement dans l'Afrique que nous voulons », a-t-il conclu.

Reconnaissant que la lutte contre la privatisation et la commercialisation de l'éducation ne sera pas facile, dans la mesure où les privatiseurs tenteront de riposter par le biais des médias et d'autres fronts, Sinyolo a également expliqué qu'« ils ont l'argent, mais que nous avons le pouvoir de nos membres. Nous avons la volonté et l'engagement de défendre et de promouvoir un enseignement public de qualité pour tous et toutes. »

« Pour contrer les stratégies des privatiseurs, il nous faut construire une base de preuves solide, organiser et mobiliser, tant au sein de notre mouvement qu'à l'extérieur, et communiquer efficacement. Si nous sommes solidaires, nous vaincrons et réussirons dans notre quête d'un

enseignement public de qualité et de conditions de travail décentes pour tous et toutes. Car l'union fait la force ! », a-t-il conclu.

4. Haïti : les graines de la solidarité internationale portent leurs fruits

L'Internationale de l'Éducation a eu le plaisir de recevoir des lettres d'organisations membres en Haïti l'informant que les mesures de répression syndicale à l'encontre de dirigeant·e·s syndicaux·ales ont été levées, suite à un fort mouvement de solidarité de syndicats de l'enseignement du monde entier.

Levée des mesures gouvernementales punitives contre des syndicalistes de l'éducation

Dans une lettre adressée au secrétaire général de l'Internationale de l'Éducation, David Edwards, le coordonnateur de l'Union nationale des normaliens/normaliennes et éducateurs/éducatrices d'Haïti (UNNOEH), Kensone Delice, l'a informé que le dirigeant de son syndicat, Georges Wilbert Franck, victime de répression syndicale au début du septembre 2019, a été réaffecté à son poste.

Au nom du Bureau exécutif de l'UNNOEH, Delice témoigne de toute la gratitude de l'organisation syndicale haïtienne « envers le Bureau exécutif de l'Internationale de l'Éducation pour ses supports et accompagnements de natures diverses, ainsi que ses différents appels à la solidarité internationale invitant les affiliés du monde entier à supporter le combat des enseignantes et enseignants d'Haïti ».

Il poursuit en indiquant que, « par cette solidarité indéfectible, l'Internationale de l'Éducation a illustré ce bel exemple qui réaffirme l'idée selon laquelle le combat pour l'éducation publique n'a de frontière et qu'il doit être un combat universel et mondial pour une humanité plus juste socialement ».

Pour le bureau exécutif de la Confédération nationale des éducatrices et éducateurs d'Haïti (CNEH), sa secrétaire générale, Rose Thérèse Magalie Georges, également dans un message au secrétaire général de l'Internationale de l'Éducation, annonce avoir été « rétablie dans sa fonction de directrice d'écoles ».

Autre victime de répression syndicale, elle explique avoir été transférée à la « Croix des Bouquets », quartier contrôlé par des gangs armés depuis le 12 novembre 2019.

Elle note que « le combat que nous avons mené ensemble a forcé le ministère de l'Éducation Nationale à revenir sur la décision prise par le ministre Pierre Josué Agénor Cadet qui ne jurait que par la disparition des organisations syndicales. Les supports des affiliés de l'Internationale de l'Éducation ont prouvé aux dirigeants politiques d'Haïti que la mouvance syndicale mondiale se tenait debout contre la dictature. Nous vous prions de transmettre à chacun des affiliés nos remerciements. Merci de perpétuer cette solidarité qui va grandissante pour le bien-être de l'humanité. »

Appel d'action urgente en faveur des syndicalistes enseignant·e·s

Informée en août 2020 du harcèlement de dirigeant·e·s syndicaux·ales haïtien·ne·s, l'Internationale de l'Éducation avait réagi par un [appel d'action urgente](#), demandant notamment d'envoyer des lettres de protestation aux autorités haïtiennes.

L'appel dénonçait le fait que « ces mesures punitives ont été prises alors que les syndicats de l'éducation se mobilisent en faveur d'une reprise des activités scolaires garantissant la protection des droits des enseignants, des élèves et des parents. Ces transferts et suspensions de salaire empêcheront les syndicalistes d'exercer leurs activités légitimes, particulièrement nécessaires pour

protéger les travailleurs dans le contexte de la crise sanitaire mondiale qui impacte durement les conditions de vie des citoyens haïtiens, comme c'est le cas ailleurs dans le monde. »

L'Internationale de l'Éducation avait aussi exprimé sa [profonde préoccupation](#) devant la [décision soudaine des autorités d'Haïti de transférer, de manière arbitraire, plusieurs dirigeant-e-s et militant-e-s des droits syndicaux](#), dont plusieurs issu-e-s du secteur de l'éducation.

En octobre 2020, l'Internationale de l'Éducation et ses organisations membres à travers le monde avaient réitéré leur soutien et indiqué [surveiller « l'évolution de la situation pour les enseignant-e-s syndicalistes qui se battent pour un enseignement public gratuit et de qualité pour tou-te-s en Haïti](#). Ils font notamment pression sur le gouvernement pour que celui-ci respecte les droits humains et syndicaux des éducateur-trice-s. »

l'Internationale de l'Éducation remercie la cinquantaine de ses affiliés ou leurs organisations membres dans plus de 30 pays qui ont adressé des courriers de protestation aux autorités haïtiennes en soutien à leurs collègues.

5. Liban : mission de l'Internationale de l'Éducation en solidarité avec les enseignant-e-s, les élèves et les écoles

Au cours de sa mission au Liban, l'Internationale de l'Éducation a exprimé sa solidarité avec les éducateur-trice-s et les élèves confronté-e-s à des conditions extrêmes qui privent les enfants de leur droit à l'éducation et ont un impact sur les enseignant-e-s et leurs syndicats.

Bien qu'elle ne fasse pas la une des journaux, la situation au Liban est désastreuse et touche toutes les couches de la société, avec un impact particulièrement lourd sur les écoles, les élèves et les enseignant-e-s. Les retombées de l'explosion massive dans le port de Beyrouth en août 2020 (qui a détruit 163 écoles), l'effondrement du système financier, l'impasse politique et l'instabilité croissante, ainsi que la pandémie de COVID-19, ont eu un effet dévastateur sur le pays.

« Une seule de ces crises suffirait à mettre à mal un système éducatif déjà en difficulté, et pourtant les enseignants et enseignantes s'efforcent toujours de maintenir un environnement d'apprentissage sûr et de qualité pour les 1,3 million d'enfants et d'adolescents et adolescentes que compte le pays », a déclaré le secrétaire général de l'Internationale de l'Éducation, David Edwards, qui a dirigé la mission au Liban du 29 mars au 1er avril.

Edwards a également souligné l'importance de la solidarité avec les enseignant-e-s et les syndicalistes du Liban, faisant part du soutien de la communauté éducative mondiale aux organisations membres de l'IE au Liban : la *League of Public Technical and Vocational Teachers* (CETO), la Ligue des professeurs de l'enseignement secondaire public du Liban (LPESPL), la *Public Primary Schools Teachers League in Lebanon* (PPSTLL) et le *Teachers Syndicate of Lebanon* (TSL).

Au cours de sa mission, l'Internationale de l'Éducation a également coopéré avec les agences des Nations unies présentes au Liban, les responsables gouvernementaux et les syndicats du secteur de l'éducation pour :

- Donner la priorité à la fourniture d'une éducation exempte de discrimination ; et
- Améliorer les conditions de travail du personnel éducatif au Liban.

Les organisations membres de l'IE ont signalé que les enseignants souffrent de la forte dépréciation de la monnaie locale, leurs salaires ayant perdu plus de 90 % de leur valeur en deux ans, tandis que l'inflation est montée en flèche. Ainsi, le prix du carburant a pratiquement doublé en l'espace de trois semaines.

« Une seule de ces crises suffirait à mettre à mal un système éducatif déjà en difficulté, et pourtant les enseignants et enseignantes s'efforcent toujours de maintenir un environnement d'apprentissage sûr et de qualité pour les 1,3 million d'enfants et d'adolescents et adolescentes que compte le pays. »

David Edwards, secrétaire général de l'Internationale de l'Éducation

Elles ont également fait part du fait que les écoles ne disposent pas des fonds nécessaires à leur fonctionnement et qu'elles ont du mal à se procurer des fournitures de base tels que des articles de papeterie, du matériel informatique et du matériel d'hygiène pour mettre en œuvre les protocoles de sécurité COVID-19, et qu'elles ne disposent que de quelques heures d'électricité par jour, voire pas du tout.

D'autre part, elles ont expliqué que, bien que les agences des Nations unies procurent un soutien financier aux écoles publiques, et ce en coopération avec le ministère de l'Éducation, les établissements dispensant un enseignement et une formation techniques et professionnels ne reçoivent pas un tel soutien financier, ce qui aggrave la situation.

En outre, à défaut de devises fortes pour rembourser les déposants, les banques ont imposé un contrôle strict des capitaux et exigent des versements échelonnés. Il est donc extrêmement difficile pour les enseignants et les écoles de retirer l'argent dont il/elle/s ont cruellement besoin, ont signalé les syndicats locaux.

Tous ces facteurs ont conduit à une grève prolongée des enseignants, qui dénoncent des conditions de travail extrêmement difficiles, une couverture médicale inadéquate, une rémunération insuffisante et un manque de soutien pour s'adapter aux besoins changeants de leurs élèves. Les enseignants ont désormais accepté de suspendre leur grève et de reprendre les cours après que le ministre de l'Éducation, Abbas Halabi, a proposé une série d'incitations, dont une légère augmentation de salaire et une indemnité de transport.

« La situation des enseignants et enseignantes est épouvantable »

« La situation des enseignants et enseignantes à ce stade est épouvantable », a déclaré Mirvat Chmaitelly, membre du Conseil d'administration du PPSTLL et enseignante de la petite enfance dans une école publique accueillant des enfants réfugiés.

« À ce jour, les enseignants et enseignantes n'ont toujours pas reçu les salaires et les indemnités de transport de l'année dernière, ce qui a poussé certains d'entre eux à démissionner, tandis que d'autres se voient contraints de se mettre en quête de sources de revenus complémentaires. Face au coût élevé de la vie au Liban, nous demandons de meilleurs salaires et conditions de travail. Nous demandons également le paiement de nos mensualités et l'élaboration d'un plan visant à augmenter l'indemnité de transport, car nous devons travailler dans de meilleures conditions », a-t-elle ajouté.

Pour les syndicats de l'éducation, les circonstances désastreuses auxquelles les enseignants sont confrontés sont symptomatiques d'un défi mondial plus large : un mépris total pour le rôle unique, inestimable et extrêmement exigeant que jouent les enseignants afin que les enfants et les adolescents puissent apprendre et s'épanouir dans des contextes de crise.

« À ce jour, les enseignants et enseignantes n'ont toujours pas reçu les salaires et les indemnités de transport de l'année dernière, ce qui a poussé certains d'entre eux à démissionner, tandis que d'autres se voient contraints de se mettre en quête de sources de revenus complémentaires. Face au coût élevé de la vie au Liban, nous demandons de meilleurs salaires et conditions de travail. »

Mirvat Chmaitelly, membre du Conseil d'administration du PPSTLL et enseignante de la petite enfance

Ils ont aussi déploré le fait que, trop souvent, le travail des enseignants est pris pour acquis, qu'il/elle/s sont présenté/s comme innovant/s et résilient/s, et qu'il est supposé qu'il/elle/s seront à même de faire face à n'importe quel défi. La pandémie a toutefois montré que la formation des enseignants ne couvre que très rarement les compétences requises pour adapter l'apprentissage en période de crise, et ce même dans les pays exposés à un risque élevé de crise et de conflit.

« Lorsque les enseignants et enseignantes ne sont pas correctement soutenus, les conséquences sont énormes et s'étendent bien au-delà de la salle de classe »

« Lorsque les enseignants et enseignantes ne sont pas correctement soutenus, comme c'est le cas au Liban, les conséquences sont énormes et s'étendent bien au-delà de la salle de classe », a expliqué Edwards. « Les enfants sont incroyablement sensibles au bien-être de leurs enseignants et enseignantes et, comme le démontrent les études, il existe toujours un lien entre les conditions de travail d'un enseignant ou d'une enseignante et les conditions d'apprentissage des élèves. »

Au Liban, les enseignants se mobilisent pour leurs élèves. « Ils ont vu au cours des deux dernières années les enfants et les familles confrontés à la souffrance, alors que l'éducation a été un sujet de réflexion secondaire pour les décideurs politiques. Ils ont fait pression pour obtenir de meilleures conditions, aussi bien pour eux-mêmes que pour leurs élèves, et sont même allés plus loin en subventionnant le coût du carburant pour les écoles, en assurant l'approvisionnement en fournitures médicales et en fournissant du matériel de papeterie et des manuels scolaires – tout cela avec un seul objectif bien précis : protéger le droit de chaque enfant à l'éducation », a-t-il ajouté.

David Edwards a appelé le gouvernement libanais et la communauté internationale des donateurs à faire tout ce qui est en leur pouvoir pour que les écoles restent ouvertes au Liban. « Pour ce faire, il nous faut réduire la charge pesant sur les enseignants et enseignantes en les soutenant pleinement afin qu'ils puissent dispenser l'éducation que tous les enfants méritent. »

« Même en temps de crise, les gouvernements doivent donner la priorité à l'accès à l'éducation pour tous les enfants, y compris les enfants réfugiés. Les plans du Liban pour la prochaine année scolaire sont limités, voire inexistantes. Cette crise lance un appel à l'action au nouveau gouvernement libanais et à ses partenaires internationaux pour qu'ils soutiennent le système éducatif si l'on veut que les enfants libanais et réfugiés aient un espoir pour l'avenir », a conclu Edwards.

Cliquez [ici](#) pour accéder au blog du secrétaire général de l'Internationale de l'Éducation David Edwards intitulé « Les enseignant-e-s et étudiant-e-s du Liban ont besoin de la solidarité mondiale pour sauver leur système éducatif et garder espoir en un avenir meilleur. Le monde doit réagir ».

Mai

Points forts

1. Journée mondiale des personnels de soutien de l'éducation

À occasion de la Journée mondiale des personnels de soutien de l'éducation (PSE), l'Internationale de l'Éducation a organisé un événement virtuel au cours duquel les organisations membres représentant les PSE à tous les niveaux de l'enseignement et aux quatre coins du monde ont souligné le rôle essentiel, et pourtant méconnu, joué par les PSE dans des systèmes éducatifs de qualité, ainsi que la nécessité de leur offrir des conditions de travail décentes.

En lien avec

Célébrez la Journée mondiale des personnels de soutien à l'éducation avec nous !

Le 16 mai, l'Internationale de l'Éducation et ses organisations membres marqueront la cinquième édition de la [Journée mondiale des personnels de soutien à l'éducation](#) (PSE) en organisant une réunion en ligne autour du thème de cette année, « Un travail décent pour les PSE maintenant ! »

Le webinaire « Un travail décent pour les PSE maintenant ! »

De 14h00 à 15h30 HAEC, cet événement permettra aux organisations membres d'échanger leurs stratégies pour garantir des conditions d'emploi et de travail décentes pour tous les PSE. [Enregistrez-vous ici et rejoignez-nous !](#)

La détérioration des conditions d'emploi et de travail des PSE

Le secrétaire général de l'Internationale de l'Éducation a rappelé qu'à l'occasion de la Journée mondiale des personnels de soutien à l'éducation, nous célébrons tous les professionnels et toutes les professionnelles à travers le monde qui travaillent pour assurer une éducation de qualité à tous les étudiants et toutes les étudiantes. Ils et elles méritent de la reconnaissance. Ils et elles méritent des emplois sûrs. Ils et elles méritent un travail décent. »

Néanmoins, au cours ces dernières années, de nombreux personnels de soutien à l'éducation à travers le monde ont vu leurs conditions d'emploi et de travail se détériorer. Dans de nombreux cas, l'insuffisance des budgets de l'éducation, qui ont souvent continué à diminuer durant la pandémie, de même que la sous-estimation du travail crucial des PSE pour une éducation de qualité, ont conduit à des coupes dans leurs effectifs et des licenciements.

Les PSE sont cruciaux pour des systèmes d'enseignement de qualité

« Aujourd'hui, et pendant toute la pandémie, les personnels de soutien à l'éducation font et ont fait tout leur possible pour apporter à tous les étudiants et toutes les étudiantes une éducation de qualité. Leur travail est crucial pour conserver des communautés éducatives joyeuses, sûres, en pleine santé, et dynamiques. L'Internationale de l'Éducation appelle tous les gouvernements à faire respecter les droits au travail des personnels de soutien à l'éducation et à garantir leur

statut en tant que professionnels et professionnelles de l'éducation valorisés », a de son côté souligné Susan Hopgood, la présidente de l'Internationale de l'Éducation.

La Déclaration de l'Internationale de l'Éducation relative aux droits et au statut des personnels de soutien à l'éducation

La défense des droits et du statut des PSE est une priorité pour l'Internationale de l'Éducation. Nous appelons les gouvernements à adopter notre [Déclaration relative aux droits et au statut des PSE](#).

Utilisez notre [kit de communication](#) et aidez-nous à faire passer le message que les PSE méritent le respect et des conditions de travail décentes.

La déclaration est également disponible en [anglais](#), en [espagnol](#), en [portugais](#) et en [arabe](#).

Vous pouvez également lire le blog du secrétaire général du NZEI, en Nouvelle-Zélande, « Les personnels de soutien à l'éducation construisent et protègent les universités », [ici](#).

Des conditions de travail décentes pour les personnels de soutien de l'éducation!

À l'occasion de la [Journée mondiale des personnels de soutien de l'éducation](#) (PSE), l'Internationale de l'Éducation a organisé un événement virtuel au cours duquel les organisations membres représentant les PSE à tous les niveaux de l'enseignement et aux quatre coins du monde ont souligné le rôle essentiel, et pourtant méconnu, joué par les PSE dans des systèmes éducatifs de qualité, ainsi que la nécessité de leur offrir des conditions de travail décentes.

Les PSE sont le ciment des établissements d'enseignement de qualité

En ouvrant le webinaire, Susan Hopgood, la Présidente de l'Internationale de l'Éducation, a rappelé que « depuis plus de deux ans, nous avons vu les communautés éducatives se mobiliser et s'unir pour faire tout ce qu'il fallait pour préserver l'éducation, soutenir les personnes endeuillées et aider les étudiants et étudiantes qui se battent pour rattraper leur retard après de longues fermetures des établissements d'enseignement. Les personnels de soutien à l'éducation, dans tous leurs rôles, ont joué un rôle déterminant dans la réalisation de cet objectif. »

Elle a poursuivi en soulignant : « En temps de crise, et en tout temps, les personnels de soutien à l'éducation effectuent un travail essentiel pour maintenir des communautés éducatives heureuses, sûres, saines et dynamiques. En travaillant en interdépendance et en collaboration avec les enseignants et enseignantes, les chercheurs et chercheuses et les autres travailleurs et travailleuses de l'éducation, ils et elles sont la colle qui maintient ensemble des institutions éducatives de qualité, à tous les niveaux, de la petite enfance à l'enseignement supérieur. »

Tout en regrettant que la contribution de ces professionnels à une éducation de qualité soit systématiquement méconnue et sous-évaluée à l'échelle internationale, elle a dénoncé le fait que, dans de nombreux cas, nous pouvons observer des tendances à la privatisation et à l'externalisation accrues de fonctions essentielles des PSE, ou à la déprofessionnalisation des PSE en raison de mauvaises conditions de travail, du manque d'opportunités de développement professionnel et du recrutement d'un personnel sous-qualifié.

Une telle situation est inacceptable, a-t-elle affirmé. « Pour que tous les étudiants et étudiantes bénéficient d'une éducation de qualité, dans chaque école ou chaque université et dans chaque pays, nous avons dès maintenant besoin que les personnels de soutien à l'éducation bénéficient d'un travail décent ! »

Hopgood a appelé tous les gouvernements à adopter la [Déclaration de l'Internationale de l'Éducation relative aux droits et au statut des personnels de soutien à l'éducation](#) et a incité les organisations membres de l'Internationale de l'Éducation à travers le monde à utiliser cette Déclaration comme un outil de lutte pour le droit de leurs membres à un travail décent.

L'OIT soutient les éducateur?trice?s

Oliver Liang, Chef de l'Unité des services publics et privés à l'Organisation internationale du Travail (OIT), a expliqué que « l'OIT avait l'habitude de se concentrer sur les enseignants et enseignantes, mais qu'elle reconnaît désormais l'importance de se consacrer également à d'autres groupes comme les chefs et cheffes d'établissement et les PSE. En réalité, c'est toute une équipe de personnes qui soutiennent l'élève dans son parcours d'apprentissage. C'est pourquoi l'OIT utilise désormais le terme inclusif d'« éducateurs et éducatrices » pour désigner les enseignants et enseignantes, les chefs et cheffes d'établissement, les PSE et tous les travailleurs et toutes les travailleuses du système éducatif. »

La pandémie de COVID-19 a encore accentué ce message, a-t-il fait remarquer, dans la mesure où ces « héros et héroïnes » ont contribué à la préservation de l'éducation pendant la pandémie.

L'OIT reconnaît le rôle important des PSE en tant que travailleurs et travailleuses de première ligne qui méritent d'être protégés contre la violence et les maladies, a-t-il ajouté. L'organisation est soucieuse du bien-être des éducateurs et éducatrices et du respect de leur rôle dans le dialogue social.

Lutter contre la restructuration constante du travail de PSE dans l'enseignement supérieur

Le webinaire a accueilli des participant?e?s de la [3e Conférence mondiale de l'UNESCO sur l'enseignement supérieur](#) qui s'est déroulée à Barcelone, en Espagne, du 18 au 20 mai, et a mis l'accent sur la contribution fondamentale des personnels de soutien à un enseignement supérieur de qualité pour tous et toutes.

Alison Barnes, présidente de la *National Tertiary Education Union* (NTEU), Australie, a souligné que les PSE du secteur de l'enseignement supérieur, qui sont principalement des femmes, ont été particulièrement touché?e?s par la pandémie. Il?Elle?s ont souffert de pertes d'emploi et d'une restructuration constante de leur travail, ce qui a entraîné « des conséquences dévastatrices pour ceux et celles qui assument ce travail, avec une augmentation massive de leur charge de travail, mais aussi une dégradation des conditions d'apprentissage des étudiants et étudiantes ».

Les PSE continuent de vivre dans la crainte des pertes d'emploi, des restructurations et dans le sentiment que leur travail n'est pas apprécié par les dirigeant?e?s des universités et les

gouvernements, a-t-elle fait observer.

Par conséquent, la NTEU :

- Attire l'attention sur les problèmes auxquels sont confrontés ces travailleur?euse?s.
- Plaide pour un plafonnement du nombre de restructurations par individu et par an.
- Exige que le travail effectué en dehors des heures normales de travail soit rémunéré.
- Cherche à protéger les PSE contre une intensification de la charge de travail.

En dépit de la fierté qu'ils éprouvent à effectuer leur travail, les PSE sont épuisés

Valérie Fontaine, présidente de la Fédération du personnel de soutien de l'enseignement supérieur-Centrale des syndicats du Québec (FPSES-CSQ), Canada, a indiqué que son syndicat dénonçait la pénurie qui frappe les PSE, la privatisation rampante liée à cette pénurie et le manque de reconnaissance. « Lorsque des PSE quittent leur emploi, ils ne sont pas remplacés, pour des raisons de financement et de pénurie de travailleurs, ce qui se traduit par une augmentation de la charge de travail pour ceux qui restent. Même s'ils sont fiers de leur travail, les PSE sont épuisés. »

La FPSES-CSQ présente les revendications suivantes :

- Une meilleure reconnaissance des PSE par la direction des universités.
- La création d'une culture de la collaboration.
- Des augmentations et des rattrapages salariaux pour restaurer le pouvoir d'achat.
- Un service public qui redevient un employeur de choix.
- Des investissements dans les PSE.

Fontaine a rappelé que "les établissements d'enseignement ne peuvent pas fonctionner sans nous. Nous devons renforcer le sentiment d'appartenance à un syndicat, afin de développer la fierté de représenter les PSE."

Défis et réussites des syndicats en matière de soutien aux PSE

Guelda Andrade de la *Confederação Nacional dos Trabalhadores em Educação Educadores* (CNTE)/Brésil, Jose Luis Garcia Mancera de la *Federacion De Enseñanza De Comisiones Obreras* (FE.CC.OO.)/Espagne, Pablo De León de l' *Asociación de Trabajadores de Educación Secundaria* (ATES)/Uruguay, Debra Ward Mitchell de la *National Education Association* (NEA)/USA, Julie-Anne Roberts et Ally Kemplen du *New Zealand Educational Institute* (NZEI), et Sylvester Mutindindi du *Zimbabwe Educational Scientific, Social & Cultural Workers' Union* (ZESSCWU) ont ensuite pris la parole pour évoquer les expériences des membres de l'Internationale de l'Éducation représentant les PSE dans tous les secteurs et dans les différentes régions.

Parmi d'autres questions, ils ont souligné que :

- Les écoles sont des espaces où les enfants se développent en tant qu'êtres humains et ont donc besoin de professionnel?le?s, comme les PSE, qui y travaillent, et d'un réseau pour les défendre.
- Les PSE quittent leur emploi à une fréquence alarmante, en raison du manque de respect à leur égard.

- Le pouvoir des syndicats et des négociations collectives peut être source d'espoir.
- Les PSE souffrent souvent de conditions de travail précaires et d'une faible reconnaissance professionnelle.

Les collègues du NZEI ont notamment décrit les succès obtenus par leur syndicat pour améliorer leur statut et leurs conditions de travail.

« En 2017, nous avons présenté des revendications en matière d'équité salariale pour les personnels de soutien. Le gouvernement a accepté de se pencher sur la question, et nous avons pu mener une action de sensibilisation autour du statut des PSE et de leurs conditions de travail par le biais des médias locaux et nationaux. Nous avons eu le courage de raconter nos propres histoires. » Le NZEI a maintenant conclu une convention avec le gouvernement pour mettre fin aux contrats à durée déterminée pour les membres.

Dans ses remarques finales, la modératrice, Marjolaine Perreault, directrice générale de la Centrale des syndicats du Québec (CSQ)/Canada et membre du Bureau exécutif de l'Internationale de l'Éducation, a déclaré : « Nous devons mettre en lumière les conditions de travail difficiles des PSE, leur surcharge de travail, et poursuivre les actions de l'Internationale de l'Éducation pour promouvoir leur syndicalisation. Au Québec, nous conduirons bientôt des négociations pour le renouvellement des conditions de travail des PSE. Nous allons certainement nous inspirer de nos collègues de Nouvelle-Zélande », a-t-elle ajouté.

Perreault a clôturé la réunion en exhortant les participant·e·s à utiliser la [Déclaration de l'Internationale de l'Éducation relative aux droits et au statut des personnels de soutien à l'éducation](#) d'appeler leurs gouvernements à garantir un travail décent pour les PSE.

LIEN VERS LA VIDÉO DE DAVID

<https://youtu.be/nDGHgwYnRKM>

Les personnels de soutien à l'éducation construisent et protègent les universités

L'idée d'université est noble et importante. Un lieu où les connaissances peuvent être partagées, testées, développées et enrichies. Un lieu où les gens peuvent s'interroger sur tout ce qui est important à propos de notre identité, du fonctionnement du monde et de la place que nous y occupons. Cela se produit dans un environnement fondé sur la liberté de pensée, d'expression et de recherche.

Une université moderne est une communauté avec des bibliothèques, des points de restauration, du personnel d'entretien, de sécurité, des administrateur·trice·s, des soignant·e·s, des plombier·e·s, des électricien·ne·s, du personnel technique spécialisé et bien d'autres encore. Il faut payer les factures, entretenir et soutenir les systèmes informatiques, construire les bâtiments, arroser les jardins, assurer la sécurité de l'environnement d'apprentissage. De tels espaces ne sont pas le fruit du hasard. Ils doivent être construits et entretenus.

C'est le travail d'un personnel hautement qualifié qui assure le bon fonctionnement de l'institution. Le terme internationalement reconnu est celui de personnels de soutien à l'éducation (PSE).

Et pourtant, le travail de la plupart des PSE est souvent méconnu ou sous-estimé. Ils représentent environ 57 % de la main-d'œuvre des universités australiennes. Leur salaire est souvent inférieur à celui de leurs collègues universitaires et, lorsque des réductions budgétaires sont envisagées, ils sont souvent les premiers à partir.

Avant la COVID, environ 30 % des revenus des universités australiennes provenaient des étudiant-e-s étranger-e-s, qui étaient devenu-e-s une source de financement essentielle. Lorsque la COVID a frappé l'Australie, nos universités ont été durement touchées. Lorsque les frontières de l'Australie ont été fermées et que les étudiant-e-s ont cessé de voyager, il y a eu un manque de financement important.

Le gouvernement fédéral a mis en place un système de financement des entreprises et des organisations pour aider à protéger les emplois dans l'ensemble de l'économie, mais il a activement et délibérément refusé ce financement aux universités. Cela a entraîné des milliers de pertes d'emplois.

Les estimations varient, mais le *National Tertiary Education Union* (NTEU) pense que 30 à 40.000 personnes ont perdu leur emploi, y compris des membres du personnel intérimaire, sous contrat à durée déterminée et indéterminée. Parmi le personnel sous contrat à durée déterminée et le personnel sous contrat à durée indéterminée, environ 70 % seraient des PSE.

Lorsque des pertes d'emploi ont eu lieu, elles se sont produites à la hâte et souvent sans planification adéquate. Des personnes essentielles ont été perdues dans de nombreux lieux de travail. Le personnel professionnel et universitaire répète souvent que le résultat n'est pas seulement un problème de surcharge de travail, mais que le travail ne peut tout simplement pas être effectué.

Des analyses récentes ont montré que la plupart des finances des universités ont survécu à la crise, et que beaucoup d'entre elles ont des bilans plus sains qu'avant la pandémie en raison des coupes imposées. En bref, les décisions de gestion ont entraîné des coupes plus profondes qu'elles n'auraient dû si leur objectif était de répondre à la crise de la pandémie.

Le NTEU a commencé à se concentrer fortement sur la santé et la sécurité sur le lieu de travail. Et pas seulement sur la question de savoir si nos lieux de travail universitaires sont sécurisés contre la COVID. Mais aussi pour savoir si la charge de travail excessive représente un risque pour la santé des personnes.

Des négociations sont en cours dans la plupart des universités et le personnel cherchera à faire reconnaître les souffrances qu'il a endurées en obtenant des améliorations clés en matière de sécurité d'emploi (en particulier pour nos membres sous contrat intérimaire et à durée déterminée), de protection des libertés académiques et de rémunération.

Les mécanismes de soutien qui ont permis à nos universités de rester des communautés dynamiques commencent à s'effriter. Bon nombre des personnes qui ont permis à notre secteur

de fonctionner sans attirer l'attention sur elles sont soumises à une réelle pression et l'impact ne se fera peut-être pas pleinement sentir avant un certain temps.

Le gouvernement australien, qui a refusé de soutenir les universités en période de crise, est confronté à une élection difficile en raison de son incompétence sur toute une série de questions. Mais l'impact politique complet pourrait ne pas être connu avant un certain temps.

Les professionnel·le·s qui composent les personnels de soutien à l'éducation sont dévoué·e·s à leur travail, mais aussi à l'objectif de leur travail. Ces personnes sont fières du rôle qu'elles jouent dans le soutien et le maintien de la communauté étudiante.

Mais chacun·e a ses limites. Il existe un grand degré de bonne volonté parmi le personnel qui donne plus qu'il ne devrait pour le lieu de travail qu'il aime. Mais les pressions actuelles les mettent en danger. Les conséquences à long terme pour le secteur restent à voir. Le gouvernement et les directions des établissements ont créé un climat dans lequel les gens peuvent perdre leur passion pour leur travail et, par conséquent, refuser d'accepter de plus en plus de travail sans reconnaissance de leurs efforts.

Les universités dépendent des PSE. Dans l'intérêt de l'université, les directions des universités et le gouvernement feraient mieux de commencer à prêter sérieusement attention aux dommages qui ont été causés et d'y remédier.

2. Sommet international sur la profession enseignante

Le Sommet international sur la profession enseignante organisé par l'Internationale de l'Éducation et l'OCDE réunit les gouvernements et les syndicats de l'éducation des pays de l'OCDE pour promouvoir et renforcer un dialogue politique honnête et éclairé entre les représentant·e·s de la profession enseignante et les autorités nationales.

L'édition 2022 s'est tenue en Espagne du 11 au 13 mai 2022 et s'est concentrée sur une reprise inclusive et équitable de l'éducation dans le contexte de la crise de Covid-19. Parmi les thèmes abordés cette année figuraient le rôle des technologies numériques pour garantir l'excellence de l'éducation pour tou·te·s ainsi que le rôle des enseignant·e·s pour assurer un avenir durable.

Sommet international sur la profession enseignante 2022 : les gouvernements et les syndicats d'enseignants travaillent ensemble pour un enseignement public guidé par l'équité

Le Sommet international sur la profession enseignante organisé par l'Internationale de l'Éducation et l'OCDE réunit les gouvernements et les syndicats de l'éducation des pays de l'OCDE pour promouvoir et renforcer un dialogue politique honnête et éclairé entre les représentant·e·s de la profession enseignante et les autorités nationales.

L'édition 2022 s'est tenue en Espagne du 11 au 13 mai 2022 et s'est concentrée sur une reprise inclusive et équitable de l'éducation dans le contexte de la crise de Covid-19. Parmi les thèmes abordés cette année figuraient le rôle des technologies numériques pour garantir l'excellence de l'éducation pour tou·te·s ainsi que le rôle des enseignant·e·s pour assurer un avenir durable.

Regardez la séance de clôture du Sommet ci-dessous.

Regardez la conférence de presse du Sommet ci-dessous.

Regardez l'allocution d'ouverture du Sommet ci-dessous.

Lisez l'éditorial concernant l'ISTP écrit par le secrétaire général de l'Internationale de l'Éducation, David Edwards, [ici](#).

Titres

1. Éducation et droit d'auteur : les obstacles à l'enseignement dans un environnement numérique

L'accès à la connaissance est un aspect important du droit à l'éducation. Afin de pouvoir répondre aux besoins de leurs classes, les enseignant-e-s font souvent appel à un large éventail de ressources de provenances diverses (par exemple, de courtes vidéos, des images et articles) pour compléter leurs ressources d'enseignement traditionnelles (par exemple, des manuels scolaires et autres matériels sélectionnés). Ces ressources sont souvent protégées par le droit d'auteur et les droits connexes [1].

Reconnaissant la mission publique essentielle de l'éducation, ainsi que le droit des enseignant-e-s de choisir et adapter les matériels pédagogiques sans avoir à demander la permission de la personne détentrice du droit d'auteur, les gouvernements prévoient des exceptions et des limitations au droit d'auteur pour l'éducation. Malheureusement, la pandémie de COVID-19 et le basculement généralisé vers l'enseignement à distance pendant la fermeture des écoles ont plus que jamais mis en lumière que ces exceptions et limitations ne sont pas toujours adaptées à l'enseignement dans un environnement numérique.

L'étude *Est-ce légal ? Éducation et droit d'auteur à l'ère numérique* analyse 10 scénarios d'enseignement et d'apprentissage numériques et en distanciel impliquant l'utilisation de ressources protégées par le droit d'auteur ou d'autres lois dans 40 pays d'Afrique, d'Asie-Pacifique, d'Europe, d'Amérique du Nord, d'Amérique latine et des Caraïbes.

Les conclusions de cette étude indiquent que, dans bon nombre de pays, la législation en vigueur pour le droit d'auteur empêche l'utilisation de ressources protégées dans le cadre des activités éducatives organisées à distance (par exemple, des cours en ligne ou radiodiffusés en direct) ou de l'enseignement à la demande impliquant le recours à des fonctions numériques (par exemple, l'envoi de courriels ou le stockage de supports de lecture sur une plateforme scolaire). Cette situation force les enseignant-e-s soit à s'abstenir d'utiliser ces ressources, soit à travailler dans un certain flou juridique.

Où en sommes-nous ?

Voici quelques cas de figure et tendances relevés dans l'étude illustrant les inégalités entre les régions et pouvant orienter les initiatives en faveur d'une réforme du droit d'auteur :

- **Les pays ayant des dispositions générales et flexibles en matière d'utilisation équitable et ceux disposant d'exceptions larges et technologiquement neutres sont mieux équipés pour organiser l'enseignement distanciel et numérique.** La majorité de ces pays sont situés en Europe et en Amérique du Nord. **Les éducateur-trice-s et les élèves d'Afrique, d'Amérique latine, des Caraïbes et, dans une moindre mesure, d'Asie-Pacifique, sont particulièrement désavantagé-e-s,** étant donné que leur législation en matière de droit d'auteur n'est pas adaptée à l'ère numérique.

Ce scénario illustre parfaitement cette fracture en matière de droit d'auteur. **Contrairement aux pays plus développés, les pays d'Amérique latine et d'Afrique en particulier ne sont pas très efficaces dans ce cas de figure.** Ils n'autorisent pas la communication et/ou le partage à distance

de ressources protégées par le droit d'auteur.

- **Les instruments internationaux pour les exceptions obligatoires** (par exemple, l'obligation de citation dans la Convention de Berne), **les lois types reconnues au niveau international pour les exceptions** (par exemple, l'exception type pour l'éducation dans la Loi type de Tunis sur le droit d'auteur à l'usage des pays en voie de développement), **de même que les instruments régionaux pour les exceptions obligatoires** (par exemple, l'exception obligatoire pour l'éducation numérique et transfrontalière dans la nouvelle directive de l'Union européenne relative au droit d'auteur), **jouent un rôle important** dans la réforme des législations nationales en matière de droit d'auteur.

Ce cas de figure illustre le rôle que jouent les lois internationales types. En **Afrique**, contrairement à d'autres régions, la plupart des cadres légaux n'interdisent pas l'utilisation de ressources protégées dans le cadre des cours radiodiffusés, étant donné qu'ils sont le plus souvent influencés par l'exception type pour l'éducation prévue dans la Loi type de Tunis de 1976 qui considère parfaitement licite d'« utiliser l'œuvre à titre d'illustration de l'enseignement par le moyen de [...] radiodiffusion ».

- **Les collaborations pédagogiques, les cours en ligne et d'autres activités impliquant l'utilisation de ressources protégées entre élèves et enseignant-e-s résidant dans des pays différents demeurent problématiques.** Les activités pédagogiques transfrontalières étant uniquement régulées au sein de l'Union européenne, les échanges de ressources protégées par-delà les frontières européennes ne sont pas possibles.

Recommandations pour éliminer la fracture numérique en matière de droit d'auteur

Le monde est dramatiquement « à la traîne » en ce qui concerne la réalisation du Programme de développement durable pour l'éducation. Il est par conséquent essentiel pour les gouvernements d'agir maintenant.

- **Les gouvernements doivent réformer en profondeur leur législation en matière de droit d'auteur** pour s'assurer de disposer d'exceptions larges et flexibles pour l'éducation qui soient pertinentes en regard des innovations, quelles que soient les méthodes d'enseignement et d'apprentissage. Sans quoi, les communautés éducatives à travers le monde seront confrontées à des exceptions trop restreintes pour l'éducation qui finiront par compromettre l'enseignement et l'apprentissage de qualité dans un environnement numérique et en ligne.
- **La réforme du droit d'auteur doit être entreprise en consultation avec les enseignant-e-s et leurs représentant-e-s** afin qu'elle soit profitable à l'enseignement et à l'apprentissage.
- **Les recherches sur les pratiques pédagogiques numériques et distancielles** qui analysent la façon dont les enseignant-e-s travaillent avec les ressources, de même que les problèmes rencontrés, peuvent apporter un éclairage intéressant aux responsables politiques en charge du droit d'auteur.
- **Les lois et modèles internationaux non contraignants sont des véhicules importants pour parvenir à un consensus international** concernant les instruments contraignants et l'aide à apporter aux pays pour réformer leur législation en matière de droit d'auteur en vue d'adapter les exceptions pour l'éducation à un environnement numérique et distanciel.

- **Les responsables politiques doivent s’efforcer de définir un instrument international contraignant** pour s’assurer que la communauté éducative puisse bénéficier d’un minimum de droits pour utiliser des ressources protégées par le droit d’auteur ou des droits connexes à des fins éducatives partout dans le monde. Ceci permettra de réduire considérablement le flou juridique et les risques encourus par les éducateur·trice·s, les apprenant·e·s ou toute autre personne participant à des activités éducatives, y compris dans un environnement transfrontalier.
- **Il convient d’étudier les solutions juridiques pour les utilisations pédagogiques transfrontalières** aux niveaux bilatéral et multilatéral, afin de traiter spécifiquement certaines utilisations transfrontalières de ressources protégées à des fins éducatives, jugées essentielles pour les communautés éducatives.

L’étude complète de 2022 de Teresa Nobre (en anglais) est disponible ici : <https://eiie.io/3PdfYEW>

Le résumé de la recherche peut être téléchargé ici : <https://eiie.io/3kKYGku>

Note:

[1] Le « droit d’auteur » se réfère à l’ensemble des droits exclusifs accordés à l’auteur·e d’une œuvre. Les « droits connexes » se réfèrent à l’ensemble des droits exclusifs accordés à certaines catégories de personnes pour les matériels qu’elles produisent (par exemples, les artistes tel·le·s que les comédien·ne·s et les chanteur·euse·s, les producteur·trice·s d’enregistrements sonores et de films, les sociétés de diffusion).

2. La voix des éducateur·trice·s se fait entendre à la Conférence mondiale de l’UNESCO sur l’enseignement supérieur

La 3e Conférence mondiale sur l’enseignement supérieur réunit la communauté de l’enseignement supérieur à l’échelle mondiale pour réfléchir à la manière de faire face à l’impact de la pandémie et de concevoir l’avenir de l’enseignement supérieur afin d’atteindre les objectifs du Programme de développement durable à l’horizon 2030. Organisée par l’UNESCO, la conférence a eu lieu du 18 au 20 mai 2022 à Barcelone, en Espagne.

L’Internationale de l’Éducation a participé à l’événement, où elle a représenté les travailleur·euse·s de l’enseignement supérieur du monde entier.

La délégation de l’Internationale de l’Éducation a soulevé des questions clés telles que les libertés académiques, le statut du personnel enseignant et de recherche dans l’enseignement supérieur, et la nécessité de s’attaquer aux tendances croissantes à la privatisation et à la commercialisation du secteur de l’enseignement supérieur.

En amont de la conférence, l’Internationale de l’Éducation a organisé une consultation avec ses organisations membres, dont les résultats ont été transmis au secrétariat de la conférence, accompagnés de plusieurs études pertinentes. L’Internationale de l’Éducation a organisé et participé en outre à divers événements tout au long de la conférence.

Événements virtuels en parallèle

À l'occasion de la Journée mondiale des personnels de soutien à l'éducation (PSE), le 16 mai, le webinaire de l'Internationale de l'Éducation intitulé « Un travail décent pour les PSE maintenant ! » a comporté une session dédiée à l'expérience des personnels de soutien à l'éducation dans l'enseignement supérieur.

L'Internationale de l'Éducation, en collaboration avec *Scholars At Risk*, a organisé l'événement en ligne « Au-delà des mots : pour des orientations mondiales concernant la mise en œuvre des libertés académiques, de l'autonomie et des valeurs correspondantes. » Cet événement aura eu lieu le 17 mai. Il a eu pour objectif d'alimenter les débats de la conférence et de sensibiliser à l'importance des libertés académiques pour l'avenir de l'enseignement supérieur. Il a visé également à contribuer au débat sur l'élaboration d'orientations mondiales faisant autorité pour la mise en œuvre des libertés académiques aux niveaux mondial, régional et national.

Sessions sur place

L'Internationale de l'Éducation a organisé deux tables rondes sur place lors de la Conférence mondiale sur l'enseignement supérieur afin de lancer une conversation mondiale conduite par les syndicats sur l'avenir des personnels de l'enseignement supérieur. Ces sessions ont été organisées en collaboration avec l'Institut international de l'UNESCO pour l'enseignement supérieur en Amérique latine et dans les Caraïbes (IESALC).

La première table ronde, intitulée « En première ligne : l'impact de la COVID-19 sur les travailleur-euse-s de l'enseignement supérieur », a examiné les conséquences à court, à moyen et à long terme de la pandémie sur les enseignant-e-s, les chercheur-euse-s et les autres personnels de l'enseignement supérieur, ainsi que les implications possibles pour l'avenir de la profession. Elle a eu lieu le 18 mai 2022.

La deuxième table ronde intitulée « Fixer les conditions : l'avenir du travail dans l'enseignement supérieur » a eu lieu le 19 mai 2022. Cette session a exploré les tendances actuelles et futures qui concernent les travailleur-euse-s de l'enseignement supérieur et qui doivent être prises en compte lorsque nous définissons une nouvelle vision pour ce secteur au niveau mondial.

Parallèlement, la présidente de l'Internationale de l'Éducation, Susan Hopgood, a pris la parole lors du panel organisé par le groupe de travail des enseignants de l'UNESCO et l'Organisation internationale du travail sur le thème « Les enseignant-e-s de l'enseignement supérieur : réinventer l'avenir de la profession ». Ce panel s'est tenu le 19 mai 2022. L'événement a abordé l'impact de la pandémie sur les institutions de l'enseignement supérieur et sur le travail des enseignant-e-s, ainsi que les transformations nécessaires concernant leur statut et leur développement professionnel, conformément à la [recommandation de l'UNESCO de 1997 sur les personnels enseignants dans l'enseignement supérieur](#).

3. Journée internationale contre l'homophobie, la transphobie et la biphobie : des écoles sûres et inclusives pour les élèves et les enseignant-e-s dans toute leur diversité

Le 17 mai, à l'occasion de la Journée internationale contre l'homophobie, la transphobie et la biphobie, l'Internationale de l'Éducation réaffirme son soutien et ses efforts en faveur d'un cadre d'apprentissage sûr et inclusif dans les écoles, les universités et autres milieux scolaires pour les

apprenant-e-s et les enseignant-e-s dans toute leur diversité . Des écoles sûres garantissent à tou-te-s les enseignant-e-s et les élèves de se sentir libres et protégé-e-s de toute forme de discrimination, menace et violence fondée sur leur orientation sexuelle, leur identité de genre et/ou leur expression de genre.

En tant qu'éducateur-ric-e-s, syndicats et membres de la communauté internationale, nous jouons un rôle crucial dans la promotion de l'inclusion et de la diversité au sein de nos écoles, ainsi que dans la protection des droits fondamentaux de nos élèves et membres lesbiennes, gays, bisexuel-le-s, transgenres et intersexes (LGBTI). [1]

Toutefois, en dépit des nombreuses avancées et des progrès accomplis en faveur des droits humains universels, l'homophobie, la biphobie et la transphobie sont toujours une réalité. Partout dans le monde, les progrès en matière de droits des LGBTI sont menacés par la montée en puissance de dirigeant-e-s politiques qui alimentent la rhétorique et la violence anti-LGBTI, promulguent des lois anti-LGBTI et s'opposent aux programmes scolaires inclusifs et respectueux de l'égalité des genres, ce qui a de graves répercussions sur les élèves et les enseignant-e-s LGBTI.

Victor Madrigal-Borloz, l'expert indépendant des Nations Unies en matière de protection contre la violence et la discrimination fondées sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre, a constaté que dans les écoles où les élèves LGBTI subissent « des abus, y compris de la violence physique, de l'isolement social, des humiliations et des menaces de mort... [il en résulte] un sentiment d'insécurité, un taux d'absentéisme plus élevé et des chances réduites de réussite scolaire. Ces abus en milieu scolaire entraînent un taux de suicide plus élevé parmi les jeunes LGBTI. [2]

Luttons contre l'intolérance et à la discrimination à chaque fois que nous en sommes témoins. Continuons à œuvrer pour que nos syndicats et nos écoles soient plus inclusifs envers les LGBTI. Ce sont les membres les plus vulnérables de nos sociétés et de nos écoles qui font leur force.

Afin de soutenir cet effort, l'Internationale de l'Éducation a lancé une série de blogs qui réunissent les voix des expert-e-s et militant-e-s du domaine de l'éducation – chercheur-euse-s, enseignant-e-s, syndicalistes et acteurs de la société civile. Dans [le premier article du blog](#), IGLYO, l'Association internationale des lesbiennes, gays, bisexuel-le-s, transsexuel-le-s et intersexué-e-s offre des conseils pratiques pour ouvrir la voie à l'éducation inclusive sur la base de ses recherches. La semaine prochaine, l'IEAL, le Bureau régional Amérique latine de l'Internationale de l'Éducation, proposera une présentation d'un outil conçu pour les organisations syndicales de l'éducation en vue de promouvoir le respect de l'identité de genre et de l'orientation sexuelle des individus issus des communautés éducatives de la région. D'autres articles de blog paraîtront également dans les semaines à venir.

Les syndicats de l'éducation peuvent, et doivent, jouer un rôle clé dans la lutte pour l'égalité des droits et une éducation de qualité pour tou-te-s. L'Internationale de l'Éducation appelle les gouvernements, les éducateur-ric-e-s et les syndicats du monde entier à s'engager, à l'occasion de la Journée internationale contre l'homophobie, la transphobie et la biphobie, à créer des espaces sûrs et inclusifs pour tous les apprenant-e-s.

Si vous souhaitez contribuer à cette série de blogs, veuillez contacter Lainie à l'adresse : equality@ei-ie.org.

Résolution : Garantir les droits des personnes LGBTI

HCDH | Inclusion effective des LGBT

Projet Trevor : Enquête nationale 2022 sur la santé mentale des jeunes LGBTI

LGBTYS LiS e-use (lgbtyouth.org.uk)

4. Est-ce légal ? Éducation et droit d'auteur à l'ère numérique

L'étude *Est-ce légal ? Éducation et droit d'auteur à l'ère numérique* analyse 10 scénarios d'enseignement et d'apprentissage numériques et distanciels impliquant l'utilisation de ressources protégées par le droit d'auteur ou d'autres lois relatives au droit d'auteur dans 40 pays d'Afrique, d'Asie-Pacifique, d'Europe, d'Amérique du Nord, d'Amérique latine et des Caraïbes.

Points forts

1. Solidarité avec les étudiant-e-s et les enseignant-e-s d'Afghanistan

En 2022, l'Internationale de l'Éducation a œuvré au soutien de ses organisations membres en Afghanistan et à la défense des droits des étudiant-e-s et des enseignant-e-s vivant sous le régime des Talibans.

En lien avec

Afghanistan : Le régime Taliban refuse le droit à l'éducation des filles

Le 23 mars devait être une journée d'espoir et marquer un nouveau départ prometteur pour les filles à travers l'Afghanistan. Le régime Taliban avait promis la réouverture des établissements secondaires aux jeunes filles impatientes de reprendre leur scolarité après des mois d'interruption. Cet espoir fut anéanti par un changement de politique de dernière minute qui contraint les filles à quitter les établissements scolaires, faisant planer de sérieux doutes sur l'engagement des Talibans en faveur de l'éducation des filles.

« Ce rétropédalage politique est extrêmement préoccupant et constitue une violation directe du droit des filles à une éducation. Il entraîne des répercussions sur la vie de millions de filles et prive un pays tout entier de l'immense contribution que peuvent apporter ces élèves en faveur d'un avenir meilleur. Les éducateurs et éducatrices d'Afghanistan et du monde entier ne toléreront pas cela. La communauté internationale ne tolérera pas cela », a affirmé David Edwards, secrétaire général de l'Internationale de l'Éducation.

L'Internationale de l'Éducation œuvre de concert avec son organisation membre en Afghanistan, le Teacher Elected Council of Afghanistan (Conseil national élu des enseignants et enseignantes), pour défendre le droit à l'éducation des filles. Les syndicats d'enseignants du monde entier se sont **mobilisés en solidarité** avec les enseignant-e-s et les élèves d'Afghanistan, en vue d'apporter leur soutien et d'agir pour protéger leurs collègues Aghan-e-s, notamment les enseignantes dont la vie a été menacée.

Depuis l'arrivée des Talibans en 2021, deux-cents millions de journées d'apprentissage ont été perdues en raison de l'interdiction des filles d'accéder à l'éducation, et aucune issue n'est en vue. Le manque d'accès à l'éducation entrave considérablement les opportunités offertes aux filles et aux femmes de mener une vie décente et épanouissante.

Bien que décourageante, cette décision n'est pas surprenante. Le régime des Talibans dans les années 1990, avait interdit aux femmes de recevoir une éducation et leurs droits au sein de la société afghane avaient été restreints. Depuis l'arrivée des Talibans au pouvoir, la plupart des écoles pour garçons sont restées ouvertes et pour les filles, seules les écoles primaires ont été autorisées à continuer d'opérer dans près de l'ensemble du pays. Les filles âgées de plus de 11 ans avaient reçu la promesse d'un retour en classe cette semaine.

L'Internationale de l'Éducation réaffirme le droit de toute fille à fréquenter l'école et à réaliser son plein potentiel. Nous exhortons la communauté internationale à redoubler d'efforts et à exiger le droit à l'éducation pour les filles et les femmes en tant que droit humain fondamental.

Afghanistan : réaffirmation d'un fort soutien aux syndicalistes en exil et au retour de la démocratie, des libertés et de l'égalité

En compagnie d'affiliés français, de dirigeant?e?s de confédérations syndicales nationales françaises et internationales, l'Internationale de l'Éducation a pris la mesure de la situation catastrophique de la démocratie et de l'éducation en Afghanistan sous le règne des Talibans. Elle a également réitéré son engagement et sa solidarité avec les syndicalistes afghan?e?s qui, malgré l'exil en France, se battent toujours pour un meilleur avenir dans leur pays.

Lors de la conférence syndicale internationale sur les droits humains en Afghanistan organisée par la Confédération syndicale internationale (CSI) et les trois confédérations syndicales françaises, à savoir la Confédération française et démocratique du Travail (CFDT), la Confédération générale du Travail (CGT) et Force Ouvrière (FO), L'Internationale de l'Éducation était en effet présente avec deux de ses affiliés français, le Syndicat général de l'Éducation nationale-CFDT Travail (SGEN-CFDT) et la Fédération de la Formation et de l'Enseignement privés-CFDT (FEP-CFDT).

La solidarité, une valeur syndicale fondamentale

S'exprimant au nom du secrétaire général de l'Internationale de l'Éducation, Florian Lascroux a souligné que l'Internationale de l'Éducation se félicite de l'intense travail conjoint déjà réalisé avec la CSI sur ce dossier de l'Afghanistan, et salue le travail formidable effectué par les confédérations françaises, depuis des mois, auprès du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, pour exfiltrer des militant?e?s syndicaux?ales et leurs proches.

Il a continué en notant que, « dans un contexte international où l'on peut avoir l'impression que les crises se multiplient, il est fondamental que les syndicats montrent de manière très concrète que la solidarité est au cœur de leurs valeurs ».

Les actions de l'Internationale de l'Éducation pour les syndicalistes en Afghanistan

Il a aussi rappelé les actions entreprises avec ses affiliés depuis la reprise du pouvoir des Talibans en Afghanistan :

- Soutien à son organisation membre dans le pays, le *National Teachers' Education Council* (NTEC), afin qu'il puisse continuer d'opérer sur le terrain, dans les régions ;
- Adoption par le Bureau exécutif de l'Internationale de l'Éducation en décembre 2021 d'une [résolution](#) en soutien à l'éducation, à la paix et aux droits humains en Afghanistan ; et
- Lancement d'un appel d'action urgente auprès des 400 organisations membres afin de collecter des fonds pour venir en aide à son affilié dans ce pays et pour aider à l'évacuation de militant?e?s.

L'Observatoire des droits des enseignant?e?s afghan?e?s

Lascroux a ensuite expliqué que l'Internationale de l'Éducation va créer un Observatoire des droits des enseignant?e?s afghan?e?s. Ce dernier reposera sur le NTEC, qui va collecter des

données sur quatre points principaux :

1. Les salaires des enseignant.e.s ;
2. Les violations des droits humains ou syndicaux, avec un accent particulier sur l'équité entre les genres ;
3. Les conditions de travail et de vie des enseignantes ; et
4. La scolarisation, en particulier des filles, en lien avec l' [Objectif de développement durable 4](#) des Nations unies.

Cet Observatoire permettra ainsi de :

- Faire entendre la voix des enseignant.e.s afghans en partageant des témoignages ; et
- Bâtir un plaidoyer basé sur des éléments factuels.

Par ailleurs, Lascroux a relayé la proposition du secrétaire général de l'Internationale de l'Éducation de poursuivre dans les mois qui viennent le travail conjoint entamé avec la CSI sur le dossier afghan.

Assurer un accueil décent aux syndicalistes afghan.e?s arriv.e?s en France

Dans son intervention, Laurent Berger, secrétaire général de la CFDT, a indiqué que l'objectif de cette conférence était de valoriser les actions de solidarité réalisées et d'en envisager d'autres sur le long terme. « Nous allons soutenir les démarches pour que les Afghans arrivés en France puissent être accueillis et logés convenablement », a-t-il assuré.

Pour Philippe Martinez, secrétaire général de la CGT, « nous devons collectivement faire en sorte d'avoir des expressions et actions régulières pour dénoncer les atteintes aux droits fondamentaux en Afghanistan. Nous devons être vigilants quant à l'accueil des réfugiés afghans en France. »

Les trois organisations confédérales syndicales françaises sont engagées ensemble de longue date dans la solidarité internationale, et doivent continuer à agir pour que soient rétablis les droits fondamentaux en Afghanistan, et également pour que les réfugié.e?s afghan.e?s puissent vivre de manière digne en France, a lui aussi reconnu Yves Veyrier, secrétaire général de FO.

La voix des syndicalistes afghan.e?s

Les participant.e?s à la conférence ont en outre pu suivre les interventions de syndicalistes afghan.e?s qui se sont exprimé.e?s sur la situation des droits des travailleur.euse?s et celles des droits des femmes en Afghanistan.

Maroof Qaderi, président en exil de l'Union nationale des travailleur.euse?s et des salarié.e?s d'Afghanistan (NUAWE, de son acronyme anglophone), a ainsi décrit les atteintes aux droits humains en Afghanistan. Il a fait observer que le chômage y atteint des niveaux très élevés, 800.000 personnes ayant perdu leur emploi, notamment des femmes, sous les Talibans. Il n'existe aucune liberté d'expression et les journalistes sont menacés, a-t-il aussi regretté. Il a de même critiqué le fait que les Talibans ont suspendu ou modifié des lois sur les droits du travail et les droits humains, amenant de nombreux.euses Afghane.s à fuir le pays.

Selon l'Agence des Nations unies pour les réfugiés, il y a 2,6 millions de réfugiés afghans enregistrés dans le monde, dont 2,2 millions sont enregistrés rien qu'en Iran et au Pakistan. 3,5 millions de personnes supplémentaires sont déplacées à l'intérieur du pays, après avoir fui leur foyer à la recherche d'un refuge dans le pays.

De son côté, Habiba Fakhri, vice-présidente du NUAWA, a expliqué que « l'Afghanistan est un pays riche avec des habitants pauvres ». Elle a condamné le fait que, depuis le changement de régime, l'économie s'est effondrée, il y a beaucoup de corruption, et l'aide internationale n'arrive plus. Des groupes violents luttent pour le pouvoir dans les régions, a-t-elle noté. Elle a aussi déploré que l'accroissement de la famine à travers le pays.

Une manifestation de solidarité syndicale internationale

« Il y a encore beaucoup à faire en Afghanistan. Toutefois, de premières étapes ont été franchies, nous pouvons être fiers du mouvement syndical », a estimé pour sa part Sharan Burrow, secrétaire générale de la CSI.

Elle a aussi félicité les syndicats français qui ont effectué un travail extraordinaire pour permettre à des syndicalistes et leurs familles de venir en France, et assuré que « nous allons faire en sorte que ces camarades puissent avoir une vie décente en France ».

La CSI, a-t-elle ajouté, va poursuivre son travail de plaidoyer sur l'Afghanistan et en parlera au-delà du cercle syndical. Les droits à la démocratie et à la liberté sont au cœur de nos valeurs syndicales, a-t-elle rappelé.

Pour Anthony Bellanger, secrétaire général de la Fédération Internationale des journalistes, son organisation est aussi présente sur le terrain et « c'est un vrai cauchemar éveillé. Plus de 300 médias ont été interdits. En 2021, 12 journalistes ont été tués. Notre action sur place devient humanitaire, tellement la situation est dramatique. Nous espérons que la lumière de l'information en Afghanistan ne s'éteindra pas. »

De nombreuses personnes ont perdu leur emploi en Afghanistan, a également critiqué Ariel Castro, spécialiste principal en matière d'activités pour les travailleurs et responsable de la région Asie-Pacifique au Bureau des activités pour les travailleurs (ACTRAV) de l'Organisation internationale du Travail (OIT). Il a mis en exergue le fait que « nous avons la responsabilité de défendre les travailleurs et travailleuses et leurs droits. Nous poursuivons nos efforts, avec notre bureau à Kaboul, pour aider les syndicats afghans et développer des activités en Afghanistan. »

Dans ses remarques de conclusion, Burrow a insisté sur le fait de « quitter cette conférence avec de l'espoir basé sur la solidarité. Vous voyez ici de quoi le mouvement syndical est capable lorsque nous voulons faire respecter la justice. »

Aux syndicalistes afghans, Burrow a enfin garanti que « nous allons travailler sur la base du droit à la démocratie. Nous allons nous battre à vos côtés. Votre courage et détermination sont une inspiration pour nous tous. »

Afghanistan : alors que le régime Taliban met en péril l'éducation, la paix et les droits humains, l'Internationale de l'Éducation et ses organisations membres intensifient leurs

actions

L'Internationale de l'Éducation lancera [ATRO](#), pour *A fghanistan Teachers' Rights Observatory*, en septembre 2022. Cet observatoire des droits des enseignant-e-s afghan-e-s est la dernière en date d'une série d'actions fortes démontrant la solidarité de la communauté éducative mondiale, avec les éducateur-trice-s et le peuple afghans confrontés à de graves difficultés sous le règne des Talibans.

ATRO, un outil de suivi et de plaidoyer

En avril 2022, l'Internationale de l'Éducation et le *National Teacher Elected Council* (NTEC) ont convenu de la création d'ATRO, qui a pour but de :

- Surveiller, documenter, évaluer et rendre compte de la situation sur le terrain en Afghanistan, notamment : le paiement ou le non-paiement des salaires et les conditions de travail des enseignant-e-s ; les violations des droits humains, du travail et syndicaux avec un accent particulier sur l'équité entre les genres ; l'accès des filles à l'éducation ; les restrictions imposées aux enseignantes, y compris sur les vêtements qu'elles peuvent porter et où elles sont autorisées à enseigner ; la sécurité et le bien-être psycho-social des enseignantes ; et le suivi du programme en vue de satisfaire aux normes relatives aux ODD (inclusivité et approche fondée sur les données factuelles).
- Valoriser, soutenir et renforcer les capacités du NTEC.
- Faire entendre la voix des enseignant-e-s afghan-e-s à travers le recueil et la diffusion des histoires et des témoignages des enseignant-e-s en partenariat avec le NTEC.
- Exploiter les informations factuelles recueillies aux fins de plaidoyer à l'échelle nationale et internationale.

Les résultats escomptés de l'ATRO sont les suivants :

- Plaidoyer accru en faveur des droits des enseignant-e-s et étudiant-e-s (en particulier des filles), des droits du travail et humains à l'échelle nationale et internationale
- Influence, visibilité et statut accrus du NTEC à l'échelle du pays et augmentation du nombre de membres du syndicat issus de l'ensemble du personnel de l'enseignement
- Publication d'un rapport de suivi semestriel
- Production et diffusion de bulletins bimestriels
- Création d'une base de données ventilées sur les violations des droits, y compris sur : les droits à l'éducation : accès, équité entre les genres, pédagogie et programme ; les droits humains avec un accent particulier sur l'équité entre les genres ; et les droits du travail.

L'opérationnalisation et la mise en œuvre à l'échelle nationale relèveront du NTEC.

Mouvement de solidarité internationale en faveur des éducateur-trice-s et syndicalistes afghan-e-s

ATRO fait suite à d'autres initiatives de l'Internationale de l'Éducation et ses affiliés qui ont renforcé leur aide aux éducateur-trice-s et syndicalistes afghan-e-s à la suite du retour au pouvoir des Talibans.

Le 2 mai, l'Internationale de l'Éducation et deux de ses affiliés français, le Syndicat général de l'Éducation nationale-CFDT Travail (SGEN-CFDT) et la Fédération de la Formation et de l'Enseignement privés-CFDT (FEP-CFDT), ont assisté à la [Conférence syndicale internationale](#)

sur les droits humains en Afghanistan organisée par la Confédération syndicale internationale (CSI) et trois confédérations syndicales françaises, la Confédération française et démocratique du Travail (CFDT), la Confédération générale du Travail (CGT) et Force Ouvrière (FO).

L'Internationale de l'Éducation a pris la mesure de la situation catastrophique de la démocratie et de l'éducation sous le règne des Talibans. Elle a également réitéré son engagement et solidarité avec les syndicalistes afghan-e-s qui, malgré leur exil en France, se battent toujours pour un meilleur avenir pour leur pays.

L'Internationale de l'Éducation s'est également félicitée de l'intense travail conjoint déjà réalisé avec la CSI sur le dossier de l'Afghanistan, et a salué le travail formidable effectué depuis des mois par les confédérations françaises auprès du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères pour exfiltrer les militant-e-s syndicaux-ales et leurs proches.

Appel d'action urgente de l'Internationale de l'Éducation

Le 14 décembre 2021, l'Internationale de l'Éducation avait déjà lancé un appel d'action urgente au sujet de la situation critique prévalant en Afghanistan » et fait appel à la solidarité des affiliés dans le but de :

1. Soutenir nos affiliés afghans confrontés à de graves difficultés ;
2. Soutenir les efforts de secours et de réinstallation des militant-e-s syndicaux-les enseignant-e-s affilié-e-s à nos organisations membres qui font l'objet de menaces et de ; et
3. Faire pression sur leurs gouvernements afin de soutenir les efforts de réinstallation et de garantir l'intégration de l'éducation et des droits des femmes et des filles dans l'aide humanitaire.

L'Internationale de l'Éducation a par ailleurs remarqué que « les Talibans qui ont pris le pouvoir il y a quelques mois sont en train de réduire à néant des décennies de progrès en matière de droits humains et de droits à l'éducation. Ils ciblent les écoles et les institutions éducatives afin de faire obstacle à l'éducation des filles et de supprimer la participation des femmes. De 1996 à 2001, ils ont ainsi interdit aux filles et aux femmes d'exercer presque tous les métiers et les ont privées du droit de vote et de l'accès à l'éducation. [...] Malgré les assurances récentes données par les Talibans, les organisations membres de l'Internationale de l'Éducation en Afghanistan font état d'une détérioration de la situation des enseignantes et des étudiant-e-s et en particulier des filles ».

« Les écoles ne devraient jamais être la cible du terrorisme ou de la violence »

Le Bureau exécutif de l'Internationale de l'Éducation a également adopté, le 2 décembre 2021, une [résolution réaffirmant notamment que « les écoles ne devraient jamais être la cible du terrorisme ou de la violence »](#) et « l'éducation est un droit humain fondamental et l'adhésion à la Déclaration universelle des droits de l'Homme est essentielle à la promotion de sociétés inclusives, non discriminatoires et pacifiques ».

Afghanistan?: le régime taliban doit cesser ses attaques contre la profession enseignante

L'Internationale de l'Éducation condamne les mesures abusives imposées par le gouvernement taliban aux universités et aux établissements d'enseignement supérieur en Afghanistan. Ces mesures enfreignent clairement les principes de liberté académique et d'autonomie

institutionnelle, tels qu'ils sont consacrés par la [Recommandation de l'UNESCO de 1997 concernant la condition du personnel enseignant de l'enseignement supérieur](#).

Dans ce qui semble être une tentative de purger le système éducatif du pays de toute voix indépendante, les universités afghanes ont récemment été exhortées à dénoncer les enseignants «?corrompus, incompetents et destructeurs?» en leur sein. La lettre des autorités ordonne également aux établissements d'enseignement supérieur de signaler tout enseignant ou professeur ayant eu des liens avec les gouvernements précédents.

L'Internationale de l'Éducation réaffirme l'importance cruciale de la liberté académique pour encourager la pensée critique et la liberté d'expression, renforcer la démocratie et contribuer au bien commun des sociétés. La [Résolution de l'Internationale de l'Éducation de 2019 sur la liberté académique dans l'enseignement supérieur](#) affirme que «?le personnel enseignant de l'enseignement supérieur et le personnel de la recherche devraient [...] jouir, sans ingérence, des droits civils, politiques, sociaux et culturels internationalement reconnus et applicables à toute personne.?»

L'Internationale de l'Éducation appelle les autorités afghanes à respecter les droits et libertés des personnels de l'éducation, y compris la liberté académique.

Dans une [résolution adoptée en décembre dernier](#), le Bureau exécutif de l'Internationale de l'Éducation a exprimé ses graves préoccupations quant à la situation catastrophique de la démocratie et de l'éducation en Afghanistan depuis la prise du pouvoir par les talibans en août 2021, notamment en ce qui concerne la sécurité des enseignant-e.s et l'égalité d'accès à l'éducation pour les filles. Cette nouvelle attaque contre l'éducation et la liberté académique confirme une fois de plus que, malgré ses promesses initiales, le régime actuel n'est pas différent de celui exercé par les talibans dans les années 1990.

L'Internationale de l'Éducation est pleinement solidaire de ses organisations membres et de la communauté enseignante en Afghanistan.

Afghanistan: le syndicat assure le versement d'indemnités aux enseignant-e.s en situation d'arriérés de salaires

Le National Teacher Elected Council (NTEC) a joué un rôle déterminant en faisant en sorte que les fonds d'urgence absolument nécessaires parviennent aux enseignant-e.s sur tout le territoire afghan et en plaidant en faveur du rétablissement de l'accès des filles à l'enseignement secondaire.

«?Lors d'une réunion organisée dans les bureaux de l'UNICEF avant le versement des indemnités de 100US\$ à chaque enseignant-e, j'ai été en mesure d'exprimer mon point de vue et ai constaté qu'il avait été pris en compte en ce qui concerne la façon la plus transparente de distribuer les fonds aux enseignant-e.s?», a souligné le président du NTEC Fazel Ahmad Fazel.

Transparence dans la distribution des fonds

Même si le problème du nombre d'enseignant-e.s s'est posé, dans la mesure où certain-e-s d'entre eux-elles, en particulier, les femmes, étaient absent-e-s des salles de classe, le versement a été réalisé sur leurs propres comptes bancaires, ce qui a en grande partie garanti la

transparence du processus, a-t-il remarqué.

Bien qu'il soit très difficile de donner un chiffre exact, d'après les informations reçues des provinces, environ 80% des enseignant-e-s ont aujourd'hui reçu les fonds, a-t-il ajouté.

Il a également expliqué que les bénéficiaires ont été sélectionnés par l'UNICEF et par les bureaux centraux et locaux du ministère de l'Education, le syndicat jouant quant à lui un « rôle de supervision afin de veiller à ce qu'aucun-e enseignant-e ne soit oublié-e ou ne subisse de discrimination? ».

Conséquences de la distribution

Ce versement des indemnités a entraîné des conséquences positives et négatives, a souligné Fazel.

L'aspect positif, a-t-il reconnu est qu'il s'agit d'une « aide bienveillante? » pour les enseignant-e-s dont le salaire est inférieur à 100US\$.

Il a toutefois mentionné deux points négatifs :

1. la lenteur du processus de distribution : certain-e-s enseignant-e-s n'en ont pas encore bénéficié?;
2. les enseignant-e-s dont les salaires sont généralement supérieurs à 100US\$, ont perçu des indemnités de 100US\$ seulement. Le solde n'ayant pas encore été versé par les autorités, cette situation a occasionné des difficultés pour les enseignant-e-s concerné-e-s.

Bien qu'elle salue cette initiative, l'Internationale de l'Education estime qu'il s'agit d'une solution provisoire et non pérenne. Un mécanisme permanent et plus durable est nécessaire pour le paiement des salaires aux enseignant-e-s en situation de crise, comme cela est le cas en Afghanistan.

Rôle de chef de file joué par NTEC dans le domaine de l'éducation de qualité inclusive

NTEC continue également de mobiliser et de faire pression sur le ministère en faveur de la scolarisation des filles en âge de suivre l'enseignement secondaire, à travers la mise en œuvre d'une campagne dans toutes les provinces et l'organisation par le syndicat d'une conférence nationale. Celle-ci programmée fin juillet portera sur ce dont les enseignant-e-s afghan-e-s ont besoin afin de garantir une éducation de qualité pour tous.

Le secrétaire général de l'Internationale de l'Education David Edwards félicite NTEC pour son rôle de chef de file à une période critique. « Alors que les donateurs débattent de la viabilité politique des stratégies d'engagement et que les responsables talibans restreignent les droits des femmes et des filles, NTEC joue bravement le rôle de chef de file au nom de ses membres et des étudiant-e-s afghan-e-s tout en faisant face à d'incroyables pressions. Le syndicat nécessite et pourra toujours compter sur la solidarité, le soutien et l'admiration de l'IE? ».

Afghanistan : la solidarité internationale pour combattre les violations des droits humains et des droits à l'éducation

La solidarité internationale a été réaffirmée lors du webinaire sur la protection du droit à l'éducation des filles en Afghanistan organisé par l' *Irish Congress of Trade Unions* et *Unite the Union*. Les participant-e-s ont fait le point sur la situation de l'éducation et des syndicats.

Exercer de la pression sur le régime taliban

La co-directrice par interim de la division des Droits des femmes à *Human Rights Watch*, Heather Barr, a expliqué qu'en dehors de l'enseignement et des attaques à l'encontre de l'éducation de filles, « de nombreuses autres violations des droits humains » se produisent en Afghanistan, comme les assassinats extrajudiciaires.

Elle a déploré la « naïveté » dont nous avons fait preuve par rapport aux promesses des Talibans, surtout lorsqu'ils proclament l'égalité des hommes et des femmes mais que leurs actions contredisent ces paroles. Elle a rappelé aux participant-e-s que des femmes journalistes ont très vite été licenciées et que les femmes ont été écartées de la plupart des emplois dans l'éducation et d'autres secteurs.

Si les Talibans ont promis une réouverture des écoles pour le 23 mars, les filles n'ont pas le droit d'accéder à l'enseignement secondaire et les écoles secondaires sont toujours fermées.

Elle a souligné que, malgré les difficultés, une pression est exercée dans de nombreuses provinces afghanes pour pousser les gouverneurs talibans à rouvrir les écoles aux filles.

« Les Talibans cherchent à obtenir la reconnaissance internationale ainsi que la levée des sanctions économiques et des restrictions de voyage. Ils souhaitent également recevoir une aide humanitaire sans conditions. C'est dans ces domaines que nous devons exercer de la pression », a-t-elle insisté.

Sa présentation a été partagée lors d'un webinaire animé par Moira Leydon, secrétaire générale adjointe pour l'Éducation et la Recherche à l'Association of Secondary Teachers in Ireland (ASTI) - une organisation membre de l'Internationale de l'Éducation.

Impliquer les syndicats d'enseignants pour garantir une éducation de qualité

L'Internationale de l'Éducation a été très active depuis le retour au pouvoir des Talibans. Samidha Garg, consultante de l'Internationale de l'Éducation, explique que l'IE a notamment facilité l'évacuation des dirigeant-e-s syndicaux-ales en danger, [fourni de l'aide à ses affiliés sur le terrain](#) et a soutenu la mise en œuvre des droits des femmes et des travailleur-euse-s. Elle participe également à la création de l' [Afghanistan Teachers' Rights Observatory](#) (ATRO).

« Les syndicats d'enseignants sont consultés de manière sporadique, mais ils font partie de la solution », a souligné Garg en relayant le message clair de l'Internationale de l'Éducation : « Nous avons besoin d'un engagement fort avec les syndicats d'enseignants pour garantir une éducation de qualité en Afghanistan, surtout pour les filles. Nous avons également besoin d'un mécanisme international durable pour le paiement des salaires des enseignants et enseignantes dans des situations de crise. »

Parvenir à un consensus international pour résoudre la crise de l'éducation et des syndicats d'enseignants

Fahima Salehi, ancienne responsable provinciale du *National Teachers' Elected Council* - l'affilié afghan de l'Internationale de l'Éducation -, aujourd'hui exilée au Pakistan, a également pris la parole. Cette militante des droits humains et à l'éducation, qui défend les droits des femmes à l'éducation, enseignait l'anglais dans une école secondaire de filles.

Etant donné que les Talibans ne se sont pas engagés à respecter les principes de droits humains, notamment en matière de droits des femmes, ni à rétablir les droits humains et à l'éducation, en particulier l'éducation des filles, Salehi a appelé à un consensus syndical au niveau international afin de :

- Garantir la coordination entre les institutions civiles de défense des droits humains ;
- Organiser des conférences internationales pour envoyer des résolutions aux Nations Unies ;
- Mettre la pression sur les gouvernements afin de les persuader à collaborer avec les Nations Unies pour mettre en œuvre les résolutions ; et
- Réorienter l'attention de la communauté internationale vers des projets éducatifs pour les filles.

Elle a également maintenu que « si les Talibans sont mécontents et ne changent pas, les sanctions économiques à leur encontre doivent être renforcées et leur gouvernement ne doit pas être reconnu. Il s'agit d'un groupe extrémiste qui a toujours été contre les droits humains et l'éducation des filles. Si les institutions internationales n'exercent pas de pression, la situation va continuer à se dégrader et deviendra encore plus catastrophique qu'elle ne l'est aujourd'hui. »

La 4e Conférence mondiale des femmes de l'IE mobilise le pouvoir des femmes comme vecteur de changement

Un nombre record de femmes syndicalistes de l'éducation se sont réunies en ligne du 13 au 16 juin, à l'occasion de la 4e Conférence mondiale des femmes de l'Internationale de l'Éducation. Rassemblant une profession largement dominée par les femmes dans la plupart des régions du monde, la Conférence était placée sous le thème de la mobilisation et de l'utilisation du pouvoir des femmes comme vecteur de changement.

Le pouvoir des syndicats de l'éducation est constitué par le pouvoir des femmes

Dans son allocution d'ouverture, Susan Hopgood, Présidente de l'Internationale de l'Éducation, a appelé les femmes syndicalistes de l'éducation du monde entier à se mobiliser pour lutter contre les évolutions dramatiques qui se sont produites ces dernières années. De l'aggravation des inégalités de genre engendrée par la pandémie aux violences sexuelles utilisées comme arme de guerre contre les femmes en Ukraine ou en République démocratique du Congo, en passant par le nombre alarmant de féminicides dans certaines régions d'Amérique centrale et latine, notre monde recule en matière de droits des femmes et d'égalité des genres.

« En tant que syndicalistes, nous connaissons la force du collectif : nous développons la solidarité entre les travailleuses et travailleurs afin de mobiliser, syndicaliser et amplifier notre force collective pour défendre et promouvoir nos droits. En tant que syndicalistes de l'éducation, nous défendons et promovons également les droits de nos élèves. Au cours de cette conférence, lorsque nous réfléchissons et discuterons de ce que l'on entend par 'pouvoir des

femmes', n'oublions pas que nous sommes une profession largement dominée par les femmes dans la plupart des régions. En effet, dans bon nombre des endroits dont viennent les participantes et participants à la conférence, le pouvoir des syndicats de l'éducation est le pouvoir des femmes », a déclaré Susan Hopgood.

Le pouvoir des femmes comme vecteur de changement

Pendant les quatre jours de la Conférence, les participant-e-s ont abordé un large éventail de sujets et ont eu l'occasion d'écouter différentes dirigeantes : des femmes qui occupent des postes de pouvoir au sein des gouvernements et des syndicats, mais aussi des jeunes femmes aux avant-postes du mouvement mondial pour la justice climatique.

Le premier jour de la Conférence était placé sous le thème du leadership des femmes en politique et dans les syndicats de l'éducation. Des dirigeantes politiques de haut niveau venues d'Ouganda, de Jamaïque, du Maroc et de Nouvelle-Zélande, ainsi que des dirigeantes de l'Internationale de l'Éducation membres du Bureau exécutif, ont partagé leurs parcours personnels et professionnels vers le leadership, notamment les opportunités et les obstacles qu'elles ont rencontrés sur leur chemin, et les histoires personnelles qui les ont préparées à ce parcours. Les intervenantes ont également partagé leurs points de vue sur la nature du pouvoir : la façon dont il est utilisé, la façon dont il devrait l'être et ses dimensions de genre.

La deuxième journée de la Conférence a abordé les résultats de recherches récentes portant sur l'impact de la pandémie de Covid-19 sur les femmes dans les syndicats en particulier, et dans l'éducation en général. Cette journée a également été marquée par une série de témoignages sur l'exercice du pouvoir selon le sexe, la race, la caste, le statut socio-économique, etc.

Lors du troisième jour de la Conférence, les participant-e-s se sont intéressé-e-s aux efforts des syndicats de l'éducation pour combattre et enrayer la violence fondée sur le genre. Les intervenantes des différentes affiliées de l'IE ont expliqué pourquoi l'éradication de la violence fondée sur le genre en milieu scolaire, au sein des syndicats et dans la société est une priorité des syndicats. Elles ont également donné des exemples d'efforts entrepris par leurs syndicats pour apporter des solutions à ce problème crucial. Les syndicats de l'éducation en Ukraine et en Afghanistan, dont les membres vivent actuellement les horreurs de la guerre ou tentent de reconstruire leurs vies au lendemain du conflit, ont partagé des expériences particulièrement fortes. La journée s'est terminée par une table ronde réunissant des expertes de différentes régions, qui affrontent courageusement le retour de flamme anti-genre, anti-LGBTQ+ et anti-théorie critique de la race dans l'éducation.

Le dernier jour de la Conférence était consacré à l'avenir de l'éducation. Cette journée a réuni un groupe de jeunes femmes inspirantes aux avant-postes de la lutte pour une justice climatique et une action climatique transformatrice. Au cours d'une discussion modérée par Michelle Codrington-Rogers de la NASUWT, Mitzi Jonelle Tan (Philippines), Vanessa Nakate (Ouganda), Phoebe Hanson (Royaume-Uni) et Laura Verónica Muñoz (Colombie) ont discuté des actions à mener pour défier le pouvoir traditionnel/structurel en tant que jeune femme dans un contexte d'urgence planétaire.

Les syndicats sont nos maisons

Lors de son discours de clôture, Susan Hopgood a encouragé les femmes syndicalistes à considérer leurs syndicats comme leurs foyers. « Nos syndicats doivent être des modèles pour tout mouvement inclusif, durable et fondé sur des valeurs. Chaque fois que nous approchons la table des négociations, les médias, le public ou la rue, nous approfondissons et consolidons les fondations de nos maisons - de nos valeurs », a-t-elle déclaré. « Nous devons nous assurer que les structures de nos foyers, qu'il s'agisse de réseaux informels, de comités, de programmes de développement professionnel ou de nos organes de direction, ne limitent pas les femmes au rez de chaussée, mais leur donnent les moyens d'accéder à tous les étages de la maison. »

2. 4e Conférence mondiale des femmes de l'Internationale de l'Éducation

Un nombre record de femmes syndicalistes de l'éducation se sont réunies en ligne du 13 au 16 juin, à l'occasion de la 4e Conférence mondiale des femmes de l'Internationale de l'Éducation. Rassemblant une profession largement dominée par les femmes dans la plupart des régions du monde, la Conférence était placée sous le thème de la mobilisation et de l'utilisation du pouvoir des femmes comme vecteur de changement.

Le pouvoir des femmes comme vecteur de changement : les syndicalistes de l'éducation se réunissent pour la 4e Conférence mondiale des femmes de l'Internationale de l'Éducation

Du 13 au 16 juin, un nombre record de femmes des syndicats de l'éducation venant des quatre coins de la planète se réuniront en ligne pour la 4e Conférence mondiale des femmes de l'Internationale de l'Éducation. Placée sous le thème « Le pouvoir des femmes comme vecteur de changement », la conférence est un festival d'idées, d'expériences et de stratégies pour faire avancer l'égalité entre les genres dans les syndicats de l'éducation et grâce à ceux-ci.

«Le pouvoir des syndicats de l'éducation est un pouvoir qui appartient aux femmes.»

Susan Hopgood, Présidente de l'Internationale de l'Éducation

« En tant que syndicalistes, nous reconnaissons l'importance du pouvoir collectif : nous développons la solidarité entre les travailleuses et travailleurs afin de pouvoir mobiliser, organiser et exploiter notre force collective pour défendre et promouvoir nos droits. En tant que syndicats de l'éducation, nous défendons et promovons également les droits de nos élèves. Au cours de cette conférence, lorsque nous réfléchirons et discuterons de ce que l'on entend par 'pouvoir des femmes', n'oublions pas que nous sommes une profession largement dominée par les femmes dans la plupart des régions. En effet, dans bon nombre des endroits dont viennent les participantes et participants à la conférence, le pouvoir des syndicats de l'éducation est un pouvoir qui appartient aux femmes », a déclaré Susan Hopgood, Présidente de l'Internationale de l'Éducation, dans son allocution d'ouverture. Son discours est disponible ci-dessous.

Durant la conférence, les participant-e-s écouteront une série de femmes fantastiques – dirigeantes, éducatrices, syndicalistes, militantes, chercheuses – qui changent le monde. Parmi ces oratrices figurent :

- Jan Tinetti | Ministre de l'Intérieur, des Femmes et vice-ministre de l'Éducation | Nouvelle-Zélande
- Nouzha Skalli | Ancienne ministre de la Solidarité, des Femmes, de la Famille et du Développement social | Maroc
- Margaret Rwabushaija | Députée | Ouganda
- Fayval Williams | Ministre de l'Éducation et de la Jeunesse | Jamaïque
- Vanessa Nakate | Militante pour une justice climatique et fondatrice du mouvement Rise Up | Ouganda

Pendant les quatre jours de la conférence, des femmes membres de syndicats de l'éducation discuteront d'un large éventail de sujets, tels que :

- Le leadership des femmes en politique et dans les syndicats de l'éducation ;
- Les effets sexospécifiques de la pandémie sur les syndicats et dans l'éducation ;
- Le rôle des syndicats de l'éducation dans l'élimination de la violence sexiste ;
- Les défis que doivent relever les enseignantes et les élèves féminines dans les situations de conflit et d'après-conflit ;
- Le retour de flamme anti-genre, anti-LGBTQ+ et anti-théorie critique de la race dans l'éducation ;
- Les jeunes femmes aux avant-postes de la lutte pour une justice climatique ;

et bien d'autres.

La 4e Conférence mondiale des femmes de l'IE mobilise le pouvoir des femmes comme vecteur de changement

Un nombre record de femmes syndicalistes de l'éducation se sont réunies en ligne du 13 au 16 juin, à l'occasion de la 4e Conférence mondiale des femmes de l'Internationale de l'Education. Rassemblant une profession largement dominée par les femmes dans la plupart des régions du monde, la Conférence était placée sous le thème de la mobilisation et de l'utilisation du pouvoir des femmes comme vecteur de changement.

Le pouvoir des syndicats de l'éducation est constitué par le pouvoir des femmes

Dans son allocution d'ouverture, Susan Hopgood, Présidente de l'Internationale de l'Education, a appelé les femmes syndicalistes de l'éducation du monde entier à se mobiliser pour lutter contre les évolutions dramatiques qui se sont produites ces dernières années. De l'aggravation des inégalités de genre engendrée par la pandémie aux violences sexuelles utilisées comme arme de guerre contre les femmes en Ukraine ou en République démocratique du Congo, en passant par le nombre alarmant de féminicides dans certaines régions d'Amérique centrale et latine, notre monde recule en matière de droits des femmes et d'égalité des genres.

« En tant que syndicalistes, nous connaissons la force du collectif : nous développons la solidarité entre les travailleuses et travailleurs afin de mobiliser, syndicaliser et amplifier notre force collective pour défendre et promouvoir nos droits. En tant que syndicalistes de l'éducation, nous défendons et promouvons également les droits de nos élèves. Au cours de cette conférence, lorsque nous réfléchissons et discuterons de ce que l'on entend par 'pouvoir des femmes', n'oublions pas que nous sommes une profession largement dominée par les femmes dans la plupart des régions. En effet, dans bon nombre des endroits dont viennent les

participantes et participants à la conférence, le pouvoir des syndicats de l'éducation est le pouvoir des femmes », a déclaré Susan Hopgood.

Le pouvoir des femmes comme vecteur de changement

Pendant les quatre jours de la Conférence, les participant-e-s ont abordé un large éventail de sujets et ont eu l'occasion d'écouter différentes dirigeantes : des femmes qui occupent des postes de pouvoir au sein des gouvernements et des syndicats, mais aussi des jeunes femmes aux avant-postes du mouvement mondial pour la justice climatique.

Le premier jour de la Conférence était placé sous le thème du leadership des femmes en politique et dans les syndicats de l'éducation. Des dirigeantes politiques de haut niveau venues d'Ouganda, de Jamaïque, du Maroc et de Nouvelle-Zélande, ainsi que des dirigeantes de l'Internationale de l'Éducation membres du Bureau exécutif, ont partagé leurs parcours personnels et professionnels vers le leadership, notamment les opportunités et les obstacles qu'elles ont rencontrés sur leur chemin, et les histoires personnelles qui les ont préparées à ce parcours. Les intervenantes ont également partagé leurs points de vue sur la nature du pouvoir : la façon dont il est utilisé, la façon dont il devrait l'être et ses dimensions de genre.

La deuxième journée de la Conférence a abordé les résultats de recherches récentes portant sur l'impact de la pandémie de Covid-19 sur les femmes dans les syndicats en particulier, et dans l'éducation en général. Cette journée a également été marquée par une série de témoignages sur l'exercice du pouvoir selon le sexe, la race, la caste, le statut socio-économique, etc.

Lors du troisième jour de la Conférence, les participant-e-s se sont intéressé-e-s aux efforts des syndicats de l'éducation pour combattre et enrayer la violence fondée sur le genre. Les intervenantes des différentes affiliées de l'IE ont expliqué pourquoi l'éradication de la violence fondée sur le genre en milieu scolaire, au sein des syndicats et dans la société est une priorité des syndicats. Elles ont également donné des exemples d'efforts entrepris par leurs syndicats pour apporter des solutions à ce problème crucial. Les syndicats de l'éducation en Ukraine et en Afghanistan, dont les membres vivent actuellement les horreurs de la guerre ou tentent de reconstruire leurs vies au lendemain du conflit, ont partagé des expériences particulièrement fortes. La journée s'est terminée par une table ronde réunissant des expertes de différentes régions, qui affrontent courageusement le retour de flamme anti-genre, anti-LGBTQ+ et anti-théorie critique de la race dans l'éducation.

Le dernier jour de la Conférence était consacré à l'avenir de l'éducation. Cette journée a réuni un groupe de jeunes femmes inspirantes aux avant-postes de la lutte pour une justice climatique et une action climatique transformatrice. Au cours d'une discussion modérée par Michelle Codrington-Rogers de la NASUWT, Mitzi Jonelle Tan (Philippines), Vanessa Nakate (Ouganda), Phoebe Hanson (Royaume-Uni) et Laura Verónica Muñoz (Colombie) ont discuté des actions à mener pour défier le pouvoir traditionnel/structurel en tant que jeune femme dans un contexte d'urgence planétaire.

Les syndicats sont nos maisons

Lors de son discours de clôture, Susan Hopgood a encouragé les femmes syndicalistes à considérer leurs syndicats comme leurs foyers. « Nos syndicats doivent être des modèles pour tout mouvement inclusif, durable et fondé sur des valeurs. Chaque fois que nous approchons la

table des négociations, les médias, le public ou la rue, nous approfondissons et consolidons les fondations de nos maisons - de nos valeurs », a-t-elle déclaré. « Nous devons nous assurer que les structures de nos foyers, qu'il s'agisse de réseaux informels, de comités, de programmes de développement professionnel ou de nos organes de direction, ne limitent pas les femmes au rez de chaussée, mais leur donnent les moyens d'accéder à tous les étages de la maison. »

Titres

1. Déclaration | Journée mondiale contre le travail des enfants

À l'occasion de la Journée mondiale contre le travail des enfants, le 12 juin, l'Internationale de l'Éducation appelle les syndicats à insister auprès des gouvernements pour qu'ils mettent en œuvre l'[Appel à l'action de Durban sur l'élimination du travail des enfants](#), adopté lors de la [5e conférence mondiale sur l'élimination du travail des enfants](#), qui s'est tenue du 15 au 20 mai 2022.

L'Appel à l'action de Durban constitue un engagement international important pour mettre fin au travail des enfants, et peut être utilisé par l'Internationale de l'Éducation et ses organisations membres pour :

- Soutenir les campagnes de sensibilisation visant à renforcer un enseignement public de qualité comme outil d'élimination du travail des enfants.
- Réaffirmer le droit humain à l'éducation et à un enseignement de base gratuit, obligatoire et de qualité.
- Réaffirmer le rôle central du dialogue social, l'importance de l'Organisation internationale du travail (OIT) et les principes et droits fondamentaux au travail de l'OIT, y compris la liberté d'association et la négociation collective.

Il devient de plus en plus urgent de mettre fin au travail des enfants

Cet appel à l'action adressé aux gouvernements de tous les États membres des Nations Unies (ONU) constate que la pandémie de COVID-19, les conflits armés et les crises alimentaires, humanitaires et environnementales menacent de réduire à néant des années de progrès contre le travail des enfants.

Elle s'appuie sur l'ensemble des conventions internationales, des conférences et des engagements des Nations Unies et multilatéraux, en particulier l'objectif 8.7 de l'Agenda 2030 des Nations Unies pour le développement durable, qui vise à mettre fin au travail des enfants sous toutes ses formes d'ici 2025. Il rappelle la ratification universelle de la Convention n° 182 sur les pires formes de travail des enfants, (1999) et d'autres conventions de l'OIT, notamment la convention n° 138 sur l'âge minimum (1973), ainsi que la convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant. Il s'appuie également sur les engagements pris dans le cadre de l'Année internationale pour l'élimination du travail des enfants (2021) et sur les résultats des précédentes conférences mondiales sur le travail des enfants.

L'appel à l'action de Durban comporte des engagements dans six domaines différents :

1. Faire du travail décent une réalité pour les adultes et les jeunes ayant dépassé l'âge minimum d'admission à l'emploi en accélérant les efforts multipartites visant à éliminer le travail des enfants, la priorité étant donnée aux pires formes de travail des enfants.
2. Mettre fin au travail des enfants dans l'agriculture.
3. Renforcer la prévention et l'élimination du travail des enfants, y compris de ses pires formes, du travail forcé, de l'esclavage moderne et de la traite des personnes, ainsi que la protection des survivants grâce à des réponses politiques et programmatiques fondées sur des données et informées par les survivants.

4. Réaliser le droit des enfants à l'éducation et garantir l'accès universel à une éducation et formation gratuite, obligatoire, inclusive et de qualité.
5. Assurer l'accès universel à la protection sociale.
6. Améliorer le financement et la coopération internationale pour l'élimination du travail des enfants et du travail forcé.

Les syndicats d'enseignants jouent un rôle fondamental pour mettre fin au travail des enfants et faire du droit à l'éducation une réalité

« Les écoles constituent le meilleur environnement pour tous les enfants. Les enfants ont droit à une éducation de qualité. Leur place est à l'école, avec leurs enseignants et des éducateurs attentifs, et non dans le monde de l'exploitation du travail des enfants », a déclaré le secrétaire général de l'Internationale de l'Éducation, David Edwards.

En soulignant l'importance des éducateurs et de leurs syndicats dans l'éradication du travail des enfants, il a insisté sur la nécessité pour les gouvernements de soutenir les enseignants par la formation, le développement professionnel continu, des conditions de travail et de rémunération décentes, et de veiller à ce que l'éducation soit « véritablement gratuite, disponible et accessible à tous et toutes ».

Edwards a ensuite évoqué cinq stratégies clés à adopter par les enseignant-e-s et les syndicats pour garantir la présence des enfants à l'école:

1. Recherche et données probantes.
2. Plaidoyer et dialogue social.
3. Sensibilisation.
4. Mobilisation de la communauté.
5. Création d'environnements scolaires sûrs et inclusifs.

Il a ensuite expliqué que, pour l'Internationale de l'Éducation et ses affiliés à travers le monde, « l'éducation doit être rendue véritablement gratuite, disponible et accessible à tous et toutes ». Cela exige un investissement adéquat dans l'éducation grâce à l'affectation d'au moins 6 % du PIB ou/et d'au moins 20 % du budget national à l'éducation.

Les syndicats de l'éducation, en coopération avec d'autres syndicats, par exemple les syndicats de travailleurs ruraux ou des travailleurs des plantations, et les centrales syndicales ont un rôle essentiel à jouer pour veiller à ce que les gouvernements soient tenus responsables de la mise en œuvre des mesures auxquelles ils se sont engagés dans l'Appel à l'action de Durban, a ajouté Edwards.

Les syndicats de l'éducation peuvent se servir de l'Appel à l'action de Durban dans le cadre de leurs campagnes de sensibilisation auprès de l'Assemblée nationale/du Parlement, de la communauté éducative, des parents et des militant-e-s, et pour sensibiliser les membres du syndicat.

Le résumé des principaux points de l'Appel à l'action de Durban sur l'élimination du travail des enfants qui intéressent l'Internationale de l'Éducation et ses organisations membres est disponible [ici](#).

2. Commerce électronique, éducation et droit d'auteur: Note d'orientation

Cette note d'orientation vise à analyser les développements récents dans le domaine transversal du commerce électronique, de l'éducation et du droit d'auteur en mettant l'accent sur les travaux de

l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) dans le cadre de son programme de travail sur le commerce électronique.

3. L'Internationale de l'Éducation réaffirme le rôle crucial du dialogue social pour des systèmes éducatifs de qualité

Dans son intervention devant l'Organisation internationale du Travail (OIT), la secrétaire générale adjointe de l'Internationale de l'Éducation, Haldis Holst, a souligné la nécessité du dialogue social pour établir des politiques éducatives et garantir des conditions de travail décentes à l'ensemble du personnel de l'éducation.

Recommandations du CEART

Dans son exposé, Holst a souligné que « des mécanismes plus structurés et démocratiques sont nécessaires pour entendre la voix des enseignantes et enseignants et de leurs organisations représentatives concernant l'évolution de leurs conditions d'emploi et de travail, toujours plus précaires, ainsi que les défis émergents touchant à la professionnalisation qui ont résulté de la pandémie de COVID ».

Dans ses commentaires sur le rapport du directeur général de l'OIT du 9 juin, Holst a attiré l'attention sur cette recommandation du Comité conjoint OIT-UNESCO d'experts sur l'application des Recommandations concernant le personnel enseignant (CEART).

Le CEART supervise, au nom de l'OIT et de l'UNESCO, les deux recommandations relatives au personnel enseignant, à savoir la [Recommandation OIT/UNESCO de 1966 concernant la condition du personnel enseignant](#) et la [Recommandation de l'UNESCO de 1997 concernant la condition du personnel enseignant de l'enseignement supérieur](#).

Holst a rappelé que, « dans le secteur de l'éducation, la COVID a entraîné des fermetures d'écoles, des changements profonds dans les modalités et les lieux de travail des enseignantes et enseignants, ainsi que des licenciements, le plus souvent en l'absence de dialogue social et de respect des droits du travail ».

Réunion sectorielle de l'OIT sur l'avenir du travail dans l'éducation

La secrétaire générale adjointe de l'Internationale de l'Éducation a ensuite exposé certains des résultats de la [Réunion technique de l'OIT sur l'avenir du travail dans le secteur de l'éducation](#), en mettant en exergue les points suivants :

- Le besoin d' **autonomie et de possibilités de formation et d'apprentissage tout au long de la vie** pour les éducateur·trice·s.
- **Un enseignement assisté par les technologies** qui réponde aux besoins d'accès et aux défis de la transformation numérique du travail, y compris l'élaboration de mesures appropriées de protection de la vie privée et des données personnelles.
- Sur la question de la **privatisation**, les gouvernements sont invités à renforcer la gouvernance et la réglementation des prestataires privés du secteur de l'éducation.

Travailler avec les éducateur·trice·s et leurs syndicats pour éliminer le travail des enfants

Holst a également salué, au nom de l'Internationale de l'Éducation et des organisations membres, le travail mené par l'OIT pour éradiquer le travail des enfants, en mettant en place des mesures pour

réaliser le droit universel à l'éducation. L' [Appel à l'action de Durban](#), issu de la 5e Conférence mondiale sur l'élimination du travail des enfants, souligne l'importance des éducateur-trice-s et de leurs syndicats pour éradiquer le travail des enfants, a-t-elle insisté.

4. La solidarité conduit à un programme de renouveau syndical en Asie-Pacifique

Grâce au soutien de l' *Australian Education Union* (Syndicat australien de l'éducation, AEU), le bureau régional de l'Internationale de l'Éducation pour l'Asie-Pacifique (IEAP)/ *Council of Pacific Education* (COPE) a pu organiser une réunion de planification stratégique sur le renouveau syndical à l'intention des membres du *Fiji Teachers' Union* (Syndicat des enseignants des Fidji, FTU) et de la *Fijian Teachers Association* (Association des enseignants des Fidji, FTA).

La rencontre avait pour objectif d'élaborer de nouvelles stratégies d'organisation et de mobilisation des membres, de former les représentant-e-s de la base/du lieu de travail pour les préparer au leadership, de construire un récit autour de questions communes, de communiquer ce récit pour un plaidoyer et une sensibilisation plus larges et de favoriser les partenariats par le biais d'une communication efficace.

Les affiliés de l'IE aux Fidji, la *Fijian Teachers Association* et le *Fiji Teachers Union*, avec le soutien de l'AEU et de l'IEAP/COPE, ont participé à une réunion de planification stratégique intensive de deux jours sur le renouveau syndical.

Quatorze participant-e-s des deux syndicats fidjiens ont assisté à cette réunion qui s'est tenue les 28 et 29 mai à Nadi, Fidji. La réunion était animée par Nicole Calnan, secrétaire fédérale adjointe de l'AEU, Henry Rajendra, président adjoint de la Fédération des enseignants de la Nouvelle-Galles du Sud (affiliée à l'AEU), et Anand Singh, coordinateur régional en chef de l'IEAP.

La recherche régionale de l'IEAP sur le renouveau syndical comme base de travail

Le rapport de l'IEAP intitulé [Union Renewal in the Education Sector : Prospects for Asia Pacific](#) (Le renouveau syndical dans le secteur de l'éducation : perspectives pour l'Asie-Pacifique) a servi de base à l'élaboration d'un programme de renouveau pour chaque syndicat.

Sur la base de cette étude, les participant-e-s ont souligné l'importance d'œuvrer à la mise en place d'un système d'enseignement public de qualité pour tou-te-s et ont également abordé les forces et les faiblesses de leur syndicat, les structures syndicales, ainsi que les priorités et les domaines dans lesquels ils peuvent encore se développer.

« Les deux syndicats ont identifié les services qu'ils fournissent à leurs membres comme une force, et l'augmentation de l'engagement et de la participation des membres comme un aspect qu'ils doivent développer », a reconnu Singh.

Il a aussi exprimé sa satisfaction de voir que les participant-e-s ont saisi le « potentiel historique » d'un tel programme de renouveau, les discussions étant centrées sur le « changement », l'« espoir » et un « engagement commun » à construire un pouvoir syndical et politique, afin de parvenir à l'enseignement public que leur pays mérite.

« À travers ce projet, nous cherchons à renforcer le pouvoir des syndicats en donnant des moyens d'action aux membres et aux dirigeants syndicaux au niveau des écoles et en améliorant les

échanges entre les syndicats de l'éducation et les autres parties prenantes telles que les parents, les collectivités et les ministères », a souligné Singh.

La secrétaire générale de la FTA, Paula Manumanunitoga, a également souligné que : « Grâce à l'IEAP et à l'AEU, l'occasion nous est donnée d'engager une réflexion constructive sur notre syndicat et notre travail. Nous sommes impatients de faire avancer ce projet afin de renforcer notre syndicat et de construire une base de membres plus engagés et plus autonomes. »

Prochain programme de deux jours consacré au nouveau syndical

Prenant note des priorités identifiées et de l'engagement clair des deux syndicats, l'AEU a proposé d'organiser un programme de nouveau de deux jours centré sur la formation des représentant-e-s syndicaux-ales sur le lieu de travail, ainsi que sur le soutien aux besoins professionnels des membres des syndicats fidjiens par le biais d'un programme de développement des enseignant.e.s. Les syndicats fidjiens et le Bureau régional IEAP se sont mis d'accord sur ce programme de nouveau, dont l'IEAP assumera la direction.

5. Journée mondiale des réfugiés : les syndicats de l'éducation solidaires des étudiant.e.s et enseignant.e.s réfugié.e.s du monde entier

Alors que des millions de personnes réfugiées de par le monde vont devoir affronter une nouvelle année loin de chez elles, l'Internationale de l'Éducation continue de défendre leurs droits et de s'assurer qu'elles sont accueillies et traitées avec dignité et respect.

Cette année, à l'occasion de la Journée mondiale des réfugiés, l'Internationale de l'Éducation est particulièrement préoccupée par le sort des millions de réfugié.e.s d'Ukraine déplacé.e.s par l'invasion russe. Cette guerre a eu un effet dévastateur et brutal sur les enfants et leurs familles et a violemment perturbé le système éducatif à tous les niveaux.

L'Internationale de l'Éducation travaille en étroite collaboration avec ses affiliés en Ukraine pour fournir une assistance aux enseignant.e.s et à leurs communautés touchées par la guerre. Partout dans le monde, les membres de l'IE sont solidaires de l'Ukraine et lancent un appel à la paix et à la fin de la guerre.

Début mai, l'Internationale de l'Éducation a réuni des syndicats de l'éducation d'Ukraine et des pays voisins, des responsables politiques et des organisations internationales dans le but d'intensifier la collaboration et de garantir que l'éducation se poursuive pour tou.te.s les élèves déplacé.e.s par la guerre. [Cliquez ici pour télécharger le rapport du séminaire.](#)

[L'Internationale de l'Éducation a également dénoncé les actes de racisme et de discrimination](#) à l'encontre d'étudiant.e.s africain.e.s, moyen-oriental.e.s et asiatiques qui tentaient de fuir l'Ukraine au début de la guerre. Toutes les personnes déplacées doivent être traitées avec dignité, indépendamment de leur nationalité, de leur race, de leur appartenance ethnique, de leur religion ou de tout autre critère.

« En tant qu'éducateur.rice.s et syndicalistes, nous défendons les droits et la dignité de toutes les personnes migrantes et réfugiées. Tout acte de discrimination à l'égard de personnes qui cherchent

à se mettre en sécurité est inacceptable. Nous appelons les gouvernements à soutenir pleinement les communautés scolaires qui accueillent des élèves et des familles traumatisé.e.s par la guerre, la persécution, la pénurie et les changements climatiques. »

David Edwards, secrétaire général de l'IE

« À l'occasion de la Journée mondiale des réfugiés, les syndicats de l'éducation du monde entier se mobilisent avec un engagement renouvelé en faveur des droits de toutes les populations déplacées, et en particulier des enfants et des étudiant.e.s, des enseignant.e.s, du personnel de soutien à l'éducation, des chercheur.e.s et des syndicalistes de l'éducation », a-t-il ajouté.

Les bouleversements mondiaux de ces dernières décennies, qui ont provoqué des crises, des conflits et des guerres, ainsi que les conséquences des changements climatiques à l'échelle planétaire, ont conduit des millions de personnes à fuir leur pays en quête de sécurité et de refuge.

L'Internationale de l'Éducation défend les droits des réfugié.e.s et des migrant.e.s de tous les continents et œuvre avec ses organisations membres pour faire en sorte que chaque enfant, chaque étudiant.e, chaque enseignant.e qui fuit son pays puisse bénéficier d'un accueil optimal au sein des communautés éducatives.

Au Liban, un pays confronté à de multiples crises et qui accueille le plus grand nombre de réfugié.e.s par habitant au monde, l'Internationale de l'Éducation travaille aux côtés de ses organisations membres pour s'assurer que l'éducation se poursuit pour l'ensemble des élèves. Suite à une récente [mission sur place](#), l'IE a lancé un [appel à la solidarité internationale pour éviter l'effondrement du système éducatif du pays](#).

En Afrique, l'Internationale de l'Éducation œuvre aux côtés de son affilié, l'Uganda National Teachers' Union (UNATU), et de partenaires internationaux dans le cadre du projet [BRICE/Education for Life](#), qui vise à améliorer la résilience des élèves et du personnel enseignant au Sud-Soudan et en Ouganda. En Ouganda, pays qui accueille près de 1,5 million de réfugié.e.s, [des efforts sont en cours pour résoudre les problèmes affectant l'éducation et le personnel enseignant dans les zones d'installation des réfugié.e.s](#).

Le 21 juin, David Edwards évoquera le travail de l'IE concernant l'éducation des réfugié.e.s lors d'un événement en ligne organisé dans le cadre du Prix Brookings-Yidan, intitulé « Ukraine and Beyond: Lessons in refugee education » (L'Ukraine et au-delà : enseignements en matière d'éducation des réfugiés). [Cliquez ici pour vous inscrire](#).

Les organisations d'enseignant.e.s continueront à donner l'exemple au sein de leurs pays et de leurs communautés pour faire en sorte que le droit à l'éducation soit garanti aux personnes nouvellement arrivées, que cette éducation soit inclusive et que le rôle de l'ensemble du corps enseignant, y compris celui des personnes déplacées, soit reconnu, valorisé et récompensé.

[Cliquez ici](#) pour en savoir plus au sujet de notre travail en faveur des droits des migrant.e.s et des réfugié.e.s.

[6. Réclamer des progrès pour l'éducation et la recherche à l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle](#)

Cesser de faire courir des risques aux enseignant-e-s et promouvoir des réformes internationales équilibrées permettant aux personnels de l'éducation et de la recherche d'adapter et de choisir leurs ressources afin de garantir une éducation et une recherche de qualité.

Tel est en substance l'appel à l'action lancé par l'Internationale de l'Éducation lors de la 42e réunion du Comité permanent du droit d'auteur et des droits connexes (SCCR) de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), réuni du 9 au 13 mai à Genève, en Suisse.

Le SCCR de l'OMPI a été créé au cours de l'exercice biennal 1998-1999 pour examiner les questions de droit substantiel ou d'harmonisation dans le domaine du droit d'auteur et des droits connexes. Il s'agit précisément de ce comité international qui, au travers d'un ensemble d'instruments juridiquement contraignants, pourrait régler le plus efficacement la question des restrictions liées au droit d'auteur pour l'éducation.

Étude de l'Internationale de l'Éducation : les législations en matière de droit d'auteur sont inadaptées à l'enseignement dans un environnement numérique

À l'occasion de la réunion du SCCR, l'Internationale de l'Éducation a publié une étude réalisée par Teresa Nobre, intitulée Est-ce légal? Éducation et droit d'auteur à l'ère numérique. Ce rapport brosse un tableau plutôt sombre de la situation des législations en matière de droit d'auteur à travers le monde. Plusieurs activités pédagogiques de base telles que la présentation d'une vidéo dans le cadre d'un cours en ligne ou l'enregistrement d'un article sur une plateforme scolaire sont actuellement illégales dans bon nombre de pays. Les éducateur-riche-s en Amérique latine, en Afrique et dans certains pays d'Asie-Pacifique sont particulièrement défavorisé-e-s à cet égard.

De même, à l'échelon mondial, la collaboration transfrontalière utilisant des ressources protégées par le droit d'auteur représente un véritable défi juridique pour les éducateur-riche-s.

Éducation et droit d'auteur durant la pandémie

La 42e réunion du SCCR a débuté par une séance d'information sur la COVID-19 qui a permis aux représentant-e-s de l'éducation, de la recherche, des institutions culturelles et des industries de la création de faire part de leurs expériences durant la pandémie. L'Internationale de l'Éducation a salué le fait que la table ronde dédiée à l'éducation et le Rapport d'expert-e-s du SCCR aient reconnu les risques juridiques auxquels s'exposent les enseignant-e-s lorsque la législation de leur pays en matière de droit d'auteur n'est pas adaptée à l'éducation. Ce problème a eu des retombées majeures durant la pandémie, notamment en ce qui concerne l'enseignement à distance et celui basé sur le numérique.

Si le rapport souligne l'importance de la science ouverte, considérée comme un moyen d'élargir l'accès à la recherche, il ne fait aucune référence à l'accès aux ressources éducatives libres. Étonnamment, aucun-e expert-e du droit d'auteur n'a participé à la table ronde de cette session. Par conséquent, aucune recommandation en faveur de l'éducation et de la recherche n'a pu être formulée à cet égard.

Une représentante du Département national de l'enseignement élémentaire en Afrique du Sud, Nompumelelo Mohohlwane a souligné que prévoir une garantie pour les limitations et exceptions pour l'éducation pourrait s'avérer un moyen efficace pour permettre aux enseignant-e-s et aux établissements scolaires de planifier et se préparer aux pandémies futures.

Projet de traité en attente pour la radiodiffusion Les mardi 10 et mercredi 11 mai, le SCCR a examiné le projet du Traité de l'OMPI sur la protection des organismes de radiodiffusion. Dans sa déclaration, l'Internationale de l'Éducation juge préoccupant de constater que, si de nouveaux droits sont créés pour les organismes de radiodiffusion, les exceptions et limitations ne sont pas suffisamment prises en compte. Cette situation est particulièrement alarmante dans le contexte de la pandémie, où la radiodiffusion de programmes pédagogiques a permis à des millions d'enfants dans le monde de mettre en pratique leurs compétences en matière de lecture et d'alphabétisation. Ceci est également vrai au-delà de la pandémie, dans la mesure où des supports audiovisuels (films, documentaires ou autres) sont souvent utilisés dans le cadre de l'enseignement, de l'apprentissage et de la recherche.

Le SCCR n'est pas parvenu à un accord concernant les prochaines étapes concrètes de ce traité, mais il s'est engagé à poursuivre les discussions lors de sa 43e réunion en 2023.

Action pour l'éducation et la recherche à l'OMPI La proposition du groupe des pays africains de l'OMPI était au centre de la discussion à l'ordre du jour concernant les prochaines étapes pour les exceptions et limitations au droit d'auteur pour les bibliothèques, les services d'archives, les établissements scolaires, les centres de recherche et les personnes handicapées.

Dans sa déclaration, l'Internationale de l'Éducation souligne les écarts considérables entre ce qui est attendu des enseignant-e-s et ce que permettent les lois en matière de droit d'auteur, et salue la proposition du groupe des pays africains, considérée comme une avancée dans la bonne direction.

On peut lire dans cette déclaration : « Nous saluons les initiatives des nombreux pays représentés dans cette salle qui reconnaissent le rôle important des enseignant-e-s, qui refusent d'ignorer que les législations actuelles en matière de droit d'auteur placent les enseignant-e-s dans une situation de vulnérabilité et qui sont prêts à aller au-delà de vagues déclarations concernant les obstacles juridiques potentiels ».

La proposition du groupe africain a été massivement soutenue par le groupe des pays d'Amérique latine et des Caraïbes (GRULAC). Les pays industrialisés représentés ont rejeté cette proposition, en particulier ceux qui continuent à s'opposer catégoriquement à toute initiative visant à créer un instrument contraignant à l'échelle mondiale pour soutenir l'éducation, la recherche et les institutions culturelles à travers le monde. Une fois la décision prise de consacrer les prochaines étapes à la préparation de boîtes à outils et de directives, il a été convenu que le secrétariat commencerait à travailler sur les points suivants:

- Inviter à présenter des recherches sur les obstacles liés au droit d'auteur auxquels se heurtent les enseignant-e-s et les chercheur-euse-s travaillant dans le cadre de projets éducatifs ou de recherche transfrontaliers (cours en ligne auxquels participent des élèves de plusieurs pays, collaboration entre équipes de recherche, etc.).
- Développer des boîtes à outils pour aider les membres à définir des lois et des politiques en faveur de l'éducation, de la recherche et de la préservation du patrimoine culturel.
- Présenter une étude de cadrage des limitations et exceptions pour la recherche et une boîte à outils pour la préservation du patrimoine culturel.

Aucune décision n'a été prise pour les prochaines étapes relatives à l'extraction de textes et de données, la Recommandation de l'UNESCO sur une science ouverte, la protection des dérogations contractuelles et les seuils de sécurité.

L' Internationale de l'Éducation maintient ses engagements concernant les actions qui ont été décidées et celles en suspens, afin de garantir que les points de vue des enseignant-e-s et des chercheur-euse-s soient pris en compte en tant créateur-riche-s et utilisateur-riche-s.

Le résumé de la présidence de la 42e réunion du comité est [disponible ici](#).

7. L'éducation face à l'austerité

Il faudrait au moins 69 millions de nouveaux-elles enseignant-e-s d'ici 2030 pour atteindre l'objectif de développement durable en matière d'éducation. Pourtant, partout dans le monde, les enseignant-e-s actuellement en poste sont confronté-e-s à de bas salaires et à des conditions de travail qui se détériorent, ce qui affecte le statut de la profession. La corrélation entre les bas salaires et la pénurie d'enseignant-e-s résulte clairement de décennies de compressions des dépenses publiques, engendrées plus directement par les réductions imposées de la masse salariale du secteur public .

Qu'elles soient imposées par le Fonds monétaire international (FMI) ou par les ministères des finances qui adhèrent à une même idéologie néolibérale et à une politique économique analogue, les réductions et les gels de la masse salariale du secteur public sont devenus un élément central des politiques d'austérité au sens large. Les enseignant-e-s constituent généralement le poste de dépenses au titre des salaires le plus important du secteur public. Les réductions de la masse salariale globale ont donc un impact considérable sur les enseignant-e-s, puisqu'elles font baisser leur salaire et bloquent les nouveaux recrutements.

Titres

1. Les éducateur-trice-s européen-ne-s réaffirment leur engagement à améliorer le statut de la profession enseignante pour des sociétés inclusives, pacifiques, démocratiques et durables

Face à cette période agitée que traversent actuellement les enseignant-e-s, les personnels de l'éducation et leurs syndicats, les délégations présentes à la Conférence spéciale du Comité syndical européen de l'éducation (CSEE) – région européenne de l'Internationale de l'Éducation – se sont montrées proactives en réaffirmant leur volonté de s'organiser et de se mobiliser pour offrir aux élèves un enseignement public de qualité et améliorer le statut des professionnel-le-s de l'éducation, deux éléments essentiels pour construire des sociétés inclusives, pacifiques, démocratiques et durables.

Cet événement s'est déroulé les 5 et 6 juillet 2022 à Liège, en Belgique.

Les participant-e-s ont été accueilli-e-s par la ministre de l'Éducation de la Communauté germanophone de Belgique et par les dirigeant-e-s des organisations belges affiliées au CSEE.

Stefaan Hermans, directeur de la stratégie politique et de l'évaluation à la Direction générale (DG) Éducation, Jeunesse, Sport et Culture de la Commission européenne, a insisté sur l'importance du dialogue social, inscrit dans le Traité européen et représentant, selon lui, un pilier fondamental de nos sociétés démocratiques.

Au cours de son allocution thématique, le secrétaire général de l'Internationale de l'Éducation David Edwards a signalé que, [à l'invitation du secrétaire général des Nations Unies, l'Internationale de l'Éducation se joignait à la société civile, aux organisations d'étudiant-e-s, aux agences des Nations Unies et à d'autres organismes internationaux](#) pour relancer la lutte pour un avenir durable, à commencer par un nouvel accord avec les enseignant-e-s et l'ensemble des éducateur-trice-s garantissant les conditions requises pour la transformation.

La [Résolution thématique](#) adoptée à la conférence invite les syndicats de l'éducation à se mobiliser pour revendiquer une éducation de qualité et inclusive. Larry Flanagan, président du CSEE a expliqué : « Nous devons faire pression sur les responsables politiques et leur faire prendre conscience de la situation. En tant qu'enseignantes et enseignants, nous devons faire entendre nos revendications et protéger les valeurs de la démocratie. Notre expertise doit être prise en compte dans les politiques éducatives, car nous connaissons mieux que quiconque les besoins des enseignantes et des enseignants. »

Stefaan Hermans a ensuite été rejoint par Evelyne Léonard, professeure à la *Louvain School of Management* en Belgique, pour participer à un débat sur le renforcement du dialogue social en faveur d'une éducation de qualité. Selon elle, le dialogue social peut changer la donne et offrir aux institutions une opportunité d'innover pour une société inclusive et durable.

La première journée de la Conférence spéciale du CSEE s'est terminée par le lancement d'une exposition d'affiches des syndicats de l'éducation et la cérémonie de remise du [Prix Kounka](#)

Damianova. Les lauréates pour l'année 2022 sont Borka Visnic, du syndicat serbe *Teachers Union of Serbia* (TUS) et Dorota Obidniak, du syndicat polonais *Zwi?zek Nauczycielstwa Polskiego* (ZNP).

Adopté lui aussi, le [Document d'orientation politique Renforcer le statut et l'attrait de la profession enseignante](#) comprend dix messages pour améliorer le statut et l'attrait de la profession enseignante dans tous les secteurs de l'éducation.

Au cours de son allocution thématique, Kristin Vanlommel, professeure et membre du groupe de recherche pour l'apprentissage et l'innovation à l'Université des sciences appliquées d'Utrecht aux Pays-Bas, a expliqué que la numérisation était un phénomène complexe et transformateur de l'éducation, impliquant différents acteurs porteurs d'idées différentes concernant la voie à suivre pour assurer ce changement. Il importe, selon elle, de se montrer agile et réactif.

Participant en ligne à la conférence, Georgiy Trukhanov, président du syndicat ukrainien du personnel de l'éducation et des sciences, a fait le point sur la situation dramatique des enseignant-e-s et des élèves dans son pays et a expliqué que son syndicat avait conclu un accord avec le ministère de l'Éducation pour notamment interdire tout licenciement, maintenir le salaire moyen et garantir le droit de travailler à distance depuis d'autres régions ou pays.

Les délégations ont exprimé leur solidarité envers le personnel enseignant ukrainien : « La solidarité nous renforce. Nous voulons la paix et la justice dans notre monde. Faisons la guerre à la guerre. En tant qu'éducateurs et éducatrices, nous nous engageons à enseigner la paix. Nous combattons toute violation des droits humains, quel que soit le motif. » Les délégations ont approuvé à l'unanimité la [Résolution pour la paix en Ukraine](#).

Abordant la question de la citoyenneté et de l'inclusion, Catherine Lowry-O'Neill, maître de conférences au *Waterford Institute of Technology*, en Irlande, a inspiré les participant-e-s : « Accrochez-vous à vos rêves de démocratie, de paix et d'inclusion. Gardez la flamme de la passion, de l'espoir et du courage pour vos élèves. »

Rob Copeland, membre du Comité du CSEE, a salué les intervenant-e-s invité-e-s Matteo Vespa, président du Syndicat des étudiant-e-s d'Europe, et Ulrike Pisiotis, responsable de l'unité scolaire de la DG Éducation, Jeunesse, Sport et Culture, qui ont souligné que l'amélioration et le renouvellement des compétences étaient importants pour assurer la durabilité environnementale au travers de l'éducation et que, définitivement, des progrès avaient été réalisés au cours de ces dernières années pour introduire la thématique de la durabilité environnementale dans les programmes de formation et les systèmes éducatifs.

[2. Madagascar : les syndicalistes de l'éducation relaient l'aide internationale de solidarité auprès des collègues touché-e-s par la catastrophe naturelle](#)

Suite au passage du cyclone tropical Batsirai qui a atteint Madagascar le 5 février, la Fédération chrétienne des enseignants et employés de l'éducation de Madagascar (FEKRIMPAMA) n'a pas ménagé ses efforts pour transmettre l'aide financière de solidarité apportée par l'Internationale de l'Éducation et ses organisations membres, répondant aux besoins les plus urgents de ses membres et des élèves dans les régions du Sud de l'île touchées.

Prise de contacts avec les communautés éducatives touchées

« Nous sommes parvenus à entrer en contact avec eux. Nous avons toujours établi le contact avec les membres déjà adhérents et avec quelques responsables administratifs scolaires, comme les directrices et directeurs d'école », a notamment expliqué le secrétaire général de la FEKRIMPAMA, Constant Andrianatrehy Marolaza.

Si son syndicat n'a pas de contact avec d'autres organisations, des maires dans quelques communes rurales ainsi que le chef de district et le chef de circonscription scolaire des régions touchées communiquent avec la FEKRIMPAMA et lui communiquent des informations, a-t-il fait observer. Les besoins prioritaires des enseignant-e-s ont ainsi été identifiés à partir des informations venant des autorités locales.

« Je me suis rendu dans quelques régions et d'après ce que j'ai vu, les dégâts sont lourds et presque identiques », a aussi indiqué Andrianatrehy Marolaza « Nous avons fait un appel de partenariat et de collaboration là où se sont produits des événements qui touchent nos membres, comme les cyclones Batsirai et Emnati. Des organisations comme l'Internationale de l'Éducation ont répondu directement l'appel que nous avons effectué. Des organismes internationaux, comme le Programme Alimentaire Mondial de l'ONU, l'UNICEF et l'ONG Tanintsika, interviennent aussi directement dans les zones touchées en apportant des aides. »

Le secrétaire général de la FEKRIMPAMA reconnaît par ailleurs que « notre plan d'action a pu spécifiquement les aider pour leurs besoins alimentaires et matériels et aussi pour la régularisation de leur dossiers administratifs. »

Soutien apporté aux syndicalistes enseignant·e·s

Interrogé sur le soutien apporté aux enseignant-e-s victimes, Andrianatrehy Marolazaa a mentionné un soutien moral et psychologique apporté aux éducateur·trice·s « afin qu'ils puissent se relever à continuer leur profession, à part les aides financières » octroyées grâce à la solidarité de la communauté syndicale éducative mondiale.

Il a assuré que « cela leur a donné beaucoup de courage pour assurer leur profession et leurs tâches respectives, parce que le vrai ami est celui qui épaulé dans un moment difficile comme celui qu'ils ont vécu ».

Bilan de l'opération de soutien aux éducateur·trice·s malgaches

Quant aux enseignements tirés sur la gestion par le syndicat d'une telle situation d'urgence, il a mis en lumière le fait que, « parfois dans une situation similaire, la réponse étatique aux urgences est tardive. À ce jour, bon nombre d'établissements ne sont pas encore réhabilités. Cette action de prise en compte des enseignantes et enseignants touchés nous a ainsi donné l'opportunité et le courage d'épauler nos camarades. »

Il s'est également félicité de ce que cette activité a représenté une grande occasion pour FEKRIMPAMA de renforcer les bases et d'effectuer un recrutement massif dans les régions visitées

ou aidées.

Pour la FEKRIMPAMA, des formations sur l'organisation syndicale, le maniement des nouvelles technologies pour faciliter une communication rapide et les droits syndicaux et professionnels sont nécessaires. « Nous comptons sur la collaboration avec des collègues à travers le monde pour les mettre en place », a conclu Andrianatrehy Marolaza.

Points forts

1. Défense des droits des peuples autochtones

Tout au long de l'année, l'Internationale de l'Éducation a œuvré à la promotion des droits des peuples autochtones en matière d'éducation et au-delà. Quelques-uns des éléments marquants de notre travail en 2022 sont présentés ci-dessous.

En lien avec

Journée internationale des peuples autochtones

Le 9 août prochain, l'Internationale de l'Éducation (IE) célébrera la Journée internationale des peuples autochtones et réaffirmera les droits humains de l'ensemble de ces communautés. Le [thème](#) de cette année est le rôle des femmes autochtones dans la préservation et la transmission des savoirs traditionnels.

Les syndicats de l'éducation œuvrent pour garantir que les peuples autochtones accèdent à une éducation autochtone équitable, pertinente et de qualité, à des emplois décentés et à la protection sociale. En tant qu'éducatrices et éducateurs, nous savons que les systèmes éducatifs ont été développés – et continuent de l'être dans certains contextes – de manière à stigmatiser, exclure et effacer les systèmes de connaissances autochtones. Bien trop souvent, les systèmes éducatifs ont, d'une part, dénigré les cultures, langues et valeurs des populations autochtones et, d'autre part, imposé comme critères de référence normatifs et universels les connaissances et les sciences occidentales.

Les femmes autochtones jouent un rôle indispensable en tant que dirigeantes et gardiennes des connaissances pour préserver l'identité, les langues, la culture et l'histoire générationnelle des autochtones, trouver des solutions aux conflits, lutter contre le changement climatique, sauvegarder la biodiversité, améliorer les résultats dans le domaine de la santé et de l'éducation, défendre les droits humains et fonciers et renforcer la résilience face aux pandémies et aux autres crises.

Malgré le rôle crucial des femmes autochtones, ce sont elles qui sont les plus touchées par la crise climatique, les industries et projets extractifs et l'occupation des terres. Elles sont en outre sous-représentées dans les fonctions de direction et trop souvent victimes de discriminations intersectionnelles fondées sur le genre, la classe, l'appartenance ethnique et le statut socio-économique.

En juin 2022, la rapporteuse spéciale des Nations Unies sur la violence à l'égard des femmes a soumis un rapport sur la violence envers les femmes et filles autochtones au Conseil des droits de l'homme, décrivant les principales causes, manifestations et conséquences de la violence fondée sur le genre, et mettant en avant les bonnes pratiques concernant la vérité et la réparation, l'accès à la justice, les services d'aide, la prévention et la protection.

Dans ce [rapport](#) percutant, la rapporteuse spéciale insiste sur l'ampleur et la gravité des actes de violence systémiques et continus dont sont victimes les femmes et les filles autochtones, lesquels trouvent leur origine dans la colonisation, les structures de pouvoir patriarcales, le racisme, l'exclusion et la marginalisation. Par ailleurs, ces violations commises par des agents de l'État ou des acteurs non étatiques avec une relative impunité ne sont pas suffisamment prises en compte dans les collectes de données, la législation ou les politiques publiques. Bien que le droit des femmes et des filles autochtones de ne pas subir de violence soit inscrit dans le droit international, cela n'a pas amené les États à prendre suffisamment de mesures de prévention et de protection efficaces.

L'IE se joint aux appels de la rapporteuse spéciale adressés aux États :

- Remplir leurs obligations en matière de protection des femmes et des filles autochtones contre toutes les formes de violence et de discrimination;
- S'engager auprès des communautés autochtones à mettre en œuvre des politiques publiques visant à améliorer l'accès à un enseignement culturellement pertinent et de haute qualité, centré sur les systèmes de connaissances autochtones et capable d'assurer la rétention des élèves;
- Élaborer des programmes d'études exempts de stéréotypes sexistes et d'attitudes sociales discriminatoires, lesquels sont souvent les causes profondes de la violence fondée sur le genre envers les femmes et les filles autochtones.

Cette journée offre à l'IE une occasion de se pencher sur les manières dont les systèmes éducatifs influent sur les droits des peuples autochtones. L'IE publie à partir de ce mois-ci une [série de blogs](#) hebdomadaires examinant la façon dont les expert-e-s de l'éducation, les militant-e-s, les chercheur-euse-s et les enseignant-e-s autochtones travaillent pour garantir une éducation de qualité centrée sur les systèmes de connaissances autochtones. Ces blogs visent à faire entendre la voix des peuples autochtones et celle de toutes les personnes qui les soutiennent à travers le monde.

Si l'on veut que les droits des peuples autochtones, en particulier ceux des femmes et des filles, soient pleinement respectés, nos responsables politiques, les directions d'établissements scolaires et les syndicats, devront faire preuve d'une volonté politique visionnaire et prendre des engagements concrets, soutenus par des financements ciblés et décidés en consultation avec les peuples autochtones et leurs représentant.e.s. Nous sommes à la hauteur de la tâche.

Si vous souhaitez contribuer à cette série de blogs, veuillez contacter Lainie Keper à l'adresse Lainie.Keper@ei-ie.org.

Inclure les identités et les systèmes de connaissances autochtones dans l'enseignement et les sciences

Si le rôle des ingénieur-e-s et des scientifiques est essentiel pour la réalisation des Objectifs de développement durable, les connaissances des peuples autochtones en matière d'écologie et de protection de la terre sont primordiales pour l'existence même de la vie.

Certaines des personnes les plus intelligentes de ma communauté n'ont jamais été diplômées des établissements à visée colonialiste sur lesquels a reposé la logique d'accaparement des terres et d'extraction des symboles et des connaissances. Les personnes comme ma grand-

mère et mes oncles ne disposent d'aucun diplôme de ces établissements, mais jouissent d'un savoir traditionnel millénaire. Elles connaissent la période d'arrivée des saumons dans le delta du Yukon-Kuskokwim, tout comme elles savent que des chutes de neige importantes en hiver se traduiront par une meilleure récolte de baies au printemps. Ce sont là nos systèmes de connaissances, et je suis reconnaissante de pouvoir compter sur les récits de ces personnes, car c'est grâce à eux que je suis ici.

Votre vécu, votre subsistance tirée de la terre et la manière dont vous prenez soin de votre communauté relèvent également des sciences

Dans le cadre de mes études supérieures, j'ai remarqué que le contenu de mes cours d'ingénierie était souvent enseigné dans une langue hors de portée pour les personnes de ma communauté. Et pourtant, nous appliquons ces mêmes principes et théories lorsque nous prenons soin de notre terre et de nos proches. Les connaissances que j'acquière auprès de mes oncles, de mes tantes et des anciens ne sont pas sous-représentées dans ce domaine, mais systématiquement exclues et invalidées en raison des origines des sciences occidentales et des attentes des non-autochtones à mon égard et à l'égard des personnes de ma communauté.

Nous observons à travers le monde de puissants feux de forêt, une élévation du niveau des mers, une érosion du littoral, une végétation qui dépérit et une hausse des températures. Il s'agit de changements environnementaux considérables.

Si les peuples autochtones ont vécu dans cet avenir et ces conditions dystopiques depuis le début du colonialisme (Whyte, anthropocène), on continue néanmoins de les présenter comme s'ils venaient tout juste d'être frappés par les effets du changement climatique. Nous avons toujours eu connaissance de la dégradation de nos terres, de nos eaux et de notre air. Mais personne ne nous écoute ni nous accorde de considération. Je pense souvent à ce que pourrait être notre monde si nos récits et nos systèmes de connaissances étaient considérés comme des cadres sérieux et féconds dans le domaine des STIM (sciences, technologie, ingénierie, mathématiques). Notre réalité serait-elle différente ? Notre vécu en tant que peuples autochtones peut aider à bâtir un meilleur avenir pour la planète Terre et améliorer le domaine des STIM dans son ensemble.

La nature extractiviste de la recherche et ses origines tirées du colonialisme

Je suis des études de premier cycle en ingénierie civile et anthropologie à l'Université de Columbia et mes travaux de recherches sont axés sur les points d'intersection entre écologie végétale, infrastructure civile et résilience culturelle. Ma présence dans ce domaine d'études vient perturber le monde universitaire occidental, car elle n'avait jamais été envisagée, et pourtant je suis bien là. J'aime ce que je fais et je suis contente de mon parcours. Néanmoins, les gens doivent aussi comprendre la nature extractiviste des recherches menées par la majorité des scientifiques, de manière involontaire ou non. Ces scientifiques pénètrent au sein d'une communauté, avec laquelle il-elle-s n'ont aucun lien, en extraient des connaissances sans aucun consentement puis les présentent dans des sphères inaccessibles hautement spécialisées pour obtenir des diplômes, des rémunérations, des titres et du prestige. Cette manière de faire ne devrait pas être la norme.

Si les chercheur-euse-s spécialisé-e-s en écologie travaillent en vue de bâtir un avenir meilleur, moi, en tant que femme autochtone, je le fais pour assurer la survie de mon peuple, car nous

subissons ces conditions « dystopiques » depuis le colonialisme.

La poursuite d'études universitaires dans le domaine des STIM en tant que femme autochtone

Je décris souvent mon expérience dans le domaine des STIM comme un parcours violent, une expérience où l'on me sous-estime, où l'on remet en question ma place et mes compétences dans des espaces où je pensais être considéré avec respect. Puis, j'ai rencontré des professeur-e-s, des tuteur-trice-s et des étudiant-e-s qui m'ont rappelé à quel point j'étais compétente, et je souhaite à mon tour dire aux femmes autochtones qui travaillent dans le domaine des STIM que je les vois et que je suis fière d'elles. Vos paroles et vos travaux sont indispensables.

Je tiens particulièrement à remercier Dr Kevin Griffin et Dr Paige West de l'Université de Columbia, car je ne pourrais faire ce que je fais aujourd'hui si je n'avais pas bénéficié de leurs conseils et de leur luminosité.

Je remercie également M. Abel qui a été l'un des premiers éducateurs à croire en moi.

Malgré tous ces obstacles, j'ai toujours trouvé des personnes qui ont cru en moi, qui m'ont remarqué et ont validé mes expériences et mes recherches, et je tiens à les remercier, car sans elles je ne serais pas là où j'en suis aujourd'hui.

Mon parcours dans l'enseignement

A 16 ans, j'ai mené des travaux de recherche et j'ai découvert qu'aux États-Unis, les élèves amérindien-ne-s et les élèves autochtones de l'Alaska affichaient le plus faible taux d'obtention d'un diplôme et le taux de décrochage scolaire le plus élevé. Le taux d'obtention d'un diplôme chez les élèves autochtones est parmi les plus faibles en Alaska, malgré le fait que l'état a le pourcentage le plus élevé d'élèves autochtones du primaire au secondaire. Dans ma circonscription, les élèves amérindiens et autochtones de l'Alaska ont un taux d'obtention de diplôme estimé à 62,88 pour cent et le taux de décrochage scolaire le plus important par rapport à n'importe quel autre groupe de la population.

Lorsque les élèves autochtones ne se reconnaissent pas dans le programme scolaire qui leur est enseigné, quand leur présence sur les terres qui autrefois leur appartenaient est rendue invisible, il-elle-s ne sont pas très motivé-e-s à l'idée de terminer leurs études secondaires. Pourquoi vouloir être diplômé-e d'un établissement qui ne cesse de contribuer à l'effacement de votre peuple ? Si les élèves amérindien-ne-s et les élèves autochtones de l'Alaska estimaient que leurs cours obligatoires étaient inclusifs et respectueux des réalités culturelles autochtones, il-elle-s s'impliqueraient davantage dans leur scolarité. Je suis arrivée à cette conclusion lors de mes recherches.. Nous ne devrions pas avoir à étudier dans un environnement qui ne reconnaisse pas les atrocités auxquelles le peuple autochtone a été confronté. L'enseignement occidental déshumanise l'histoire du peuple autochtone et ne reconnaît aucunement la résilience et la diversité de sa culture. Nous devons comprendre l'histoire de nos prédécesseur-e-s pour établir un rapprochement entre ce qu'ont vécu les peuples autochtones dans le passé et ce qu'ils vivent encore aujourd'hui.

Avec l'aide de Dr Maria Shaa Williams, directrice du département des études sur l'Alaska à l'Université de l'Alaska à Anchorage, et celle de Dr Richard Manning, professeur à l'Université de Canterbury, j'ai élaboré un programme scolaire inclusif et précis pour les cours d'histoire sur les peuples autochtones qui met en avant les atrocités vécues par mes ancêtres et qui adopte un point de vue autochtone en s'appuyant sur des textes, des vidéos et des films. J'ai invité des intervenant-e-s autochtones de l'Alaska à venir parler d'événements spécifiques, y compris de la loi de règlement des revendications des autochtones de l'Alaska et du système de pensionnats mis en place pour les autochtones.

Les travaux que je mène dans l'enseignement et dans le domaine des sciences sont les mêmes. Je pense souvent à ce que pourrait représenter la notion de souveraineté dans ces deux domaines. L'utilisation des STIM en tant que mécanisme de validation des connaissances des communautés autochtones en matière d'écologie relève de la souveraineté. Redonner la parole aux jeunes, cette parole qu'il-elle-s connaissent déjà, et valider leurs systèmes de connaissances relèvent de la souveraineté.

Je me demande souvent à quoi ressemblerait notre monde si nos systèmes de connaissances n'étaient pas systématiquement invalidés et exclus du domaine des STIM et de celui de l'enseignement. Je suis fière de mon identité et de mes origines. Je sais désormais ce que représente la notion de souveraineté dans ces domaines.

Je remercie ma mère, Elizabeth Lozano, et sa famille qui m'ont permis de trouver les mots appropriés et le courage nécessaire pour parler de notre survie et de notre vitalité.

La Journée internationale des peuples autochtones est célébrée chaque année le 9 août afin de sensibiliser le public aux droits de ces populations dans le monde. Le thème de cette année, Rôle des femmes autochtones dans la préservation et la transmission des savoirs traditionnels, offre l'occasion de reconnaître et d'examiner les différentes voies par lesquelles les systèmes éducatifs influent sur les droits des peuples autochtones, notamment ceux des femmes et des filles. À cette occasion, l'Internationale de l'Éducation lance une série de blogs visant à relayer la voix et les points de vue des peuples autochtones et des personnes qui les soutiennent à travers le monde. Cette série étudie les méthodes de travail utilisées par les expert-e-s de l'éducation, les militant-e-s, les chercheur-euse-s et les enseignant-e-s autochtones pour garantir une éducation de qualité centrée sur les systèmes de connaissances autochtones.

Si vous souhaitez contribuer à cette série de blogs, veuillez contacter Lainie Keper à l'adresse [Lainie.Keper\[at\]jei-ie.org](mailto:Lainie.Keper[at]jei-ie.org).

Les éducateurs et éducatrices autochtones d'Amérique latine se réunissent pour renforcer l'enseignement public

Cette rencontre a eu lieu dans le cadre de la 9e réunion régionale consacrée à l'enseignement public et aux peuples autochtones, convoquée par l'Internationale de l'Éducation Amérique latine (IEAL).

Le premier jour, les participant-e-s ont examiné ensemble les problèmes et défis auxquels est confrontée l'éducation autochtone dans les pays de la région.

Dans une salle comble, l'Internationale de l'Éducation Amérique latine (IEAL) et ses affiliés ont donné le coup d'envoi de la 9e réunion consacrée à l'enseignement public et aux peuples autochtones, organisée à l'occasion de la Journée internationale des peuples autochtones.

Le premier jour de cet événement, plus de 150 éducateur-trice-s venu-e-s des quatre coins de la région par voie aérienne ou terrestre étaient réuni-e-s à Asunción, au Paraguay, pour représenter les peuples autochtones du Pérou, du Panama, de l'Argentine, du Costa Rica, du Brésil, du Chili et du Paraguay.

Ont également participé à cet événement Fátima Silva, vice-présidente du Comité régional de l'IEAL, Combertty Rodríguez, coordinateur principal de l'IEAL, Roberto Leão, vice-président mondial de l'Internationale de l'Éducation, Eladio Benitez, secrétaire général de l'organisation *Unión Nacional de Educadores-Sindicato Nacional* (UNE-SN), et Juan Gabriel Espínola, représentant de l' *Organización de Trabajadores de la Educación del Paraguay-Auténtica* (OTEP-A).

Combertty Rodríguez a ouvert la séance en soulignant que les organisations devaient veiller à ce que les populations autochtones puissent trouver un espace où s'organiser au sein du mouvement syndical.

« L'IEAL a considéré comme un devoir d'organiser cette rencontre afin de pouvoir aborder une thématique centrale : la question de l'éducation des populations autochtones vue sous l'angle de la formulation d'une politique publique », a-t-il précisé.

Pour sa part, Roberto Leão s'est adressé aux participant-e-s en ces termes : « J'espère que vous repartirez d'ici renforcés dans votre motivation en emportant avec vous des propositions à faire valoir au sein de vos communautés et que vous poursuivrez votre combat pour la survie de l'humanité. Car c'est vous qui, au travers de votre relation avec la nature, représentez l'avenir de l'humanité. »

Eladio Benitez a mis en avant les points communs qui existent entre les pays de la région : « Nous rencontrons de nombreux besoins et problèmes concernant l'utilisation et l'accès aux nouvelles technologies, notamment le manque de connectivité, mais surtout une absence d'engagement historique de la part des gouvernements de nos pays ». Face à cette situation, le dirigeant syndical a rappelé l'importance de cette réunion, qui permettra d'avancer des propositions pour répondre à ces questions.

Juan Gabriel Espínola a ajouté : « Il s'agit d'un engagement de taille pour le mouvement syndical, car qu'est-ce que le mouvement syndical sinon une arme de libération ? Et c'est ce que nous voulons : un mouvement syndical qui marche à vos côtés. Nous ne pouvons plus permettre que les véritables propriétaires des terres continuent à vivre en marge de nos sociétés. Au sein du mouvement syndical, notre devise est celle de l'engagement et de la cohérence : nous sommes ici pour aller de l'avant. »

Enfin, Fátima Silva a rappelé : « Les événements tels que celui que nous célébrons aujourd'hui nous offrent des dates ponctuelles pour demander à nos responsables politiques de prendre toutes les mesures nécessaires pour les populations autochtones qui, aux quatre coins de la planète, ont été marginalisées. »

Une journée d'échanges

Au cours de la matinée de ce premier jour de réunion, les participant-e-s se sont présenté-e-s en indiquant les différentes ethnies et peuples représentés. Tour à tour, il-elle-s ont inscrit leurs noms sur le mur du local, où l'on pouvait lire clairement chacune de leurs origines.

Les différentes communautés ont ensuite présenté des danses et des chants traditionnels, avant de fournir des explications concernant leurs traditions vestimentaires et alimentaires et de retracer l'histoire de leurs peuples.

Au terme de cette activité, les participant-e-s ont constitué des groupes de travail pour examiner les problèmes et défis auxquels sont confrontés les systèmes d'enseignement publics dans les communautés autochtones.

En conclusion, les éducateur-trice-s ont reconnu la nécessité de garantir le respect de la législation relative aux droits des personnes autochtones en vigueur dans les pays de la région et de se conformer aux lois et traités garantissant le droit à un salaire décent.

Par ailleurs, il-elle-s ont mis en avant les besoins évidents auxquels doivent répondre les politiques publiques, tels que l'amélioration des infrastructures éducatives, l'accès à Internet, le matériel pédagogique, les cantines scolaires et les bibliothèques, tout en garantissant la connectivité de ces communautés.

Les éducateur-trice-s ont rappelé que pour relever ces défis, il est également nécessaire de respecter d'autres droits tels que l'accès à l'eau potable, aux soins de santé et aux terres ancestrales.

Enfin, les participant-e-s ont mis en avant des propositions importantes telles que l'organisation de concours permettant aux éducateur-trice-s autochtones de travailler dans leurs communautés, la promotion de programmes de formation respectant la culture et la conception du monde de chaque peuple autochtone et l'application d'un programme d'études différencié.

À la fin de l'événement, les responsables syndicaux-ales participant-e-s non autochtones ont réfléchi à la nécessité de soutenir leurs collègues autochtones membres de leurs organisations et surtout de les écouter. L'accent a été mis sur l'importance de veiller à ce que les acquis syndicaux garantissent également l'égalité pour les éducatrices autochtones, de même que leur représentation à tous les échelons des organisations syndicales.

Outre les syndicats du Paraguay, plusieurs autres organisations de l'IEAL étaient représentées par leurs responsables et leurs membres : *Confederación de Educadores Argentinos (CEA)*, *Confederación de Trabajadores de la Educación de la República Argentina (CTERA)*, *Confederación Nacional de Trabajadores de la Educación de Brasil (CNTE)*, *Sindicato Unitario de Trabajadores en la Educación (SUTEP)*, *Colegio de Profesores de Chile (CPC)*, *Asociación Nacional de Educadores y Educadoras (ANDE)*, *Sindicato de Trabajadoras y Trabajadores de la Educación Costarricenses (SEC)* et *Magisterio Panameño Unido (MPU)*.

Les éducateur·trice·s autochtones demandent un engagement des gouvernements de la région en faveur de l'éducation de leurs peuples

Cet appel a été lancé dans le cadre de la 9e Rencontre régionale sur l'enseignement public et les peuples autochtones, organisée par l'Internationale de l'Éducation pour l'Amérique latine.

L'événement a réuni plus de 150 travailleur-euse-s de l'éducation en provenance du Brésil, du Pérou, du Costa Rica, du Panama, de l'Argentine et de différentes régions du Paraguay.

La 9e Rencontre régionale sur l'enseignement public et les peuples autochtones, organisée par l'Internationale de l'Éducation pour l'Amérique latine (IEAL) et ses affiliés, s'est clôturée mercredi avec la lecture du manifeste adopté par ses participant-e-s. Dans ce texte, les éducateur-trice-s exhortent les gouvernements de la région à mettre fin aux politiques d'invisibilisation et de négligence en matière d'éducation qui affectent les communautés autochtones.

Le document final reprend un ensemble de demandes et de réflexions qui résument le dialogue engagé pendant la rencontre de deux jours, au cours de laquelle des éducateur-trice-s autochtones de différents peuples du Brésil, du Pérou, du Costa Rica, du Panama, de l'Argentine et du Paraguay ont comparé les expériences de leurs pays respectifs et relevé de nombreux points communs.

Parmi les principales demandes des éducateur-trice-s figurent la garantie de politiques publiques telles que l'accès à une éducation équitable, gratuite et de qualité pour tous les peuples autochtones de la région, la ratification et la mise en œuvre dans tous les pays de la Convention 169 de l'Organisation internationale du Travail relative aux peuples indigènes et tribaux, et la garantie de mécanismes de participation des communautés autochtones en tant que condition sine qua non de la prise de décisions relatives à la politique éducative autochtone.

En outre, les participant-e-s ont demandé que les revendications historiques de leurs peuples soient satisfaites, notamment en ce qui concerne l'accès aux ressources essentielles comme l'eau potable, les services de santé et le droit à leurs terres ancestrales, ainsi que la protection de leurs territoires contre la destruction des terres, la déforestation et l'exploitation aveugle des ressources naturelles.

En ce qui concerne plus particulièrement les conditions éducatives, les participant-e-s ont demandé que soient garanties des politiques publiques en matière de connectivité qui couvrent indistinctement les zones rurales et urbaines des pays d'Amérique latine, et que soient prévus des outils technologiques destinés à l'apprentissage et au développement communautaire. Les demandes incluses dans le [document final](#) portent en outre sur l'amélioration des infrastructures éducatives, y compris des matériels pédagogiques adéquats, ainsi que des repas scolaires et des bibliothèques de qualité pour les centres éducatifs des communautés autochtones.

Outre les éducateur-trice-s autochtones, l'événement comptait aussi avec la présence de Fatima Silva, vice-présidente du comité régional de l'IEAL, de Combertty Rodriguez, coordinateur principal de l'IEAL, de Roberto Leão, vice-président mondial de l'IE, d'Eladio Benitez, secrétaire général de l' *Union Nacional de Educadores-Sindicato Nacional* (UNE-SN) et de Juan Gabriel Espinola, représentant de l' *Organización de Trabajadores de la Educación del Paraguay-Auténtica* (OTEP-A).

Des syndicats qui soutiennent les luttes autochtones

Dans le cadre des activités en groupes du deuxième jour, les participant-e-s ont réfléchi aux demandes que les peuples autochtones peuvent adresser à leurs organisations syndicales, de même qu'aux domaines dans lesquels ces structures peuvent contribuer à améliorer leur action.

Parmi les principales propositions sur lesquelles presque tout le monde s'est accordé, figurent la nécessité pour les organisations syndicales d'accompagner les luttes et les négociations avec les gouvernements et la reconnaissance du multilinguisme au sein de ces organisations.

En outre, les représentant-e-s des peuples autochtones doivent être impliqué-e-s à tous les niveaux des structures syndicales afin que leur point de vue puisse toujours être pris en compte. Les gouvernements, quant à eux, doivent être tenus de faire respecter les droits des éducateur-trice-s autochtones.

Enfin, les participant-e-s ont demandé à leurs organisations de promouvoir une formation politique et syndicale à l'intention des éducateur-trice-s de ces communautés, et ont souligné la nécessité d'organiser des réunions d'enseignant-e-s autochtones dans chaque pays, sous l'égide des syndicats.

« Ces décisions dépendront de la volonté politique de chacun des affiliés de mettre en œuvre les propositions énoncées en conclusion de cette rencontre. L'IEAL ne peut à elle seule mettre en œuvre ces recommandations, qui doivent passer par les organisations nationales. Le syndicat doit constituer une alternative organisationnelle pour les populations autochtones », a conclu au terme de l'activité Combertty Rodriguez, coordinateur principal régional de l'IEAL.

Mettre fin au regroupement par aptitudes pour émanciper les apprenant-e-s maori-e-s en Aotearoa Nouvelle-Zélande

Qu'elles se déclinent sous le nom de « regroupement d'élèves par aptitudes », « classes de niveau », « regroupement par performances scolaires », ou encore sous les termes anglais « streaming » (classes de niveau maintenues dans toutes les disciplines), « setting » (classes de niveau dont la composition varie en fonction des disciplines), « banding » (regroupement par cohortes) ou « tracking » (séparation des élèves entre différentes filières), les pratiques consistant à regrouper les élèves en fonction de leurs aptitudes perçues ou de leurs performances scolaires sont des pratiques déjà anciennes, largement répandues dans le monde entier. Depuis longtemps pourtant, la recherche leur attribue des répercussions négatives sur les élèves, en particulier lorsqu'il-elle-s sont issu-e-s de milieux socio-économiques modestes, de minorités ethniques et de populations autochtones.

Aujourd'hui, malgré un nombre accablant de preuves démontrant que le regroupement par aptitudes est plus dommageable qu'utile (dont certaines remontent à [près d'un siècle](#)), ces pratiques persistent avec un remarquable entêtement. Quels aspects du regroupement par aptitudes lui confèrent une telle résilience dans le cadre de la pratique pédagogique ? Plus important encore, comment pouvons-nous nous organiser pour mettre un terme à une pratique en fin de compte inéquitable et dommageable pour les élèves ?

Selon l'étude PISA 2018, 54 % en moyenne des élèves des pays de l'OCDE sont dans des établissements qui pratiquent le regroupement d'élèves, au moins dans certaines matières. Dans mon pays, l'Aotearoa Nouvelle-Zélande, ce quota est nettement supérieur puisque [83,5 % des](#)

élèves évoluent dans de tels établissements – ce qui nous classe au troisième rang au sein de l'OCDE. Dans ce post, j'aborde certains des efforts que nous engageons en vue de mettre fin à cette pratique. Mais avant d'y venir, permettez-moi de passer rapidement en revue les éléments de preuve pour les lecteurs et les lectrices qui auraient encore des doutes. Ci-dessous, je me réfère à plusieurs études qui appuient mes arguments. Je vous encourage à suivre les liens. Cela donne à réfléchir.

Les preuves à l'encontre du regroupement par aptitudes

Si l'on s'en tient uniquement aux résultats scolaires mesurables, de nombreuses études ont établi que, dans l'ensemble, le regroupement d'élèves par aptitudes, tous niveaux confondus, ne produit [aucun effet bénéfique statistiquement significatif](#). Si certaines études font état d'un avantage marginal pour les élèves très performant-e-s, l'effet préjudiciable du regroupement par aptitudes sur les élèves moins performant-e-s est significatif et dépasse de loin les bénéfices marginaux profitant aux meilleur-e-s élèves. Il a été constaté à l'inverse que l'introduction d'un regroupement par aptitudes mixtes [améliorait la performance scolaire](#).

Sans doute plus important encore que toute mesure académique, il y a lieu de noter les [conséquences sociales et psychologiques](#) du regroupement par aptitudes sur les élèves eux-mêmes. Les élèves placé-e-s dans des groupes moins performants, même très jeunes, prennent rapidement conscience de ce que cela signifie pour eux-elles. En Aotearoa Nouvelle-Zélande, les élèves qualifient communément ces classes de niveau de « cabbage classes », renvoyant au mode de fonctionnement irréfléchi sur la base duquel ces groupes ont été pensés (le terme anglais « cabbage » signifie « chou », et fait ici allusion à l'expression « bête comme un chou » ; il s'agit autrement dit de « classes dépotoirs »).

Dans un article de 2017, Becky Francis et ses collègues soutiennent que les classes de niveau suscitent une « [prophétie autoréalisatrice](#) » dans laquelle les élèves des classes faibles s'identifient aux attentes moins élevées placées sur eux-elles et sur leur apprentissage et les internalisent. Sans surprise, les répercussions de ce qui précède sur l'image de soi, la confiance et, en fin de compte, les performances scolaires des élèves concerné-e-s sont désastreuses. Nombre d'élèves renoncent et quittent le système scolaire, pensant que l'école n'est pas faite pour eux-elles.

La ségrégation des élèves par classes de niveau est souvent subjective ou fondée sur des preuves discutables, ce qui incite souvent à conclure que les décisions de regroupement reflètent des préjugés à l'égard de groupes sociaux particuliers. À titre d'exemple, des chercheur-euse-s de l'Université d'Auckland ont établi une corrélation entre [les attentes des enseignant-e-s quant aux aptitudes élèves et leur origine ethnique](#). Ces spécialistes ont ainsi identifié des attentes plus élevées à l'égard des élèves asiatiques et pakeha (Néo-zélandais blancs), et des attentes moins élevées à l'égard des élèves autochtones maoris et pasifikas.

Comme je le montrerai dans la section suivante, cette tendance est profondément enracinée dans la colonisation et garantit des résultats négatifs pour les groupes déjà marginalisés. En résumé, le regroupement par aptitudes (classes de niveau) renforce les inégalités sociales et économiques – il s'agit d'un outil pédagogique qui permet de perpétuer la marginalisation des populations marginalisées et de s'assurer que les privilégiés conservent leurs privilèges. C'est pourquoi certain-e-s d'entre nous, dans le secteur de l'éducation en Aotearoa Nouvelle-Zélande,

ont pris le parti de s'unir pour s'organiser et y mettre fin.

L'héritage colonial du regroupement par aptitudes en Nouvelle-Zélande

Le streaming et le regroupement par aptitudes sont une caractéristique persistante du système éducatif néo-zélandais, depuis la colonisation du pays au XIXe siècle. Dans ces modes de regroupement, comme ailleurs, les hypothèses relatives aux « capacités innées » s'appliquent afin de séparer les élèves selon des critères ethniques et de classe sociale. Si cela peut sembler archaïque pour les gens d'aujourd'hui, il est important de se rendre compte que les pratiques de regroupement dans les salles de classe actuelles sont intimement liées (lien que nous autres, en Nouvelle-Zélande, appelons un « whakapapa ») avec ces idées d'un autre temps.

Aotearoa Nouvelle-Zélande a été colonisée entre le début et le milieu du XIXe siècle. À l'instar de tout autre projet colonial, celui-ci s'est accompagné d'hypothèses et de croyances racistes sur l'infériorité des peuples non blancs, qui ont d'ailleurs été utilisées pour justifier ce projet. Ces idées de suprématie blanche ont ensuite alimenté la conception et la mise en place du système éducatif, tel que nous le connaissons aujourd'hui.

La culture maorie voue un profond respect à la connaissance. Au début du XIXe siècle, le peuple maori a rapidement adopté l'alphabétisation ainsi que les techniques d'impression européennes. Au milieu du XIXe siècle, le niveau d'alphabétisation était nettement plus élevé au sein de la population maorie que parmi les colons européens. Vers le milieu des années 30, plus de quarante journaux maoris avaient été publiés.

Malgré cette passion évidente pour la formation, le gouvernement colonial a rapidement cherché à [supprimer la langue maorie](#) et à contrôler l'accès des Maoris à l'éducation. Le streaming et le regroupement par aptitudes entretiennent des liens avec ce passé. Une rapide étude de certains commentaires officiels, que j'emprunte ici aux travaux de recherche percutants du [Dr Hana O'Regan](#) sur le whakapapa du streaming, permet de le démontrer :

1862. « Une éducation raffinée ou une haute culture intellectuelle » ne serait pas appropriée pour des Maoris « davantage taillés pour le travail manuel plutôt que pour le travail intellectuel ». (*Inspecteur des écoles rendant compte à la Chambre des représentants*)

Années 1880. Le [Te Aute College](#) célèbre ses premiers diplômés dans les années 1880, mais il subit des pressions en vue d'abandonner le programme d'études et plutôt enseigner l'agriculture.

1915. « En ce qui concerne le ministère, aucun encouragement n'est donné aux garçons [maoris] qui souhaitent intégrer les professions savantes. L'objectif est d'attirer leur attention, si possible, vers les branches de l'industrie pour lesquelles les Maoris semblent être mieux taillés. » (Inspecteur des écoles autochtones dans le Rapport annuel)

1931. « L'éducation devrait permettre au jeune homme maori de devenir un bon agriculteur et à la jeune fille maorie de devenir une bonne épouse d'agriculteur. » (Directeur de l'éducation)

Compte tenu de ce passé, il n'est guère surprenant que le regroupement par aptitudes reste considéré comme acquis, alors même que les preuves du préjudice subi par les apprenant-e-s maori-e-s en raison de ce système ne cessent de s'accumuler. Depuis un certain temps, ces pratiques sont débattues dans les milieux de l'éducation en Aotearoa Nouvelle-Zélande. Si l'idée

de voir disparaître les pratiques de streaming et de regroupement par aptitudes pourrait paraître très improbable, le NZEI Te Riu Roa participe toutefois à un projet qui, selon nous, pourrait offrir la meilleure chance de mettre fin à ces pratiques pour de bon.

Mettre fin au regroupement par aptitudes en Aotearoa Nouvelle-Zélande

Tokona te Raki, le [Collectif pour l'avenir des Maoris](#), est décrit par le chef de projet Piripi Prendergast comme « à la fois un Think Tank, et un Do Tank ». Au début des années 2020, le Mātauranga Iwi Leaders Group, un groupe de dirigeant·e·s de l'éducation représentant les tribus maories de tout le pays, et le ministère néo-zélandais de l'Éducation se sont unis pour solliciter de la part du collectif Tokona te Raki la constitution d'une équipe en vue d'élaborer un plan visant à mettre fin au streaming et au regroupement par aptitudes en Nouvelle-Zélande.

Le Tokona te Raki était déjà au fait des effets néfastes de ces pratiques sur les jeunes apprenant·e·s maori·e·s. Son remarquable rapport de 2019, [He Awa Ara Rau](#), s'est inspiré d'un ensemble de données considérable pour suivre les parcours éducatifs et professionnels de plus de 80 000 jeunes maori·e·s. Les conclusions de ce rapport sont peu réjouissantes. Le système éducatif en Aotearoa Nouvelle-Zélande est « porteur d'un héritage raciste où la culture maorie est considérée comme un obstacle au succès et où les Maoris sont dirigés vers les métiers non qualifiés. Ces résultats ne sont pas le fruit du hasard (...) ils ont plutôt été influencés par le racisme historique qui gangrène l'éducation. »

En 2021, Tokona te Raki a ainsi constitué une « équipe en charge de la conception du plan », composée d'expert·e·s issu·e·s de tous les pans du secteur de l'éducation qui ont commencé à se réunir régulièrement à compter de la fin de l'année. Leur travail assidu a conduit à la publication d'un « plan directeur » fin 2022, visant à mettre un terme au streaming et au regroupement par aptitudes en Nouvelle-Zélande. Compte tenu de la résilience constatée de ces pratiques, l'équipe ne se fait aucune illusion quant au défi auquel elle est confrontée. Une des idées maîtresses de leur travail concerne l'origine du changement à insuffler : celui-ci doit en effet découler de la mobilisation intentionnelle et coordonnée des différents pans du secteur éducatif. Cela implique de travailler avec les élèves, les parents et les communautés afin de comprendre pourquoi le changement est important ; travailler avec les éducateur·rice·s pour élaborer et diffuser des pratiques alternatives ; accorder aux écoles des dégagements de temps ainsi que des possibilités de perfectionnement professionnel afin d'appuyer le changement ; pouvoir compter sur l'implication des directeur·rice·s d'établissement scolaire pour diriger ces efforts, ainsi que sur la participation active et le soutien des organismes éducatifs dans tout le pays.

L'équipe chargée de concevoir le plan inclut des représentants des deux principaux syndicats de l'éducation du pays : le *New Zealand Educational Institute Te Riu Roa* (NZEI Te Riu Roa) et la *Post Primary Teachers Association* (PPTA). Pour que cette dynamique aboutisse avec succès, la participation des syndicats est essentielle. Le streaming et le regroupement par aptitudes sont encore fortement soutenus par certains des idéologues politiques les plus puissants du pays ; aussi la transition visant à s'éloigner de ces pratiques doit-elle être ancrée dans le pouvoir de l'appartenance syndicale et non pas s'articuler comme une politique descendante, qu'il serait aisé de mettre à bas. Face à une pratique aussi persistante, c'est le pouvoir de l'action collective qui fera la différence dans le cadre de la campagne visant à mettre fin au regroupement par aptitudes en Nouvelle-Zélande.

La Journée internationale des peuples autochtones est célébrée chaque année le 9 août afin de sensibiliser le public aux droits de ces populations dans le monde. Le thème de cette année, Rôle des femmes autochtones dans la préservation et la transmission des savoirs traditionnels, offre l'occasion de reconnaître et d'examiner les différentes voies par lesquelles les systèmes éducatifs influent sur les droits des peuples autochtones, notamment ceux des femmes et des filles. À cette occasion, l'Internationale de l'Éducation lance une série de blogs visant à relayer la voix et les points de vue des peuples autochtones et des personnes qui les soutiennent à travers le monde. Cette série étudie les méthodes de travail utilisées par les expert-e-s de l'éducation, les militant-e-s, les chercheur-euse-s et les enseignant-e-s autochtones pour garantir une éducation de qualité centrée sur les systèmes de connaissances autochtones.

Si vous souhaitez contribuer à cette série de blogs, veuillez contacter Lainie Keper à l'adresse [Lainie.Keper\[at\]jei-ie.org](mailto:Lainie.Keper[at]jei-ie.org).

S'adapter à la COVID-19 : l'apprentissage autochtone inspiré de la terre

« Il faut retourner à la terre. Voilà ce que nous disent nos aîné-e-s. C'est le moment idéal pour montrer à la jeune génération comment allumer un feu le matin ou monter une tente. Le printemps approche. Persuader les familles de retourner à la terre est un moyen idéal de s'isoler. »

[Norman Yakeleya, chef national de la nation déné](#)

La pandémie de COVID-19 a posé une série de défis spécifiques aux communautés autochtones du Nord du Canada. En ce qui concerne plus particulièrement les programmes d'apprentissage autochtone inspiré de la terre, lesquels supposent un contact des élèves et des enseignant-e-s avec la terre, le passage à l'enseignement en ligne a nécessité des réponses uniques et créatives de la part des communautés autochtones et des éducateur-trice-s sur le terrain.

Au [Dechinta Centre for Research and Learning](#) [1], un centre d'éducation autochtone inspirée de la terre situé dans les Territoires du Nord-Ouest du Canada, la pandémie a d'abord représenté une menace pour le déploiement de nos programmes adressés à diverses communautés dénées du Nord. Durant la pandémie, les aîné-e-s et gardien-ne-s des savoirs dénés ont insisté sur le fait que le retour à la terre était un moyen sûr de se préserver de la COVID-19, encourageant également les familles à s'adonner à leurs pratiques culturelles et à se connecter à la terre et à leur identité autochtone. Au centre Dechinta, l'autodétermination des Dénés fait partie intégrante de nos engagements. Nous avons refusé de transposer tous nos programmes en ligne et avons trouvé des solutions hybrides qui ont encouragé les familles et la jeune génération dénées à accéder à leurs terres en toute sécurité.

En 2020, nous avons également organisé une [série de webinaires](#), suivis en 2021 de la préparation d'un [rapport](#) [2] visant à examiner les risques que représente le transfert en ligne de l'enseignement autochtone inspiré de la terre et à proposer des solutions potentielles, des mesures d'atténuation ou des alternatives pour l'organisation d'un apprentissage immersif en groupe durant la pandémie.

Ce processus nous a appris que l'éducation autochtone dénée inspirée de la terre était possible durant une pandémie, mais qu'elle ne pouvait pas être organisée en ligne ou adaptée aux cadres institutionnels « occidentaux ». Il n'est pas possible de supprimer la terre dont s'inspire l'enseignement des Dénés, car la terre est elle-même le lieu de l'apprentissage. La terre reste et restera le fondement de l'autodétermination et de l'apprentissage des Dénés inspiré de la terre.

Apprentissage autochtone inspiré de la terre au Canada : résistance coloniale et reconquête culturelle

Les programmes d'apprentissage autochtone inspiré de la terre sont indispensables à l'autodétermination future des autochtones du Canada et à la revitalisation de leur culture. Afin d'assurer la réussite de ces programmes, la terre n'est pas une option, mais bien une condition préalable indispensable. La terre a toujours été une source essentielle de connaissances et d'apprentissage pour les nations autochtones, ayant des répercussions sur leurs pratiques éthiques, leurs systèmes politiques, leurs langues et leurs visions du monde. La colonisation, l'implantation européenne et les violences qui y sont liées ont considérablement perturbé ces systèmes de connaissances, étant donné que les communautés et les enfants autochtones ont été privés de leurs terres et de leurs relations communautaires. L'apprentissage autochtone inspiré de la terre vise à contrer ces reliquats de la domination coloniale pour restaurer les savoirs, l'identité et les pratiques autochtones intimement liés à la terre.

Il ressort du résumé de notre recherche (réalisée en partenariat avec Alex Wilson) que les programmes inspirés de la terre et dirigés par les autochtones au Canada sont souvent développés sur la base des objectifs suivants :

- Améliorer les résultats scolaires et les perspectives de carrière des élèves autochtones et répondre aux taux de fréquentation scolaire extrêmement bas des jeunes autochtones dans l'enseignement supérieur et post-secondaire.
- Améliorer les compétences et les savoirs inspirés de la terre parmi les élèves, au travers de la mise en valeur des connaissances, de l'identité et des pratiques autochtones.
- Créer des programmes d'études culturellement adaptés aux élèves autochtones et leur offrir des espaces sûrs pour leur apprentissage et la pratique de leur culture.
- Créer des options d'apprentissage alternatives pour les élèves autochtones, qui ne sont pas ancrées dans des systèmes colonialistes.
- Proposer un modèle d'éducation qui défend l'autodétermination des nations autochtones, en permettant à ces dernières de contrôler leurs propres systèmes éducatifs et en offrant aux élèves les moyens de devenir des membres informé-e-s et actif-ive-s de leurs communautés.

L'apprentissage autochtone inspiré de la terre n'est pas uniquement une nouvelle forme d'enseignement « en plein air ». Il est une composante essentielle de la construction d'une nation, de la résurgence politique et culturelle, de la décolonisation et de la lutte contre la violence sexiste. Il joue également un rôle important en termes de santé mentale et physique, en offrant aux élèves, aux éducateur-ric-e-s et aux membres de la communauté la possibilité de se (re)connecter aux méthodes d'apprentissage et à l'identité des autochtones, en les recentrant sur leurs propres programmes éducatifs et en leur procurant les outils leur permettant de prendre soin d'eux-mêmes, de leurs communautés et de leurs terres, au travers de l'application des pratiques et théories autochtones.

Retour à la terre : la COVID-19 et les risques liés à la mise en ligne de l'enseignement des Dénés

Même si les pratiques liées à la terre sont bénéfiques pour la santé, la résilience et l'autodétermination des communautés dénées, la pandémie a rendu difficile le fonctionnement efficace des programmes d'apprentissage autochtone inspiré de la terre dans le Nord du Canada. Contrairement à d'autres formes d'apprentissage, [notre recherche a révélé que les éducateur-riche-s qui enseignent les savoirs autochtones liés à la terre dans le Nord du Canada ont rencontré des difficultés spécifiques durant la pandémie](#), en particulier lors du passage à l'apprentissage en ligne, qu'il s'agisse de l'accès à Internet et aux technologies au sein des communautés isolées ou de l'exploitation des connaissances dans le cadre de l'apprentissage déné en ligne.

Nous avons notamment constaté que, pour les élèves, l'apprentissage des lois, de l'éthique et des savoirs et pratiques dénés (et autochtones) devait être ancré dans le réel, nécessitant dès lors un contact direct avec la terre, entre eux et en présence de leurs instructeur-riche-s et des aîné-e-s. Exemple, les pratiques éthiques associées aux offrandes de tabac, à la prière, à la chasse à l'élan ou au caribou, à l'installation d'un camp ou à la pêche ne peuvent s'apprendre que sur le terrain. De même, une des composantes les plus importantes de l'apprentissage immersif inspiré de la terre consiste à faire participer les élèves à la vie communautaire. Les leçons que l'on peut tirer de cette expérience en termes de consentement, de réciprocité, de respect et de mise en relation ne peuvent être reproduites de manière isolée ou en ligne.

En réponse à ces préoccupations, les dirigeant-e-s, les aîné-e-s et les communautés dénées, ainsi que les programmes de terrain ont privilégié d'autres moyens pour faire valoir les pratiques et l'éducation inspirées de la terre dans le Nord du Canada. Dans le cadre de notre recherche, nous avons organisé une [entrevue avec Doug Williams, aîné de la Première Nation de Curve Lake](#), qui nous a rappelé l'importance de mettre l'accent sur la terre et la tradition dans les réponses des peuples autochtones à la COVID-19. Ce dernier confirme en effet ce que les autres participant-e-s au webinaire ont souligné que les peuples autochtones doivent trouver d'autres moyens pour retourner sur leurs terres et pratiquer leurs traditions, tout en accordant la priorité à leur santé et à leur sécurité. Le retour à la terre sera différent en cette période, mais s'il est effectué de manière sûre et isolée, il peut être une source de guérison et de bien-être pour les communautés.

Prioriser l'apprentissage des Dénés en période de pandémie : promouvoir le bien-être et l'autodétermination des communautés sur le terrain

Durant la pandémie de COVID-19, le centre Dechinta a répondu aux besoins urgents des communautés dénées en adoptant de nouvelles approches pour le retour à la terre des jeunes et de leurs familles en toute sécurité. Au cours de l'été 2020, nous avons commencé à axer notre programme adressé aux Premières Nations Tu Lidlini Dena, Yellowknives Dene et Dehcho sur l'apprentissage déné inspiré de la terre de la manière suivante :

- Distribution des ressources matérielles nécessaires pour l'apprentissage inspiré de la terre, afin d'encourager l'accès en toute sécurité à la terre et fourniture de fonds et de matériel de brousse aux familles et aux jeunes.
- Renforcement des capacités éducatives et des compétences des jeunes pour la mise en pratique des lois des Dénés portant sur les pratiques liées à la terre, avec notamment une

série de vidéos Dehcho.

- Augmentation de la quantité et de la diversité des aliments traditionnels disponibles pour la communauté en période de pénurie économique et alimentaire, en rétribuant des exploitants agricoles pour distribuer du poisson, des viandes et des médicaments.
- Production de ressources pour la pratique et la transmission de la langue sur plusieurs générations.
- Production de vidéos pédagogiques intégrant les principaux éléments de la philosophie, de l'éthique et de la langue autochtones.

Nous souhaitons également publier en ligne des ressources théoriques et pratiques adressées aux éducateur-riche-s, aux élèves et aux membres de la communauté, afin de leur permettre de développer leur propre approche de l'éducation et des pratiques autochtones inspirées de la terre en période de COVID-19. En partenariat avec Alex Wilson, nous avons travaillé sur un projet visant à [produire un document regroupant des ressources et des outils pour l'apprentissage inspiré de la terre](#), accessibles à distance. Notre recherche a également retenu plusieurs approches alternatives et sûres de l'éducation autochtone lorsque l'accès à la terre et à l'autre est limité. Un rapport complet de ces résultats est disponible sur notre [site web](#).

Pour nous, il est clair que la sagesse de la terre et son rôle central dans la vie et la politique des Dénés constituent le fondement de l'apprentissage qui s'en inspire et que les formats d'enseignement en ligne ne sont pas capables de remplacer ce type de pédagogie. Alors que sommes toujours confronté-e-s aux difficultés engendrées par une pandémie mondiale, nous irons de l'avant et trouverons des moyens créatifs et alternatifs pour mener à bien nos pratiques liées à la terre, vivre en harmonie avec les autres et participer aux cérémonies, assurer un apprentissage bénéfique pour notre bien-être mental, physique et spirituel, et affirmer et assurer l'autodétermination des Dénés.

La Journée internationale des peuples autochtones est célébrée chaque année le 9 août afin de sensibiliser le public aux droits de ces populations dans le monde. Le thème de cette année, Rôle des femmes autochtones dans la préservation et la transmission des savoirs traditionnels, offre l'occasion de reconnaître et d'examiner les différentes voies par lesquelles les systèmes éducatifs influent sur les droits des peuples autochtones, notamment ceux des femmes et des filles. À cette occasion, l'Internationale de l'Éducation lance une série de blogs visant à relayer la voix et les points de vue des peuples autochtones et des personnes qui les soutiennent à travers le monde. Cette série étudie les méthodes de travail utilisées par les expert-e-s de l'éducation, les militant-e-s, les chercheur-euse-s et les enseignant-e-s autochtones pour garantir une éducation de qualité centrée sur les systèmes de connaissances autochtones.

Si vous souhaitez contribuer à cette série de blogs, veuillez contacter Lainie Keper à l'adresse [Lainie.Keper\[at\]jei-ie.org](mailto:Lainie.Keper[at]jei-ie.org).

Au *Dechinta Centre for Research and Learning*, nous sommes uni-e-s par le respect de nos terres et notre souhait de faire revivre et de mettre en pratique nos savoirs et notre identité dans le Nord canadien et au-delà. En partenariat avec les membres et les aîné-e-s de notre communauté locale, nous proposons des programmes communautaires et éducatifs inspirés de la terre et adaptés culturellement. Nous sommes le seul centre, au niveau mondial, à offrir un

programme de formation post-secondaire accrédité inspiré de la terre, permettant à nos élèves d'obtenir des crédits universitaires tout en acquérant les pratiques et connaissances culturelles, les compétences inspirées de la terre et les théories universitaires dans ce domaine.

Ce rapport se veut complémentaire de la série de webinaires COVID-19 organisés par le centre Dechinta en 2020. Toutes les vidéos peuvent être visionnées sur le site web www.dechinta.ca/COVID19 et sur YouTube à l'adresse <https://www.youtube.com/c/DechintaCentre>. Les transcriptions écrites de ces webinaires sont également disponibles sur le site.

La réhabilitation des noms autochtones

Je m'appelle Kantuta, et **je suis fière de porter un prénom d'origine aymara qui m'identifie et représente ma communauté**. Les jours de pluie, ma grand-mère me disait : les enfants qui quittent ce monde sans prénom s'en vont rejoindre Tata Granizo. Une fois là-bas, ils nous envoient des billes de glace du haut du ciel. « Les enfants sans prénom sont condamnés à faire de la grêle jusqu'à s'en faire saigner les mains. C'est pour ça que les parents doivent donner un prénom à leurs enfants », insistait-elle.

Pour le peuple aymara, la *rutucha* renforce les prénoms des filles et des garçons. Il s'agit de la toute première coupe de cheveux que l'on fait à un nouveau-né durant sa première année. Lors de ce rituel, les membres de la famille coupent une mèche de cheveux à l'enfant et lui offrent un cadeau. La marraine et le parrain de la *rutucha* conservent les cadeaux pour plus tard.

Bien que **les peuples autochtones soient prédominants** en Bolivie et que le pays compte 36 langues autochtones, les personnes qui portent des noms aymaras sont souvent victimes de racisme. La discrimination et l'assimilation provoquent la perte des noms autochtones. C'est la raison pour laquelle **la promotion des noms autochtones est essentielle pour réaffirmer et renforcer notre histoire, notre langue et notre identité**.

Ethnocide : pourquoi les noms autochtones ne sont-ils pas utilisés ?

Les noms autochtones ont longtemps été refusés dans le but de détruire l'identité individuelle et collective des peuples. Cette interdiction, portée par les Etats coloniaux et postcoloniaux, s'inscrit dans le cadre de l'ethnocide du peuple aymara. Lors de la révolte de 1781, le chef rebelle aymara Julián Apaza se donne le nom de Túpac Katari en l'honneur de deux caciques : Tomás Katari et Túpac Amaru. En quechua, « Túpac » signifie « brillant » et, en aymara, « Katari » signifie « serpent ou rivière puissante qui charrie l'or ». Pour les peuples aymara et quechua, prendre ce nom était un acte de réaffirmation de l'histoire et de l'identité autochtones. Mais, pour les colons, Túpac Katari n'était qu'un être violent et sans pitié.

La société considère toujours les peuples autochtones sous le même prisme qu'autrefois, à savoir celui du « bon sauvage » et du « mauvais sauvage ». Ces deux visions alimentent les préjugés racistes car, aujourd'hui encore, c'est de cette manière que l'on considère une personne portant un nom autochtone. Selon cette vision, le « mauvais sauvage » est pauvre, alcoolique, fainéant et dangereux. Historiquement, les peuples autochtones ont dû abandonner leurs noms pour pouvoir être considérés comme des personnes et des citoyen-ne-s. Conformément à la [Constitution bolivienne de 1843](#), pour accéder à la citoyenneté, une

personne doit être inscrite au registre civil, occuper un emploi rémunéré (à l'exception des domestiques) et savoir lire et écrire. Or, il était interdit aux jeunes autochtones d'aller à l'école et de travailler contre une rémunération.

L'évangélisation forcée a amené les parents à baptiser leurs enfants avec des prénoms non autochtones. A cette époque, l'église exigeait des offrandes et avait recours au travail forcé. Après avoir mis fin au système de l'encomienda, l'église est devenue la seule entité autorisée à enregistrer les actes d'état civil, remplaçant l'encomienda par des sommes d'argent importantes lors des naissances, des baptêmes ou des mariages. Aujourd'hui, l'évangélisation est tangible dans la langue aymara. Par exemple, certains dictons décrivent les enfants non baptisés comme faibles. Quand un orage éclatait, ma grand-mère me cachait et veillait à ce que je ne sorte pas de la maison, car les éclairs d'Illapa ou de Tata Santiago emportaient les enfants non baptisés.

Quant à la vision du « bon sauvage », elle réduit la culture autochtone à un spectacle. Les noms autochtones sont parfois récupérés, généralement par des personnes extérieures, pour commercialiser des produits ou des services sans respecter leur symbolique sacrée.

Ces actes de discrimination et d'assimilation constituent les principales causes de rejet des prénoms autochtones. Souvent, les parents évitent de donner des prénoms autochtones à leurs enfants pour qu'ils et elles n'aient pas à subir ces discriminations. Cependant, **de nombreux jeunes autochtones cherchent à récupérer leur nom et par conséquent, leur identité.**

Pourquoi les noms autochtones sont-ils importants pour l'identité ?

La revalorisation des noms autochtones fait partie intégrante de la reconstruction de l'identité et de la revendication des droits linguistiques et territoriaux. Un nom autochtone exprime la personnalité et l'avenir de celle ou celui qui le porte. Il révèle la future personnalité d'un nouveau-né, car il est relié aux spécificités de l'environnement, à la cosmologie, aux mouvements du soleil et aux divinités ancestrales.

Cette démarche s'inscrit aussi dans une volonté de réhabilitation de la langue aymara. Depuis les mouvements autochtones des années 1970, notamment en Bolivie, les indianistes, dont la lutte est fondée sur la revendication de leur identité, réhabilitent les prénoms autochtones chez leurs enfants, affirmant ainsi leur identité.

Les prénoms sont un symbole de l'identité collective en tant que peuples et nations. Ils nous invitent à renouer avec notre terre. Les territoires autochtones sont des espaces vivants où chaque membre de la communauté est un fil. Et la langue représente l'art de tisser ces fils. Par exemple, certains noms de famille trouvent leur origine dans les divinités de l'eau, les collines, les vastes prairies ou les animaux, protecteurs sacrés des peuples autochtones. Les noms sont donc le reflet de l'identité d'une ville et de son lien avec le territoire. C'est pour cette raison que les jeunes autochtones doivent exercer leur droit à porter leur nom.

Quels sont les droits qui protègent les noms autochtones ?

La [Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones](#) (2007) accorde une protection aux noms autochtones fondée sur le droit à la non-discrimination (article 2) et à la non-assimilation (Article 8). Il est également mentionné que « Les peuples autochtones ont le droit [...] de choisir et de conserver leurs propres noms pour les communautés, les lieux et les personnes. » (Article 13) En d'autres termes, porter un nom autochtone est un droit collectif et

individuel.

Comment pouvons-nous soutenir les noms autochtones ?

L'Objectif de Développement Durable 4 garantit une éducation équitable et inclusive pour toutes et tous. Les enseignant.e.s, les auxiliaires pédagogiques, les conseiller.ère.s d'orientation et le personnel éducatif doivent respecter les noms autochtones et leur signification. Les enseignant.e.s sont les modèles les plus influents de leurs élèves. A cet égard, **le soutien et l'adhésion du corps enseignant au respect des noms autochtones contribuent à une éducation plus forte et plus inclusive**. Enfin, en nous mobilisant pour la participation des éducateur.trice.s autochtones à l'élaboration des politiques d'éducation, nous créons un avenir favorable à [l'enseignement des langues autochtones au sein des établissements](#).

Quant à moi, j'essaie d'apprendre à connaître ma culture et mon identité. La première étape de cette réappropriation de mon héritage culturel est passée par mon prénom. Aujourd'hui, je suis fière que le nom que je porte représente une partie du peuple aymara. Mon nom ainsi que tous les autres noms autochtones renforcent notre identité et notre histoire. Ils nourrissent aussi la diversité des cultures et favorisent le respect mutuel. Ensemble, nous pouvons bâtir un monde sans discrimination où le sens de nos noms serait respecté.

La Journée internationale des peuples autochtones est célébrée chaque année le 9 août afin de sensibiliser le public aux droits de ces populations dans le monde. Le thème de cette année, Rôle des femmes autochtones dans la préservation et la transmission des savoirs traditionnels, offre l'occasion de reconnaître et d'examiner les différentes voies par lesquelles les systèmes éducatifs influent sur les droits des peuples autochtones, notamment ceux des femmes et des filles. À cette occasion, l'Internationale de l'Éducation lance une série de blogs visant à relayer la voix et les points de vue des peuples autochtones et des personnes qui les soutiennent à travers le monde. Cette série étudie les méthodes de travail utilisées par les expert.e.s de l'éducation, les militant.e.s, les chercheur.euse.s et les enseignant.e.s autochtones pour garantir une éducation de qualité centrée sur les systèmes de connaissances autochtones.

Si vous souhaitez contribuer à cette série de blogs, veuillez contacter Lainie Keper à l'adresse [Lainie.Keper\[at\]jei-ie.org](mailto:Lainie.Keper[at]jei-ie.org).

Conférence mondiale des peuples autochtones sur l'éducation?: les syndicats s'unissent pour faire avancer les droits des peuples autochtones

La Conférence mondiale des peuples autochtones sur l'éducation (WIPCE) s'est tenue cette année sur les terres ancestrales de la nation Kurna, le peuple originel des plaines d'Adélaïde, à Tarndanya, en Australie. La WIPCE est le forum d'éducation autochtone le plus important et le plus diversifié au monde. La délégation de l'Internationale de l'Éducation (IE) à la conférence était composée de plus de 70 syndicalistes de l'éducation, qui ont participé à la fois en présentiel et en virtuel.

La conférence WIPCE a lieu tous les trois ans dans différents endroits du monde. Depuis sa création en 1987, la conférence réunit des dirigeant.e.s, des enseignant.e.s et des universitaires autochtones qui célèbrent et partagent leurs cultures, leurs traditions, leurs connaissances et

leurs stratégies en matière d'éducation des peuples autochtones. L'Internationale de l'Éducation et ses organisations affiliées participent à la conférence depuis sa première édition.

Présence en force de l'Internationale de l'Éducation

Plus de 70 délégué.e.s de l'IE ont participé à la WIPCE 2022. Les syndicats de l'éducation œuvrent pour que les peuples autochtones aient accès à une éducation équitable et de qualité, à des possibilités de travail décent, ainsi qu'à une protection sociale. L'éducation étant le droit qui sous-tend la pleine jouissance des autres droits humains des peuples autochtones, les connaissances partagées lors de cette conférence sont essentielles.

« La WIPCE offre un espace pour permettre aux enseignant.e.s, aux dirigeant.e.s syndicaux.ales et aux militant.e.s de renforcer notre réseau collectif et nos connaissances au niveau mondial. Grâce à ce réseau et à ces connaissances, nous ramenons l'innovation à nos syndicats, à nos communautés et à nos salles de classe. ? »

Raymond Basilio | Membre du Bureau exécutif de l'IE ; Secrétaire général de l'ACT-Philippines

Pour accueillir la délégation de l'IE à Adélaïde, une réception a été organisée conjointement par l'Internationale de l'Éducation, l' *Australian Education Union*, l' *Independent Education Union* et le *National Tertiary Education Union*. Cet événement a permis de créer un espace de solidarité et de communauté en vue de la conférence.

La conférence a réuni des membres et des dirigeant.e.s de l'AEU (Australie), de l'IEU (Australie), du NTEU (Australie), de la *Fiji Teachers' Association*, de l' *Alliance of Concerned Teachers* (Philippines), de la *PPTA Te Wehengarua* (Nouvelle-Zélande), de la *NZEI Te Rio Roa* (Nouvelle-Zélande), de la *Solomon Islands National Teachers Association*, du *Vanuatu Teachers' Union*, du *Cook Islands Teachers Union*, de la *Federation of Post-Secondary Educators of British Columbia* (Canada) et de l' *Alberta Teachers' Association* (Canada).

« ? Bien que nous soyons peu nombreux parmi les 2.300 délégué.e.s (dont 900 délégué.e.s internationaux.ales), nous avons fait sentir notre présence ! La fierté et la force syndicales. ? »

Kevin Bates | Secrétaire fédéral de l'AEU

Les syndicats pour la souveraineté de l'éducation autochtone

Sous le thème « ?Souveraineté de l'éducation autochtone?: nos voix, nos futurs? » (*Indigenous Education Sovereignty: Our Voices, Our Futures*), la WIPCE a proposé pendant une semaine plus de 400 ateliers, séminaires, expériences culturelles, cercles de connaissances et exposés thématiques. Cinq séminaires ont été organisés et animés par des affiliés de l'IE.

Le *National Tertiary Education Union* (NTEU) a organisé une session intitulée « ?Conventions collectives du personnel et Politiques?: promouvoir l'emploi des Aborigènes et des autochtones du détroit de Torres dans le secteur de l'enseignement supérieur australien ». La direction et les collègues du NTEU ont exposé le travail du NTEU dans la négociation des revendications des

Aborigènes et des autochtones du détroit de Torres en matière d'emploi ainsi que d'autres droits, tels que le congé culturel/cérémonial et l'allocation linguistique, dans les conventions collectives du personnel universitaire. Ces revendications intègrent des objectifs contraignants qui peuvent être mis en œuvre si nécessaire, ce qui confère un plus grand niveau de responsabilité aux universités par rapport à une simple politique.

La *Federation of Post-Secondary Educators of British Columbia* a organisé une session sur les approches syndicales visant à rendre opérationnelle la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, en partageant les bonnes pratiques et les luttes en cours pour mettre la Déclaration en pratique. Il s'agissait notamment de s'attaquer aux difficultés rencontrées par les universitaires indigènes en matière de titularisation, d'action positive et de pratiques d'embauche plus équitables, afin d'augmenter le nombre de professeur.e.s et d'employé.e.s autochtones, entre autres.

La *New Zealand Post Primary Teachers' Association (PPTA) Te Wehengarua* a organisé une session sur le thème «?Faire progresser notre relation *Tiriti* (Traité)?». La *PPTA Te Wehengarua* est fière de son histoire de partenariat biculturel avec les *Maoris tanga te whenua* (peuple appartenant aux Premières nations d'*Aotearoa* Nouvelle-Zélande), comme en témoigne le fait que le syndicat a inclus parmi ses trois objectifs constitutionnels celui de «?maintenir et faire progresser le *Te Tiriti o Waitangi* (le traité de Waitangi)?». En outre, l'organisation est dotée d'un exécutif maori (*Te Huarahi*) et organise une conférence annuelle des enseignant.e.s maori.e.s. Bien que le syndicat constitue un excellent exemple de l'implication des Maori.e.s au sein de l'organisation, le sentiment s'est fait jour ces dernières années, parmi les membres, tant maori.e.s que non maori.e.s, que des progrès supplémentaires devaient être réalisés, afin que le syndicat puisse non seulement survivre, mais aussi prospérer en tant qu'organisation biculturelle. Le séminaire a exploré leur parcours, y compris les changements politiques apportés au cours des cinq dernières années pour intégrer le nouveau poste de vice-président maori dans la direction du syndicat et le *Te Kaihautu* (personnel maori au sein de l'équipe politique) afin d'élever la *PPTA Te Wehengarua* au stade suivant du processus de partenariat *Tiriti*.

La *New South Wales Teachers' Federation* a organisé une session sur le film documentaire «?*naa muru gurung - To see a path for children?*». Le documentaire relate l'histoire passionnante des nombreux guerriers, membres de la Fédération, aborigènes et non aborigènes, d'hier et d'aujourd'hui, qui ont fait campagne, soutenu et défendu l'éducation aborigène, les droits des enfants et l'inclusion des Premières nations au tout début du système d'éducation public australien.

La *New South Wales Teachers' Federation* a également organisé une session au cours de laquelle les participant.e.s et les intervenant.e.s ont partagé leurs points de vue sur la mise en œuvre de la politique d'éducation aborigène de la Nouvelle-Galles du Sud. Le séminaire s'est concentré sur les stratégies visant à favoriser la compréhension et le respect des étudiant.e.s, des histoires et des communautés aborigènes, ainsi que des autochtones du détroit de Torres. Il a exploré les réflexions personnelles et professionnelles, les liens avec les normes professionnelles australiennes pour les enseignant.e.s, les politiques et les déclarations, l'utilisation des données sur les étudiant.e.s, l'établissement de liens et de relations à l'école pour améliorer les résultats scolaires des étudiant.e.s.

La prochaine WIPCE aura lieu en 2025 en Aotearoa/Nouvelle-Zélande.

L'Internationale de l'Éducation et ses affiliés remercient le peuple Kurna de nous accueillir sur ses terres ancestrales et rendent hommage aux anciens d'hier et d'aujourd'hui.

Un rapport plus détaillé de l'événement suivra prochainement.

#16Jours | Mettons fin à la violence à l'égard des femmes et des filles autochtones

La tragédie des femmes et des filles autochtones assassinées et disparues ne peut plus continuer à faire partie du quotidien du Canada. Depuis des siècles, les femmes et les filles autochtones sont confrontées à la violence coloniale et au génocide, et cela doit cesser.

[Tina Fontaine](#) n'avait que 14 ans lorsqu'elle a été portée disparue à Winnipeg, dans la province canadienne du Manitoba. Trois jours après avoir été vue vivante pour la dernière fois, son jeune corps a été repêché dans la rivière Rouge. [Maisy Odjick](#) avait 16 ans et sa meilleure amie [Shannon Alexander](#) 17 ans lorsqu'elles ont disparu de leur communauté de Kitigan Zibi, à quelques heures au nord d'Ottawa, en Ontario. Elles n'ont jamais été retrouvées. [Tammy Nattaway](#), 16 ans, a disparu en 2020 de la Première Nation Garden Hill, dans le nord du Manitoba. Elle aussi est toujours portée disparue.

Je mentionne le nom de ces jeunes femmes parce qu'elles ont l'âge de mes élèves. Quand je regarde mes élèves, je pense à toutes les possibilités incroyables que leur réserve l'avenir. En 2014, quand Tina Fontaine est morte, ma propre fille avait le même âge qu'elle. Je me souviens aussi de [Barbara Kentner](#) qui, en 2017, n'avait que 34 ans lorsqu'elle est décédée à Thunder Bay, dans l'Ontario, des suites de complications liées aux blessures qu'elle a subies après avoir été heurtée par un crochet de remorque lancé depuis un véhicule en mouvement. Barbara était mon élève quand elle était en 10^{ème} année (première année du cycle d'enseignement secondaire supérieur). En 1992, [Sandra Johnson](#) avait 18 ans lorsque son corps gelé a été retrouvé dans un canal de dérivation à Thunder Bay. Je suis allée au lycée avec Sandra. Ce ne sont là que quelques-uns des centaines de noms de femmes et de filles disparues ou assassinées. L'histoire se poursuit, et il faut y mettre un point final.

Selon les données de Statistique Canada remontant à 2004, les femmes autochtones sont confrontées à des taux de violence beaucoup plus élevés que les femmes non autochtones. Les femmes autochtones de 15 ans et plus étaient 3,5 fois plus susceptibles de subir des violences que les femmes non autochtones. Des statistiques plus récentes montrent qu'entre 2015 et 2020, les femmes autochtones représentaient 24 % de toutes les victimes d'homicide au Canada, alors qu'elles ne représentent que 5 % de la population féminine du pays. Les statistiques ne montrent aucune amélioration.

Après que le corps de Tina Fontaine a été repêché de la rivière Rouge à Winnipeg en 2014, des responsables autochtones de tout ce territoire, que nous connaissons aujourd'hui sous le nom de Canada, ont uni leurs voix pour demander une enquête sur les disparitions et les meurtres de femmes et de filles autochtones au Canada.

En septembre 2016, le gouvernement du Canada a lancé une Enquête nationale entièrement indépendante sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées (FFADA). Sur une période de trois ans, les membres de l'enquête ont parcouru le Canada et recueilli les témoignages de survivantes et de membres de leur famille. En juin 2019, l'Enquête nationale sur

les FFADA a rendu son [rapport final](#). Les conclusions du rapport faisaient écho aux griefs martelés par de nombreuses communautés autochtones du pays depuis des décennies. Nous sommes la cible de violations et d'abus persistants et délibérés des droits humains et autochtones, qui sont à l'origine des taux effroyables de violence à l'encontre des femmes, des filles et des personnes 2ELGBTQQIA au Canada. Selon l'enquête, les femmes et les filles autochtones sont 12 fois plus susceptibles d'être assassinées ou portées disparues que toute autre femme au Canada – [et 16 fois plus en comparaison des femmes blanches](#).

En 2021, soit deux ans après la publication du rapport final de l'Enquête sur les FFADA, le gouvernement du Canada a élaboré un plan d'action national pour [les femmes, les filles et les personnes 2ELGBTQQIA+ autochtones disparues et assassinées](#). Les progrès accomplis dans le traitement de ces questions ont été minimes et cruellement lents.

Il est important de garder à l'esprit que ce fléau n'a pas toujours fait partie de notre histoire. Le drame de la violence à l'encontre des femmes, des filles et des personnes bispirituelles autochtones trouve sa source dans le colonialisme et la violence coloniale. Les pratiques autochtones traditionnelles étaient souvent de nature matriarcale. Les femmes étaient des porteuses d'eau et des donneuses de vie. Les conceptions sacrées de ces rôles ont été violées à travers l'expérience du génocide colonial sur cette terre. Nos communautés ont grandement besoin de guérison. J'encourage l'ensemble des personnels enseignants, administratifs, de direction, les concierges, assistantes et assistants d'éducation et toute autre personne impliquée dans l'éducation et les écoles à faire preuve d'ouverture d'esprit pour comprendre les difficultés auxquelles sont confrontées les personnes autochtones au Canada et à contribuer à l'éducation des jeunes dans nos écoles. En tant qu'éducatrice ou éducateur, vous pouvez commencer par vous familiariser avec les [94 appels à l'action de la Commission nationale de vérité et réconciliation](#). Nous vous encourageons à lire le [Rapport final de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées et les 231 appels à la justice](#). Les Canadiennes et les canadiens doivent prendre conscience du fait que la violence à l'égard des femmes et des filles autochtones fait partie de politiques coloniales de longue date. Il nous incombe, en tant que professionnel.le.s de l'éducation, de nous attaquer à ces problèmes et de faire évoluer le débat afin que l'ensemble de nos élèves puissent être en sécurité et valorisé.e.s dans nos communautés .

#16Jours | Le combat des Brésiliennes pour protéger l'Amazonie

Les 16 jours d'activisme contre la violence basée sur le genre sont une campagne internationale d'ONU Femmes qui est menée depuis 1991 et permet de se pencher sur la question des abus subis par les femmes à travers le monde. La campagne se déroule du 25 novembre au 10 décembre et revêt cette année une importance particulière au Brésil. Alors que les quatre longues années du gouvernement de Jair Bolsonaro touchent à leur fin, une période au cours de laquelle l'environnement a fait l'objet d'attaques systématiques et les militant.e-s écologistes de véritables persécutions, il est essentiel de se rappeler – et de ne jamais oublier – la lutte des nombreuses femmes brésiliennes qui défendent courageusement la Terre Mère.

Les femmes n'ont jamais joué un rôle aussi important dans le militantisme environnemental brésilien que dans la protection de l'Amazonie, la plus grande forêt tropicale du monde. Considérée par beaucoup comme le poumon de la Terre, elle est le théâtre d'une lutte acharnée menée par de nombreuses militantes en défense à la fois de la forêt tropicale et des peuples

autochtones qui l'habitent. L'avancée inexorable de l'agriculture, de l'élevage intensif et de l'exploitation forestière illégale sur de vastes étendues de la forêt tropicale est le résultat d'une politique délibérée mise en œuvre par le Président brésilien toujours en exercice, une politique qui implique le relâchement des mesures de contrôle de l'Etat ainsi que des réformes réglementaires et juridiques qui ont permis la destruction de notre plus grand atout environnemental ces quatre dernières années.

De nombreuses militantes écologistes du pays ont payé de leur vie le prix de leur résistance et beaucoup d'autres ont été persécutées pour leur combat. Les femmes ont toujours joué un rôle important dans la protection de l'environnement, et ce bien avant l'arrivée au pouvoir de l'actuel Président. La mort de la religieuse américaine Dorothy Stang en 2005, aux mains des agriculteurs de la région dont elle avait fait son foyer et son combat, a marqué à jamais la lutte environnementale brésilienne, désormais façonnée par sa force. Sous le premier mandat de Luiz Inacio Lula da Silva, la police et les enquêteurs criminels ont finalement réussi à traduire ses assassins en justice. Et c'est ce que l'on attend maintenant avec le retour au pouvoir de Lula da Silva suite aux élections brésiennes de 2022 : que la pleine force de la loi s'abatte enfin sur ceux qui s'obstinent à prendre nos vies pour la simple raison que nous défendons le monde qui nous entoure.

Outre la protection de notre planète, la principale préoccupation des défenseurs et défenseuses de l'environnement au Brésil est de protéger leur propre vie. C'est une peur et une inquiétude que la plupart des femmes et des militantes écologistes du pays éprouvent au quotidien. C'est la réalité de quiconque se bat pour défendre l'Amazonie. Mais si tout le monde peut sentir cette peur, la plupart des victimes sont des femmes dans un pays qui souffre depuis longtemps d'un sexisme structurel, à l'origine de l'un des taux de féminicides les plus élevés au monde.

L'armée de militantes luttant contre la destruction de notre planète est nombreuse et plurielle. Elle est menée par des jeunes femmes, des femmes autochtones et des femmes quilombola (afro-brésiennes), qui sont la cible privilégiée de ceux qui placent le profit personnel au-dessus de tout, même au prix de milliers de vies et de l'air que nous respirons. C'est pourquoi nous devons rendre un hommage durable à ces femmes remarquables, qui méritent de vivre en sécurité. Parmi elles figure **Amanda da Cruz Costa**, une militante écologiste brésilienne qui écrit aujourd'hui un nouveau chapitre de l'Histoire. Fondatrice du groupe d'action pour le climat du Perifa Sustentável Institute, elle est conseillère pour la jeunesse du Pacte mondial des Nations unies, ambassadrice des Nations unies pour la jeunesse, conférencière TedX, porte-parole et créatrice sur LinkedIn, et figure également dans le classement #ForbesUnder30. Son combat est entièrement consacré à la crise climatique et au racisme environnemental, causes pour lesquelles elle plaide en faveur de la justice climatique et de la durabilité et encourage les jeunes à s'engager.

Artemisa Xakriabá, 21 ans, est une autre jeune militante brésilienne qui incarne deux des groupes les plus menacés par la destruction de l'environnement : les jeunes et les peuples autochtones. Artemisa s'est fait connaître par un discours prononcé lors du Sommet des jeunes sur le climat de 2019. S'exprimant au nom de plus de 25 millions de personnes issues des communautés autochtones de l'Alliance mondiale des collectivités territoriales, elle a dénoncé les conséquences de la catastrophe climatique pour les peuples autochtones et le pays dans son ensemble. Il y a aussi **Maria do Socorro Silva**, une quilombola (nom donné aux membres des communautés formées par les esclaves qui ont fui à l'époque de l'esclavage au Brésil) qui lutte

contre la dégradation de l'environnement causée par la plus grande raffinerie d'alumine de l'Amazonie, dans l'Etat brésilien du Para.

Il convient également de mentionner **Sonia Guajajara**, l'une des femmes autochtones les plus remarquables du pays aux avant-postes de la défense de l'environnement. En 2018, elle s'est présentée à la vice-présidence du Parti Socialisme et Liberté (PSOL), devenant ainsi la première personne autochtone à se présenter à ce poste. En 2022, elle a été élue députée fédérale de l'Etat de Sao Paulo.

Ces femmes ne sont que quelques-unes des femmes courageuses qui se sont engagées dans la lutte pour la protection de l'environnement. A l'heure où le monde entier tourne à nouveau les yeux vers le Brésil suite à l'élection de Lula da Silva, et compte tenu de la nécessité vitale de protéger l'environnement au Brésil, en particulier l'Amazonie, il est essentiel de porter également notre attention sur les garanties que l'Etat se doit d'offrir à ses citoyens et citoyennes qui luttent pour protéger l'environnement, ces personnes qui sont mues par leur foi inébranlable en la justice et qui ont été cruellement persécutées depuis de trop nombreuses années.

La campagne internationale des 16 jours d'activisme contre la violence basée sur le genre gagne en pertinence grâce à la communication des dénonciations, qui doivent s'inscrire dans le cadre de la justice et des droits humains. Un pays qui porte atteinte à l'environnement est aussi, cela va presque de soi, une terre propice au travail forcé, à l'exploitation des enfants, à la maltraitance, à la spoliation des terres et bien d'autres fléaux.

Puissions-nous protéger les femmes contre toutes les formes de violence et préserver leur droit de vivre dans une société exempte de sexisme et de féminicide. Et que la lutte pour mettre fin à la violence fondée sur le genre soit embrassée par tout le monde, y compris les hommes.

Titres

1. Les organisations syndicales se penchent sur la nouvelle constitution du Chili et son importance pour la région d'Amérique latine

Le 5 août, les travailleur·euse·s de l'éducation appartenant aux organisations syndicales chiliennes membres de l'Internationale de l'Éducation pour l'Amérique latine (IEAL) ont reçu la visite d'une délégation du Comité régional de l'IEAL. Celle-ci avait pour mission d'engager une réflexion sur l'importance de la nouvelle Constitution politique du Chili pour la région.

Ont participé à cet événement politique Hugo Yasky, président du Comité régional de l'IEAL et secrétaire général de la CTA d'Argentine ; Fatima Silva, vice-présidente de l'IEAL et secrétaire générale de la Confederação Nacional dos Trabalhadores em Educação du Brésil (CNTE) ; Roberto Leão, vice-président de l'Internationale de l'Éducation pour l'Amérique latine ; Combertty Rodriguez, coordinateur principal du Bureau régional de l'IEAL ; Eduardo Pereyra, secrétaire des relations internationales de la Confederación de Trabajadores de la Educación de la República Argentina (CTERA) d'Argentine et José Olivera, président de la Federación Nacional de Profesores de Educación Secundaria (FeNaPES) d'Uruguay.

La rencontre a débuté par des messages en provenance du monde entier, dans lesquels les dirigeant·e·s de différentes organisations syndicales ont manifesté leur soutien au processus en cours au Chili, en amont du plébiscite du 4 septembre prochain.

Le premier de ces messages était celui de David Edwards, secrétaire général de l'Internationale de l'Éducation (IE), qui a exprimé sa solidarité en déclarant que « ?le peuple chilien a d'ores et déjà écrit une page de l'histoire en créant une constitution qui comporte des avancées importantes pour l'éducation publique, les droits des femmes et les peuples indigènes? ».

« ?Avec cette nouvelle constitution, l'éducation chilienne marque une rupture avec les modèles néolibéraux centrés sur le profit, qui ont conduit le pays à des inégalités sociales terribles. Désormais, l'éducation sera considérée comme un droit social pour toutes et tous et sera financée par l'État, grâce à l'instauration d'un accès universel à l'éducation à tous les niveaux et à son caractère obligatoire, du niveau le plus fondamental à l'enseignement secondaire? », a-t-il souligné.

Les représentant·e·s des organisations syndicales chiliennes qui ont organisé l'événement avec le concours de l'IEAL ont ensuite procédé à son ouverture officielle.

Carlos Diaz, président du Colegio de Profesores y Profesoras au Chili, a relevé le caractère participatif du processus d'élaboration de la nouvelle Constitution. « ?Nous sommes fiers d'avoir une Constitution qui consacre l'éducation à titre de droit fondamental et qui répond à bon nombre des problèmes que nous avons rencontrés en tant que pays? », a-t-il souligné.

De son côté, Yobana Salinas, présidente du Sindicato Nacional de Trabajadores N°2 de Integra (SINDIDOS), a souligné que « ?le monde regarde notre lutte avec espoir, personne n'est indifférent, en particulier nos camarades d'Amérique latine? ». Elle a également insisté sur la solidarité des travailleur·euse·s de l'éducation du continent organisé·e·s au sein de l'IEAL.

Enfin, Carlos Gomez, président de la Federación Nacional de Asociaciones de Académicos de Universidades Estatales du Chili (FAUECH), a souligné que l'égalité d'accès à l'éducation est une

promesse attendue depuis des décennies, qui a été repoussée par la dictature et ses suites, et qui peut enfin devenir une réalité grâce à l'adoption de cette nouvelle Constitution?: «?À partir du 4 septembre, nous commencerons à reconstruire une société fraternelle, solidaire et inclusive?».

Un triomphe pour toute l'Amérique latine

Après ces exposés, la parole a été donnée aux membres de la délégation internationale. La première intervention a été celle de Fatima Silva qui a mis l'accent sur l'histoire commune des pays d'Amérique latine et sur la pertinence de la nouvelle Constitution dans le contexte actuel.

«?La nouvelle constitution arrive à un moment où le système privé essaie de plus en plus de faire des affaires avec l'État et où, dans toute l'Amérique latine, on cherche à usurper le rôle de l'État dans les politiques publiques. Le fait qu'une assemblée constituante soit élue par le peuple n'est, en soi, pas une mince affaire. La nouvelle constitution s'attache à valoriser la chose publique, les politiques de l'État et l'État lui-même en tant qu'agent ayant pour devoir de garantir les droits de sa population. Il s'agit là de l'aboutissement de ce processus que vous avez construit?», a-t-elle déclaré.

José Oliveira a rappelé que la victoire du POUR sera non seulement une étape importante pour le Chili mais «?marquera une nouvelle ère pour l'Amérique latine en général?».

Le dirigeant syndical uruguayen a souligné qu'il est nécessaire de voter POUR parce que le nouveau texte «?implique un tournant disruptif qui rompt avec ce qui a été proposé dans le cadre des réformes des années 80, lesquelles continuent de dominer au niveau de la région, (...). Aussi, la proposition définit-elle un nouveau cadre institutionnel qui énonce clairement les compétences de l'État en tant qu'organe directeur, en proposant l'interdiction de la recherche du profit dans l'enseignement, (...) car le fait de trouver un ensemble d'articles qui revalorisent la profession enseignante est remarquable dans ce contexte.?»

L'événement s'est clôturé avec l'intervention d'Hugo Yasky, président du Comité régional de l'IEAL, qui a rappelé que «?rien de ce qui se passe dans nos pays n'est sans rapport avec le sort de l'ensemble de nos peuples. (...) Si le POUR l'emporte le 4 septembre, cette victoire représentera un nouveau modèle émergent du Chili pour le reste de l'Amérique latine.?»

Il a également souligné le rôle du peuple chilien dans l'élaboration de ce texte?: «?Si aujourd'hui nous discutons de cette proposition de constitution, c'est parce que des luttes ont été menées. Ce n'est pas parce qu'elle est tombée du ciel ou parce qu'un groupe de juristes l'a définie. C'est le peuple qui est descendu dans la rue pour faire front face à la répression. Et c'est cette construction collective qui donne toute sa valeur à cette constitution.?»

Outre les exposés des participant.e.s présent.e.s à l'événement, des messages de soutien ont également été transmis par Daaiyah Bilal-Threats, directrice politique principale de la National Education Association (NEA) des États-Unis ; Angelo Gavrielatos, président de la NSW Teachers Federation d'Australie ; Roberto Trochez, membre du Comité exécutif mondial de l'IE et représentant du COLPROSUMAH du Honduras ; Juan Gabriel Espinola, secrétaire général adjoint de l'OTEP-A du Paraguay?; Israel Montano, secrétaire général du syndicat ANDES 21 de junio du Salvador ; et Evelyn DeJesus, vice-présidente exécutive de l'American Federation of Teachers (AFT).

2. Népal : la privatisation ne garantit aucun accès égalitaire à l'éducation, il faut investir davantage dans l'enseignement public

La recherche intitulée « Leçons tirées de la pandémie de COVID-19 au Népal » analyse l'impact de la crise sanitaire sur l'éducation et met en lumière le rôle des syndicats de l'éducation dans la protection des droits des enseignant-e-s, tout en appelant à prendre des mesures pour garantir des conditions d'apprentissage décentes pour les élèves et des conditions d'emploi décentes pour les enseignant-e-s.

Cette recherche, réalisée par Raj Kumar Baral et commanditée par le bureau régional de l'Internationale de l'Éducation pour l'Asie-Pacifique, trois de ses organisations affiliées – *Institutional School Teachers' Union* (ISTU), *Nepal National Teachers' Association* (NNTA) et *Nepal Teachers' Association* (NTA) – et la fondation allemande *Friedrich-Ebert-Stiftung* (FES), a été lancée le 17 juin 2022 à Katmandou. Il s'agit d'une recherche menée dans le cadre de la campagne de l'Internationale de l'Éducation Réponse mondiale à la privatisation et à la commercialisation de/au sein de l'éducation, avec le soutien financier de la FES.

Lancement de la recherche

Le représentant de l'ISTU, Moti Ram Phuyal, s'est chargé de présenter la première partie de l'événement de lancement, le représentant de la NTA, Yam P Bhusal, la seconde.

Le représentant de la FES s'est adressé aux participant-e-s en mettant en avant les activités menées par la fondation à travers le monde et plus particulièrement au Népal. Il a comparé le système éducatif allemand à celui du Népal, en soulignant la nécessité de respecter le droit à l'éducation de tous les enfants et d'accorder des droits syndicaux concrets à l'ensemble des enseignant-e-s.

Durant cet événement de lancement, le coordinateur régional principal de l'IEAP, Anand Singh, a réaffirmé dans son intervention en virtuel l'importance de la campagne Réponse mondiale à la privatisation et à la commercialisation de l'éducation. Il a également souligné la nécessité de protéger le droit à l'éducation des enfants. Il a ensuite présenté les activités de la campagne Réponse mondiale menées aux Philippines, en Afrique du Sud et au Brésil.

Les présidents de la NTA, de la NNTA et de l'ISTU ont chacun mis en avant l'importance de cette campagne visant à lutter contre la privatisation de l'éducation au Népal, de même que la nécessité de façonner le paysage politique du secteur. Ils ont souligné que les enseignant-e-s se heurtaient à de nombreuses difficultés, en particulier dans le secteur privé. Les syndicats n'ont obtenu que peu de résultats positifs, malgré leurs nombreux efforts pour aborder les questions liées à la privatisation de l'éducation. Il importe, selon eux, de créer un mécanisme permettant aux syndicats et au gouvernement de collaborer en cas de pandémies futures ou d'autres catastrophes.

Le président de la NTA, Rajendra Raj Poudel, a expliqué : « Près de 50.000 enseignants et enseignantes ont perdu leur emploi pendant la pandémie et la privatisation ne cesse de se développer au sein de l'éducation. Le gouvernement doit allouer au moins 20 % du budget national à l'éducation. La privatisation accentue les inégalités. »

Pour sa part, le président de la NNTA, Bishnu Prasad Bhandari, a expliqué que : « La pandémie de COVID-19 a entraîné la fermeture permanente de près de 25 % de nos écoles. Le développement insuffisant de la numérisation dans les écoles publiques a, en outre, rendu l'apprentissage difficile pour les élèves, tandis que les droits et la protection sociale des enseignants et enseignantes ont été bafoués de manière flagrante au cours de cette période. »

Le président de l'ISTU, Hom Kumar Thapa a, quant à lui, insisté sur le fait que : « Les personnes qui investissent dans les écoles privées ne se sont guère souciées des enseignants et des enseignantes pendant la pandémie. Bon nombre n'ont pas perçu leurs salaires. L'éducation n'est pas un commerce, mais un service. Le gouvernement doit mettre un terme à la privatisation de l'éducation et améliorer l'enseignement public. »

Au cours de son intervention, le représentant du ministère népalais de l'Éducation, Hari Prasad Lamsal, a mis l'accent sur la nécessité d'accroître le budget de l'éducation et d'améliorer la qualité des écoles publiques, afin de mettre un frein à la privatisation et à la commercialisation du secteur. Il a maintenu que la nature publique de l'éducation se définit par la possibilité pour tous les individus d'accéder à l'éducation, plutôt que par la seule éducation proposée par l'État.

Le représentant de l'UNESCO, Dhruva Regmi, a ensuite rappelé les conclusions du dernier Rapport mondial de suivi sur l'éducation, ayant pour thème l'inclusion et les acteurs non étatiques au sein de l'éducation, en soulignant que la privatisation et la commercialisation constituaient un problème d'envergure mondiale devant être envisagé sous l'angle du financement de l'éducation et de nombreux autres aspects.

Au cours de la présentation de sa recherche, Raj Kumar Baral, a rappelé que l'enseignement public était menacé par les multinationales qui investissent dans ce secteur. Il a également précisé que sa recherche montrait que les établissements scolaires privés ne contribuaient pas à défendre la nature publique de l'éducation ou à améliorer l'accès à l'éducation, comme l'a suggéré le représentant du ministère de l'Éducation. La recherche, a-t-il ajouté, épingle clairement un manque d'engagement politique à investir des fonds publics dans le secteur de l'éducation, permettant ainsi aux établissements privés de prendre le pas sur l'enseignement public.

Il a poursuivi en soulignant l'oppression et l'exploitation dont sont victimes les enseignant-e-s et les personnels de l'éducation, tant dans les établissements privés que publics. Il a également évoqué les programmes syndicaux qui ont soutenu les enseignant-e-s et facilité l'apprentissage des élèves durant la pandémie de COVID-19.

La recherche souligne que, de manière plus générale, cette pandémie a également eu un effet sur les modalités de gestion des établissements scolaires privés en tant qu'entreprises et, plus important, sur la sécurité d'emploi, les salaires, les conditions de travail et le bien-être des personnels enseignants et non enseignants. En conséquence, la qualité de l'éducation de plusieurs millions d'enfants s'est dégradée. Ces répercussions ont été cependant moins souvent observées dans les écoles privées fréquentées par la haute société dans la vallée de Katmandou. Néanmoins, 70 % des enfants en âge de scolarisation au Népal ont été touchés ou privés d'apprentissage.

Toujours selon cette recherche, la pandémie a démontré à quel point la privatisation et la commercialisation de l'éducation portaient préjudice aux objectifs du mouvement syndical enseignant. Les responsables des syndicats de l'éducation défendent davantage l'enseignement public dans la mesure où la pandémie a mis à nu les manquements et les insuffisances d'une éducation privatisée et commercialisée.

Recommandations de la recherche

Offrant un ensemble de données factuelles démontrant la nécessité d'accroître les investissements nationaux dans l'enseignement public, le rapport recommande aux syndicats de l'éducation de jouer

un rôle de premier plan et de prendre les mesures suivantes dans certains domaines critiques pour garantir le bon déroulement de la reprise post-COVID au sein de l'éducation et empêcher la poursuite de la commercialisation et de la privatisation de ce secteur au Népal :

- Lancer une campagne vigoureuse, accompagnée d'actions de lobbying et collectives sur le terrain, en vue d'accroître le financement public de l'éducation et inverser la tendance à la privatisation de l'éducation.
- Lancer une campagne pour améliorer non seulement la qualité de l'enseignement dans les établissements scolaires, qu'ils soient publics ou privés, mais également le bien-être, la protection sociale et les conditions de travail de l'ensemble des personnels de l'éducation. Afin de pouvoir apporter ces changements, il est nécessaire de créer une coalition plus large au sein des écoles et des syndicats de l'éducation pour promouvoir le renforcement de l'enseignement public au Népal.
- Faire preuve de vigilance et s'opposer aux projets visant à introduire des modèles de partenariats public-privé dans le secteur de l'éducation.
- Exiger que les autorités fassent preuve de transparence en ce qui concerne les dépenses pour l'enseignement public, en vue de limiter au maximum l'utilisation à mauvais escient des fonds publics et de s'assurer que les établissements scolaires privés respectent leurs obligations financières, afin de pouvoir identifier les montants non déclarés ou non payés au gouvernement, pour lesquels ils doivent être tenus responsables.
- Faire pression en faveur d'une représentation équitable et égalitaire dans le dialogue social et politique, les groupes de travail des instances gouvernementales, les discussions, les négociations, les communications et les autres espaces pertinents, afin que les responsables politiques, les prestataires privés, les employeurs et les parties prenantes prennent des engagements pour contrôler et réglementer les établissements scolaires privés.
- Organiser régulièrement des consultations auprès des autres acteurs de l'éducation, tels que les élèves, les parents et les personnels de soutien à l'éducation, concernant les relations entre les droits, l'équité et l'inclusion des élèves et des enseignant-e-s et la privatisation de l'éducation au Népal.
- Consolider leurs objectifs au sein de leurs organisations en redirigeant les membres vers les besoins immédiats et les enjeux liés à la reprise post-COVID, en engageant des discussions concernant l'enseignement universel de qualité et en élargissant leurs réseaux à d'autres organisations et syndicats népalais défendant les mêmes idées.

Le rapport recommande également au gouvernement fédéral népalais ce qui suit :

- Accroître considérablement le financement national de l'enseignement public afin d'en améliorer la qualité générale et faire en sorte que les établissements scolaires publics soient correctement équipés d'un large éventail de matériels d'enseignement et d'apprentissage, d'installations adéquates et des infrastructures numériques et informatiques requises pour l'enseignement à distance.
- Soumettre les prestataires de l'enseignement privé à des réglementations financières et opérationnelles plus strictes.
- Garantir aux personnels de l'éducation du secteur privé des protections juridiques, des filets de sécurité et des avantages qui soient identiques à ceux du secteur public. Exemple, le gouvernement fédéral devrait rendre obligatoire l'inscription des personnels enseignants et non

enseignants à un fonds de sécurité sociale financé par des cotisations.

- Mettre en œuvre une stratégie transitionnelle efficace pour les situations d'urgence dans le secteur de l'éducation, afin de pouvoir se préparer à des crises futures de la même ampleur que la pandémie de COVID-19. Ce processus suppose de définir des politiques et des programmes détaillés, notamment des plans d'urgence, des méthodes pédagogiques alternatives, des protocoles de sécurité et des projets globaux et précis pour l'ensemble des parties prenantes.

Pour conclure, le représentant de l'Internationale de l'Éducation, Sagar Nath Pyakurel, a condamné les pratiques des entreprises qui investissent dans l'éducation dans le seul but de profiter des possibilités qui leur sont offertes de réaliser d'énormes bénéfices et de transformer ce secteur en une marchandise.

Prochaines étapes de la lutte contre la privatisation de l'éducation

Dans le cadre de la campagne Réponse mondiale, les deuxième et troisième réunions de planification régionales de cette année seront organisées en septembre, la première ayant eu lieu les 18 et 19 juin à Katmandou.

Les trois syndicats népalais ont créé un comité conjoint pour mener des activités avec la FES, l'organisation finlandaise SASK et ActionAid. Concernant le programme de la FES, le représentant de l'ISTU, Moti Ram Phuyal, travaillera comme personne de contact pour les trois syndicats.

Septembre

Points forts

1. Solidarité avec les collègues d'Iran

En tant que voix des enseignant-e-s et des travailleur-euse-s de l'éducation à travers le monde, l'Internationale de l'Éducation a affiché sa solidarité avec les enseignant-e-s et les citoyen-ne-s iranien-ne-s et a continué de les appuyer dans leur lutte en faveur des droits et de la démocratie. Nous portons leur voix !

En lien avec

Déclaration : en Iran, les enseignant-e-s et les syndicalistes doivent être libéré-e-s immédiatement et sans condition !

L'Internationale de l'Éducation, la fédération mondiale des éducateur-trice-s, condamne l'arrestation d'enseignant-e-s syndicalistes iranien-ne-s et exige leur libération immédiate et inconditionnelle.

La répression ciblée dont sont victimes les enseignant-e-s qui défendent leurs étudiant-e-s, leurs communautés et leurs droits en tant que syndicalistes doit cesser.

Nous dénonçons les arrestations injustifiables de dizaines d'enseignant-e-s dans diverses villes le 1er mai, date destinée à célébrer les travailleur-euse-s du monde entier. Nous exigeons également la fin de la détention et du harcèlement de celles et ceux qui militent pacifiquement pour la libération de leurs collègues.

Les autorités cherchent désespérément à mettre fin aux manifestations syndicales pacifiques contre les bas salaires des enseignant-e-s, l'insuffisance du budget de l'éducation et l'emprisonnement des enseignant-e-s syndicalistes.

Ces arrestations et détentions constituent des violations de la liberté d'association, du droit d'organisation et de la liberté d'expression.

Nous exigeons la libération et le plein respect des droits humains d'Eskander Lotfi (Association professionnelle des enseignant-e-s de Mariwan, et porte-parole du Conseil de coordination de l'Association professionnelle des enseignant-e-s iranien-ne-s) ;

Rasoul Bodaghi (Association professionnelle des enseignant-e-s d'Islamshahr et représentant au Conseil de coordination de l'Association professionnelle des enseignant-e-s iranien-ne-s);

Mohammad Habibi (porte-parole de l'Association professionnelle des enseignant-e-s de Téhéran);

Jafar Ebrahimi (Association professionnelle des enseignant-e-s de Téhéran, inspecteur du Conseil de coordination de l'Association professionnelle des enseignant-e-s iranien-ne-s);

Ali Akbar Baghani (membre du Comité de l'Association professionnelle des enseignant-e-s de Téhéran) ;

Mohsen Omrani (Association professionnelle des enseignant-e-s de Bushehr);

Mahmoud Malaki (Association professionnelle des enseignant-e-s de Bushehr) ;

Reza Amanifar (Association professionnelle des enseignant-e-s de Bushehr);

Asghar Hajeb (Association professionnelle des enseignant-e-s de Bushehr);

Hadi Sadeghzadeh (Association professionnelle des enseignant-e-s de Mashhad);

Shaban Mohammadi (Association professionnelle des enseignant-e-s de Mariwan), arrêté le 11 mai 2022;

Masoud Nikkhah (Association professionnelle des enseignant-e-s de Mariwan)

Nous réitérons également l'appel des syndicalistes de l'éducation du monde entier pour la libération d'Esmail Abdi, ancien dirigeant de l'Association des enseignant-e-s de Téhéran, qui a entamé une grève de la faim le 1er mai. Il a été condamné à être emprisonné jusqu'en 2031 sur base de fausses accusations. Sa longue incarcération et les mauvais traitements subis en prison ont gravement affecté sa santé. La famille d'Esmail (sa femme, ses deux filles et son fils) est harcelée et persécutée par les forces de sécurité et court un risque sérieux.

L'Internationale de l'Éducation **appelle le gouvernement iranien à :**

- Abandonner sans condition toutes les charges et libérer Esmail Abdi et les autres syndicalistes et défenseur-e-s des droits humains emprisonné-e-s en Iran.
- Respecter et faire respecter le droit des enseignant-e-s et des travailleur-euse-s de l'éducation à s'organiser ainsi qu'à la liberté d'association et à la liberté d'expression, y compris le droit de réunion pacifique, sans crainte d'intervention des autorités.
- Institutionnaliser le dialogue avec les organisations représentatives des enseignant-e-s et du personnel éducatif sur les questions liées à la politique éducative et aux enseignant-e-s.
- Respecter les droits et la vie privée des membres de la famille d'Esmail Abdi et des dirigeant-e-s emprisonné-e-s et assurer leur sécurité et leur bien-être.

Résolution du Bureau exécutif de l'Internationale de l'Éducation

Lors de la réunion du Bureau exécutif de l'Internationale de l'Éducation du 2 décembre, l'organisation internationale a adopté une [résolution exigeant le respect des « droits des enseignant-e-s et des travailleur-euse-s de l'éducation à s'organiser](#), ainsi qu'à la liberté d'association et à la liberté d'expression, y compris le droit de réunion pacifique, sans crainte d'une intervention des autorités. »

Les enseignant-e-s iraniens continuent d'être confronté-e-s à la répression, malgré la récente libération de responsables syndicaux

Le mois dernier, l'Internationale de l'Éducation s'est félicitée de la libération sous caution de trois militants syndicaux enseignants iraniens. Ils faisaient partie des nombreux enseignants qui ont

été arrêtés et détenus depuis le 1er mai en Iran. Malgré cette bonne nouvelle, la CCITTA et l'Internationale de l'Éducation appellent la communauté internationale des enseignant-e-s à maintenir la pression sur le gouvernement iranien.

Eskandar Lotfi, Shaban Mohammadi et Masoud Nikkhah sont tous trois membres du conseil d'administration de la *Teachers' Trade Association* de Mariwan, dans la province du Kurdistan, en Iran. Lotfi est également le porte-parole du *Coordinating Council of Iranian Teachers' Trade Associations* (CCITTA), affilié à l'Internationale de l'Éducation.

Les trois militants des droits des enseignant-e-s ont été arrêtés lors de [la vague de répression qui a visé les enseignant-e-s dans tout le pays autour du 1er mai 2022](#). Les autorités voulaient à tout prix mettre fin aux manifestations syndicales pacifiques contre les mauvais salaires des enseignant-e-s, l'insuffisance du budget de l'éducation et l'emprisonnement de syndicalistes enseignants. Depuis, les autorités ont arrêté, convoqué, enquêté et/ou interrogé plus de deux cents enseignant-e-s sur la base d'accusations de sécurité nationale sans fondement et fausses, violant ainsi leurs droits à la liberté d'association, d'organisation et d'expression.

Lotfi a finalement été libéré sous caution le 17 août 2022, et Mohammadi et Nikkhah le 20 août. Tous trois se sont vu imposer des cautions disproportionnées pour leur libération et doivent encore être jugés.

Plusieurs des enseignant-e-s arrêté?e?s autour du 1er mai sont toujours emprisonné?e?s, parfois en isolement, comme Rasoul Bodaghi, Jafar Ebrahimi et Mohammad Habibi.

Pendant sa détention, Lotfi, ainsi que d'autres enseignant-e-s détenu?e?s, a entamé une grève de la faim pour protester contre les actions illégales et répressives des forces de sécurité. Ses collègues l'ont exhorté à mettre fin à sa grève de la faim au bout de dix jours en raison de la grave détérioration de son état de santé. Les familles de nombreux?euse militant?e?s syndicaux?ales emprisonné?e?s ont également publié une lettre ouverte commune pour dénoncer leur maintien en détention illégale et leurs conditions de détention inacceptables.

La CCITTA a salué la libération de ses trois membres, mais a fermement condamné les lourdes cautions qui ont été émises pour leur libération : « Des cautions aussi lourdes sont absolument injustifiées et exercent une pression extrême sur ces militants syndicaux, leurs familles et leurs collègues qui doivent mettre leur maison et leurs biens en garantie en lieu et place d'argent ».

L'organisation des enseignant-e-s a exprimé sa gratitude envers l'Internationale de l'Éducation et ses affiliés dans le monde entier pour leur solidarité et a appelé à leur soutien continu : « La CCITTA apprécie de tout cœur le soutien permanent de notre fédération syndicale mondiale, l'Internationale de l'Éducation, et de toutes les organisations d'enseignants et de syndicats du monde entier pour leur soutien et leur solidarité. Nous comptons sur votre soutien continu pour faire en sorte que tous les enseignants et militants syndicaux emprisonnés en Iran soient libérés et que nos droits internationalement reconnus soient respectés. »

Les enseignant-e-s iranien-ne-s défendent depuis longtemps leur droit à l'auto-organisation, de meilleures conditions de travail et un enseignement public gratuit et de qualité pour toutes et tous. Il-elle-s ont également été à l'avant-garde de la lutte contre les assauts croissants de la privatisation du système éducatif.

Le Secrétaire général de l'Internationale de l'Éducation, David Edwards, a salué le courage des enseignant-e-s et des travailleur-euse-s iranien-ne-s : « Le niveau de bravoure face à une telle violence et injustice dépasse ce que beaucoup d'entre nous peuvent comprendre ou imaginer ». Appelant la communauté internationale des enseignant-e-s à maintenir la solidarité, il a réitéré l'appel de l'Internationale de l'Éducation à la libération immédiate et inconditionnelle de tous les enseignant-e-s et travailleur-euse-s en Iran.

En décembre 2021, le Bureau exécutif de l'Internationale de l'Éducation a adopté une [résolution exigeant le respect des « droits des enseignant-e-s et des travailleur-euse-s de l'éducation à s'organiser et à la liberté d'association et d'expression, y compris le droit de réunion pacifique, sans crainte d'intervention des autorités. »](#)

L'Internationale de l'Éducation réitère également son appel à la libération d'Esmail Abdi, ancien dirigeant de la Tehran Teacher Association. Il a été condamné jusqu'en 2031 sur la base d'accusations forgées de toutes pièces. La longue incarcération et les mauvais traitements en prison ont gravement affecté sa santé. La famille d'Esmail (sa femme, ses deux filles et son fils) est harcelée et victimisée par les forces de sécurité et encourt un risque sérieux.

La répression ciblée contre les enseignant-e-s qui défendent leurs élèves, leurs communautés et leurs droits en tant que syndicalistes doit cesser. Les enseignant-e-s syndicalistes en Iran ont plus que jamais besoin de solidarité.

Iran: L'Internationale de l'Education exhorte les autorités à respecter les droits humains dans le climat de protestations à l'échelle nationale.

L'Internationale de l'Education est solidaire des manifestantes et manifestants qui descendent courageusement dans les rues partout en Iran pour exiger des autorités qu'elles respectent les droits humains.

Depuis des mois, les enseignant-e-s, les travailleur-euse-s et les syndicalistes d'Iran exercent leur droit fondamental à la liberté de réunion. Au lieu d'engager un dialogue avec les manifestant-e-s, les autorités iraniennes répondent par la répression, la violence et les arrestations.

La récente mort extrajudiciaire de Mahsa Amini, 22 ans, décédée suite à sa garde à vue après avoir été arrêtée pour une prétendue enfreinte aux règles de tenue vestimentaire des femmes, est choquante. Mahsa Amini est une nouvelle victime de la répression continue et de la discrimination systématique du régime iranien envers les femmes et les travailleur-euse-s.

L'Internationale de l'Education rejette fermement toute persécution étatique pour activité syndicale et rapportera à nouveau les détentions abusives de syndicalistes enseignants auprès de l'Organisation internationale du travail (OIT).

L'Internationale de l'Education est également en liaison avec Amnesty International qui a adopté comme prisonnier d'opinion Esmail Abdi, ancien Secrétaire général de l'Association professionnelle des enseignant-e-s de Téhéran. Esmail Abdi est emprisonné depuis 2016 sous de fausses accusations de « propagande contre l'État ».

L'Internationale de l'Education continuera d'exiger des autorités et du gouvernement iraniens :

- la libération immédiate de tous les syndicalistes détenus en raison de leurs activités syndicales ;
- la garantie et la protection du droit à la liberté d'association et de réunion pour tous les citoyens et citoyennes d'Iran.

L'Internationale de l'Education reste déterminée à faire campagne pour le respect des droits humains fondamentaux des travailleur·euse·s en Iran.

Iran: L'Internationale de l'Education exige la libération inconditionnelle de deux syndicalistes enseignants français

L'Internationale de l'Education (IE) condamne fermement le stratagème cruel utilisé par les autorités iraniennes pour extorquer une déclaration à deux syndicalistes français qui sont actuellement emprisonnés en tant qu'"otages d'Etat".

Cécile Kohler et Jacques Paris, deux syndicalistes enseignants membres de Force ouvrière France, ont été arrêtés lors d'un voyage touristique privé en Iran en mai 2022.

L'IE, organisation qui défend les libertés d'association et d'expression dans le monde, exige leur libération immédiate et inconditionnelle et leur retour en toute sécurité auprès de leurs familles.

L'IE exprime sa solidarité et son soutien total aux collègues détenus, à leur syndicat et à toutes les personnes qui souffrent de persécution en Iran.

Les syndicats mondiaux condamnent la brutalité des autorités iraniennes et demandent la libération des syndicalistes emprisonnés

La Confédération syndicale internationale (CSI), la Commission syndicale consultative auprès de l'OCDE (TUAC) et les Fédérations syndicales internationales (FSI) condamnent la brutalité persistante des autorités iraniennes à l'encontre de leur propre peuple et appellent à une pression internationale accrue contre le régime.

Une centaine de personnes ont été tuées et beaucoup d'autres blessées alors que la colère populaire suscitée par l'assassinat de Mahsa Amini ne faiblit pas. Mahsa Amini a été tuée par la police religieuse pour n'avoir pas respecté le code vestimentaire draconien en vigueur dans le pays.

« L'ensemble du mouvement syndical international rend hommage à l'incroyable courage des personnes qui s'opposent à la répression odieuse orchestrée par les dirigeants de la théocratie iranienne. La résistance est portée par des femmes et des jeunes filles qui, au péril de leur vie, cherchent à mettre fin à la misogynie et à l'asservissement des droits fondamentaux qui sont l'essence même de l'élite religieuse et politique. Nous leur témoignons notre profonde estime et notre solidarité », a déclaré Sharan Burrow, Secrétaire générale de la CSI.

« Les récentes arrestations de syndicalistes iraniens et internationaux sont une tentative désespérée du régime de faire taire ses critiques et de faire croire que l'indignation du public est fabriquée de l'extérieur. Les travailleurs et travailleuses d'Iran et leurs frères et sœurs du monde entier connaissent la vérité et demandent leur libération immédiate », a ajouté Steve Cotton,

Président du Conseil des Global Unions (CGU) et Secrétaire général de la Fédération internationale des ouvriers du transport (ITF).

Les travailleurs et travailleuses de tous les secteurs ont été à l'avant-garde de la lutte pour les droits en Iran, qui affiche l'un des pires bilans au monde en matière de droits des travailleurs et travailleuses.

De nombreux syndicalistes purgent des peines de prison pour avoir défendu les droits fondamentaux des travailleurs et travailleuses et l'Iran occupe le cinquième rang (aucune garantie des droits) dans le classement mondial des droits de la CSI de 2022.

Nous demandons la libération de tous les syndicalistes emprisonnés et de toutes les autres personnes injustement détenues en Iran.

Résolution du Bureau exécutif sur la solidarité envers les femmes et les filles en Iran

Le 16 septembre 2022, Mahsa Amini a été arrêtée par une patrouille de la « police de la moralité » en Iran pour avoir prétendument porté un foulard mal ajusté, violant ainsi les lois iraniennes sur les tenues vestimentaires. Elle a été battue et a fini par perdre la vie. Sa mort a suscité des réactions et des protestations furieuses chez les femmes et les filles iraniennes, qui ont publié des vidéos sur les médias sociaux (hashtag #Mahsa_Amini) les montrant en train de retirer leur foulard et de se couper les cheveux. Des femmes du monde entier en ont fait de même en signe de solidarité. Leur mouvement de contestation s'est rapidement propagé dans la capitale Téhéran et dans de nombreuses autres communautés à travers l'Iran.

Au cours des jours qui ont suivi, des écolières sont apparues de façon croissante au premier rang des protestations contre le régime. La communauté internationale a largement soutenu ces manifestations.

Ce mouvement de protestation s'est heurté à la campagne de désinformation du gouvernement, qui a nié toute responsabilité dans la mort d'Amini, ainsi qu'à un incroyable déchaînement de violence de la part des forces de sécurité, qui ont ciblé et attaqué des écoles au cours de leur brutale répression.

Au regard des événements qui se déroulent actuellement en Iran, ainsi que des décennies d'oppression des femmes et de suppression de leurs droits, le 60e Bureau exécutif de l'Internationale de l'Éducation, réuni à Bruxelles les 9 et 10 novembre 2022 :

- a. dénonce les atteintes du gouvernement iranien aux droits fondamentaux et à la vie des femmes et des filles ;
- b. demande aux autorités iraniennes de mettre fin à la violence à l'encontre des femmes et des filles et appelle les autorités à adopter une législation qui consacre le droit des femmes à la liberté d'association, la liberté d'expression, l'intégrité physique et la sécurité de leur personne ;
- c. demeure solidaire des syndicats de l'éducation iraniens dans leur lutte pour le droit à une éducation publique gratuite et de qualité pour toutes et tous et pour l'égalité des genres à tous les niveaux de la société ;

d. appelle à la solidarité internationale avec le peuple iranien et à une intensification des pressions exercées sur le régime iranien afin de le tenir pour responsable de ses politiques et actions répressives à l'encontre des femmes et des filles ;

e. appelle les organisations membres de l'IE à envoyer des lettres et des messages de protestation aux autorités iraniennes exigeant la fin des attaques violentes contre les femmes et les filles et le plein respect de leurs droits humains fondamentaux.

#16Jours | Femme, vie, liberté !

La mort de Jina Mahsa Amini, une jeune femme kurde iranienne a déclenché depuis septembre des protestations à travers l'Iran. Les personnels de l'éducation et la population étudiante ont été parmi les premiers à [faire grève pour protester](#) contre la brutalité du régime islamique et soutenir les iraniennes et les iraniens luttant pour leur liberté.

En tant que voix des personnels éducatifs à travers le monde, l'Internationale de l'Éducation a [exprimé sa solidarité](#) avec le peuple iranien et condamné les violations des droits humains par le régime islamique. Cet appel a trouvé écho à l'échelle internationale à travers la [résolution](#) adoptée il y a peu par la Confédération syndicale internationale. A l'échelle nationale, malgré les [efforts menés par les syndicats pour sensibiliser](#) sur la question, l'enseignante et syndicaliste irano-néerlandaise Khazar Lotfi réfléchit sur la réponse sociétale qui n'a pas permis de réellement soutenir la résistance féminine en Iran et sur la nécessité de l'amplifier.

L'éducation compte et ne devrait jamais être détournée afin d'opprimer ou de soumettre un peuple de quelque façon. Toutefois, c'est précisément la situation (et pire encore) en Iran où la communauté éducative est réprimée par le régime islamique. Les écoles ne sont pas protégées et le milieu éducatif qui devrait être un sanctuaire de connaissances et de croissance a été transformé en champ de bataille par les forces du régime qui s'en prennent cruellement aux personnes manifestant, sans distinction d'âge.

« C'est effrayant » me dit ma cousine. Elle profite des rares fois où elle parvient à contourner les restrictions numériques imposées par les autorités pour partager ses inquiétudes et ses espoirs pour le pays et son avenir. L'une de ses luttes personnelles concerne son fils de douze ans qui insiste pour « qu'ils fassent quelque chose » car le pays est en feu. Comme de nombreux enfants en Iran, il ressent l'urgence de contribuer aux soulèvements actuels. Et comme nombre de parents, ma cousine s'inquiète pour la vie de son enfant. D'après les activistes et juristes, au moins [700 jeunes ont été détenu-e-s](#) jusqu'à présent et [plus de 50 ont été tué-e-s](#). Le ministre de l'Éducation Yousef Nouri a reconnu qu'un nombre non communiqué d'enfants sont actuellement placés dans des « [centres psychologiques](#) », notoirement violents, aux fins de redressement et de rééducation. La situation dans mon pays d'origine est grave, c'est le moins que l'on puisse dire.

Depuis le décès de Jina Mahsa Amini il y a plus de deux mois, le peuple iranien proteste pour recouvrer sa liberté aux mains du régime islamique qui tient le pays en otage depuis 1979. La femme kurde iranienne de 22 ans est décédée en détention des suites de graves sévices commis par la police de la moralité à Téhéran début septembre, après avoir été arrêtée pour port inapproprié du voile islamique, conformément aux strictes lois du régime théocratique. Sa mort a enragé les Iraniennes et les Iraniens qui sont privé-e-s de leurs droits humains élémentaires

depuis des décennies et a donné lieu à des manifestations nationales.

Ma cousine et moi avons le même sang mais j'ai échappé aux mêmes luttes car mes parents ont fui la République islamique lorsque j'avais trois ans. Je me demande si j'aurais été aussi indifférente vis-à-vis de l'état du pays, à l'image de la plupart de mes collègues et connaissances aux Pays-Bas, si mes origines avaient été différentes. Toutefois, je suis également éducatrice et en tant que telle, je frissonne d'horreur lorsque j'entends les rapports d'assassinats d'enfants ou vois des vidéos d'étudiantes et étudiants attaqué-e-s, frappé-e-s et arrêté-e-s dans leurs [campus](#). Cela me rappelle nos salles de classe vides pendant la Covid, le sentiment d'inquiétude en traversant les bâtiments scolaires abandonnés et la tristesse de voir une école sans enfants. Mais au moins, je savais que les élèves n'étaient pas la cible de violence. Cela doit être terrible pour une enseignante ou un enseignant en Iran de craindre pour la vie de ses élèves.

Le Cooperative Council of Iranian Teachers Trade Associations a été le premier à appeler ouvertement les personnels éducatifs et la population étudiante à faire [grève afin de protester contre la brutalité du régime islamique](#). Pour empêcher le monde d'être témoin de leurs actes odieux, les autorités iraniennes ont par ailleurs eu recours à la [censure numérique](#). Dans ce contexte, l'attention et la prise de conscience internationales sur la situation épouvantable du pays n'en sont que plus urgentes. Le bilan actuel est estimé à plus de [400 décès](#) et environ [14 000 personnes ayant manifesté, sont a présent en détention et risquent la peine de mort](#) après la [déclaration de 227 parlementaires appelant à leur exécution](#).

Cela fait plus de sept ans que je ne me suis pas rendue dans mon pays de naissance, que je n'ai pas embrassé mes tantes ou passé du temps avec mes cousines. Aujourd'hui, chaque image d'Iran que je vois montre des gens qui me font penser à elles. Quand je vois des filles brûler leurs voiles, cela me rappelle l'arrestation de ma cousine en plein été pour tenue inappropriée (son pantalon était trop court et laissait apparaître ses chevilles) ; lorsque je vois des gens danser sans se cacher dans la rue, cela me rappelle les mariages auxquels j'ai assisté où tous les invités enfrenaient la loi séparant hommes et femmes en dansant et en célébrant ensemble en secret tout en craignant l'intervention des agents du régime; et lorsque je vois des jeunes jouer aux cartes en guise de protestation, cela me rappelle ma pieuse grand-mère mélanger un jeu de cartes pour occuper ses heures passées seule chez elle depuis le départ à l'étranger de tous ses enfants dans les années 90.

La résistance des femmes en Iran s'élève contre l'appareil misogyne et violemment répressif du régime totalitaire mais seuls quelques personnes et médias occidentaux ont communiqué de manière satisfaisante sur ces protestations ou sur les manifestations massives de la diaspora à l'étranger, comme [celle historique à Berlin](#) où au moins 80 000 personnes se sont rassemblées afin d'exprimer leur soutien avec les manifestations. Les Pays-Bas en particulier sont restés lâchement silencieux sur la question. Des ministres à ses féministes « blanches », les protestations ont soit été réduites à la question du port obligatoire du voile dans la République islamique, soit donné simplement lieu à des actes symboliques dépourvus de substance, plutôt que de réprimandes réelles, négligeant le fait que les droits des femmes constituent des droits humains et vont au-delà du droit à l'autodétermination en matière de tenue vestimentaire.

Je reconnais que l'Iran a une histoire compliquée pour celles et ceux qui ne la connaissent pas bien, mais en tant qu'éducatrices et éducateurs, nous devons éduquer et être éduqué-e-s et, quoi qu'il arrive, nous devons toujours nous exprimer contre l'injustice et l'oppression.

L'éducation compte et ne devrait jamais être détournée pour opprimer ou contraindre le peuple de quelque façon. En tant que syndicalistes, nous devrions par conséquent, amplifier les voix de nos collègues et de leurs élèves en Iran, dont la liberté et les vies sont menacées, et défendre leurs droits. Nous devrions écouter, lire, enseigner et ne jamais hésiter à lutter pour défendre ce qui est juste et à porter le message « femme, vie, liberté ! ».

2. Sommet sur la transformation de l'éducation

L'Internationale de l'Éducation a porté la voix de la profession enseignante auprès des leaders mondiaux lors du Sommet sur la transformation de l'éducation. Ce sommet des Nations Unies a abouti à la création d'une Commission mondiale sur la profession enseignante.

L'Internationale de l'Éducation appelle à un nouveau pacte pour les enseignant·e·s lors du pré-Sommet sur la transformation de l'éducation

Les points de vue des éducateur·trice·s sur les progrès, les défis et les stratégies pour l'avenir de l'éducation figureront tous dans la contribution de l'Internationale de l'Éducation au Pré-Sommet sur la transformation de l'éducation de l'UNESCO, qui se tiendra du 28 au 30 juin à Paris, en France.

Le pré-Sommet précède le premier Sommet sur la transformation de l'éducation (STE), qui aura lieu le 19 septembre à New York, aux États-Unis. Cette réunion mondiale des chef·fe·s d'État, convoquée par le Secrétaire général des Nations Unies, vise à mobiliser l'ambition politique, l'action, les solutions et la solidarité pour accélérer les progrès en matière d'éducation dans le cadre de l'Agenda 2030 et transformer l'éducation.

« Les gouvernements doivent investir davantage dans l'enseignement public, un service public crucial et essentiel pour la reprise après la pandémie. Ils doivent investir davantage dans les enseignantes et enseignants et les personnels de soutien à l'éducation, les facteurs les plus importants pour parvenir à une éducation de qualité. Nous devons nous lever pour défendre le droit de chaque étudiante et étudiant à avoir des enseignantes et enseignants qualifiés et bien soutenus, ainsi qu'un environnement d'apprentissage de qualité. Transformer l'éducation commence par un nouveau pacte pour les enseignantes et enseignants. »

David Edwards | Secrétaire général de l'Internationale de l'Éducation

Le Sommet sur la transformation de l'éducation est une réponse à plusieurs crises dans le domaine de l'éducation. Il s'agit notamment des pertes d'apprentissage liées à la pandémie, des inégalités renforcées et exacerbées et des coupes dans les budgets de l'éducation à l'échelle mondiale. Il vise également à redynamiser les efforts nationaux et mondiaux pour atteindre l'[Objectif de développement durable \(ODD4\)](#) sur l'éducation.

Mettre en œuvre une action mondiale pour l'éducation

En préparation du Sommet sur la transformation de l'éducation, un processus participatif à travers trois axes de travail croisés - [consultations nationales](#), pistes d'action thématiques,

[engagement](#) et mobilisation du public - a été mis en place.

Les [pistes d'action thématiques](#) se concentrent sur cinq domaines identifiés comme conditions préalables au progrès sur l'ODD4. Ces domaines sont également considérés comme essentiels pour transformer les systèmes éducatifs et devraient encourager les engagements et les initiatives des pays.

Les voici:

1. Écoles équitables, sûres et saines
2. Apprentissage et compétences pour la vie, le travail et le développement durable
3. Enseignant-e-s, enseignement et profession enseignante
4. Apprentissage numérique
5. Financement de l'éducation (national et international)

Le [pré-Sommet](#) de Paris est une réunion préparatoire des ministres du gouvernement, y compris les ministres de l'éducation et des finances, avant le Sommet sur la transformation de l'éducation. Le secteur de l'éducation, y compris l'Internationale de l'Éducation, discutera en profondeur des progrès réalisés, des nouveaux défis et des stratégies pour faire avancer l'éducation. Les conclusions de la réunion éclairent les engagements et les appels à l'action qui seront adoptés en septembre. Le 28 juin, une journée d'engagement mondial comprendra des réunions techniques sur les pistes d'action thématiques et l'engagement avec les principales parties prenantes. L'engagement à haut niveau entre les ministres et les parties prenantes aura lieu les 29 et 30 juin.

Investir dans les enseignant-e-s, transformer l'éducation

Le plaidoyer de l'Internationale de l'Éducation se concentre sur la nécessité d'augmenter la taille et la part du financement de l'éducation afin de garantir un enseignement public gratuit et de qualité pour tout-e-s les étudiant-e-s. Il appelle les pays à investir au moins 6 % du produit intérieur brut ou 20 % des dépenses publiques totales dans l'enseignement public.

Une partie importante de cet investissement doit concerner les enseignant-e-s et les personnels de soutien à l'éducation. Des enseignant-e-s qualifié-e-s et des personnels de soutien à l'éducation bénéficiant de conditions d'emploi décentes sont la condition préalable à une éducation de qualité.

L'augmentation de la taille des budgets nationaux exige une justice fiscale nationale et mondiale. Outre l'augmentation de l'assiette fiscale au niveau national, il est essentiel de veiller à ce que les entreprises privées paient leur juste part d'impôts et à ce que les pratiques d'évasion fiscale soient supprimées. L'austérité doit être rejetée. De même, un financement équitable devrait être développé pour déployer des ressources dans les zones géographiques, les institutions et les communautés qui en ont le plus besoin.

Pour en savoir plus sur le Sommet STE, veuillez [cliquer ici](#).

Les sessions de haut niveau du pré-sommet seront diffusées en direct sur le [site Web de l'UNESCO](#).

Transformer le financement de l'éducation

Face à la bombe à retardement qui menace le secteur de l'éducation, les chef-fe-s d'État et de gouvernement se réuniront à New York au mois de septembre prochain pour participer à un [Sommet historique sur la transformation de l'éducation](#). Si les chef-fe-s d'État et de gouvernement n'ont jamais été convoqué-e-s pour se concentrer exclusivement sur l'éducation, cette initiative est aujourd'hui jugée plus qu'urgente compte tenu du ralentissement des progrès en faveur des objectifs pour l'éducation fixés par la communauté internationale et de la crise aiguë que traverse le financement de l'éducation. Un grand nombre de systèmes éducatifs étaient déjà systématiquement sous-financés avant que la COVID-19 et l'invasion de l'Ukraine ne viennent s'ajouter aux pressions existantes et l'on observe aujourd'hui, pour la première fois depuis une génération, un resserrement des budgets de l'éducation dans de nombreux pays. La principale réunion préparatoire, qui accueillera les ministres de l'Éducation du monde entier du 28 au 30 juin à Paris, doit déboucher sur des décisions majeures concernant le financement de l'éducation dans au moins six domaines.

Premièrement, il est désormais essentiel de **se concentrer en priorité sur le financement national**. Au cours de ces quarante dernières années, la plupart des réunions et documents politiques internationaux consacrés à l'éducation ont accordé la priorité à l'aide internationale ou aux prêts concessionnels. Toutefois, ces modalités budgétaires ne représentent que 3 % du financement de l'éducation. [Plus de 97 %](#) du financement provient de sources nationales. Envisager cette question sous un nouveau jour s'inscrit donc dans la perspective de décoloniser l'approche actuelle du financement de l'éducation et d'aller au-delà du transfert Nord-Sud des ressources, afin de trouver des solutions universelles, durables et systémiques. La [dernière version du document de réflexion sur le financement de l'éducation](#) confirme ce qui précède et renforce le [critère de référence international bien établi](#), appelant les gouvernements à allouer entre 15 et 20 % de leurs budgets nationaux à l'éducation. Il est donc important de renouveler les engagements à cet égard, notamment pour les gouvernements qui n'atteignent pas ce pourcentage. Toutefois, même 20 % d'un petit gâteau reste un petit montant et il est par conséquent urgent de se recentrer sur la taille même du gâteau. En d'autres termes, il est nécessaire d'aller au-delà de la zone de confort de la plupart des gens qui travaillent dans le domaine de l'éducation au plan international.

Deuxièmement, l'accent doit être mis sur la taille des budgets nationaux globaux et en particulier sur les **mesures fiscales**. En moyenne, le [ratio impôt/PIB](#) d'un pays à faible revenu représente à peine 16 %, loin derrière les pays à revenu moyen où il avoisine les 30 % et les pays à revenu élevé où il est souvent supérieur à 40 %. Le Fonds monétaire international (FMI) estime que la plupart des pays pourraient augmenter ces ratios de [cinq points de pourcentage](#) d'ici 2030, ce qui permettrait de [multiplier par deux](#) les dépenses pour l'éducation, la santé et d'autres services. Face à la flambée du coût de la vie partout dans le monde, il importe que l'élargissement des recettes fiscales soit basé sur des [réformes en faveur d'une taxation progressive](#) ciblant les revenus et la richesse des particuliers et des entreprises disposant du plus de moyens. Cependant, les mesures nationales doivent s'accompagner de mesures internationales afin de s'assurer que les réglementations fiscales mondiales soient établies équitablement, par exemple au travers d'une [Convention des Nations Unies en matière de fiscalité](#), comme l'ont récemment demandée les [ministres africain-e-s des Finances](#).

Troisièmement, des mesures doivent être prises pour **endiguer la nouvelle crise de la dette mondiale** : un grand nombre de pays dépensent plus pour [le service de la dette](#) que pour

l'éducation et la santé. Il s'agit également d'un domaine où des mesures internationales ambitieuses s'avèrent nécessaires, allant bien au-delà de la récente [initiative de suspension du service de la dette](#) qui a offert trop peu d'aide à trop peu de pays au plus fort de la COVID-19. Tout pays qui consacre plus d'argent au service de la dette qu'à l'éducation doit se voir accorder la priorité pour la renégociation et la restructuration de la dette au travers de nouveaux mécanismes.

Quatrièmement, il est essentiel d' **abandonner les politiques d'austérité** et de mettre fin, en particulier, aux pressions visant à réduire la masse salariale du secteur public. L'étude [Global Austerity Alert](#) dresse un tableau alarmant de la situation, tandis que le FMI lui-même se dit inquiet, estimant qu'un [retour prématuré à l'assainissement budgétaire](#) pourrait avoir des conséquences dommageables, bien que l'austérité soit souvent sa première recommandation adressée aux gouvernements nationaux. Cette situation touche plus durement l'éducation, où il est recommandé de [réduire la masse salariale du secteur public](#). Le personnel enseignant représente le groupe le plus important de la masse salariale du secteur public. Par conséquent, tout resserrement ou gel des budgets finit par bloquer le recrutement de nouveaux effectifs (même en cas de pénurie) et les revalorisations salariales (même lorsque les rémunérations correspondent au barème minimum). Le FMI pourrait transformer le financement de l'éducation en s'engageant sans équivoque à cesser le recours à ces contraintes et à encourager activement les pays à accroître le pourcentage du PIB consacré à la masse salariale. Rien n'est plus important pour la qualité de l'apprentissage que celle du personnel enseignant.

Le cinquième domaine de transformation crucial consiste à **changer les mentalités**. Les cycles économiques étant basés sur le court et moyen terme, les ministres des Finances considèrent les dépenses pour l'éducation comme une simple « consommation », mais à long terme, investir dans l'éducation est probablement la mesure économique la plus intelligente qu'un pays puisse faire. Il est nécessaire de s'orienter vers une vision à plus long terme, où l'investissement dans l'éducation est considéré comme une contribution au développement économique et social, facilitant un dialogue plus stratégique et reconnaissant que ce secteur fait partie de l'infrastructure de base d'un pays. Raison pour laquelle, les budgets de l'éducation doivent être protégés, même au plus fort d'une période de récession.

Sixième et dernier point, si **l'aide et les prêts concessionnels pour l'éducation** ont évidemment un rôle à jouer, ils ne doivent pas être au centre des priorités. Le plus évident est sans doute que les donateurs doivent respecter leur engagement à consacrer 0,7 % du PNB à l'aide et celui attendu des gouvernements, visant à allouer entre 15 et 20 % de cette aide à l'éducation (et non 8 %, comme c'est le cas actuellement). Toutefois, cette aide doit s'accompagner d'un vaste plan de solidarité envers les pays bénéficiaires qui respecte leur souveraineté, être harmonisée et alignée sur les plans nationaux pour l'éducation établis par les gouvernements avec leurs citoyen-ne-s. Accroître l'aide humanitaire pour l'éducation doit également devenir une priorité.

Les six points développés ici représentent une refonte totale et une approche transformatrice de l'augmentation du montant du financement pour l'éducation, recueillant déjà un large soutien. Tout cela doit bien entendu s'accompagner de mesures pour assurer une allocation des fonds qui soit équitable, efficace et responsable – un ensemble de questions également développées dans le [document de réflexion officiel sur le financement de l'éducation](#).

En résumé, il s'agit de **renforcer les quatre éléments suivants** : la **taille** du budget gouvernemental global (déterminée par les impôts, la dette, les politiques macroéconomiques, le commerce, etc.) ; la **part** du budget consacrée à l'éducation ; la **pertinence** du budget de l'éducation (fondée sur l'équité, vue de manière transversale, et l'efficacité) ; et l'**examen approfondi** du budget de l'éducation, afin que les ressources soient déboursées, dépensées et suivies de façon transparente et responsable et qu'elles puissent bénéficier aux communautés les plus défavorisées.

Tous ces éléments réunis pourraient donner naissance à un *pacte mondial pour l'éducation* qui associerait des engagements nationaux plus fermes et des mesures internationales en ce qui concerne la problématique du financement de l'éducation. Si nous souhaitons réellement transformer les systèmes d'éducation publics dans le monde, il est essentiel de préparer un pacte ambitieux et de le soumettre à la décision des chef-fe-s d'État et de gouvernement qui se réuniront à New York en septembre.

Lire le document d'information « [L'éducation face à l'austérité. Pourquoi il faut mettre fin aux réductions de la masse salariale du secteur public qui minent les enseignant.e.s et les systèmes d'enseignement public](#) » (Internationale de l'Éducation et ActionAid).

La transformation de l'éducation passe par un Nouveau Pacte avec les enseignant.e.s

L'Internationale de l'Éducation a fait entendre la voix des enseignant.e.s et du personnel de soutien du monde entier lors du pré-sommet Transformer l'éducation organisé par l'UNESCO à Paris du 28 au 30 juin.

Le pré-sommet a réuni les ministres et vice-ministres de l'Éducation de 154 pays, ainsi que près de 2.000 participant.e.s. L'événement avait pour objectif de dynamiser l'action mondiale en matière d'éducation, en prévision du sommet « ?Transformer l'éducation? » qui se tiendra le 19 septembre à New York. Organisé à l'initiative du secrétaire général des Nations Unies, Antonio Guterres, le sommet Transformer l'éducation réunira des chefs et cheffes d'État afin de mobiliser l'ambition politique, les actions, les solutions et la solidarité pour accélérer les progrès vers l'Objectif de développement durable n° 4 concernant l'accès à une éducation de qualité pour tou.te.s.

Pour la première fois, les dirigeant.e.s mondiaux se réuniront pour mettre l'accent sur l'éducation, un secteur gravement touché par les pertes d'apprentissage liées à la pandémie, l'aggravation et l'exacerbation des inégalités et les coupes budgétaires dans l'éducation au niveau mondial.

« ?Le sommet nous donne l'occasion de construire des systèmes éducatifs résilients, capables de fournir l'éducation inclusive de qualité à laquelle les élèves ont droit et qu'ils et elles méritent. Des systèmes dans lesquels les enseignant.e.s jouent un rôle central. Les gouvernements doivent investir dans les personnels et leur garantir des conditions de travail décentes pour enrayer la pénurie. Les gouvernants doivent impliquer les enseignant.e.s dans les décisions politiques par le biais du dialogue social. Ils et elles doivent faire confiance aux enseignant.e.s et

respecter leur autonomie professionnelle. La transformation de l'éducation passe par un Nouveau Pacte avec les enseignantes et enseignants.?»

David Edwards, secrétaire général de l'Internationale de l'Education

Les discussions du sommet s'articulent autour de cinq pistes d'action identifiées comme des conditions préalables à la réalisation de l'Objectif de développement durable n°4 et essentielles à la transformation des systèmes éducatifs. Les pays sont encouragés à prendre des engagements et des initiatives dans les domaines suivants :

1. Écoles équitables, sûres et saines
2. Apprentissage et compétences pour la vie, le travail et le développement durable
3. Enseignant.e.s, enseignement et profession enseignante
4. Apprentissage numérique
5. Financement de l'éducation (national et international)

Un Nouveau Pacte avec les enseignant.e.s

Lors du pré-sommet, l'Internationale de l'Education a appelé à un Nouveau Pacte avec les enseignant.e.s et le personnel de soutien à l'éducation comme condition préalable à toute transformation significative de l'éducation. Dans le cadre de ce New Deal, les gouvernements doivent?:

1. Accroître les investissements dans des systèmes d'éducation publics de qualité.
2. Garantir les droits du travail, ainsi que des conditions de travail décentes.
3. Investir dans la formation et le développement professionnels des enseignant.e.s
4. Faire confiance aux enseignant.e.s et respecter leurs compétences pédagogiques.
5. Impliquer les enseignant.e.s dans les décisions politiques par le dialogue social.

Sans enseignant.e.s, les écoles ne sont que des bâtiments

Michelle Codrington Rogers, professeure de citoyenneté au Royaume-Uni et ancienne présidente du syndicat NASUWT, a pris la parole lors du pré-sommet et a délivré un message puissant de la part des enseignant.e.s du monde entier aux décideurs présents lors de l'événement?:

«?Valorisez les enseignant.e.s, payez-les, faites-leur confiance et assurez-vous qu'ils et elles soient impliqués dans la prise de décision. Ce n'est qu'ainsi que nous pourrons transformer l'éducation.?»

Michelle Codrington Rogers | Professeure de citoyenneté au Royaume-Uni

Retrouvez l'intégralité de son intervention ci-dessous?:

Le secrétaire général de l'Internationale de l'Education, David Edwards, siège au comité consultatif du sommet Transformer l'éducation. L'IE continuera à demander à tous les pays d'inclure les syndicats de l'éducation dans les consultations nationales organisées en amont du sommet de septembre.

Les enseignant·e·s du monde entier se mobilisent pour transformer l'éducation. Rejoignez-nous !

1,6 milliard d'élèves ne fréquentaient plus l'école au plus fort de la pandémie de COVID-19, des millions millions d'entre eux-elles peinent encore à surmonter leur traumatisme et les pertes d'apprentissage. Les personnels de l'éducation ont fait l'impossible pour soutenir leurs élèves et leurs communautés scolaires en cette période de crise. Mais les charges de travail écrasantes, les salaires médiocres et le manque de respect et d'autonomie conduisent à l'épuisement et incitent un nombre inquiétant d'éducateur·rice·s à quitter un métier qu'il-elle-s aiment.

L'iniquité, l'injustice, la crise économique et les coupes sévères dans le financement de l'enseignement public mettent en péril l'éducation de qualité pour toutes et tous. Nos élèves ne peuvent attendre. C'est maintenant qu'il faut agir. Nous devons transformer l'éducation. Et les personnels et leurs syndicats sont prêts à mener cette transformation !

Sommet sur la transformation de l'éducation : les enjeux

Pour la toute première fois de l'histoire, les chef·fe·s d'État du monde entier se réunissent pour se focaliser exclusivement sur l'éducation. Convoqué par le Secrétaire général de l'ONU, le [Sommet sur la transformation de l'éducation](#) aura lieu le 19 septembre 2022 à New York. Il s'agira d'une opportunité exceptionnelle pour remettre l'éducation sur la bonne voie et œuvrer pour assurer une éducation de qualité pour toutes et tous à l'horizon 2030.

Nous aurions dû agir depuis longtemps déjà. Le Sommet constitue une réponse de crise : il entend inverser les tendances négatives dans le domaine de l'éducation, alors que les inégalités se creusent et que les budgets de l'éducation subissent des coupes sombres. Au rythme actuel, le monde ne parviendra pas à atteindre l'objectif de développement durable 4 relatif à une éducation de qualité pour toutes et tous. Pire encore, la pandémie de COVID-19 a effacé 20 années de progrès dans le domaine de l'éducation.

Le Sommet vise à faire converger l'ambition politique, l'action, les solutions et la solidarité pour transformer l'éducation.

Les syndicats de l'éducation se mobilisent

Aux niveaux national et international, les syndicats de l'éducation effectuent un plaidoyer intense autour du Sommet afin que celui-ci aboutisse à des résultats concrets et tangibles, pouvant faire progresser le statut et les droits des personnels de l'éducation, l'investissement dans l'enseignement public et à la réalisation du droit à l'éducation pour toutes et tous.

Rejoignez notre mouvement mondial pour transformer l'éducation

Voici des idées d'actions à mener afin de contribuer à ce que le Sommet marque un tournant important en faveur de l'éducation à l'échelle mondiale.

1. Utilisez notre boîte à outils de plaidoyer !

Vous êtes dirigeant·e syndical·e? [Téléchargez notre boîte à outils](#) et utilisez-la dans le cadre de vos efforts de plaidoyer au niveau national.

2. Exprimez-vous en ligne

Faites entendre votre voix sur les réseaux sociaux et demandez à votre chef-fe d'État d'assister au Sommet et de prendre des engagements ambitieux en vue de transformer l'éducation.

Taguez le nom de votre chef d'État et n'hésitez pas à utiliser les suggestions de messages et d'images ci-après.

?? Nous devons transformer l'éducation ??

? Le temps presse !

Le 19 septembre, au Sommet sur la #TransformationdeLÉducation, [mon pays/chef.fe d'État] doit s'engager à :

? Investir dans la profession

? Faire confiance aux personnels

? Défendre l'éducation publique

? Pour les élèves, il faut agir MAINTENANT!

Le 19 Septembre les chef.fe.s d'Etat du ? entier iront au Sommet sur la #TransformationdeLÉducation.

[mon pays/chef.fe d'État] doit écouter les enseignant.e.s et prendre des engagements ambitieux

? Comment transformer l'éducation:

[Cliquez ici pour télécharger l'image ci-dessus](#) et n'oubliez pas de l'ajouter à votre post/message.

Taguez-nous pour que nous puissions partager votre message :

- @eduint sur Twitter
- @EducationInternational sur Facebook
- @eduint sur Instagram

3. Amplifiez nos messages

Relayez l'information en partageant les messages ci-dessous.

4. Informez vos collègues

Faites-vous l'écho du Sommet, et de ses enjeux, auprès de vos collègues. Voici quelques exemples de fonds Zoom ou Teams pour vos réunions en ligne.

[Cliquez ici pour télécharger l'arrière-plan ci-dessus](#)

[Cliquez ici pour télécharger l'arrière-plan ci-dessus](#)

5. Suivez le Sommet

Le 19 septembre, pensez à suivre les travaux du Sommet et prenez note des engagements formulés par votre chef-fe d'État. Ce sont des engagements qu'il conviendra de mettre en œuvre à l'issue du Sommet et au regard desquels vous pourrez exiger des comptes de leur part.

L'Internationale de l'Éducation sera présente au Sommet afin de prendre la parole au nom des enseignant-e-s et du personnel éducatif du monde entier. Suivez-nous sur les réseaux sociaux afin d'obtenir des points de situation réguliers au sujet du Sommet.

Les dirigeant·e-s mondiaux se réunissent pour transformer l'éducation lors d'un sommet international

L'enseignement public gratuit et de qualité pour toutes et tous n'a jamais été aussi clair. Le Sommet sur la transformation de l'éducation (TES) des Nations Unies, une réunion des chefs d'État au plan mondial consacrée à l'éducation, aura lieu le 19 septembre à New York. Le TES cherche à mobiliser l'action politique nécessaire pour parvenir à un enseignement public de qualité pour toutes et tous. L'Internationale de l'Éducation fera entendre la voix des travailleur-euse-s de l'éducation lors de ce Sommet historique.

Le TES est une réponse à plusieurs crises dans l'éducation, y compris les pertes d'apprentissage et les inégalités accrues suite à la pandémie. Il vise à accélérer les progrès vers l'Objectif de développement durable 4 (ODD4) sur une éducation inclusive de qualité pour toutes et tous. Les [dernières estimations de l'UNESCO](#) montrent qu'il existe un déficit de financement annuel de 148 milliards de dollars dans les pays les plus pauvres pour atteindre l'ODD4. En raison des coupes budgétaires gouvernementales dans l'éducation après la pandémie de COVID, ce déficit pourrait être augmenté de près d'un tiers.

Mais la pandémie n'a mis à jour que la partie visible de l'iceberg de la crise de l'éducation. Une [étude de l'Internationale de l'Éducation](#) met en évidence une profession enseignante surmenée, sous-payée et dévalorisée. On demande à présent aux enseignant-e-s de faire beaucoup plus avec bien moins de ressources. Sans surprise, de plus en plus d'enseignant-e-s quittent la profession et peu de jeunes voient l'enseignement comme une carrière attrayante. La pénurie mondiale d'enseignant-e-s est très vraisemblablement amenée à augmenter considérablement car une main-d'œuvre épuisée est chassée de la profession.

« L'Internationale de l'Éducation appelle à ce que l'attention politique se porte urgemment sur l'éducation - sur les inégalités profondes, les coupes dans les budgets alloués à l'éducation et la pénurie d'enseignant-e-s formé-e-s et qualifi é-e-s, pour ne citer que quelques-uns des obstacles à la réalisation d'une éducation de qualité pour toutes et tous », a déclaré David Edwards, secrétaire général de l'Internationale de l'Éducation. « Ce sommet constitue une formidable opportunité pour chaque pays de prendre un engagement audacieux et significatif envers

l'enseignement et la profession qui le rend possible. »

La transformation commence avec des enseignant-e-s qualifié-e-s, respecté-e-s et bien rémunéré-e-s

Au cours du sommet, la communauté éducative se réunira pour discuter en profondeur des défis et des stratégies pour l'avenir de l'éducation, en particulier dans et à travers [cinq pistes d'action thématiques](#).

La participation de l'Internationale de l'Éducation à ce sommet permettra de faire entendre la voix des syndicats de l'éducation pour s'assurer que les gouvernements prennent des engagements ambitieux envers l'enseignement public, mais aussi pour les tenir responsables de la mise en œuvre des réformes nécessaires pour transformer l'éducation pour un avenir plus durable.

Lors du Sommet, les dirigeant-e-s mondiaux-ales ont l'occasion de montrer qu'il-elle-s ont écouté la profession et de prouver qu'il-elle-s comprennent ce qui est nécessaire pour vraiment transformer l'éducation pour le mieux. L'Internationale de l'Éducation et ses affiliés à travers le monde leur demanderont d'augmenter la taille et la part du financement de l'éducation afin de garantir qu'aucun enfant ne soit laissé pour compte.

Plus précisément, l'Internationale de l'Éducation demandera aux chefs d'État de s'engager à :

1. Accroître les investissements dans des systèmes d'enseignement public de qualité.
2. Garantir les droits syndicaux et de bonnes conditions de travail aux enseignant-e-s et aux personnels de soutien à l'éducation.
3. Investir dans une formation et un perfectionnement professionnel des enseignant-e-s de qualité.
4. Faire confiance et respecter les enseignant-e-s et leur expertise pédagogique.
5. Impliquer les syndicats d'enseignants dans les politiques par le biais du dialogue social.

Les engagements pris par les gouvernements lors du TES pourront être regardés en direct sur [UNTV le 19 septembre](#), ou être consultés après l'événement sur le [site Web des Nations Unies consacré au TES](#).

Les messages clés de l'Internationale de l'Éducation pour chacune des cinq pistes d'action thématiques du TES peuvent être [consultés ici](#).

« Afin que ce sommet soit un tournant majeur pour l'éducation à travers le monde, nous appelons tous les chefs d'État à agir pour que soit réalisé le droit de chaque élève à avoir un enseignant qualifié et bien soutenu, ainsi qu'un environnement d'apprentissage de qualité. Nous voulons que chaque gouvernement mette l'accent sur l'amélioration de la condition et des droits de la profession : investir dans les enseignants, faire confiance aux enseignants et impliquer les enseignants et les personnels de soutien dans la prise de décision sur les questions liées à l'éducation », a ajouté Edwards.

Transformer l'éducation : la profession est prête, aux gouvernements d'agir

Malgré les crises mondiales que nous traversons, le pouvoir et l'optimisme inhérents à l'éducation seront toujours porteurs d'espoir pour notre avenir. Afin de sortir de cette pandémie et des inégalités croissantes qu'elle a soulignées, nous devons transformer l'éducation à travers un financement entièrement public des systèmes d'éducation. Ainsi qu'un engagement total vis-à-vis de la profession enseignante et de l'ensemble des personnels de l'éducation, par des investissements, des mesures de soutien et davantage de respect.

Le 19 septembre, les chefs d'État du monde entier se réuniront pour discuter d'éducation. Le [Sommet des Nations Unies sur la transformation de l'éducation](#) (TES) qui se tiendra à New York vise à mobiliser l'action politique dont nous avons besoin pour parvenir à un enseignement public de qualité, inclusif et équitable pour toutes et tous.

Ce Sommet sur l'éducation tombe à point nommé. La pandémie de COVID-19 a eu un impact énorme sur le secteur de l'éducation. Au plus fort de la pandémie, 1,6 milliard d'élèves n'étaient pas en classe. Des millions de personnes ne sont toujours pas scolarisées ou souffrent des conséquences de cette crise. Alors que la crise économique, l'urgence climatique et les guerres intensifient les effets de la pandémie, les personnels éducatifs sont devenus la clé de voûte de pratiquement tous les systèmes scolaires du monde, une ressource fondamentale pour des dizaines de millions d'élèves. Cependant, cette profession essentielle est menacée.

Bien que le public apprécie de plus en plus le travail enseignant, la plupart des gouvernements n'ont pas fait les investissements nécessaires, ni fourni le soutien dont les personnels de l'éducation ont désespérément besoin.

Dans trop d'endroits, les nombreux applaudissements ont été remplacés par des coupes budgétaires dévastatrices dans l'éducation et des attentes impossibles qui conduisent nos collègues à l'épuisement.

[Une étude récente de l'Internationale de l'Éducation](#) met en évidence une profession enseignante surmenée, sous-payée et dévalorisée. Des personnels expérimentés quittent en masse une profession qui les passionne, de moins en moins de personnes aspirent à les remplacer et la pénurie mondiale de personnel enseignant atteint des proportions phénoménales. Le dévouement quotidien des personnels de l'éducation ne peut pas pallier le manque de moyens financiers des établissements d'enseignement, les politiques imposées d'en haut ou encore le manque de confiance et de respect ressenti par nombre d'entre nous.

Par conséquent, alors que les responsables politiques se réunissent à New York au plus haut niveau, les responsables syndicaux du monde entier les appellent à s'engager à :

1. Accroître les investissements en faveur de systèmes d'enseignement public de qualité.
2. Garantir les droits des personnels enseignants et des personnels de soutien à l'éducation sur le lieu de travail et de bonnes conditions pour exercer leur métier.
3. Investir pour garantir au personnel enseignant l'accès à une formation et des opportunités de développement professionnel de qualité.
4. Faire confiance à la profession enseignante et respecter l'expertise pédagogique de celles et ceux qui accompagnent les élèves dans leur apprentissage au quotidien.

5. Associer les syndicats de l'éducation aux politiques éducatives par le biais du dialogue social.

La responsabilité des gouvernements en tant que garants d'un enseignement public gratuit de qualité pour toutes et tous n'a jamais été aussi évidente. Le rôle crucial joué par les enseignantes et les enseignants, ainsi que les personnels de soutien à l'éducation, n'a jamais été aussi clair. Par conséquent, le Sommet ne sera un succès que si nos responsables politiques réunis à New York s'engagent à augmenter le financement de l'éducation, afin de donner au corps enseignant les moyens d'offrir un enseignement de qualité à toutes et tous.

Les gouvernements doivent investir davantage dans l'éducation, un service public fondamental pour la reprise après la pandémie. Ils doivent aussi investir davantage dans la profession enseignante, un élément incontournable pour parvenir à une éducation de qualité. Un avenir plus juste, inclusif, démocratique et durable est impossible sans un engagement clair et significatif en faveur de l'éducation.

Tous les pays doivent respecter leurs engagements envers les objectifs internationaux de financement de l'éducation énoncés dans le [Cadre d'action Éducation 2030](#). C'est-à-dire donner la priorité à l'éducation en allouant au moins 6 % du produit intérieur brut et 20 % du budget de l'Etat à l'enseignement public.

L'allègement de la dette est un aspect crucial, afin que les dépenses d'éducation ne soient pas sapées par les obligations de service de la dette. Il est aussi essentiel d'augmenter le budget de l'Etat à travers davantage de progressivité et de justice fiscale.

L'austérité doit être rejetée. Les conditions de prêt et les recommandations des institutions financières internationales portant préjudice aux capacités de financement du secteur public doivent cesser. La privatisation de l'éducation qui menace la qualité et l'équité, la prolifération d'écoles privées avides de profits, la commercialisation de l'enseignement public doivent être contrées. L'éducation doit être durablement financée.

L'Internationale de l'Éducation fait entendre la voix de la profession enseignante au Sommet sur la transformation de l'éducation

L'Internationale de l'Éducation a porté la voix de la profession enseignante auprès des dirigeant-e-s du monde à l'occasion du Sommet sur la transformation de l'éducation. Le sommet des Nations Unies a été organisé pour donner la priorité à l'éducation et a conduit à la création d'une Commission mondiale sur la profession enseignante.

« Il est important de transformer l'éducation parce que les solutions à toutes les crises que nous traversons commencent par l'éducation. Qu'il s'agisse de la crise climatique, de la crise de la sécurité alimentaire, de la crise de la démocratie ou de celle des conflits, tout commence par l'éducation. Nous devons faire preuve d'ambition, mais il est essentiel que le financement corresponde aux ambitions que nous nourrissons. »

David Edwards | Secrétaire général, Internationale de l'Éducation

Représentant plus de 32 millions d'enseignant-e-s et de personnels de soutien à l'éducation dans le monde, l'Internationale de l'Éducation a joué un rôle essentiel au cours des sessions thématiques du sommet, en présentant les revendications et les propositions clés du personnel enseignant du monde entier aux Nations Unies.

Un mouvement mondial pour transformer l'éducation

Le 19 septembre, Journée des leaders, Mugwena Maluleke, vice-président de l'Internationale de l'Éducation et secrétaire général du South African Democratic Teachers Union, a pris la parole dans la grande salle de l'Assemblée générale des Nations Unies pour dire aux dirigeant-e-s du monde que ce n'est qu'en collaborant avec les enseignant-e-s et leurs syndicats et en créant un mouvement mondial que l'éducation pourra être transformée.

Regardez l'intégralité de son intervention devant les chefs d'État et de gouvernement ci-dessous.

Au cours de la session du sommet consacrée aux enseignant-e-s, la Présidente de l'Internationale de l'Éducation, Susan Hopgood, a souligné l'importance du dialogue social pour la transformation de l'éducation. Elle a déclaré : « Le point de départ des gouvernements devrait être de considérer les enseignantes et enseignants et leurs syndicats comme des partenaires. Notre partenariat peut permettre de créer des systèmes d'éducation de qualité véritablement résistants. Notre partenariat peut être la transformation. » Regardez l'intégralité de son intervention ci-dessous.

Pas de raccourcis : il est impératif d'investir dans les enseignant-e-s

S'adressant à la session du sommet consacrée au financement de l'éducation, Johanna Jaara Åstrand, vice-présidente de l'IE pour la région Europe, a averti que 69 millions d'enseignant-e-s supplémentaires étaient nécessaires dans le monde pour parvenir à une éducation de qualité pour tou-te-s à l'horizon 2030. « Si nous voulons transformer l'éducation, investir dans celle-ci est la seule manière d'y arriver. Il n'y a pas de raccourcis. La seule manière de mettre un terme à la pénurie d'enseignantes et enseignants consiste à investir dans la profession », a-t-elle ajouté. Åstrand a lancé un appel en faveur d'une justice fiscale et a demandé au Fonds monétaire international de supprimer les contraintes pesant sur les salaires publics dans tous les pays qui connaissent une pénurie d'enseignant-e-s. Regardez l'intégralité de son intervention ci-dessous.

Le leadership des enseignant-e-s transforme l'éducation

Becky Pringle, présidente de la *National Education Association* (États-Unis), a plaidé pour que le leadership et l'autonomie des enseignant-e-s soient des éléments essentiels de la transformation de l'éducation. « Lorsque je parle aux membres des raisons pour lesquelles ils veulent quitter la profession, ils me disent que c'est une question de respect, de rémunération professionnelle, d'autorité des enseignants et d'autonomie. Ils veulent être des dirigeants dans la salle de classe comme ils sont censés l'être », a-t-elle ajouté.

L'éducation doit transformer le monde

S'exprimant lors de la session du Sommet centrée sur l'éducation pour le développement durable, Randi Weingarten, membre du Bureau exécutif de l'IE et présidente de l' *American Federation of Teachers*, a souligné le pouvoir transformateur d'une éducation holistique. « L'éducation doit transformer le monde, le rendre plus juste et durable, tout en résolvant la crise climatique. Non seulement les éducateurs doivent préparer les étudiants à des carrières, mais nous devons être en mesure de développer et de nourrir l'enfant dans son ensemble, afin qu'ils deviennent des dirigeants qui font une différence dans la société », a-t-elle expliqué.

Mettre la technologie à la portée de tou-te-s les étudiant-e-s

La présidente de l'IE a également pris la parole durant la session du sommet consacrée à la transformation numérique de l'éducation. Tout en reconnaissant le potentiel des nouvelles technologies pour l'accélération des progrès dans la réalisation de l'Objectif de développement durable 4, Susan Hopgood a mis en exergue les préoccupations de la profession en ce qui concerne l'équité et le risque d'accentuer la fracture numérique.

Elle a également fait observer que le droit des élèves et des enseignant-e-s au respect de la confidentialité des données, la commercialisation de l'éducation et la dépendance croissante vis-à-vis des sociétés commerciales pour fournir un droit universel et un bien public comme l'éducation requièrent un examen approfondi et une gouvernance forte. Il est impératif d'impliquer les enseignant-e-s dans la gouvernance des technologies éducatives afin de faire en sorte que tou-te-s les étudiant-e-s bénéficient de ces nouveaux outils.

Nouvelle Commission internationale sur la profession enseignante

Un premier résultat concret du Sommet sur la transformation de l'éducation est la création d'une Commission internationale sur la profession enseignante, annoncée durant l'événement par la Secrétaire générale adjointe des Nations Unies, Amina J. Mohammed.

« Les enseignantes et enseignants se sentent totalement méprisés et écrasés parce qu'ils sont constamment considérés comme des outils plutôt que comme des partenaires. Une Commission mondiale sur la profession enseignante pourrait mettre en lumière des solutions, dont un grand nombre émane de notre profession, et faire correspondre ces solutions avec la volonté et l'engagement politiques nécessaires pour relever ce défi », a expliqué David Edwards, secrétaire général de l'IE.

« La Commission est une opportunité de réunir systématiquement les divers axes de la recherche et toutes les actions entreprises et de les tisser dans un contrat social clair et renforcé », a-t-il expliqué.

Edwards a ajouté que la nouvelle initiative était un pas dans la bonne direction pour faire en sorte « que chaque apprenant ait accès à un enseignant professionnel, qualifié et bien soutenu et que chaque enseignante et enseignant ait accès aux outils, au temps et à la confiance nécessaire pour toucher, enseigner et inspirer les générations et les communautés qui lui ont été confiées ».

Le personnel enseignant est au cœur de l'éducation, pas les ordinateurs

Plus de 130 pays se sont engagés à donner la priorité à l'éducation lors du Sommet sur la transformation de l'éducation (TES) des Nations Unies, une réunion mondiale des chef-fe-s d'État qui s'est tenue à New York en septembre.

Parmi les nombreux engagements et les nombreuses actions visant à transformer l'éducation présentés dans les [Déclarations nationales d'engagement du TES](#), 80 % des pays ont mis en évidence un ou plusieurs aspects de l'apprentissage numérique. Les deux tiers ont pris des engagements financiers pour universaliser la connectivité Internet haut débit et étendre l'accès aux appareils. Les pays pour lesquels surmonter les écarts d'accès représentent des défis financiers importants se sont également engagés à « établir ou renforcer des partenariats public-privé avec des fournisseurs de technologies ».

« La technologie n'est pas synonyme d'innovation. La source d'une innovation efficace dans l'éducation est la profession enseignante elle-même. Cela a été démontré pendant la pandémie. »

Dans cette course à la diffusion de la technologie comme solution à la crise de l'éducation, les engagements visant à augmenter les investissements dans la profession enseignante étaient scandaleusement absents. Les mesures visant à remédier aux pénuries alarmantes de personnel enseignant faisaient presque entièrement défaut. Nous ne transformerons jamais vraiment l'éducation si le financement de l'éducation est dirigé vers les entreprises de technologies de l'éducation dans l'espoir erroné que les nouvelles technologies fourniront une « solution magique » à une éducation de qualité, plutôt que d'investir dans les personnels afin de concrétiser le droit de chaque enfant à bénéficier d'un-e enseignant-e formé-e et qualifié-e.

Les enseignant-e-s et le casse-tête numérique

Avec la propagation de la COVID, des millions d'enseignant-e-s se sont transformé-e-s en utilisateur-trice-s expérimenté-e-s de divers matériels et logiciels afin de maintenir une forme de continuité éducative pour leurs élèves. Cependant, l'impact de l'utilisation à grande échelle des technologies de l'éducation n'a été que peu testé et réglementé et ses avantages possibles pour l'enseignement et l'apprentissage n'ont pas été prouvés.

Il est de plus en plus nécessaire d'explorer et d'évaluer la manière dont les technologies numériques sont utilisées dans divers contextes, ainsi que l'impact qu'elles ont sur les libertés académiques, le bien-être des personnels, les conditions d'emploi, la qualité de l'éducation, la gestion des données et la confidentialité des données. En outre, les [recherches](#) de l'Internationale de l'Éducation montrent que l'utilisation accrue et omniprésente de la technologie ajoute à l'épuisement ressenti par les enseignant-e-s et qu'il-elle-s exigent que leurs contrats tiennent compte des longues heures passées en ligne.

Dans un contexte où [les grandes entreprises jouent un rôle éducatif accru](#), ce qui introduit des motivations privées à but lucratif dans l'enseignement public, il est également de plus en plus nécessaire de concevoir et de mettre en œuvre avec soin l'utilisation de la technologie pour soutenir les groupes plus marginalisés. Dans le cas contraire, une nouvelle forme d'inégalité numérique s'enracinera profondément dans nos systèmes éducatifs. De plus, les gouvernements doivent dépasser les approches axées sur les données des entreprises en matière d'éducation.

La collecte de données et la recherche relatives à la vie numérique des personnels et des élèves doivent respecter leur vie privée et répondre aux normes éthiques les plus élevées. À cet égard, le financement et le développement d'une infrastructure pour une éducation numérique alternative, ouverte, qui ne repose pas sur une collecte importante de données concernant les élèves sont essentiels.

Nous devons regarder au-delà des anecdotes et du marketing, et parler de la voie et du potentiel de la technologie éducative dans nos salles de classe. Le potentiel des technologies de l'éducation pour améliorer l'enseignement et l'apprentissage est en effet énorme - tant que nous gardons les yeux sur l'objectif : un enseignement public gratuit et de qualité pour chaque élève.

La transformation commence avec le personnel enseignant

La technologie n'est pas synonyme d'innovation. La source d'une innovation efficace dans l'éducation est la profession enseignante elle-même. Cela a été démontré pendant la pandémie. Une culture collaborative de l'innovation doit être davantage développée. Nous avons besoin de communautés éducatives fortes s'épanouissant dans un cadre collectif. L'utilisation de la technologie éducative ne peut être plus innovante que la communauté éducative où elle est mise en œuvre.

Il est également nécessaire de remédier au manque de structures et de processus pour évaluer l'efficacité des technologies numériques dans l'éducation. Les personnels doivent pouvoir participer à cette évaluation en partageant leurs expériences et en expérimentant différents types de technologies, y compris des technologies analogiques et d'autres technologies largement utilisées. Cependant, 45 % des personnes ayant répondu à l'[enquête](#) de l'Internationale de l'Éducation auprès des syndicats de l'enseignement dans le monde ont rapporté une absence de consultation concernant le choix des technologies éducatives.

Les syndicats de l'enseignement ont un rôle clé à jouer pour catalyser les conversations autour de l'apprentissage numérique et insérer la technologie de l'éducation dans la pratique pédagogique. Ce n'est que lorsque les personnels enseignants et leurs organisations collectives feront partie du processus décisionnel technologique qu'il sera possible de soutenir un enseignement de qualité.

Pour y arriver, le personnel enseignant doit être valorisé en tant que profession indispensable, au cœur de l'éducation. L'objectif d'assurer l'équité doit être évident et intentionnel dans la technologie que nous utilisons, pour chaque élève, partout. C'est ainsi que nous rendons la transformation réelle. Une véritable transformation exige que les gouvernements s'attaquent de front à la pénurie mondiale de personnel enseignant, en faisant de l'enseignement une profession plus attrayante grâce à des conditions de travail décentes et à l'amélioration du statut des enseignantes et des enseignants.

Nous appelons tous les gouvernements à intensifier leurs efforts et à faire leur part : investir dans la profession enseignante, impliquer les personnels, leur faire confiance et les respecter. Développez les idées créatives, pas la distribution de la technologie. Le personnel est au cœur de cœur de l'éducation, pas les ordinateurs.

Titres

1. L'Amérique latine et le monde entier célèbrent l'héritage de Paulo Freire

Cette commémoration se déroulera dans le cadre de la clôture des activités organisées à l'occasion du centenaire de sa naissance, à Recife, au Brésil.

Parmi ces activités se tiendront, entre autres, la VIe réunion du Mouvement pédagogique latino-américain et la réunion du Réseau des travailleuses de l'éducation de l'Internationale de l'Éducation Amérique latine (IEAL).

L'IEAL et la *Confederação Nacional dos Trabalhadores em Educação* (Confédération nationale des travailleur-euse-s de l'éducation ; CNTE) du Brésil, en collaboration avec le Réseau latino-américain d'études sur la profession enseignante (réseau ESTRATO), l'Université fédérale du Pernambouc (UFPE) et d'autres organisations qui défendent l'héritage de Paulo Freire, vous invitent à participer à la clôture des activités de commémoration du 100e anniversaire de la naissance du pédagogue latino-américain Paulo Freire.

Recife, ville où Paulo Freire a vu le jour le 19 septembre 1921 et capitale de l'État du Pernambouc, accueillera des invité-e-s du monde entier et des représentant-e-s des organisations membres de l'IEAL qui, aux côtés de participant-e-s venu-e-s des quatre coins de la planète, célébreront la clôture des activités organisées à l'occasion du centième anniversaire de sa naissance.

Les commémorations du centenaire de Paulo Freire ont commencé le 19 septembre 2021, date de son 100e anniversaire. Les mesures sanitaires imposées pour lutter contre la pandémie de COVID-19 ont modifié l'organisation des activités, qui se sont déroulées virtuellement et ont été retransmises en direct dans le monde entier. L'événement politique, culturel et pédagogique a eu lieu le 19 septembre 2021 et la plénière mondiale publique sur l'éducation le 20 septembre.

Cette année, en 2022, à l'occasion de la clôture des activités de commémoration du centenaire de Paulo Freire, des événements seront organisés en mode présentiel du 17 au 20 septembre à Recife.

Réseau des travailleuses de l'éducation

Le réseau des travailleuses de l'éducation de l'IEAL reprendra ses réunions régionales en présentiel à partir du 17 septembre, dans le cadre des activités organisées à l'occasion du centenaire de Paulo Freire. Au cours de cette réunion, les dirigeantes syndicales de la région discuteront de la campagne de l'IEAL pour la ratification de la Convention 190 de l'Organisation internationale du Travail (OIT) et présenteront les recherches sur la situation de l'enseignement dans le contexte de la pandémie, recherches réalisées par le Centre féministe d'information et d'action (CEFEMINA). Elles examineront également les processus d'élaboration des politiques pour l'égalité au sein des organisations syndicales.

La chanson « Y somos todas », pièce maîtresse de la campagne pour la ratification de la C190 de l'OIT, sera également présentée lors de cette réunion. L'interprète, Maf É Tulà, sera accompagnée sur scène par le groupe de percussionnistes brésiliens *Bruta Flor*, qui outre « Y somos todas », présentera quelques extraits de son répertoire.

Les activités de cette réunion se poursuivront le 18 septembre, avec la présentation de la situation actuelle dans chaque pays et des discussions sur les perspectives de travail du réseau dans un avenir proche.

Événement politique culturel

L'événement politique culturel organisé en commémoration du centenaire de Paulo Freire se tiendra l'après-midi du 18 septembre à Praia do Pina, sur la côte de Recife. Cet événement débutera par la présentation de la chanson « Y somos todas » et de ses interprètes (Maf É Tulà, Bruta Flor), suivi de spectacles de Lia de Itamaracá, Silvério Pessoa et Chico César.

Les représentations culturelles seront ponctuées de messages du comité organisateur et des organisations locales, nationales et internationales.

Plénière mondiale publique sur l'éducation

Les célébrations du centenaire de Paulo Freire se poursuivront avec la plénière mondiale publique sur l'éducation, qui se tiendra dans l'auditorium Concha Acústica de l'UFPE le 19 septembre, jour de sa naissance.

Cet espace offrira l'occasion de réfléchir à l'héritage de Paulo Freire et à son influence sur l'éducation à travers le monde. Nita Freire, Eliete Santiago et Sergio Haddad se pencheront sur l'importance de ses idées et de sa pensée pour l'éducation brésilienne.

La plénière mondiale publique sur l'éducation se terminera par une promenade jusqu'à la statue de Paulo Freire, sur le campus de l'UFPE.

VIe réunion du Mouvement pédagogique latino-américain

Les organisations membres de l'IEAL se rencontreront une nouvelle fois en personne lors de la réunion du mouvement pédagogique latino-américain (MPL), qui commencera l'après-midi du 19 septembre à Recife.

Au même titre que les autres activités organisées pour le centenaire de Paulo Freire, cette VIe réunion présentielle du Mouvement pédagogique latino-américain marquera le point d'orgue des commémorations qui ont commencé en septembre 2021, date à laquelle les activités étaient organisées virtuellement, dans l'espoir de pouvoir convoquer des événements en présentiel en 2022.

Au cours de la journée inaugurale de cette VIe réunion du MPL aura lieu la conférence principale « Une lecture politique de la réalité de l'Amérique latine et perspectives », présentée par le journaliste Breno Altman.

Le 20 septembre, Dre Dalila Andrade et José Manuel Valverde présenteront les recherches menées dans le contexte de la pandémie. Maritza Roja, de la faculté latino-américaine des sciences sociales, La Sede, au Costa Rica, présentera aux participant-e-s les conclusions d'une évaluation du travail du MPL.

Un espace de dialogue en groupes de travail, ainsi qu'une séance plénière pour expliquer les aspects les plus importants sont également prévus au cours de cette réunion du MPL. Cette rencontre se terminera par la présentation de la Déclaration de la VIe réunion du MPL.

Ces activités sont organisées avec le soutien solidaire d'organisations sœurs affiliées à l'Internationale de l'Éducation, le *Lärärförbundet* (Suède) et l'UEN (Norvège), et la contribution importante de la CNTE du Brésil.

2. Le Réseau des travailleuses de l'IEAL analyse son rôle dans la conjoncture actuelle et célèbre les luttes de ses affiliées

Au terme de la rencontre, les participantes ont assisté à un événement politique et culturel à Praia do Pina, où des artistes et des activistes ont réaffirmé leur attachement à l'héritage de Paulo Freire.

Au terme de la rencontre, les participantes ont assisté à un événement politique et culturel à Praia do Pina, où des artistes et des activistes ont réaffirmé leur attachement à l'héritage de Paulo Freire.

La Réunion régionale du Réseau international des travailleuses de l'éducation de l'Internationale de l'Éducation pour l'Amérique latine (IEAL) a entamé sa deuxième journée de travail à Recife, au Brésil, avec la participation de nombreuses femmes de presque tous les pays de la région.

La journée du dimanche 18 septembre a débuté par la présentation des présidentes et des secrétaires générales des organisations affiliées à l'IEAL et représentées à l'événement.

Au nombre des participantes figuraient notamment Gilda Montero d'ANDE (Costa Rica), Yorgina Alvarado du SEC (Costa Rica), Elbia Pereira de la FUM-TEP (Uruguay), Aminta Rudas du MPU (Panama), Sonia Alesso de la CTERA (Argentine), de Yobana Salinas du Sindi2 (Chili), ainsi que plusieurs dirigeantes locales.

La présentation a permis d'ouvrir une réflexion sur la nécessité de mettre en œuvre des mécanismes qui garantissent des espaces pour les femmes, et sur le fait que la lutte pour l'égalité au sein des syndicats est une lutte continue, même dans les organisations où des gains ont été obtenus tels qu'une politique d'égalité de genre.

Le programme a été ponctué d'interventions politiques avec des chants tels que «?En avant la lutte féministe pour l'Amérique latine?» et «?Oyez, oyez, Lula, Lula?», représentatifs des luttes de chaque pays de la région, mais aussi de l'espoir et de l'unité qui ont marqué les deux jours de la rencontre.

Si la première journée s'est attachée à fournir aux travailleuses les outils nécessaires pour renforcer la lutte pour l'égalité au sein de leurs syndicats et sur leurs lieux de travail, la deuxième journée a permis une réflexion sur la conjoncture actuelle dans la région, à partir d'interventions de syndicalistes des différentes organisations participantes.

Parmi celles-ci, Sandra Hernandez, du syndicat Colprosumah (Honduras), a évoqué les inégalités et la violence dont les femmes ont historiquement souffert dans son pays.

«?Notre pays est un pays multiethnique où les femmes représentent 51 % de la population, or il affiche aussi le plus haut niveau d'inégalité de genre de la région?», a-t-elle déclaré, expliquant que, malgré ce défi de taille, son organisation a réussi à adopter sa politique d'égalité de genre, un processus amorcé en 2019 à l'issue d'une rencontre du Réseau des travailleuses de l'éducation de l'IEAL.

Gloria Arboleda d'Aspu et Maria Eugenia Londoño, de la fédération colombienne FECODE, ont évoqué la nouvelle phase que traverse leur pays avec l'arrivée au pouvoir d'un nouveau gouvernement?: «?Un processus de paix a désormais été engagé visant à parvenir à une paix totale par le biais d'un dialogue avec tous les secteurs. Ce processus ouvre de nouvelles possibilités pour la Colombie ainsi que pour l'agenda des organisations syndicales dans un pays qui n'a jamais eu de gouvernement de gauche?», a expliqué Mme Londoño.

D'autres participantes ont mentionné les luttes menées par leurs organisations au niveau national. Parmi elles, Gloria Roque, du syndicat Andes 21 de Junio (El Salvador), a fait référence à la campagne visant à obtenir des outils technologiques pour remédier aux inégalités révélées par la pandémie. Pour sa part, Paola Gimenez, du syndicat Otep-A (Paraguay), a relaté la lutte de son syndicat contre le programme de «?transformation de l'éducation?» soutenu par la Banque mondiale dans son pays.

Les représentantes de la fédération argentine CONADU ont également évoqué la persécution politique dont fait l'objet la vice-présidente du pays et le rôle des syndicats, dans la mesure où «?nous savons qu'ils s'en prennent d'abord à elle, pour ensuite s'en prendre à nos droits?».

Les participantes se sont accordées sur la nécessité d'une éducation qui préserve l'histoire du peuple de chaque pays, et plus particulièrement des femmes qui ont combattu avant nous.

Elles ont aussi reconnu que la nouvelle vague de gouvernements populaires qui déferle actuellement sur l'Amérique latine offre un cadre propice pour faire avancer les conquêtes sociales et renforcer l'organisation populaire et la participation politique des femmes.

Lors de la clôture de la rencontre, Gabriela Sancho, coordinatrice régionale de l'IEAL, a remercié les participantes et s'est félicitée que l'objectif de transformer la rencontre en un espace de discussion politique et de formation pour les travailleuses de l'éducation ait été atteint.

Hommage musical et artistique à Paulo Freire

Après la clôture de la réunion du Réseau des travailleuses de l'éducation, les participantes se sont rendues à la plage de Praia do Pina où se déroulait un événement politico-culturel marquant la conclusion des célébrations du centenaire de Paulo Freire.

«?Bien que le gouvernement brésilien se refuse à reconnaître l'importance de Paulo Freire pour le monde, le monde s'est mobilisé pour célébrer son centenaire dans le pays où il est né?», a déclaré Roberto Leao, vice-président de l'IE, lors de la présentation des invités internationaux qui assistaient à l'événement.

Des artistes tels que Silvério Pessoa, Chicho César, Lia de Itamaraca et la costaricienne Maf E Tula, ainsi que le groupe brésilien Bruta Flor, ont partagé leur musique et, à travers elle, souligné l'importance de garder vivant l'héritage de Paulo Freire.

«?Il est nécessaire de résister et de rappeler que Paulo Freire est toujours vivant parmi nous. Nous nous engageons à perpétuer son œuvre, qui est ancrée dans une perspective essentielle de liberté et d'émancipation des peuples?», a rappelé Chico César, affirmant que garder vivante la mémoire de Freire et de sa pensée est en soi une forme de résistance.

Les activités commémoratives du centenaire se dérouleront jusqu'au mardi 20 septembre, jour de clôture de la Sixième Réunion du Mouvement pédagogique latino-américain à Recife, au Brésil.

Octobre

Points forts

1. Journée mondiale des enseignant-e-s 2022 : Nous transformons l'éducation

Le leadership des enseignant-e-s dans la transformation de l'éducation est le thème de la Journée mondiale des enseignant-e-s de cette année - La transformation de l'éducation commence par les enseignant-e-s. Convoquée par l'Internationale de l'Éducation, l'UNESCO, l'Organisation internationale du travail et l'UNICEF, la Journée mondiale des enseignants 2022 vise à mettre en lumière le travail des enseignant-e-s et à appeler les gouvernements à investir dans les enseignant-e-s, à les impliquer, à leur faire confiance et à les respecter.

En lien avec

Journée mondiale des enseignantes et des enseignants 2022 : Nous transformons l'éducation

Le 19 septembre, les dirigeant-e-s du monde se sont réunis au siège des Nations Unies et se sont engagé-e-s à transformer l'éducation partout sur la planète. Les enseignants et enseignantes sont au cœur de cette transformation. Il faut leur faire confiance et les soutenir pour que l'enseignement public de qualité devienne une réalité pour tous les élèves.

Le leadership des enseignantes et enseignants dans la transformation de l'éducation est le thème de cette Journée mondiale 2022 : ***La transformation de l'éducation commence avec les enseignantes et enseignants***. Organisé conjointement par l'Internationale de l'Éducation, l'UNESCO, l'Organisation Internationale du Travail et l'UNICEF, la Journée mondiale des enseignantes et des enseignants 2022 vise à mettre en avant le travail de la profession enseignante et à appeler les gouvernements à investir dans les enseignants et enseignantes, les impliquer, leur faire confiance et les respecter.

« Pour réellement célébrer la Journée mondiale des enseignantes et enseignants, nous devons dépasser les simples remerciements à la profession. Nous devons investir dans des systèmes d'enseignement public de qualité. Nous appelons les gouvernements partout dans le monde à investir dans les enseignantes et enseignants, à garantir les droits du travail et les bonnes conditions de travail, impliquer les enseignantes et enseignants dans les prises de décision et faire confiance à leur expertise pédagogique. La transformation commence avec les enseignantes et enseignants. Nous sommes le cœur battant de l'éducation. »

David Edwards | Secrétaire général, Internationale de l'Éducation

Célébrer la Journée mondiale des enseignant-e-s et joignez-vous au mouvement pour la transformation de l'éducation !

Voici quelques activités que vous pouvez mener dans votre syndicat, dans votre école ou en ligne pour célébrer la Journée mondiale des enseignant-e-s 2022.

1. Imprimer et afficher le poster de cette année

Dans votre école, dans votre syndicat, assurez-vous que tout le monde sache que c'est la Journée mondiale des enseignant-e-s.

[Cliquez ici pour télécharger le poster en haute résolution dans plusieurs langues !](#)

2. Exprimez-vous en ligne!

Faites entendre votre voix sur les réseaux sociaux et mettez en avant le leadership des enseignant-e-s dans la transformation de l'éducation.

Vous pouvez utiliser les messages et images suggérés ci-dessous, en n'oubliant pas de taguer l'Internationale de l'Éducation pour que nous puissions amplifier votre message :

- [@eduint sur Twitter](#)
- [@EducationInternational sur Facebook](#)
- [@eduint sur Instagram](#)

Les enseignant-e-s sont le ?? battant de l'éducation.

? Pour la #JournéeMondialeDesEnseignants, les enseignant-e-s demandent aux gouvernements de:

? les financer

? les impliquer

? leur faire confiance

? les respecter

[Cliquez ici pour télécharger l'image ci-dessus](#) et n'oubliez pas de l'ajouter à votre post/message.

3. Partagez les messages de l'Internationale de l'Éducation

Faites passer le message en partageant les messages ci-dessous sur Twitter et Facebook.

4. Connectez-vous à l'événement de la Journée mondiale des enseignant-e-s, organisé par l'UNESCO

Notre secrétaire général, David Edwards, portera la voix des enseignant-e-s du monde entier lors de la cérémonie d'ouverture de l'événement de la Journée mondiale des enseignant-e-s, organisé par l'UNESCO à Paris. L'événement débutera le 5 octobre à 11h00, heure de Paris.

[Regardez l'événement en direct sur le site Internet de l'UNESCO.](#)

Parmi les autres intervenant-e-s, vous pourrez notamment écouter Audrey Azoulay, Directrice générale de l'UNESCO, Gilbert F. Houngbo, Directeur général de l'Organisation Internationale du Travail, et Catherine Russel, Directrice exécutive de l'UNICEF.

Les enseignant-e-s du monde méritent plus que des remerciements, les gouvernements doivent écouter

En tant qu'enseignantes et enseignants, nous croyons que, malgré les crises mondiales auxquelles le monde est confronté, le pouvoir et l'optimisme inhérents à l'éducation seront toujours porteurs d'espoir pour notre avenir. Nous savons également que pour sortir de cette pandémie et des inégalités croissantes qu'elle a révélées, nous devons financer entièrement les systèmes d'enseignement public et investir dans les enseignant-e-s, les soutenir et les impliquer.

Pour célébrer véritablement la Journée mondiale des enseignantes et enseignants, les gouvernements du monde entier doivent s'engager à accroître les investissements dans des systèmes d'enseignement public de qualité, à garantir les droits du travail et de bonnes conditions de travail pour les enseignant-e-s et les personnels de soutien à l'éducation, et à respecter les enseignant-e-s et leur expertise pédagogique.

La COVID-19 a eu un impact énorme sur le secteur de l'éducation. Au plus fort de la pandémie, 1,6 milliard d'élèves n'étaient pas scolarisés. Des millions de personnes ne sont toujours pas retournées dans les salles de classe, tandis que d'autres peinent à surmonter les traumatismes et les pertes. Alors que la crise économique, l'urgence climatique et les guerres s'intensifient, la profession enseignante est devenue la bouée de sauvetage de presque tous les systèmes scolaires du monde, le lien essentiel pour des dizaines de millions d'élèves. Cependant, cette bouée de sauvetage essentielle est menacée.

Bien que le public apprécie de plus en plus le travail des enseignant-e-s, la plupart des gouvernements n'ont pas fait les investissements nécessaires ni fourni le soutien dont les enseignant-e-s et le personnel éducatif ont désespérément besoin. Dans trop d'endroits, les applaudissements et les remerciements ont été remplacés par des coupes budgétaires dévastatrices dans l'éducation et des demandes impossibles qui épuisent les enseignant-e-s et les poussent au burn-out.

Une [étude menée par l'Internationale de l'Éducation](#) met en lumière une profession enseignante surmenée, sous-payée et sous-évaluée. Des enseignant-e-s d'expérience quittent en masse la profession qui leur tient tellement à cœur, moins de candidat-e-s aspirent à les remplacer et la pénurie mondiale d'enseignant-e-s atteint des proportions colossales.

Il est clair que le dévouement des enseignant-e-s ne peut compenser à lui seul le manque de moyens financiers des établissements d'enseignement, les politiques imposées par le haut de la hiérarchie ou les systèmes qui ne font pas confiance et ne respectent pas les personnes dévouées à leur étudiant-e-s.

En tant que voix mondiale de la profession enseignante, avec 383 membres représentant 32 millions d'enseignant-e-s dans le monde, l'Internationale de l'Éducation appelle les gouvernements à investir davantage dans l'enseignement public, un service public crucial et clé pour la reprise post-pandémie, et à soutenir les enseignant-e-s, l'élément le plus important dans

la réalisation d'une éducation de qualité. Un avenir plus juste, inclusif, démocratique et durable est impossible sans un engagement ferme et sincère en faveur de l'éducation.

Il est temps de s'engager en faveur du pouvoir transformateur de l'enseignement public pour chaque élève, dans toutes les nations, grandes ou petites. Nous appelons les gouvernements du monde entier à remplir leur obligation d'assurer un enseignement public gratuit et de qualité. Les enseignant-e-s, les élèves et les communautés d'apprentissage du monde sont prêts à bâtir un avenir meilleur. Nous sommes le cœur battant de l'éducation.

À propos de l'Internationale de l'Éducation

L'Internationale de l'Éducation (IE) est la Fédération syndicale internationale qui rassemble des organisations d'enseignant-e-s et d'autres employé-e-s de l'éducation du monde entier. Par le biais de 383 organisations membres, l'IE représente plus de 32 millions d'enseignant-e-s et de personnels de soutien à l'éducation dans 178 pays et territoires.

Journée mondiale des enseignants et des enseignantes 2022

Le 5 octobre, la communauté éducative mondiale a marqué la Journée mondiale des enseignants et des enseignantes en célébrant le rôle fondamental que jouent les éducateur-trice-s dans une société démocratique. L'Internationale de l'Éducation a appelé tous les gouvernements à intensifier et à faire leur part : investir dans les enseignant-e-s, impliquer les enseignant-e-s, valoriser et respecter les enseignant-e-s en tant que professionnels indispensables au cœur de l'éducation.

La Journée mondiale des enseignants et des enseignantes se tient chaque année dans le but de rendre hommage aux enseignant-e-s du monde entier. Elle commémore l'adoption de la [Recommandation OIT/UNESCO concernant la condition du personnel enseignant](#) - 1996, qui énonce des repères relatifs aux droits et responsabilités des enseignant-e-s, ainsi que des normes pour la profession. En complément, la Recommandation concernant la condition du personnel enseignant de l'enseignement supérieur fut adoptée en 1997.

Le leadership des enseignant-e-s dans la transformation de l'éducation a constitué le thème de la Journée mondiale des enseignants et des enseignantes de cette année : La transformation de l'éducation commence avec les enseignants. Organisée conjointement par l'Internationale de l'Éducation, l'UNESCO, l'Organisation Internationale du Travail, et l'UNICEF, la Journée mondiale des enseignants et des enseignantes 2022 visait à mettre en lumière le travail des enseignant-e-s et à exhorter les gouvernements à relever le statut de la profession.

L'Internationale de l'Éducation a porté la voix des enseignant-e-s lors de de la [cérémonie officielle](#) organisée au siège de l'UNESCO à Paris, France. Dans son discours d'ouverture, David Edwards, Secrétaire général de l'Internationale de l'Éducation, a déclaré : « Les enseignant-e-s qui transforment sont bien plus que la simple colonne vertébrale de l'éducation. Ils en sont le cœur battant qui maintient les écoles en vie et en bonne santé. La manière dont une société traite ses enseignant-e-s est le reflet de la valeur accordée par cette société à sa jeunesse. »

Edwards a également mis en exergue les défis que rencontrent actuellement les enseignant-e-s pris pour cible à travers le monde alors qu'ils défendent la démocratie : « Des enseignant-e-s

ukrainien-nne-s sont kidnappé-e-s et contraint-e-s d'enseigner une variation de la réalité. En Afghanistan, des enseignant-e-s qui demandent le retour de leurs élèves filles en classe sont harcelé-e-s et arrêté-e-s. Dans certaines parties d'Afrique de l'Ouest, des enseignant-e-s sont pris-e-s pour cible s'il-elle-s ne parviennent pas à déclamer un long passage religieux. A Hong-Kong, des enseignant-e-s ont perdu leur droit d'association pour avoir soutenu les revendications de leurs élèves en faveur de la démocratie et de l'autonomie. En Iran, des enseignant-e-s courageux-euses défendent des droits humains fondamentaux et la dignité, face à une violence féroce et inconcevable. Au Liban, des enseignant-e-s qui travaillent au-delà de leurs horaires pour enseigner à des réfugié-e-s, peinent à gagner suffisamment d'argent pour couvrir leur frais de bus pour se rendre à l'école. »

Antonia Wulff, Directrice de la Recherche, des politiques et du plaidoyer à l'Internationale de l'Éducation, a souligné que la véritable transformation requiert de la part des gouvernements qu'ils s'attaquent de front à la [pénurie mondiale d'enseignant-e-s](#). Pour ce faire, il faudrait rendre la profession plus attractive au moyen de conditions de travail décentes, en renforçant la condition des enseignant-e-s et surtout, en faisant confiance à l'expertise pédagogique des enseignant-e-s, à leurs connaissances et à leur gestion de classes.

Les enseignant-e-s, et leurs syndicats, transforment l'éducation

Sur le thème, « Les enseignant-e-s transforment l'éducation », l'Internationale de l'Éducation a organisé un événement en ligne, animé par la Secrétaire générale adjointe, Haldis Holst, à l'occasion de la Journée mondiale des enseignants. Le webinaire a fourni aux syndicats d'enseignants un espace de rencontre par-delà les frontières, pour célébrer leurs réalisations et dresser un bilan des engagements pris lors du [Sommet sur la transformation de l'éducation](#) aux Nations unies, et élaborer ensemble des stratégies pour aller de l'avant.

Afin de véritablement transformer l'éducation, les membres de l'Internationale de l'Éducation ont souligné l'importance pour les gouvernements d'investir dans les enseignant-e-s, de garantir les droits du travail et de bonnes conditions de travail, d'impliquer les enseignant-e-s dans les prises décision, et de faire confiance à leur expertise pédagogique.

La nécessité d'une pédagogie critique, telle qu'illustrée dans le travail inspirant de Paulo Freire, a été mise en avant en tant qu'élément déterminant pour transformer l'éducation et la société.

La présidente de l'Internationale de l'Éducation, Susan Hopgood, a déclaré que : « Le Sommet sur la transformation de l'éducation constituait un premier pas en vue de sécuriser un accroissement du financement en faveur de l'éducation. Toutefois, il nous faut désormais maintenir cet élan et veiller à ce que le financement soit dirigé vers les endroits où les besoins sont les plus accrus – non pas en faveur des nouvelles technologies et de partenariats publics-privés, mais pour garantir que chaque enfant soit face à un-e enseignant-e convenablement formé-e et qualifié-e. »

Et de conclure, « malgré les défis à relever à travers le monde, nous savons que nous sommes une profession d'optimisme et, en tant que syndicats, nous bénéficions de solidarité et d'une force organisée pour construire ensemble, un avenir meilleur. »

Redynamiser la profession enseignante en Afrique

Le Directeur régional de l'Internationale de l'Éducation, Dennis Sinyolo, a fait entendre la voix des enseignant-e-s africain-e-s dans le cadre d'un Symposium continental sur la Recherche et l'Innovation, organisé à Addis Ababa, Ethiopie, par le Partenariat mondial pour l'éducation.

Dans son allocution, Sinyolo a encouragé les gouvernements africains à faire preuve d'une volonté politique explicite et d'engagement, en investissant dans l'éducation et dans les enseignant-e-s. Il a présenté un plan en cinq points pour redynamiser la profession enseignante en Afrique.

Les enseignant-e-s sont le cœur battant de l'éducation

Tel qu'énoncé dans la [lettre ouverte](#) de la profession enseignante, l'Internationale de l'Éducation a réitéré son appel aux gouvernements du monde entier à remplir leurs obligations au regard d'une éducation publique gratuite de qualité. Les enseignant-e-s, les élèves et les communautés éducatives du monde entier sont prêtes à construire un avenir meilleur. Les enseignant-e-s sont le cœur battant de l'éducation.

Journée mondiale des enseignantes et des enseignants : transformer l'éducation dans le monde entier

Le 5 octobre, l'Internationale de l'Éducation et les organisations qui en font partie dans le monde ont fêté la [Journée mondiale des enseignantes et des enseignants](#) sous diverses formes. Certains ont choisi d'organiser des événements, d'autres, des campagnes de sensibilisation, des séminaires ou des manifestations. Tous ont souhaité réaffirmer leur engagement en faveur d'une transformation mondiale de l'éducation et de l'accès pour toutes et tous à un enseignement public de qualité.

Mexique : une grande occasion de consolider les systèmes d'enseignement public dans le pays

Lors de la Journée mondiale des enseignantes et des enseignants, le *Sindicato Nacional de Trabajadores de la Educación* (Syndicat national des employés de l'Éducation, SNTE) du Mexique, organisation membre de l'Internationale de l'Éducation, a mis en place un événement sur un mode hybride puisqu'il rassemblait 300 participants sur site mais aussi 70.000 personnes en ligne. D'autres organisations membres de l'Internationale de l'Éducation dans le monde participaient à l'événement. Le secrétaire général du SNTE, Alfonso Cepeda Salas, citant la formulation du thème de la Journée pour 2022 (« La transformation de l'éducation commence avec les enseignantes et enseignants ») a expliqué qu'il s'agissait là d'un cri d'alarme lancé aux gouvernements pour qu'ils améliorent le statut des enseignant-e-s, et ceci, particulièrement dans les temps de post-pandémie qui sont les nôtres, dans lesquels nous affrontons de nombreux décrochages scolaires et des lacunes dans les apprentissages.

Cepeda Salas a déclaré que s'offrait à nous en ce jour une grande occasion de consolider les systèmes d'enseignement public, et ceci, en améliorant les conditions de travail des enseignant-e-s, en leur garantissant l'accès au développement professionnel et en réduisant leur

charge de travail (notamment les tâches administratives). Salas a également souligné que « la fonction principale des enseignantes et enseignants est d'éduquer. »

Gabon : comment s'assurer du succès des réformes gouvernementales pour améliorer les conditions de vie et de travail des enseignant-e-s

Le bureau exécutif du Syndicat de l'Éducation Nationale (SENA), au Gabon, a fêté la Journée mondiale des enseignantes et des enseignants de façon conjointe avec celle de la campagne « Octobre Rose », consacrée à la lutte contre les cancers chez la femme. Le SENA a rappelé au gouvernement gabonais l'urgence de tenir ses engagements concernant la transformation de l'éducation en général et des écoles du pays en particulier.

Une série d'initiatives ayant pour objectif une prise de conscience publique a eu lieu dans les écoles de la capitale et dans les zones intérieures du pays.

Des messages ont été envoyés aux autorités, tandis que le syndicat incitait les enseignant-e-s et les représentant-e-s syndicaux-ales à prendre conscience de la nécessité de s'assurer que les réformes entreprises par l'État dans le but d'améliorer leurs conditions de vie et de travail étaient menées à bien.

Mongolie : comment développer l'éducation pour en faire un secteur phare de la société

La *Federation of Mongolian Education and Science Union* (Fédération des syndicats de l'Éducation et de la Science de Mongolie, FMESU, de son acronyme en anglais) a fêté la Journée mondiale des enseignantes et des enseignants, en collaboration avec la fondation allemande Friedrich-Ebert (FES, de son acronyme allemand) et le ministère de l'Éducation et de la Science de Mongolie.

Le ministre de l'Éducation et de la Science de Mongolie a fait part du discours qu'il avait tenu au Sommet sur la transformation de l'éducation et de la volonté qui existait de transformer l'éducation dans le monde ainsi que des moyens envisagés. Dans son discours aux Nations Unies, le ministre a souligné la nécessité d'impliquer les enseignant-e-s et les divers corps de représentations dans des domaines tel que le changement climatique, la transition numérique et le secteur de l'éducation.

Durant la Journée, il a également porté à l'attention de tous que des organisations membres de la Confédération des Syndicats Professionnels de Mongolie (CMTU, de son acronyme anglophone), parmi lesquelles se trouve la FMESU, vont travailler ensemble dans l'objectif de consolider les réussites obtenues dans la résolution commune de nombreux problèmes, ce dont pourra bénéficier le travail des enseignant-e-s et des employé-e-s du secteur de l'éducation, et ceci, dans l'optique de faire de l'éducation un secteur phare de la société mongole.

Portugal : dans le contexte actuel, les systèmes éducatifs ne peuvent pas fonctionner sans des professionnel-le-s adéquatement qualifié-e-s

Au Portugal, la Federação Nacional dos Professores (Fédération nationale des enseignant-e-s, FENPROF) a envoyé un [message de la part de tou-te-s les enseignant-e-s et éducateur-trice-s](#)

du pays au gouvernement portugais, à l'Assemblée et au grand public, les avertissant que la Journée mondiale des enseignantes et des enseignants 2022 venait marquer un manque de plus en plus visible et inquiétant d'enseignant-e-s adéquatement qualifié-e-s.

Le syndicat a souligné que « la profession enseignante n'est plus considérée à sa juste valeur, et qu'elle perd année après année de son prestige. Cette perte de valeur et de prestige lui est imposée et a lieu à divers niveaux : social, professionnel et matériel. Ceci amène un grand nombre des plus jeunes à abandonner cette profession et les plus jeunes générations à se détourner des filières de formation dans le secteur. »

Le syndicat a également fait un constat sans appel : « Dans le contexte actuel de crise climatique mondiale, de transformations technologiques rapides, en particulier dans le monde du travail, de baisse du degré de confiance accordée aux institutions publiques, d'érosion des valeurs démocratiques et d'augmentation des phénomènes de désinformation, d'intolérance et de haine, les systèmes éducatifs, à plus forte raison, ne peuvent pas fonctionner sans professionnels adéquatement qualifiés ».

Ces propos viennent rappeler de façon claire le profond besoin de redonner de la valeur à la profession enseignante, de redonner de la valeur à celles et à ceux qui continuent de l'exercer, de regagner la confiance de celles et ceux qui l'ont quittée et de convaincre les jeunes générations, en passe de se décider pour leur avenir professionnel, de faire le choix de l'enseignement, a déclaré la FENPROF.

Par conséquent, le syndicat a instamment rappelé au ministère de l'Éducation et au gouvernement portugais dans son ensemble qu'il attendait que ces derniers :

- Respectent les enseignant-e-s ;
- Étudient et valident le protocole de négociation pour la durée de la législature en cours afin que soient prises des mesures, qui, entre autres choses, assureraient que les décisions concernant l'évolution des carrières se basent sur le décompte intégral du temps de service, mettraient fin à la précarité, régulariseraient les heures de travail et permettraient une retraite correcte en termes d'âge de départ et de montant versé.

Cap-Vert : le gouvernement doit régler des problèmes flagrants affectant l'éducation et les enseignant-e-s

La *Federação Caboverdiana dos Professores* (Fédération cap-verdienne des enseignant.e.s, FECAP) a appelé le ministre de l'Éducation du Cap-Vert à résoudre des problèmes flagrants affectant l'éducation et l'enseignement et la vie dans les classes, ainsi que la promotion des enseignant-e-s.

Dans un communiqué qu'elle a fait paraître pour la Journée mondiale des enseignantes et des enseignants, la FECAP exige l'instauration de nouvelles mesures, en particulier pour assurer aux enseignant-e-s un avancement automatique. Le communiqué rappelle aux autorités publiques l'engagement qu'elles ont pris devant les Nations Unies, lors du Sommet sur la transformation de l'éducation, en septembre. Ces engagements comprenaient celui d'améliorer la qualité du système éducatif public, de garantir aux enseignant-e-s le respect du droit du travail et un niveau décent de conditions de travail, d'investir dans la formation des enseignant-e-s, d'accorder aux enseignant-e-s la confiance et le respect dont ils ont besoin et de consulter leurs divers syndicats

pour prendre des décisions politiques par le dialogue social.

« Dès lors que ces engagements ont été pris, notre syndicat espère que le budget de l'État allouera pour 2023 les fonds nécessaires à l'amélioration de la condition de la profession enseignante.

Abraão Borges, secrétaire général de la FECAP et membre du comité de l'IE pour la région Afrique.

Hongrie : lutte pour des salaires plus élevés et appel au soutien

La Hongrie a célébré la Journée mondiale des enseignantes et des enseignants d'une manière différente de celle des autres pays. Environ 35.000 étudiant-e-s, enseignant-e-s et parents hongrois-es ont manifesté devant le Parlement dans la capitale Budapest. Il a été initié par les deux principaux syndicats de l'éducation nationale.

La manifestation réclamait des salaires plus élevés et visait à sensibiliser sur le fait que des enseignant-e-s ont été licencié-e-s pour avoir manifesté. Les gens portaient des banderoles avec des citations disant « Ne licenciez pas nos enseignants » ou « Pas d'enseignants, pas d'avenir » pour souligner le problème de la pénurie d'enseignant-e-s. La campagne « Je veux enseigner » a permis aux enseignant-e-s de conserver leur droit de grève, le gouvernement ayant publié un règlement rendant les grèves dans l'enseignement public presque impossibles.

Le gouvernement affirme qu'il augmenterait les salaires des enseignant-e-s une fois que la Commission européenne aura débloqué le financement de la relance de l'UE pour le pays, mais celui-ci a été retenu en raison de conflits liés à l'état de droit.

Les enseignant-e-s et les syndicats prévoient de manifester à nouveau le 14 octobre 2022.

Iraq/Kurdistan: un syndicat d'enseignant-e-s pousse à l'augmentation des standards d'enseignement et d'apprentissage

Le *Kurdistan Teachers' Union* (KTU) a organisé un séminaire le 5 octobre. L'événement s'est concentré sur la façon dont le syndicat peut élever les normes d'éducation et d'apprentissage dans la région.

Le séminaire a également souligné la nécessité de :

- Établir plus de groupes professionnels,
- Contrôler les processus d'éducation et d'enseignement, et
- Offrir des projets pour améliorer la qualité de vie des enseignant-e-s.

Le séminaire comprenait une présentation par le formateur pédagogique Khalid Hameed Khoshnaw qui a conseillé au KTU de :

- Travailler sur les questions de droits humains, en particulier la défense des enseignant-e-s.
- Fournir du matériel didactique et distribuer des dépliants, des magazines, des livres et des journaux avec l'aide d'organismes bénévoles et de sponsors.

- Organiser des rassemblements, des séminaires, des conférences et des forums sur la science et l'éducation.

Pour que le syndicat des enseignant-e-s kurdes atteigne ses objectifs et améliore la qualité de vie des enseignant-e-s, il a reçu les recommandations suivantes :

- Comme il est important de diffuser les messages du syndicat des enseignant-e-s, des groupes de pression doivent être créés dans les organisations et agences gouvernementales concernées.
- Mettre en place des conseils consultatifs et des réunions pour aborder les principales problématiques liées aux enseignant-e-s et à l'éducation et fournir aux enseignant-e-s et aux autres parties prenantes clés du processus éducatif les orientations nécessaires.
- Obtenir le soutien d'organisations non gouvernementales, aux niveaux local, national et international, ainsi que celui d'entreprises, du secteur privé, et les Nations Unies devraient mener à bien des initiatives et des activités.

Titres

1. Les syndicats de l'éducation honorent une décennie de lutte pour les droits des filles dans l'éducation et par l'éducation et renouvellent leur engagement pour l'avenir

Ce 11 octobre, l'Internationale de l'Education (IE) et ses affiliés sont fiers de participer aux célébrations mondiales marquant la 10e Journée internationale de la fille. Notre temps est venu — Nos droits, notre avenir est le thème de la journée 2022 des Nations Unies, qui indique clairement que « les filles sont prêtes pour une décennie d'accélération des avancées. Il est temps pour nous toutes et tous de prendre nos responsabilités — avec et pour les filles — et d'investir dans un avenir qui croit en leur autonomie, leur leadership et leur potentiel. »

En tant qu'enseignant-e-s, nous applaudissons et célébrons les nombreuses avancées en matière de droits humains réalisées par les filles et pour les filles au cours de la dernière décennie. Au cours des 20 dernières années, les écarts entre les genres en matière de scolarisation et de fréquentation scolaire ont diminué à l'échelle mondiale. Nous avons également constaté que les communautés, les gouvernements et les décideurs politiques sont de plus en plus conscients et attentifs aux problèmes qui touchent les filles.

Cependant, nous reconnaissons également que de nombreuses inégalités subsistent, créant des obstacles à la réalisation du droit à une éducation publique de qualité pour les filles dans toute leur diversité. Dans le cas le plus frappant, en Afghanistan, les filles en âge de fréquenter l'école secondaire sont tout simplement privées d'apprentissage depuis plus d'un an. L'éducation étant un droit qui soutient la réalisation d'autres droits, nous savons que nous ne pouvons pas attendre une autre décennie pour résoudre les défis, anciens et nouveaux, auxquels nous sommes confrontés.

Au cours de la dernière décennie, où nous avons vu plus clairement les impacts de la crise climatique, les filles, en particulier celles du Sud, ont été affectées de façon disproportionnée, car elles sont plus susceptibles d'abandonner ou de manquer l'école en raison des conséquences du changement climatique. Pourtant, en comblant l'écart entre les genres dans le domaine de l'éducation, les pays peuvent mieux s'adapter à la crise climatique et réduire le rythme et les effets du changement climatique. [Une étude](#) a révélé que le nombre de décès dus aux phénomènes météorologiques extrêmes induits par le changement climatique pourrait être réduit de 60 % d'ici à 2050 si 70 % des filles atteignaient le premier cycle de l'enseignement secondaire.

Les filles ont également été impactées de manière disproportionnée par la pandémie de COVID-19, qui non seulement menace des décennies de progrès réalisés en matière d'égalité des genres, mais expose également les filles du monde entier aux risques de grossesse à l'adolescence, de mariage précoce et forcé, et de violence. Pour de nombreuses filles, l'école est plus qu'un espace d'apprentissage, c'est une bouée de sauvetage.

En cette journée, un appel clair est lancé à tous les partenaires pour qu'ils placent les filles en première ligne du changement, en les accueillant comme partenaires dans tous les espaces de décision, pour qu'ils augmentent les investissements dans les réseaux et organisations de femmes et pour qu'ils renforcent les services destinés aux filles, en particulier en période de crise et de reprise.

L'Internationale de l'Education salue le courage, l'activisme et le leadership des nombreuses filles qui ont travaillé sans relâche pour bâtir un monde juste, équitable et durable au cours de la dernière

décennie. C'est leur exemple qui sera le moteur des progrès à venir.

L'Internationale de l'Éducation et ses affiliés renouvellent leur engagement collectif et professionnel à faire progresser les droits des filles dans et par l'éducation. Nous sommes prêts à agir en véritables partenaires pour transformer les systèmes éducatifs afin de faire progresser les droits des filles dans toute leur diversité au cours de la prochaine décennie.

2. Déclaration | Myanmar: Les syndicats mondiaux demandent la libération des syndicalistes emprisonnés et la reconnaissance du NUG

Le Conseil des syndicats mondiaux (*Global Unions*), qui représente 200 millions de travailleurs et travailleuses dans le monde, appelle à la libération immédiate de tous les prisonniers politiques au Myanmar, en particulier des plus de 60 syndicalistes injustement incarcérés par la junte militaire depuis le coup d'État de 2021. Nous demandons l'abandon immédiat des accusations forgées de toutes pièces portées contre tous les militants et militantes prodémocratie emprisonnés, des garanties fermes que leur santé et leur sécurité à l'intérieur des prisons sont assurées, et leur retour rapide en sécurité auprès de leurs proches.

Leur maintien en prison est un abus de justice et un outrage aux principes démocratiques. Les droits syndicaux sont mondialement reconnus et garantis par la Déclaration universelle des droits humains et par les Principes et droits fondamentaux au travail de l'Organisation internationale du travail (OIT). L'emprisonnement de travailleurs et travailleuses et de syndicalistes pour l'exercice de ces droits dans le but de défendre la démocratie ne peut être toléré et laissé sans réponse. Les droits humains et syndicaux ne sont pas des suggestions - ce sont des droits universels et inaliénables qui doivent être appliqués à tous les travailleurs et toutes les travailleuses sans discrimination et sans crainte de répression.

Les droits syndicaux ne peuvent exister que dans un climat de démocratie. Ils ne peuvent se développer et s'épanouir que sous des gouvernements qui s'engagent à respecter les processus démocratiques et l'état de droit. Ainsi, le Conseil des syndicats mondiaux réaffirme son appel à l'Assemblée générale des Nations Unies pour qu'elle reconnaisse les pouvoirs du Gouvernement d'unité nationale (NUG – *National Unity Government*) du Myanmar comme le seul et véritable gouvernement démocratique du peuple du Myanmar. En reconnaissant le NUG, nous sauvegardons les droits humains et syndicaux des travailleurs et travailleuses du Myanmar et, une fois pour toutes, nous mettons fin à la dictature brutale de la junte militaire et à la fausse représentation du pays devant la communauté internationale.

Les syndicats mondiaux condamnent également avec la plus grande fermeté les violations généralisées des droits humains, les tortures et les meurtres dont sont victimes les militants et militantes prodémocratie au Myanmar, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des prisons. Nous demandons instamment aux Nations Unies et à toutes les institutions internationales des droits humains concernées de prendre des mesures fermes à ce sujet et de traduire en justice tous les responsables de ces atrocités.

Les syndicats ne cesseront jamais de lutte tant que tous les syndicalistes, partout dans le monde, ne seront pas libérés de la répression et des atteintes à leurs droits fondamentaux. Tous les travailleurs et travailleuses ont droit à la démocratie. Partout et à chaque instant où sévit la tyrannie, les syndicats répondront par l'unité et la solidarité.

3. Ghana : campagne contre la privatisation et la commercialisation de l'éducation

Faisant le point sur les résultats obtenus, les organisations membres de la Campagne contre la privatisation et la commercialisation de l'éducation (CAPCOE) ont déploré l'expansion de la privatisation de l'éducation — en particulier au niveau de l'enseignement fondamental — dans les zones reculées du Ghana, et salué le niveau de formation plus élevé des enseignant-e-s ainsi que la réduction du ratio élèves-enseignant-e. Elles ont également réitéré leur soutien à l'augmentation des investissements et à l'amélioration de la qualité de l'enseignement fondamental public, ainsi que leur volonté de décourager le recours à l'enseignement privé au niveau fondamental.

Aux côtés de la *Coalition of Concerned Teachers* (CCT-Gh) et des organisations de la société civile représentées par la *Ghana National Education Campaign Coalition* (GNECC), les affiliés nationaux de l'Internationale de l'Éducation, c'est-à-dire la *Ghana National Association of Teachers* (GNAT), la *National Association of Graduate Teachers* (NAGRAT) et le *Teachers and Educational Workers' Union* (TEWU), jouent un rôle actif au sein de la CAPCOE depuis sa création en 2016. En partenariat avec la Fondation Friedrich Ebert (FES) et l'Internationale de l'Éducation, la CAPCOE a maintenu une lutte inébranlable contre la privatisation en mettant l'accent sur l'éducation fondamentale. La FES et l'Internationale de l'Éducation apportent un soutien financier et technique.

Revendications de la CAPCOE

Les principaux objectifs de la CAPCOE sont les suivants :

- Sensibiliser le public à l'augmentation rapide de la commercialisation de l'éducation et à ses dangers pour la société.
- Préconiser l'arrêt de l'expansion du business de l'éducation au Ghana.
- Plaider pour la révision des politiques et des lois qui sapent l'enseignement public.
- Exiger l'application des politiques et des lois sur l'enseignement privé par le *Ghana Education Service* et les assemblées métropolitaines/municipales/de districts.
- Exhorter le gouvernement à investir davantage dans l'enseignement public, notamment au niveau de l'enseignement fondamental.
- Promouvoir le professionnalisme des enseignant-e-s et des travailleur-euse-s de l'éducation, en fournissant des ressources d'enseignement et d'apprentissage.
- Garantir un accès équitable à un enseignement public de qualité.
- Construire une alliance pour faire campagne contre la privatisation et la commercialisation de l'éducation au Ghana.

La CAPCOE a observé que la privatisation croissante de l'éducation de base empêchait les citoyen-ne-s à faibles revenus d'accéder à l'éducation fondamentale pour des raisons de coût ou d'accessibilité, en particulier dans les zones urbaines du Ghana, où il y a très peu d'écoles fondamentales publiques. Elle s'inquiète du fait que de telles situations empêchent la réalisation du droit constitutionnel à une éducation fondamentale gratuite — garanti par la Constitution nationale — et la réalisation des Objectifs de développement durable en matière d'éducation au Ghana.

Au cours des sept dernières années, le Ghana a connu une croissance des écoles à but lucratif et à bas prix (LFFPS, acronyme anglophone) dans le paysage éducatif, en particulier dans les zones urbaines. L' *International Finance Corporation* estime que 40 % des écoles fondamentales privées du Ghana sont des écoles à bas prix, opérant dans des zones à faible revenu dans un environnement

réglementaire complexe et avec peu de financement pour l'éducation et peu d'enseignant-e-s formé-e-s. En réponse, l'une des priorités de la CAPCOE a été de faire campagne contre l'émergence et la croissance des LFFPS, car ces écoles sont de nature improvisée, offrent une éducation de faible qualité dans des infrastructures médiocres et excluent les pauvres en raison des frais de scolarité.

En 2022, la CAPCOE a chargé le directeur exécutif d'Africa Education Watch, Kofi Asare, de réaliser une évaluation de l'impact des activités de la CAPCOE de 2015 à 2021. L'étude identifie les lacunes et formule des recommandations pour développer une nouvelle stratégie de plaidoyer afin de faire face aux défis de l'enseignement prétertiaire public au Ghana.

Lors d'une réunion de validation le 26 juillet, Kofi Asare a présenté le rapport préliminaire au groupe de travail technique de la CAPCOE.

Les succès et les défis restants de la CAPCOE

Le rapport reconnaît que la CAPCOE reste une force dans la lutte contre la commercialisation et la privatisation et dans le plaidoyer pour l'augmentation des investissements dans l'enseignement fondamental public au Ghana. Le rôle de la CAPCOE dans le rejet du projet Ghana Partnership Schools, par lequel le gouvernement cherchait à engager des acteurs non étatiques pour gérer les écoles fondamentales publiques, a été un succès important dans la campagne contre la commercialisation.

Malgré ses actions de plaidoyer politique, les LFFPS restent d'actualité dans les zones urbaines et rurales du Ghana. Le rapport observe que, pendant les sept années de plaidoyer de la CAPCOE, alors que les écoles privées ont augmenté de 60 %, les écoles fondamentales publiques n'ont augmenté que de 12 %. Il est inquiétant de constater que les LFFPS ont connu une croissance de 17 % par an, même dans les districts défavorisés, augmentant ainsi leur pertinence à l'échelle nationale. Cela est principalement dû à la baisse des investissements dans l'enseignement fondamental public, ce qui entraîne une croissance lente des écoles fondamentales publiques et limite l'accès, en particulier dans les zones urbaines et périurbaines, faisant des LFFPS la seule alternative pour accéder à l'éducation fondamentale dans les communautés mal desservies, a expliqué Asare.

Toutefois, le chercheur a noté que le plaidoyer de la CAPCOE en faveur de l'amélioration de la formation des enseignant-e-s afin de garantir leur qualité, leur professionnalisme et l'amélioration des résultats d'apprentissage a porté ses fruits, avec une augmentation du pourcentage moyen d'enseignant-e-s formé-e-s dans le système fondamental public, qui est passé de 62 % à 92 %, au niveau de l'école maternelle, de 75 % et 88 % au niveau de l'école primaire et de 96 % à 97 % au collège.

L'augmentation de la formation des enseignant-e-s a également conduit au déploiement de plus de 120.000 enseignant-e-s supplémentaires, ce qui a permis de réduire le ratio élèves/enseignant-e de 35 à 27 au niveau de la maternelle, de 34 à 26 au niveau du fondamental et de 16 à 12 au niveau du collège. L'impact de ce déploiement accru d'enseignant-e-s n'a malheureusement pas été ressenti dans les classes urbaines où les infrastructures sont restées stagnantes. Par exemple, la taille moyenne des classes des écoles fondamentales dans la région du Grand Accra est de 50 élèves, et la taille moyenne des classes dans de nombreux districts est de 60 et plus.

Asare a souligné que la dépendance à l'égard du financement irrégulier basé sur l'activité et les lacunes dans la capacité des membres à apprécier les dynamiques émergentes dans le paysage de

la commercialisation de l'éducation restent des défis clés qui doivent encore être surmontés pour que le plaidoyer de la CAPCOE ait un plus grand impact.

L'étude formule donc les recommandations suivantes :

- L'élaboration d'une nouvelle stratégie de sensibilisation à moyen terme et de plans conformes aux questions émergentes dans le paysage de la commercialisation et au nouveau plan à moyen terme de développement (2022-2025) du ministère de l'Éducation.
- Un financement régulier par projet pour le plan de plaidoyer à moyen terme.
- Le renforcement des capacités des membres sur les questions émergentes liées à la commercialisation dans le secteur de l'éducation, tout en retravaillant la stratégie concernant l'engagement des médias et des partenaires.

4. Les syndicats de l'éducation en cours de reconstruction en Asie-Pacifique

La 9e Conférence régionale de l'Internationale de l'Éducation Asie-Pacifique (IEAP), intitulée « Reconstruire la région Asie-Pacifique : Les éducateur-trice-s et leurs syndicats à l'avant-garde d'un avenir durable », a fourni aux syndicalistes du secteur de l'éducation de la région et d'au-delà une occasion unique de se rencontrer, d'échanger leurs expériences, de nouvelles perspectives, de nouvelles idées, et de réfléchir aux moyens d'obtenir des conditions de travail décentes pour tou-te-s les employé-e-s du secteur de l'éducation, une éducation de qualité pour tous les enfants, ainsi qu'un avenir durable et juste pour tou-te-s.

Du 18 au 20 octobre 2022 à Siem Reap, Cambodge, les délégué-e-s syndicaux-ales de la région Asie-Pacifique ont profité de nombreuses opportunités de réseautage, écouté des présentations de haut niveau inspirantes et participé à des sessions approfondies sur des questions clés, telles que le renouveau syndical, le changement climatique, l'égalité des genres, les droits humains et syndicaux, le financement de l'éducation, la numérisation et l'innovation. La conférence a été précédée d'une journée entière d'événements pré-conférence qui ont abordé la question des femmes, de l'enseignement supérieur, de l'éducation au changement climatique et des jeunes dans les syndicats.

Le premier jour, les participant-e-s ont été accueilli-e-s par des dirigeant-e-s des syndicats de l'éducation cambodgiens. Après avoir sensibilisé les participant-e-s à leur situation, Ouk Chayavy, président de la *Cambodia Independent Teachers' Association* (CITA), a demandé la réintégration de 11 membres de la CITA, ainsi que la libération de cinq syndicalistes locaux emprisonnés.

Dans son allocution de bienvenue, le président du Comité régional de l'IEAP, Masaki Okajima, du *Japan Teachers' Union*, a souligné qu'après des années de pandémie, il apparaît clairement que « l'enseignement en ligne ne peut pas remplacer pleinement les avantages de l'enseignement scolaire. Les écoles sont essentielles au développement émotionnel, social, mental et physique. » Il a par ailleurs souligné que le bien-être des enseignant-e-s est directement lié à celui des élèves.

Les gouvernements doivent prendre de toute urgence des mesures audacieuses pour garantir une éducation de qualité

« L'idée que la technologie est une 'solution miracle' est, au mieux, erronée. Elle ouvre simplement la porte à des entreprises de l'industrie des technologies de l'éducation mues par le profit et plus intéressées par l'extraction de données et leurs résultats financiers que par une éducation de qualité pour toutes et tous », a déclaré Susan Hopgood, présidente de l'Internationale de l'Éducation, dans

son allocution d'ouverture.

Elle a ajouté que « toutes les enseignantes et tous les enseignants doivent bénéficier de salaires décents, d'une reconnaissance, d'une autonomie professionnelle et d'un développement professionnel de qualité. Les gouvernements doivent prendre des mesures audacieuses sans tarder. »

Évoquant le défi de promouvoir le syndicalisme parmi les éducateur-trice-s, elle a souligné que, « en tant que dirigeantes et dirigeants de nos syndicats, nos voix comptent et doivent être entendues. Nous devons faire preuve d'audace pour démontrer toute la puissance de notre présence et asseoir notre crédibilité unique pour coordonner et mobiliser afin de lutter contre la désinformation et toutes les forces anti-démocratiques. »

Dans son discours, Graeme Buckley, directeur de l'équipe sur le travail décent pour l'Asie de l'Est et du Sud-Est et le Pacifique au sein du bureau Asie-Pacifique de l'Organisation internationale du Travail, a déploré que « dans de nombreuses régions, les droits ont été érodés ou les voix écartées d'une manière qui n'est pas constructive et qui ne favorise pas le dialogue social. C'est là que l'action syndicale s'avère essentielle : essentielle pour mettre les enseignantes et enseignants au centre de la transformation de l'éducation, mais essentielle aussi pour défendre les droits des travailleuses et travailleurs. La façon dont les syndicats répondent aux défis et aux changements déterminera l'avenir de l'éducation. »

Dans son message vidéo adressé à la conférence, Ethel Agnes P Valenzuela, directrice de l'Organisation des ministres de l'Éducation de l'Asie du Sud-Est, a affirmé que « la crise climatique est aussi notre crise de l'éducation. L'éducation est également la principale solution. Nous devons profiter de ces opportunités pour renforcer les compétences des enseignantes et enseignants et des directrices et directeurs d'école afin d'avancer vers la résilience et la durabilité des systèmes éducatifs dans toute la région. »

Pour Shoya Yoshida, secrétaire général de la région Asie-Pacifique de la Confédération syndicale internationale, « les syndicats doivent aller au-delà du syndicalisme traditionnel et doivent pouvoir travailler avec les différents acteurs de la société, dont la priorité est de garantir un travail décent ».

Il a ensuite appelé l'Internationale de l'Éducation « à jouer un rôle crucial », étant donné que « les conditions de travail dans votre secteur sont directement liées à la qualité de l'éducation et, par conséquent, la négociation collective de vos affiliés est essentielle non seulement pour les intérêts des enseignantes et enseignants, mais aussi pour ceux des élèves, des enfants, des générations futures et de la société dans son ensemble ».

Les enseignant·e-s et les élèves sont à l'avant-garde des luttes démocratiques

Dans son discours, le secrétaire général de l'Internationale de l'Éducation, David Edwards, a souligné que, dans la région de l'IEAP, les enseignant-e-s et les élèves sont à l'avant-garde des luttes démocratiques. « La lutte a commencé. Nous savons qu'il ne s'agit pas seulement d'une crise de l'éducation. C'est une crise pour la démocratie. Bien sûr, les pays ouverts et libres offrent aux citoyennes et citoyens de meilleures chances de mener une vie utile que les dictatures fermées. Mais la démocratie doit être féroce. Elle doit être organisée pour vaincre ses adversaires. Pour que la démocratie prospère, nous devons nous battre. Cela signifie qu'il faut identifier les institutions qui travaillent contre nous. Il faut exploiter notre pouvoir pour contrôler ces institutions et veiller à ce

qu'elles agissent en faveur de nos élèves et de notre planète. Les enseignantes et enseignants sont depuis longtemps en première ligne. »

En ce qui concerne les défis spécifiques auxquels le mouvement syndical de l'éducation est confronté, il a déclaré que « l'investissement public dans un secteur public fort est le seul moyen de garantir que nous reprenons la voie de l'éducation inclusive et équitable. L'Internationale de l'Éducation a joué un rôle de premier plan dans les efforts visant à accroître les investissements en matière d'éducation grâce à une fiscalité équitable et efficace, en appelant les gouvernements à intensifier leurs actions et à investir dans les enseignantes et enseignants et les systèmes éducatifs. »

Edwards a par ailleurs annoncé : « Lors de la Journée internationale de l'Éducation, le 24 janvier, nous lancerons une campagne exhortant tous les gouvernements à investir dans l'avenir, dans les éducatrices et éducateurs et dans l'éducation. Je suis convaincu que, tous ensemble, en tant que mouvement syndical mondial uni, nous pouvons changer le discours et faire en sorte que chaque gouvernement reconnaisse enfin que l'argent dépensé pour notre profession (pour nos salaires, notre soutien, notre développement professionnel et notre bien-être) n'est pas un coût mais un investissement vital. C'est ainsi que nous reconstruisons l'éducation. »

Pour développer la stratégie de la campagne dans les mois à venir, l'Internationale de l'Éducation consulte ses collègues dans toutes les régions. « Nous devons être en première ligne de ce mouvement en faveur du changement. Il ne s'agit plus de persévérer, mais de l'emporter sur les intérêts particuliers. Nous ne répondons plus aux défis auxquels nous sommes confrontés, nous créons un mouvement pour répondre au moment présent. Pour nos élèves, pour notre planète, pour notre profession », a conclu Edwards.

Les syndicats de l'éducation d'Asie-Pacifique s'engagent dans un processus de renouvellement

Anand Singh, coordinateur régional principal de l'IEAP, a rendu compte du travail du bureau régional de l'IEAP au cours des cinq dernières années et de la vision de la région alors qu'elle s'engage dans un processus de renouvellement.

Il a déclaré que la période couverte par le rapport a été marquée par la persistance du sous-financement chronique de l'éducation et l'expansion de la commercialisation et de la privatisation de et dans l'éducation et les services publics, ainsi que par l'impact de ces conditions qui ont été aggravées par les défis sans précédent liés à la pandémie de COVID-19.

L'Internationale de l'Éducation et ses syndicats en Asie-Pacifique ont continué à soutenir leurs membres et à défendre les droits et le bien-être des éducateur·trice·s et des apprenant·e·s.

Bien qu'il s'agisse d'une période incertaine marquée par des restrictions en matière de santé et de sécurité, des fermetures d'écoles quasi universelles et des changements majeurs dans la façon dont les sociétés fonctionnent, les éducateur·trice·s et leurs syndicats se sont adapté·e·s et ont innové pour continuer à promouvoir et à protéger un enseignement public de qualité et inclusif pour tou·te·s, à faire progresser le statut et les droits des enseignant·e·s et du personnel de l'éducation, à défendre leurs droits syndicaux et leurs libertés professionnelles, et à renforcer la force et la capacité collectives pour lutter contre les menaces néolibérales et antisyndicales persistantes qui planent sur l'enseignement public.

« Face à cette crise de la démocratie, l'IEAP continuera à promouvoir la campagne de l'Internationale de l'Éducation pour les droits dans la région Asie-Pacifique : encourager les éducatrices et éducateurs et leurs syndicats à participer à des actions politiques et de la société civile, continuer à résister aux politiques autoritaires et travailler avec des réseaux à vocation civique pour faire pression en faveur d'une abrogation des décisions autocratiques, en particulier dans le domaine de l'éducation », a déclaré Singh.

Pour consulter le rapport dans son intégralité (en anglais), cliquez [ici](#).

La reprise de l'éducation après la pandémie et l'avenir du travail dans le domaine de l'éducation

Le deuxième jour de la conférence s'est ouvert par un panel intitulé « La reprise de l'éducation après la pandémie et l'avenir du travail dans le domaine de l'éducation », modéré par Susan Hopgood, présidente de l'Internationale de l'Éducation. Cette séance plénière s'est penchée sur les liens multisectoriels plus larges, qui vont au-delà de l'éducation, pour y inclure la protection sociale, l'environnement, les droits et la solidarité, et s'est concentrée sur les actions nécessaires pour assurer une reprise holistique et inclusive.

Sharan Burrow, secrétaire générale de la Confédération syndicale internationale (CSI), a réaffirmé le soutien de la CSI en faveur de l'éducation climatique : « Nous savons que, pour faire face à la crise climatique, les éducatrices et éducateurs doivent exiger avec détermination une transition juste, qui place les personnes et la planète au cœur de toutes les politiques publiques. Votre soutien et vos revendications en faveur d'une éducation climatique obligatoire revêtent une importance capitale, et je suis très heureuse de pouvoir engager la CSI à appuyer cette campagne mondiale. »

Apolinar Tolentino, représentant régional de l'IBB – la Fédération syndicale internationale regroupant des syndicats libres et démocratiques ayant des membres dans les secteurs du bâtiment, des matériaux de construction, du bois, de la sylviculture et des secteurs connexes – a appelé les délégué-e-s de la conférence à défendre activement la démocratie en adoptant des résolutions et des plans d'action. « La répression d'État ne se produit pas seulement au Myanmar. Elle a lieu aux Philippines, au Cambodge, à Hong Kong. Sans démocratie, nous ne pouvons survivre en tant que mouvement syndical. Nous travaillerons ensemble avec vous pour veiller à ce que le mouvement survive en défendant la démocratie. »

Meera Chandran, professeure adjointe au Centre d'excellence pour la formation des enseignant?e?s de l'Institut Tata des sciences sociales, à Mumbai, Inde, a également présenté les principaux résultats de leurs recherches sur l'impact de la COVID-19 sur l'éducation et l'enseignement dans la région Asie-Pacifique. Entre autres observations, elle a noté que « la principale préoccupation de nombreuses enseignantes et de nombreux enseignants est le manque d'interaction avec leurs collègues et leurs élèves. Cet aspect est encore plus important que les préoccupations concernant l'augmentation de la charge de travail, qui est considérable. Cela en dit long sur la nature relationnelle du travail des enseignantes et enseignants. »

Les participant-e-s se sont réparti-e-s en sessions sous-régionales : Asie du Nord, Asie du Sud, Asie de l'Ouest, Asie du Sud-Est et Pacifique.

Il-elle?s se sont ensuite divisé-e-s en sous-groupes sur les thèmes suivants : Investir dans les enseignant-e-s, investir dans l'éducation pour une reprise durable ; Défendre les droits humains et syndicaux et la démocratie ; Éducateur-trice-s pour une transition juste ; Promouvoir une reprise inclusive.

Se préparer à relever les défis futurs

La dernière journée de la 9e Conférence régionale #EIAP2022 a débuté par un panel intitulé « Les syndicats de l'éducation se préparent à relever les défis futurs », modéré par le secrétaire général de l'Internationale de l'Éducation, David Edwards.

Pour Correna Haythorpe, présidente fédérale de l' *Australian Education Union*, « l'espoir est essentiel à ce que nous faisons, dans nos syndicats, et pour nos membres. Et c'est tout à fait naturel pour nous, en tant qu'enseignantes et enseignants, car nous croyons fondamentalement en un monde meilleur – un monde que nos élèves vont créer, et que nous espérons façonner à travers elles et eux. »

Soulignant l'importance de donner aux jeunes et aux femmes l'accès aux opportunités et aux plateformes de direction, Unifah Rosyidi, présidente du *Persatuan Guru Republik Indonesia*, a déclaré : « Les fonctions de direction représentent l'aspect le plus important. Je suis aujourd'hui très heureuse car, depuis la base jusqu'aux plus hauts niveaux, tant de jeunes femmes sont impliquées. »

Monika Sharma, vice-présidente de l'aile féminine de la *All India Primary Teachers Federation*, a souligné comment les syndicalistes peuvent tirer le meilleur parti des nouvelles opportunités de connectivité apparues depuis la pandémie. « En raison de la migration soudaine de l'éducation vers des plateformes en ligne, nous, enseignantes et enseignants et élèves, avons dû apprendre à utiliser les technologies. Au début, c'était un casse-tête pour nous toutes et tous, mais maintenant nous en bénéficions. En tant que syndicalistes, nous sommes désormais en mesure d'organiser n'importe quelle réunion, n'importe quand, n'importe où, en moins de temps et sans aucune dépense. Grâce à ces nouvelles connaissances, nous nous sentons désormais plus à l'aise avec le fait d'être connectés. »

Parlant de la forte proportion de jeunes et de femmes à la tête de son syndicat, Tsetsegmaa Gendenjamts, secrétaire internationale de la *Federation of Mongolian Education and Science Unions*, a souligné : « Sur les 102 membres de notre Bureau exécutif, plus de 81 % sont des femmes et 33 % sont des jeunes. Le comité permanent pour la jeunesse compte 12 membres et parmi elles et eux, cinq représentants sont issus d'écoles secondaires, trois de jardins d'enfants, deux d'universités et und'une zone rurale. »

Andy Tosasai, de la *Solomon Island National Teachers Association*, a expliqué comment, durant son mandat de président, le syndicat a résisté à la tendance à la baisse des affiliations au syndicat. « Le défi lié à l'augmentation et au maintien du niveau d'affiliation est énorme. Cette année, nous avons réussi à augmenter le nombre de membres et à inverser la tendance. Cela a été possible grâce au renforcement des systèmes de communication des réseaux, du recrutement et des activités de plaidoyer. Le recrutement est un engagement qui doit être pris pour obtenir une augmentation de l'affiliation, quel que soit l'environnement de travail. Le recrutement doit se concentrer sur les nouvelles employées et nouveaux employés et les jeunes enseignantes et enseignants. »

Résolutions adoptées lors de la conférence

Les délégué-e-s ont adopté sept résolutions lors de la conférence :

- [Résolution sur la solidarité avec les enseignant-e-s, syndicalistes et manifestant-e-s iranien-ne-s](#)
- [Résolution sur les restrictions des droits civils et politiques des enseignant-e-s en République de Corée](#)
- [Résolution visant à protéger, à défendre et à promouvoir les libertés académiques](#)
- [Résolution sur la promotion des droits des peuples autochtones](#)
- [Résolution sur l'égalité des genres : les femmes dans l'éducation et leurs syndicats](#)
- [Résolution sur le thème de la conférence : « Reconstruire l'Asie-Pacifique : Les éducateur-trice-s et leurs syndicats à l'avant-garde d'un avenir durable »](#)
- [Résolution sur la crise climatique](#)

Pour conclure les travaux de la conférence, les délégué-e-s ont accueilli les nouveaux [membres du Comité régional de l'IEAP](#) et ont remercié le président sortant du comité, Masaki Okajima, pour sa contribution et sa direction exceptionnelle de la région.

Pour de plus amples informations sur la conférence (en anglais), veuillez cliquer [ici](#).

5. Les syndicats de l'éducation francophones veulent remettre les gouvernements sur la voie pour atteindre une éducation de qualité

Le Comité syndical francophone de l'éducation et de la formation (CSFEF) qui regroupe les représentations syndicales des organisations francophones affiliées à l'Internationale de l'Éducation a tenu sa 18e Rencontre du CSFEF qui s'est tenue à Hammamet, en Tunisie, du 13 au 15 octobre. Les débats se sont centrés, entre autres, sur les conditions d'exercice de l'activité syndicale, l'égalité des genres et le droit de toutes et tous à une éducation de qualité.

Pré-rencontre des femmes

Pour la première fois lors d'une rencontre du CSFEF s'est tenue en amont une [pré-rencontre des femmes](#), avec 25 participantes.

Celles-ci ont recommandé :

- La formalisation du réseautage initié pour cette rencontre par la constitution d'un groupe « femmes » du CSFEF ; et
- Le maintien dudit groupe à travers des réunions en ligne, des partages d'informations et des échanges d'expériences, des outils pour la promotion des droits de la fille et de la femme dans l'éducation, au travail ainsi que la participation dans les syndicats.

Analyse du PASEC

Par ailleurs, une des tables rondes a suscité beaucoup d'intérêt, celle sur le [Programme d'analyse des systèmes éducatifs \(PASEC\)](#) de la Conférence des ministres de l'Éducation des États et gouvernements de la Francophonie (CONFEMEN).

Dans sa présentation sur l'édition du PASEC du 2019, le représentant de la CONFEMEN, Konan Noël Kouassi, a rappelé que, à la demande du CSFEF, un Comité d'éthique et de déontologie a été mis sur pieds. Le CSFEF a pu y déléguer deux représentants.

Lors de la première réunion de ce comité, une charte a été adoptée afin de s'assurer que les données de l'enquête PASEC, qui comprend désormais une évaluation des enseignant-e-s, ne puissent servir à d'autres fins que celles prévues à l'amélioration des systèmes d'éducation. Cette charte d'éthique prévoit que l'enquête soit anonyme, ne permettant d'identifier ni les enseignants ou enseignantes ni les établissements, et que les résultats ne soient pas exploités pour dénigrer la profession enseignante, voire la sanctionner.

Une seconde réunion du Comité d'éthique a eu lieu après l'annonce des résultats du rapport du PASEC le 21 décembre 2020 à Dakar, au Sénégal, afin de réfléchir à comment diffuser les résultats de cette. Le CSFEF s'est alors assuré que les données demeureraient anonymes et ne pourraient servir à sanctionner les enseignant-e-s. S'il advenait que cette diffusion puisse permettre à un pays ou à un groupe de chercheur-euse-s d'identifier des enseignant-e-s ou des groupes d'enseignant-e-s, le comité devrait alors être convoqué.

Devant la forte attente de dialogue social de la part des syndicats de l'éducation sur le résultat de cette enquête et les recommandations qui correspondent aux revendications syndicales, le représentant de la CONFEMEN a garanti que l'objectif est une meilleure adéquation de la formation des enseignantes et enseignants, initiale et continue, aux besoins d'éducation.

Il a ajouté qu'un autre volet important est de pouvoir exercer son métier dans des conditions matérielles satisfaisantes (locaux, effectifs, outils pédagogiques), ce qui est loin d'être le cas dans plusieurs pays.

La CONFEMEN a aussi souligné la nécessité de rétribuer le travail des enseignants à sa juste valeur, de leur offrir des perspectives de carrière, devrait être un élément clé pour la qualité du système éducatif.

Enfin, elle a reconnu la nécessité de commencer l'apprentissage par la langue maternelle des enfants, et non en français, pour plus d'efficacité et de réussite.

Déclaration en vue du Sommet de la Francophonie

Les délégué?e?s ont également adopté à l'unanimité une [Déclaration en vue du Sommet de la Francophonie](#) qui se tiendra les 19 et 20 novembre 2022 à Djerba, en Tunisie. Le président du CSFEF, Jean-Hervé Cohen, a relevé que les États prenaient des engagements qui n'étaient ensuite pas tenus, le rôle des syndicats est donc également de veiller à la mise en application concrète de la déclaration officielle qui conclura le sommet des chefs d'État et de gouvernement.

Le secrétaire général du CSFEF, Luc Allaire, a regretté que « nous nous éloignons clairement de l'Objectif de développement durable 4 relatif à une éducation de qualité pour toutes et tous. À cause de la crise économique et énergétique, il y a beaucoup de réduction des budgets alloués à l'éducation. C'est dramatique. Nous ne pouvons ainsi que constater et déplorer une pénurie de personnels enseignants et de soutien à l'éducation. »

Condamnant la privatisation rampante du secteur de l'éducation, il a fait observer que « moins de budgets publics dans l'éducation signifie plus d'acteurs privés dans ce secteur. Or ceci entraîne plus d'inégalités, plus d'iniquité dans l'accès à une éducation de qualité. De plus, les personnels éducatifs embauchés par les établissements privés sont souvent sous-payés, sous-qualifiés et leur syndicalisation est beaucoup plus difficile. »

C'est pourquoi, dans leur déclaration, les syndicats francophones de l'éducation demandent aux chefs d'État et de gouvernement de s'engager, comme l'a fait la Banque Mondiale, à geler tous les investissements directs et indirects dans l'enseignement privé à but lucratif, dans le préscolaire, le primaire et le secondaire.

La Rencontre a aussi procédé à l'élection des [membres du Bureau du CSFEF](#) pour une période de deux ans. Cela a été l'occasion de remercier les membres sortants, en particulier Jean-Hervé Cohen qui quitte la présidence. Il a salué l'élection de la nouvelle présidente, Claire Guéville (SNES-FSU, France). Il est à noter que, pour la première fois de son histoire, le CSFEF sera présidé par une femme et son Bureau sera majoritairement composé de femmes: neuf femmes et six hommes.

Novembre

Points forts

1. 16 Jours d'activisme contre la violence basée sur le genre

Du 25 novembre au 10 décembre, l'Internationale de l'Éducation s'est mobilisée pour marquer les 16 Jours d'activisme contre la violence basée sur le genre.

En lien avec

#16Jours | Femme, vie, liberté !

La mort de Jina Mahsa Amini, une jeune femme kurde iranienne a déclenché depuis septembre des protestations à travers l'Iran. Les personnels de l'éducation et la population étudiante ont été parmi les premiers à [faire grève pour protester](#) contre la brutalité du régime islamique et soutenir les iraniennes et les iraniens luttant pour leur liberté.

En tant que voix des personnels éducatifs à travers le monde, l'Internationale de l'Éducation a [exprimé sa solidarité](#) avec le peuple iranien et condamné les violations des droits humains par le régime islamique. Cet appel a trouvé écho à l'échelle internationale à travers la [résolution](#) adoptée il y a peu par la Confédération syndicale internationale. A l'échelle nationale, malgré les [efforts menés par les syndicats pour sensibiliser](#) sur la question, l'enseignante et syndicaliste irano-néerlandaise Khazar Lotfi réfléchit sur la réponse sociétale qui n'a pas permis de réellement soutenir la résistance féminine en Iran et sur la nécessité de l'amplifier.

L'éducation compte et ne devrait jamais être détournée afin d'opprimer ou de soumettre un peuple de quelque façon. Toutefois, c'est précisément la situation (et pire encore) en Iran où la communauté éducative est réprimée par le régime islamique. Les écoles ne sont pas protégées et le milieu éducatif qui devrait être un sanctuaire de connaissances et de croissance a été transformé en champ de bataille par les forces du régime qui s'en prennent cruellement aux personnes manifestant, sans distinction d'âge.

« C'est effrayant » me dit ma cousine. Elle profite des rares fois où elle parvient à contourner les restrictions numériques imposées par les autorités pour partager ses inquiétudes et ses espoirs pour le pays et son avenir. L'une de ses luttes personnelles concerne son fils de douze ans qui insiste pour « qu'ils fassent quelque chose » car le pays est en feu. Comme de nombreux enfants en Iran, il ressent l'urgence de contribuer aux soulèvements actuels. Et comme nombre de parents, ma cousine s'inquiète pour la vie de son enfant. D'après les activistes et juristes, au moins [700 jeunes ont été détenu-e-s](#) jusqu'à présent et [plus de 50 ont été tué-e-s](#). Le ministre de l'Éducation Yousef Nouri a reconnu qu'un nombre non communiqué d'enfants sont actuellement placés dans des « [centres psychologiques](#) », notoirement violents, aux fins de redressement et de rééducation. La situation dans mon pays d'origine est grave, c'est le moins que l'on puisse dire.

Depuis le décès de Jina Mahsa Amini il y a plus de deux mois, le peuple iranien proteste pour recouvrer sa liberté aux mains du régime islamique qui tient le pays en otage depuis 1979. La femme kurde iranienne de 22 ans est décédée en détention des suites de graves sévices

commis par la police de la moralité à Téhéran début septembre, après avoir été arrêtée pour port inapproprié du voile islamique, conformément aux strictes lois du régime théocratique. Sa mort a enragé les Iraniennes et les Iraniens qui sont privé-e-s de leurs droits humains élémentaires depuis des décennies et a donné lieu à des manifestations nationales.

Ma cousine et moi avons le même sang mais j'ai échappé aux mêmes luttes car mes parents ont fui la République islamique lorsque j'avais trois ans. Je me demande si j'aurais été aussi indifférente vis-à-vis de l'état du pays, à l'image de la plupart de mes collègues et connaissances aux Pays-Bas, si mes origines avaient été différentes. Toutefois, je suis également éducatrice et en tant que telle, je frissonne d'horreur lorsque j'entends les rapports d'assassinats d'enfants ou vois des vidéos d'étudiantes et étudiants attaqué-e-s, frappé-e-s et arrêté-e-s dans leurs [campus](#). Cela me rappelle nos salles de classe vides pendant la Covid, le sentiment d'inquiétude en traversant les bâtiments scolaires abandonnés et la tristesse de voir une école sans enfants. Mais au moins, je savais que les élèves n'étaient pas la cible de violence. Cela doit être terrible pour une enseignante ou un enseignant en Iran de craindre pour la vie de ses élèves.

Le Cooperative Council of Iranian Teachers Trade Associations a été le premier à appeler ouvertement les personnels éducatifs et la population étudiante à faire [grève afin de protester contre la brutalité du régime islamique](#). Pour empêcher le monde d'être témoin de leurs actes odieux, les autorités iraniennes ont par ailleurs eu recours à la [censure numérique](#). Dans ce contexte, l'attention et la prise de conscience internationales sur la situation épouvantable du pays n'en sont que plus urgentes. Le bilan actuel est estimé à plus de [400 décès](#) et environ [14 000 personnes ayant manifesté, sont a présent en détention et risquent la peine de mort](#) après la [déclaration de 227 parlementaires appelant à leur exécution](#).

Cela fait plus de sept ans que je ne me suis pas rendue dans mon pays de naissance, que je n'ai pas embrassé mes tantes ou passé du temps avec mes cousines. Aujourd'hui, chaque image d'Iran que je vois montre des gens qui me font penser à elles. Quand je vois des filles brûler leurs voiles, cela me rappelle l'arrestation de ma cousine en plein été pour tenue inappropriée (son pantalon était trop court et laissait apparaître ses chevilles) ; lorsque je vois des gens danser sans se cacher dans la rue, cela me rappelle les mariages auxquels j'ai assisté où tous les invités enfreignaient la loi séparant hommes et femmes en dansant et en célébrant ensemble en secret tout en craignant l'intervention des agents du régime; et lorsque je vois des jeunes jouer aux cartes en guise de protestation, cela me rappelle ma pieuse grand-mère mélanger un jeu de cartes pour occuper ses heures passées seule chez elle depuis le départ à l'étranger de tous ses enfants dans les années 90.

La résistance des femmes en Iran s'élève contre l'appareil misogyne et violemment répressif du régime totalitaire mais seuls quelques personnes et médias occidentaux ont communiqué de manière satisfaisante sur ces protestations ou sur les manifestations massives de la diaspora à l'étranger, comme [celle historique à Berlin](#) où au moins 80 000 personnes se sont rassemblées afin d'exprimer leur soutien avec les manifestations. Les Pays-Bas en particulier sont restés lâchement silencieux sur la question. Des ministres à ses féministes « blanches », les protestations ont soit été réduites à la question du port obligatoire du voile dans la République islamique, soit donné simplement lieu à des actes symboliques dépourvus de substance, plutôt que de réprimandes réelles, négligeant le fait que les droits des femmes constituent des droits humains et vont au-delà du droit à l'autodétermination en matière de tenue vestimentaire.

Je reconnais que l'Iran a une histoire compliquée pour celles et ceux qui ne la connaissent pas bien, mais en tant qu'éducatrices et éducateurs, nous devons éduquer et être éduqué-e-s et, quoi qu'il arrive, nous devons toujours nous exprimer contre l'injustice et l'oppression. L'éducation compte et ne devrait jamais être détournée pour opprimer ou contraindre le peuple de quelque façon. En tant que syndicalistes, nous devrions par conséquent, amplifier les voix de nos collègues et de leurs élèves en Iran, dont la liberté et les vies sont menacées, et défendre leurs droits. Nous devrions écouter, lire, enseigner et ne jamais hésiter à lutter pour défendre ce qui est juste et à porter le message « femme, vie, liberté ! ».

#16Jours | J'avais moins peur d'un missile russe que qu'un soldat russe : la violence sexuelle comme arme de guerre en Ukraine

L'invasion de l'Ukraine en février 2022, a marqué le début d'un cauchemar collectif. Des attaques contre des civils, y compris des violences sexuelles sur des femmes et des jeunes filles, ont été utilisées dans le cadre de la campagne de terreur déployée pour intimider la population. Ce compte-rendu direct depuis l'Ukraine, expose les horreurs déclenchées par la guerre, mais aussi l'esprit indéfectible de lutte pour la liberté de la population ukrainienne.

La guerre totale en Ukraine dure depuis neuf mois. Les russes [1] devaient

soi-disant s'emparer de la majeure partie de notre pays en cinq jours. Ils ne s'attendaient pas à ce que la population ukrainienne adore son pays et sa liberté, et ont été surpris de ne pas être accueillis chaleureusement avec des fleurs.

Les premiers jours qui suivirent le 24 février, furent comme une autre réalité, un cauchemar pour l'ensemble de la population ukrainienne. Les gens ne pouvaient accepter qu'en un instant, à cinq heures du matin, tandis que les premiers retentissements de tirs de missiles et les explosions se faisaient entendre, toute leur vie bascule. On ne comprenait pas pourquoi ceci nous arrivait à nous, une nation pacifique, simplement désireuse d'être libre et indépendante.

J'ai deux fils, âgés de quatre ans et 12 mois. Ma famille et mes deux enfants ont passé de nombreuses semaines dans le sous-sol de notre maison avec nos voisins, après le début de l'invasion russe, en raison des bombardements incessants. Mon époux avait rejoint les forces armées locales. Le sous-sol était totalement inadapté à un séjour de longue durée : nous étions en février, il faisait froid, nous n'avions ni lits, ni cuisine pour préparer des repas. Les explosions à l'extérieur nous empêchaient de dormir, les enfants avaient peur et pleuraient tout le temps. C'était la pire période, ne sachant que faire, ne sachant pas ce que l'avenir nous réserverait, les projets s'envolaient en fumée. Voilà ce que ressentait chaque famille ukrainienne, chaque femme ukrainienne.

Mais ce qui m'a le plus effrayé, fut l'arrivée de l'armée russe à trois kilomètres de chez nous. Nous avons déjà entendu parler de leur cruauté. La peur ressentie pour mes enfants a sans doute été le sentiment le plus terrifiant et le plus incontrôlable de tous. Avec la libération de chaque nouvelle parcelle de terre ukrainienne, de chaque village ou ville d'Ukraine, apparaît la joie débordante d'un peuple libéré, mais également la même vision effroyable de l'occupation. Les signes de destruction, de meurtre et de violence. Comme une cruelle évidence, il apparaît que l'agresseur a eu recours à la violence contre des civils, en particulier à la violence sexuelle, comme arme de guerre. Le viol est devenu une pratique bien trop courante pour les occupants

russes.

En juillet, après quatre mois de guerre, les Nations Unies ont rapporté avoir reçu plus de 150 plaintes pour violences sexuelles commises par des soldats russes en Ukraine, et ceci n'est que la partie visible de l'iceberg. La grande majorité des cas n'a pas encore été signalée, car les victimes de violence sexuelle refusent souvent de se confier aux instances chargées de faire appliquer les lois. Souffrant de traumatismes psychologiques graves, elles ne souhaitent pas revivre ces événements abominables, certaines redoutent une éventuelle revanche de la part des occupants et craignent pour les membres de leur famille vivant encore en zone occupée.

N'importe qui peut être victime de viol dans des territoires occupés : hommes, femmes, voire enfants. Des récits font état de cas de viols sous la menace d'une arme, en présence de membres de la famille. De l'aveu d'une victime, un soldat russe a expliqué recourir à la violence sexuelle : « pour que les femmes ukrainiennes n'aient plus envie d'avoir des rapports sexuels avec aucun homme, pour les empêcher de donner naissance à des enfants ukrainiens ».

Pour nous, il ne s'agit pas uniquement d'une guerre, c'est un génocide. À vrai dire, après avoir vu des photos et des preuves de ce qu'avaient fait les russes dans la région de Kyiv au cours du premier mois, j'avais moins peur d'un missile russe que d'un soldat russe.

Après ce cauchemar, j'ai du mal à imaginer les blessures psychologiques infligées par la barbarie des russes, que nos enfants et notre peuple vont porter.

Mes collègues des régions situées à l'est m'ont parlé de la déportation forcée de personnes, notamment des enseignantes et des enseignants, et il existe des preuves officielles pour l'attester. Des milliers de personnes et d'enfants ont déjà été illégalement transféré-e-s vers des territoires russes contre leur gré, depuis des zones temporairement occupées. Il s'agit d'un acte de kidnapping orchestré par l'État. Tous ces crimes constituent des crimes contre l'humanité.

Les enseignantes et les enseignants sous occupation se trouvent dans une situation extrêmement compliquée. Dans ces territoires, le système éducatif ukrainien est en phase d'être détruit. Les « autorités d'occupation » obligent le personnel enseignant à appliquer le programme russe. Nos collègues sont menacé-e-s de torture et d'arrestation en cas de refus de coopérer avec les occupants. Les parents qui n'envoient pas leurs enfants à l'école sont menacés de se les voir retirés pour les placer dans des pensionnats. Il est difficile de croire que tout ceci se déroule au cœur de l'Europe, au 21^e siècle.

Le syndicat des personnels de l'éducation et des sciences d'Ukraine, tout comme de nombreux autres syndicats dans le pays, soutient vivement les personnes déplacées à l'intérieur du pays, en apportant sa contribution en termes d'aide humanitaire et d'assistance, à ses membres dans le besoin.

Nous n'avons aucun doute sur le fait que l'Ukraine gagnera, et retrouvera la paix et la liberté. Cependant, les blessures sont profondes, et le traumatisme physique et psychologique ne disparaîtra pas du jour au lendemain. Il faudra des années, voire des cycles entiers de vies, pour parvenir à composer avec les souffrances et les pertes que nous avons si injustement subies. Nous ne pouvons oublier les violences sexuelles à l'encontre des femmes et des jeunes filles, les attaques sur des civils, les actes de torture, et toutes ces vies innocentes perdues ou altérées

à jamais. Les autorités ukrainiennes rassemblent des preuves de crimes de guerre dans presque tous les territoires récemment libérés. Nous appelons la communauté internationale à reconnaître la Russie comme un État terroriste, afin de garantir que de tels crimes ne restent pas impunis, et d'engager tous les efforts nécessaires pour poursuivre les auteurs et ceux qui ont déclenché cette guerre sanglante, dans le plein respect du droit international. Le fait de voir la justice rendue, constituera le premier pas vers la guérison et la reconstruction de nos vies et de notre pays.

Cette orthographe, sans majuscule, a été choisie par l'auteure pour marquer son opposition à la guerre d'agression contre l'Ukraine.

#16Jours | Mettons fin à la violence à l'égard des femmes et des filles autochtones

La tragédie des femmes et des filles autochtones assassinées et disparues ne peut plus continuer à faire partie du quotidien du Canada. Depuis des siècles, les femmes et les filles autochtones sont confrontées à la violence coloniale et au génocide, et cela doit cesser.

[Tina Fontaine](#) n'avait que 14 ans lorsqu'elle a été portée disparue à Winnipeg, dans la province canadienne du Manitoba. Trois jours après avoir été vue vivante pour la dernière fois, son jeune corps a été repêché dans la rivière Rouge. [Maisy Odjick](#) avait 16 ans et sa meilleure amie [Shannon Alexander](#) 17 ans lorsqu'elles ont disparu de leur communauté de Kitigan Zibi, à quelques heures au nord d'Ottawa, en Ontario. Elles n'ont jamais été retrouvées. [Tammy Nattaway](#), 16 ans, a disparu en 2020 de la Première Nation Garden Hill, dans le nord du Manitoba. Elle aussi est toujours portée disparue.

Je mentionne le nom de ces jeunes femmes parce qu'elles ont l'âge de mes élèves. Quand je regarde mes élèves, je pense à toutes les possibilités incroyables que leur réserve l'avenir. En 2014, quand Tina Fontaine est morte, ma propre fille avait le même âge qu'elle. Je me souviens aussi de [Barbara Kentner](#) qui, en 2017, n'avait que 34 ans lorsqu'elle est décédée à Thunder Bay, dans l'Ontario, des suites de complications liées aux blessures qu'elle a subies après avoir été heurtée par un crochet de remorque lancé depuis un véhicule en mouvement. Barbara était mon élève quand elle était en 10^{ème} année (première année du cycle d'enseignement secondaire supérieur). En 1992, [Sandra Johnson](#) avait 18 ans lorsque son corps gelé a été retrouvé dans un canal de dérivation à Thunder Bay. Je suis allée au lycée avec Sandra. Ce ne sont là que quelques-uns des centaines de noms de femmes et de filles disparues ou assassinées. L'histoire se poursuit, et il faut y mettre un point final.

Selon les données de Statistique Canada remontant à 2004, les femmes autochtones sont confrontées à des taux de violence beaucoup plus élevés que les femmes non autochtones. Les femmes autochtones de 15 ans et plus étaient 3,5 fois plus susceptibles de subir des violences que les femmes non autochtones. Des statistiques plus récentes montrent qu'entre 2015 et 2020, les femmes autochtones représentaient 24 % de toutes les victimes d'homicide au Canada, alors qu'elles ne représentent que 5 % de la population féminine du pays. Les statistiques ne montrent aucune amélioration.

Après que le corps de Tina Fontaine a été repêché de la rivière Rouge à Winnipeg en 2014, des responsables autochtones de tout ce territoire, que nous connaissons aujourd'hui sous le nom

de Canada, ont uni leurs voix pour demander une enquête sur les disparitions et les meurtres de femmes et de filles autochtones au Canada.

En septembre 2016, le gouvernement du Canada a lancé une Enquête nationale entièrement indépendante sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées (FFADA). Sur une période de trois ans, les membres de l'enquête ont parcouru le Canada et recueilli les témoignages de survivantes et de membres de leur famille. En juin 2019, l'Enquête nationale sur les FFADA a rendu son [rapport final](#). Les conclusions du rapport faisaient écho aux griefs martelés par de nombreuses communautés autochtones du pays depuis des décennies. Nous sommes la cible de violations et d'abus persistants et délibérés des droits humains et autochtones, qui sont à l'origine des taux effroyables de violence à l'encontre des femmes, des filles et des personnes 2ELGBTQQIA au Canada. Selon l'enquête, les femmes et les filles autochtones sont 12 fois plus susceptibles d'être assassinées ou portées disparues que toute autre femme au Canada – [et 16 fois plus en comparaison des femmes blanches](#).

En 2021, soit deux ans après la publication du rapport final de l'Enquête sur les FFADA, le gouvernement du Canada a élaboré un plan d'action national pour [les femmes, les filles et les personnes 2ELGBTQQIA+ autochtones disparues et assassinées](#). Les progrès accomplis dans le traitement de ces questions ont été minimes et cruellement lents.

Il est important de garder à l'esprit que ce fléau n'a pas toujours fait partie de notre histoire. Le drame de la violence à l'encontre des femmes, des filles et des personnes bispirituelles autochtones trouve sa source dans le colonialisme et la violence coloniale. Les pratiques autochtones traditionnelles étaient souvent de nature matriarcale. Les femmes étaient des porteuses d'eau et des donneuses de vie. Les conceptions sacrées de ces rôles ont été violées à travers l'expérience du génocide colonial sur cette terre. Nos communautés ont grandement besoin de guérison. J'encourage l'ensemble des personnels enseignants, administratifs, de direction, les concierges, assistantes et assistants d'éducation et toute autre personne impliquée dans l'éducation et les écoles à faire preuve d'ouverture d'esprit pour comprendre les difficultés auxquelles sont confrontées les personnes autochtones au Canada et à contribuer à l'éducation des jeunes dans nos écoles. En tant qu'éducatrice ou éducateur, vous pouvez commencer par vous familiariser avec les [94 appels à l'action de la Commission nationale de vérité et réconciliation](#). Nous vous encourageons à lire le [Rapport final de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées et les 231 appels à la justice](#). Les Canadiennes et les Canadiens doivent prendre conscience du fait que la violence à l'égard des femmes et des filles autochtones fait partie de politiques coloniales de longue date. Il nous incombe, en tant que professionnel.le.s de l'éducation, de nous attaquer à ces problèmes et de faire évoluer le débat afin que l'ensemble de nos élèves puissent être en sécurité et valorisé.e.s dans nos communautés .

#16Jours | Le combat des Brésiliennes pour protéger l'Amazonie

Les 16 jours d'activisme contre la violence basée sur le genre sont une campagne internationale d'ONU Femmes qui est menée depuis 1991 et permet de se pencher sur la question des abus subis par les femmes à travers le monde. La campagne se déroule du 25 novembre au 10 décembre et revêt cette année une importance particulière au Brésil. Alors que les quatre longues années du gouvernement de Jair Bolsonaro touchent à leur fin, une période au cours de

laquelle l'environnement a fait l'objet d'attaques systématiques et les militant-e-s écologistes de véritables persécutions, il est essentiel de se rappeler – et de ne jamais oublier – la lutte des nombreuses femmes brésiliennes qui défendent courageusement la Terre Mère.

Les femmes n'ont jamais joué un rôle aussi important dans le militantisme environnemental brésilien que dans la protection de l'Amazonie, la plus grande forêt tropicale du monde. Considérée par beaucoup comme le poumon de la Terre, elle est le théâtre d'une lutte acharnée menée par de nombreuses militantes en défense à la fois de la forêt tropicale et des peuples autochtones qui l'habitent. L'avancée inexorable de l'agriculture, de l'élevage intensif et de l'exploitation forestière illégale sur de vastes étendues de la forêt tropicale est le résultat d'une politique délibérée mise en œuvre par le Président brésilien toujours en exercice, une politique qui implique le relâchement des mesures de contrôle de l'Etat ainsi que des réformes réglementaires et juridiques qui ont permis la destruction de notre plus grand atout environnemental ces quatre dernières années.

De nombreuses militantes écologistes du pays ont payé de leur vie le prix de leur résistance et beaucoup d'autres ont été persécutées pour leur combat. Les femmes ont toujours joué un rôle important dans la protection de l'environnement, et ce bien avant l'arrivée au pouvoir de l'actuel Président. La mort de la religieuse américaine Dorothy Stang en 2005, aux mains des agriculteurs de la région dont elle avait fait son foyer et son combat, a marqué à jamais la lutte environnementale brésilienne, désormais façonnée par sa force. Sous le premier mandat de Luiz Inacio Lula da Silva, la police et les enquêteurs criminels ont finalement réussi à traduire ses assassins en justice. Et c'est ce que l'on attend maintenant avec le retour au pouvoir de Lula da Silva suite aux élections brésiliennes de 2022 : que la pleine force de la loi s'abatte enfin sur ceux qui s'obstinent à prendre nos vies pour la simple raison que nous défendons le monde qui nous entoure.

Outre la protection de notre planète, la principale préoccupation des défenseurs et défenseuses de l'environnement au Brésil est de protéger leur propre vie. C'est une peur et une inquiétude que la plupart des femmes et des militantes écologistes du pays éprouvent au quotidien. C'est la réalité de quiconque se bat pour défendre l'Amazonie. Mais si tout le monde peut sentir cette peur, la plupart des victimes sont des femmes dans un pays qui souffre depuis longtemps d'un sexisme structurel, à l'origine de l'un des taux de féminicides les plus élevés au monde.

L'armée de militantes luttant contre la destruction de notre planète est nombreuse et plurielle. Elle est menée par des jeunes femmes, des femmes autochtones et des femmes quilombola (afro-brésiliennes), qui sont la cible privilégiée de ceux qui placent le profit personnel au-dessus de tout, même au prix de milliers de vies et de l'air que nous respirons. C'est pourquoi nous devons rendre un hommage durable à ces femmes remarquables, qui méritent de vivre en sécurité. Parmi elles figure **Amanda da Cruz Costa**, une militante écologiste brésilienne qui écrit aujourd'hui un nouveau chapitre de l'Histoire. Fondatrice du groupe d'action pour le climat du Perifa Sustentável Institute, elle est conseillère pour la jeunesse du Pacte mondial des Nations unies, ambassadrice des Nations unies pour la jeunesse, conférencière TedX, porte-parole et créatrice sur LinkedIn, et figure également dans le classement #ForbesUnder30. Son combat est entièrement consacré à la crise climatique et au racisme environnemental, causes pour lesquelles elle plaide en faveur de la justice climatique et de la durabilité et encourage les jeunes à s'engager.

Artemisa Xakriabá, 21 ans, est une autre jeune militante brésilienne qui incarne deux des groupes les plus menacés par la destruction de l'environnement : les jeunes et les peuples autochtones. Artemisa s'est fait connaître par un discours prononcé lors du Sommet des jeunes sur le climat de 2019. S'exprimant au nom de plus de 25 millions de personnes issues des communautés autochtones de l'Alliance mondiale des collectivités territoriales, elle a dénoncé les conséquences de la catastrophe climatique pour les peuples autochtones et le pays dans son ensemble. Il y a aussi **Maria do Socorro Silva**, une quilombola (nom donné aux membres des communautés formées par les esclaves qui ont fui à l'époque de l'esclavage au Brésil) qui lutte contre la dégradation de l'environnement causée par la plus grande raffinerie d'alumine de l'Amazonie, dans l'Etat brésilien du Para.

Il convient également de mentionner **Sonia Guajajara**, l'une des femmes autochtones les plus remarquables du pays aux avant-postes de la défense de l'environnement. En 2018, elle s'est présentée à la vice-présidence du Parti Socialisme et Liberté (PSOL), devenant ainsi la première personne autochtone à se présenter à ce poste. En 2022, elle a été élue députée fédérale de l'Etat de Sao Paulo.

Ces femmes ne sont que quelques-unes des femmes courageuses qui se sont engagées dans la lutte pour la protection de l'environnement. A l'heure où le monde entier tourne à nouveau les yeux vers le Brésil suite à l'élection de Lula da Silva, et compte tenu de la nécessité vitale de protéger l'environnement au Brésil, en particulier l'Amazonie, il est essentiel de porter également notre attention sur les garanties que l'Etat se doit d'offrir à ses citoyens et citoyennes qui luttent pour protéger l'environnement, ces personnes qui sont mues par leur foi inébranlable en la justice et qui ont été cruellement persécutées depuis de trop nombreuses années.

La campagne internationale des 16 jours d'activisme contre la violence basée sur le genre gagne en pertinence grâce à la communication des dénonciations, qui doivent s'inscrire dans le cadre de la justice et des droits humains. Un pays qui porte atteinte à l'environnement est aussi, cela va presque de soi, une terre propice au travail forcé, à l'exploitation des enfants, à la maltraitance, à la spoliation des terres et bien d'autres fléaux.

Puissions-nous protéger les femmes contre toutes les formes de violence et préserver leur droit de vivre dans une société exempte de sexisme et de féminicide. Et que la lutte pour mettre fin à la violence fondée sur le genre soit embrassée par tout le monde, y compris les hommes.

#16Jours | Faire appel à la technologie pour favoriser des discussions constructives sur la violence liée au genre

Au cours des deux dernières années, le monde a connu d'importants changements dans le contexte de la pandémie de COVID-19. Brutales et imprévisibles, ces transformations nous ont obligés à adapter notre façon de travailler et à repenser, réévaluer et reformuler nos approches et nos interactions. Les efforts déployés par Gender at Work, en collaboration avec l'Internationale de l'Éducation, afin de renforcer les capacités des membres des syndicats de l'éducation, n'y ont pas dérogé.

La pandémie ayant frappé de plein fouet les apprenant-e-s, les enseignant-e-s et leurs organisations aux quatre coins du monde, l'Internationale de l'Éducation (IE) et [Gender at Work](#) (G@W) ont estimé qu'il était à la fois nécessaire et opportun de faire avancer notre travail sur la

violence basée sur le genre en milieu scolaire (VGMS), alors que les réunions ou les ateliers en personne avaient été suspendus en raison de la crise sanitaire. C'est ce qui nous a amenés, aux côtés de l'IE et de ses syndicats membres, à nous poser la question suivante : « Comment faire en sorte que les dirigeant-e-s des syndicats de l'éducation en Afrique s'appuient sur les approches en ligne pour renforcer l'action menée contre la VGMS en période de COVID ? »

En 2021-2022, avec l'appui technique de G@W et la contribution financière de la National Education Association (NEA, États-Unis), l'IE a mis en place des « cercles d'apprentissage » en ligne sur une période de neuf mois dans le but de faire fond sur la dynamique amorcée par les syndicats de l'éducation en Afrique en vue d'éradiquer la VGMS. Cette initiative s'est fondée sur les compétences et les expériences préalablement acquises par les organisations membres de l'IE dans la région africaine et le Bureau régional de l'IE en Afrique dans le cadre du programme « [Les syndicats de l'éducation agissent pour éradiquer la violence liée au genre en milieu scolaire](#) » (2016-2019). L'initiative en ligne entendait à la fois permettre aux participant-e-s de faire le point sur l'incidence de la VGMS sur leurs membres et leurs apprenant-e-s dans le contexte de la fermeture puis de la réouverture des écoles et améliorer les compétences des dirigeant-e-s syndicaux-ales pour ce qui est de définir de nouvelles stratégies afin de relever ces défis.

[L'expérience nous a montré](#) qu'aborder le sujet de la violence fondée sur le genre, survenant dans un cadre directement ou indirectement associé au milieu scolaire, n'est pas chose aisée. Les témoignages d'intimidation, de harcèlement, de châtements corporels ou d'agression sexuelle, vécus par nous-mêmes ou par d'autres, peuvent laisser un sentiment de colère, de peur, de désespoir ou de honte. En décidant d'aborder la complexité de la VGMS en ligne, nous nous sommes donc heurtés à un véritable casse-tête, en particulier dans un monde en mutation. Il n'a pas été facile de créer un espace virtuel ouvert et sécurisant pour partager sa vulnérabilité, où les personnes (membres des syndicats et animateur-trice-s) puissent se sentir épaulées, rassurées et entendues. Mais nous avons rapidement pu constater l'importance d'un travail fondé sur les principes féministes de l'écoute active, du respect, de l'appropriation et de la confiance mutuelle.

En outre, pour répondre à la question directive ci-dessus, dans le cadre de nos interactions avec les membres des syndicats, l'approche que nous avons utilisée se fonde sur l'idée que des dimensions distinctes, mais de même importance, interviennent dans le cadre de l'apprentissage humain : il s'agit de l'approche « tête-cœur-corps ». Sur le plan conceptuel, on apprend ainsi avec la tête (approche cognitive). Mais on apprend aussi à partir de son ressenti (dimension du cœur, approche émotionnelle) vis-à-vis d'une question particulière et à partir des idées mises en pratique et des actions entreprises pour atteindre les objectifs fixés (dimension du corps, approche somatique).

Nous avons cherché en priorité à toucher les personnes au niveau émotionnel et créer des espaces basés sur la confiance mutuelle, afin de favoriser la discussion, le partage et les témoignages. Sous l'effet de la pandémie, [diverses formes de VGMS ont vu le jour ou ont été exacerbées en Afrique](#) – à l'instar du traumatisme suscité par les confinements, de l'augmentation alarmante des mariages précoces, des grossesses d'adolescentes et d'autres problèmes contextuels liés à la COVID-19 qui ont apporté de nouvelles dimensions à la VGMS. Il

était essentiel de soulever ces questions, d'en apprendre davantage à leur sujet et d'en parler. Le fait de connaître, comprendre et aborder les complexités de la COVID-19 et de la VGMS peut stimuler et autonomiser les enseignant-e-s, les personnels de soutien à l'éducation et les militant-e-s syndicaux-ales afin de mobiliser et d'agir dans leurs propres contextes. Comme l'a dit Rex Fyles, un collègue de G@W, « [Chez Gender at Work, nous avons constaté à maintes reprises que le fait de partager des témoignages et communiquer avec d'autres suscite chez les militantes et militants et les éducatrices et éducateurs un besoin d'agir immédiat.](#) »

Dans le cadre de cette initiative, les membres du réseau des femmes africaines dans le secteur de l'éducation (AWEN) et les structures sous-régionales de ce réseau, ainsi que le personnel du Bureau régional de l'IE pour l'Afrique se sont réunis en juillet-août 2021 à l'occasion de trois webinaires en ligne ou « cercles d'apprentissage ». Ces événements étaient proposés sur la base de trois groupes linguistiques distincts – anglais, français et portugais. Dans le cadre d'une deuxième phase, chaque réseau sous-régional de femmes a organisé des webinaires en fonction des besoins et des intérêts particuliers des pays et des syndicats participants. Ces webinaires ont été planifiés et co-animés par l'équipe G@W et les coordonnateur-trice-s du réseau. Une ultime rencontre d'apprentissage a rassemblé les participant-e-s des trois premiers « cercles d'apprentissage » afin de partager les connaissances acquises et les pistes d'interventions futures entre les trois groupes linguistiques. Au cours de cette initiative, 28 coordonnateur-trice-s de réseaux de femmes et près de 1 230 dirigeant-e-s syndicaux-ales et membres représentant 27 syndicats dans 21 pays d'Afrique ont participé aux webinaires proposés. Tous ces ateliers en ligne étaient organisés sur Zoom, une plateforme de visioconférence offrant une disponibilité et un accès à l'échelle mondiale ainsi que des fonctionnalités d'interprétation croisée uniques.

En tant que telle, la technologie s'est avérée cruciale pour permettre une participation active. Le [processus de renforcement des capacités](#) a été mis en œuvre en recourant uniquement à Zoom, mais nous avons utilisé des groupes WhatsApp parallèlement aux réunions afin de faciliter la participation des personnes dont l'accès à Internet ou la bande passante étaient limités. Chacune des interventions menées au cours des sessions zoom en direct a été partagée simultanément sur les groupes WhatsApp liés au projet. Les réponses des participant-e-s qui n'étaient pas en mesure de rester connecté-e-s pendant les sessions en direct ont été partagées dans la boîte de dialogue (chat) de la réunion. Grâce à cette approche, les participant-e-s ont pu faire part de leur point de vue durant la session en direct, même en cas de problèmes liés à la technologie. En outre, en plus des services d'interprétation simultanée assurés en anglais, français et portugais lors des ateliers interrégionaux, l'équipe G@W a également animé différentes sessions dans différentes langues afin que les participant-e-s ne soient pas tributaires de l'interprétation tout au long de la session ou pour leur éviter la fatigue auditive généralement causée par l'écoute monotone d'un son unique, ici la voix de l'interprète. L'animation multilingue a également favorisé la création d'un espace de partage ouvert dans la langue privilégiée par les participant-e-s. Tout au long de cette initiative, nous avons appris, réfléchi et adapté notre manière de faire au fur et à mesure.

Cette initiative a marqué une occasion d'apprentissage significative pour l'ensemble des participant-e-s. Au début de l'année 2021, nous nous sommes lancés dans l'aventure sans aucune certitude quant à l'évolution de la pandémie ou quant à la façon de créer des espaces en

ligne suffisamment sûrs pour y exposer sa vulnérabilité, permettant aux syndicalistes d'échanger de manière approfondie sur les questions complexes entourant la COVID-19 et la VGMS. Nous avons appris sur le tas et à travers nos interactions avec les coordonnateur-trice-s de réseaux et les organisations membres de l'IE, qui ont travaillé sans relâche pour assurer des collaborations constructives aux fins de renforcer le travail de lutte contre la VGMS dans le contexte de la pandémie. Le recours aux plateformes en ligne restera un outil essentiel de formation et d'organisation à l'avenir.

2. Enseigner pour la planète

En 2022, la campagne "Enseigner pour la planète" a inclus une multitude d'activités en faveur d'une éducation climatique de qualité et d'une transition juste pour toutes et tous.

L'éducation, pièce maîtresse du puzzle de la justice climatique et de l'égalité de genre

Depuis des décennies, nous nous mobilisons à travers le monde et œuvrons pour l'égalité entre hommes et femmes et, de plus en plus ces dernières années, contre l'injustice climatique. Pourtant, ces deux combats sont souvent disputés séparément, en accordant bien trop peu d'attention aux domaines critiques dans lesquels ils se rejoignent.

Cette année, la Journée internationale des femmes jette un éclairage fort bien venu sur les points de convergence entre ces deux thématiques : l'incidence disproportionnée du changement climatique sur les femmes et les filles ainsi que le potentiel offert par la promotion de l'égalité hommes-femmes afin de permettre à ces dernières de se positionner aux avant-postes de la lutte pour la justice climatique. Dans ce paysage complexe de vulnérabilités croisées, l'éducation est un élément essentiel de toute solution efficace.

Victimes à répétition : le climat et les injustices liées au genre

L'incidence sexospécifique du changement climatique n'est pas anecdotique. Elle repose sur une documentation abondante et à vrai dire, ces effets différenciés sur les femmes et les hommes ont de quoi révolter. Les pays qui contribuent le moins au problème sont ceux pour qui le fardeau de l'urgence climatique est le plus lourd, tandis que les pays qui sont à l'origine du problème et s'enrichissent au cours du processus peuvent se permettre le luxe d'y répondre par des mesures à la pièce. Les femmes et les filles issues de milieux marginalisés, et dans les communautés les plus pauvres, sont les plus vulnérables et les plus touchées, notamment en raison des rôles qui leur sont traditionnellement attribués depuis la naissance.

Nous ne sommes pas à court d'exemples. Les inondations entraînent souvent des difficultés d'accès aux établissements scolaires, quand ceux-ci ne sont pas totalement détruits. Les longs trajets pour se rendre à l'école exposent les filles à la violence sexuelle et au harcèlement et entraînent fréquemment leur décrochage scolaire. En période de crises dues aux changements climatiques, comme les catastrophes naturelles, les sécheresses ou la rareté des ressources, les filles sont plus susceptibles que les garçons d'être déscolarisées en vue d'accomplir des tâches ménagères comme d'aller collecter l'eau ou s'occuper de leurs frères et sœurs. Les mauvaises récoltes entraînent les familles dans la pauvreté et nombre d'entre elles marient leurs jeunes filles pour avoir une bouche de moins à nourrir. Les jeunes épouses deviennent de jeunes mères avec peu de moyens pour s'occuper de leurs enfants et sans possibilité de retourner à l'école.

L'insécurité alimentaire affecte de manière disproportionnée les **femmes enceintes**. Au Malawi, on **estime** qu'un million et demi de filles impubères pourraient être mariées en raison des répercussions des phénomènes météorologiques extrêmes causés par le changement climatique. Les filles et les femmes pauvres sont souvent contraintes de se prêter au commerce du sexe dans le sillage d'une catastrophe naturelle, comme ce fut le cas au **Myanmar** après le passage du cyclone Nargis en 2008. Les feux de brousse qui ont frappé l'Australie en 2009 ont quant à eux entraîné une **augmentation** de la violence domestique à l'égard des femmes et des enfants.

Les catastrophes naturelles telles que les inondations, les incendies et les ouragans causés par le changement climatique déplacent chaque année des millions de personnes, dont 80 % sont des femmes. Cette migration forcée fait souvent sombrer les femmes dans des conditions précaires, dangereuses et instables. Les femmes migrantes sont plus exposées au risque de pauvreté et moins susceptibles de recevoir une éducation de qualité. Lorsqu'elles sont déplacées, les femmes et les filles deviennent plus vulnérables à la traite des êtres humains et aux agressions sexuelles dans les hébergements surpeuplés.

L'interaction entre les facteurs climatiques et les normes sociales patriarcales, comme la propriété de la terre et la détention d'actifs dévolues aux hommes, conduit à une féminisation de la pauvreté, qui enferme les femmes et les filles – en particulier les plus marginalisées, comme les autochtones, les femmes et les filles handicapées et/ou appartenant à des groupes raciaux – dans un cycle sans fin de privations et de difficultés.

En période d'urgence climatique, une éducation de qualité au changement climatique, également sensible à la question du genre, est aussi essentielle que l'enseignement de la lecture et de l'écriture.

Exploiter le pouvoir de l'éducation en faveur de l'égalité des genres et de l'action climatique

Comment faire pour rompre ce cycle ? Quelle que soit la complexité de la solution, l'éducation – le plus grand facteur égalisateur – en est un élément fondamental. Les données montrent que les femmes et les filles éduquées qui participent à la prise de décisions sont une formidable force de changement. Elles aident leur famille et leur communauté à renforcer leur résilience face aux chocs économiques et climatiques, elles favorisent l'accélération de la reprise dans le sillage des catastrophes climatiques et l'adaptation aux effets du changement climatique. Elles offrent une source immense de potentiel humain inexploité. Le fait de leur donner les moyens d'agir et de leur permettre d'avoir voix au chapitre aura une incidence décisive sur le succès ou l'échec des efforts déployés en vue de faire de l'égalité des genres et de la justice climatique une réalité.

Bien que l'investissement dans l'éducation des filles soit une nécessité, nous devons également transformer l'éducation. En période d'urgence climatique, une éducation de qualité au changement climatique, également sensible à la question du genre, est aussi essentielle que l'enseignement de la lecture et de l'écriture.

Le **Manifeste de l'Internationale de l'Éducation pour une éducation de qualité pour tou-te-s au changement climatique** décrit la vision de notre profession quant à la manière dont nous

pouvons véritablement exploiter le pouvoir de l'éducation pour lutter contre le changement climatique. Une éducation au changement climatique de qualité doit être fondée sur la science. Elle doit être enseignée à tous les niveaux d'éducation et dispensée dans toutes les matières, en reconnaissant et en expliquant les diverses répercussions sociales de la crise climatique, y compris son impact disproportionné sur les groupes les plus vulnérables, dont font partie les femmes et les filles. Les programmes d'études doivent tenir compte de la dimension de genre et adopter une approche intersectionnelle. L'éducation au changement climatique doit encourager l'esprit critique et l'engagement citoyen, donner aux élèves les moyens d'envisager des alternatives justes et viables et leur permettre ensuite de mener des actions en connaissance de cause dans leurs communautés locales et au-delà.

Pour assurer une transition juste vers une économie verte, nos systèmes d'éducation doivent également être remis à jour afin de doter les étudiant-e-s des compétences nécessaires pour leur future carrière dans un monde durable.

Il est donc absolument essentiel que tous les étudiant-e-s, toutes les filles en tout point du globe, aient accès à une éducation de qualité au changement climatique.

Les femmes et les filles : des voix qui font défaut dans les sphères décisionnelles

Les femmes et les jeunes filles ne se voient pas accorder de sièges au sein des structures décisionnelles internationales, nationales ou locales, alors même qu'elles sont d'importantes figures dirigeantes du mouvement pour la justice climatique et, souvent, les premières intervenantes en cas de catastrophe climatique.

En novembre dernier, à l'occasion de la 26e Conférence des Parties (COP26) à Glasgow, qui a d'ailleurs réuni un nombre record de délégué-e-s dans toute l'histoire de la COP, et ce malgré les restrictions liées à la pandémie, la délégation nationale moyenne était composée d'hommes à 65 % et de femmes à 35 %, soit une **régression** par rapport aux trois éditions précédentes de la COP. Bien que la répartition hommes-femmes dans le contexte de la COP se soit progressivement améliorée – la COP1 avait accueilli 88 % d'hommes et 12 % de femmes – ce déséquilibre demeure un exemple frappant de la tendance systématique à étouffer les voix des femmes.

Dans le cadre d'une discussion avec la secrétaire générale adjointe de l'IE, Haldis Holst, Vanessa Nakate, une jeune militante ougandaise pour le climat, a expliqué les liens critiques entre le leadership des femmes, l'éducation des filles et l'urgence climatique :

« Nous savons que si les femmes sont écartées de la prise de décisions relatives à notre existence et à la survie de cette planète, nous sommes condamnés à échouer... aucune équipe ne peut jouer en se contentant de la moitié de ses joueurs, que ce soit au football ou dans d'autres sports. Les femmes et les filles représentent plus de la moitié de la population mondiale, [mais] si les décisions qui concernent notre climat sont réservées aux seuls hommes, alors nous ne disposons que de la moitié de l'équipe, et la moitié de l'équipe ne peut pas gagner. C'est pourquoi il est important de compter des femmes au sein de ces structures décisionnelles et l'un des moyens d'y parvenir consiste à éduquer davantage de filles et à autonomiser un plus grand nombre de femmes [par l'éducation]. »

Lorsque les filles et les femmes jouissent pleinement de leur droit humain à une éducation de qualité et lorsqu'elles sont intégrées à la prise de décisions à tous les niveaux, leur famille et leur communauté en bénéficient.

Il est temps de centrer une approche intersectionnelle sur les défis que représentent l'inégalité entre les genres, le déficit d'éducation de qualité et l'urgence climatique pour un avenir plus équitable et plus durable. Des partenariats doivent être mis en place avec des groupes traditionnellement marginalisés, y compris des femmes, pour un développement résilient au climat. Les femmes et les filles dans toute leur diversité doivent avoir accès aux ressources et aux outils dont elles ont besoin pour vivre en toute sécurité dans un monde écologiquement durable et s'épanouir dans la vie.

L'égalité des genres et la justice climatique à l'honneur lors de la 66e session de la Commission de la condition de la femme des Nations Unies

La 66e Session de la Commission de la condition de la femme des Nations Unies (CSW66) s'est ouverte le 14 mars au siège de l'ONU à New York, ainsi qu'en ligne à travers le monde, avec pour thème principal « la réalisation de l'égalité des genres et l'autonomisation de toutes les femmes et les filles dans le contexte des politiques et programmes relatifs au changement climatique, à l'environnement et à la réduction des risques de catastrophes ».

Des représentant-e-s de l'Internationale de l'Éducation et du groupement Global Unions participent à la session et appellent à une transition juste, inclusive et transformatrice de genre pour un monde vert et solidaire.

L'impact sexospécifique de la crise climatique

Si la crise climatique touche tout le monde, ses effets ne sont pas ressentis de la même manière. Les pays qui ont le moins contribué au problème sont aujourd'hui confrontés à ses conséquences les plus graves. Les femmes et les filles issues de milieux marginalisés et des communautés les plus pauvres sont les plus vulnérables et ressentent l'impact de manière plus aiguë, notamment en raison des rôles traditionnels assignés aux hommes et aux femmes depuis la naissance.

L'impact sexospécifique de l'urgence climatique est bien documenté. Par exemple, 80 % des personnes déplacées par les effets du changement climatique sont des femmes. L'inégalité systémique entre les genres signifie que les femmes et les filles ont un accès limité aux ressources et au pouvoir de décision, ce qui les rend moins aptes à résister aux catastrophes liées au climat et à s'en remettre, et les empêche d'accéder aux services de base, notamment les soins de santé, l'éducation, le logement et d'autres services liés à la reprise après désastre.

Les catastrophes d'origine climatique et les conflits liés au climat exacerbent également la violence liée au genre à l'encontre des femmes et des filles, ce qui maintient et renforce les déséquilibres de pouvoir entre les genres et constitue un obstacle majeur à la réalisation de l'égalité des genres.

Dans ce paysage complexe de vulnérabilités croisées, la lutte pour l'égalité des genres et la lutte pour la justice climatique ne peuvent être menées séparément. Les syndicats de l'éducation présents à la CSW s'efforcent de souligner le rôle essentiel de l'éducation dans la réalisation de

l'égalité des genres et de la justice climatique.

Faire progresser l'égalité des genres et la justice climatique par l'éducation

La délégation de l'Internationale de l'Éducation à la CSW66 rassemble 84 représentant-e-s de syndicats de l'éducation de 32 pays. Les éducateur-trice-s plaident pour qu'une éducation de qualité au changement climatique soit intégrée « dans les programmes scolaires en tant que matière obligatoire à tous les niveaux d'enseignement, y compris l'éducation de la petite enfance, l'enseignement technique et professionnel, l'enseignement supérieur et l'éducation des adultes ».

L'éducation et son rôle essentiel dans une transition juste vers une économie verte sont soulignés dans la [déclaration du groupement Global Unions à la CSW66](#) : « L'éducation doit être transformée pour soutenir la lutte contre les changements climatiques et appuyer une transition juste. Les étudiant-e-s ont le droit d'acquérir les connaissances, les compétences et les attitudes requises pour préserver notre monde à l'intention des générations actuelles et futures, et de recevoir une éducation qui les prépare au monde du travail dans une économie verte. »

S'exprimant lors d'un événement parallèle organisé par le groupement Global Unions, Dianne Woloschuk, Présidente du Comité de l'Internationale de l'Éducation sur le statut des femmes, a présenté la campagne [Enseignez pour la planète](#) de l'Internationale de l'Éducation et son [Manifeste pour une éducation de qualité au changement climatique pour tou-te-s](#), qui expose la vision de la profession sur la manière dont nous pouvons véritablement exploiter le pouvoir de l'éducation pour renforcer une réponse au changement climatique progressive et fondée sur la justice. Elle a déclaré :

« Nous sommes convaincus qu'une éducation climatique de qualité, fondée sur la science et abordant les dimensions éthiques, culturelles, politiques, sociales et économiques du changement climatique, dotera les élèves des connaissances et des outils dont ils et elles ont besoin pour réagir. Ils et elles acquerront la pensée critique et les compétences en matière de travail d'équipe dont ils et elles auront besoin - aujourd'hui et à l'avenir - pour relever les défis engendrés par la crise climatique. »

Cependant, afin de réaliser pleinement le potentiel de transformation de l'éducation, toutes les barrières en termes d'accès à l'éducation doivent être supprimées. La secrétaire générale adjointe de l'IE, Haldis Holst, a souligné ce point dans son discours d'ouverture d'un événement parallèle à la CSW66 sur la garantie d'une éducation de qualité, des compétences du 21^e siècle et d'une transition réussie de l'école au travail dans un monde numérique pour les femmes et les filles :

« Il ne suffit pas que l'éducation soit de qualité et accessible. Elle doit être financée par les pouvoirs publics et être gratuite. Cela doit devenir un point central pour accélérer les progrès vers l'égalité des genres. »

La secrétaire générale adjointe de l'Internationale de l'Éducation a également souligné le besoin impératif de construire des systèmes d'enseignement public résilients, capables de garantir et d'honorer l'engagement du droit universel à l'éducation :

« La pandémie de COVID-19 et les catastrophes climatiques nous montrent bien ce qui est en jeu lorsque les systèmes éducatifs ne sont pas financés de manière à les rendre suffisamment

robustes pour résister aux chocs et aux crises : le droit à une éducation de qualité, financée par l'État et gratuite, devient une chimère vide de sens pour des millions de personnes, notamment les apprenants les plus marginalisés, comme les filles. »

Les Global Unions à la CSW66

Les délégations du groupement Global Unions représentent plus de 80 millions de travailleuses du monde entier à la CSW66. La déclaration du groupement Global Unions à la Commission de la condition de la femme est [disponible ici](#).

Les Global Unions accueillent et participent également à un certain nombre d'événements parallèles. [Cliquez ici](#) pour consulter le programme complet des événements organisés par les Global Unions dans le cadre de la CSW66 et rejoindre les discussions en ligne.

[Signez et partagez le Manifeste de l'Internationale de l'Éducation pour une éducation climatique de qualité pour tou-te-s](#) et rejoignez-nous dans notre plaidoyer pour une transition juste, inclusive et transformatrice de genre pour un monde vert et solidaire.

- pas de titre -

Irak : les éducateur·trice·s du Kurdistan font progresser l'éducation au changement climatique

Le *Kurdistan Teachers' Union* (Syndicat des enseignant·e·s du Kurdistan, KTU selon l'acronyme anglophone) a appelé le gouvernement de cette région irakienne à fournir davantage de financements et à accorder plus d'attention au changement climatique et à son impact sur les populations. Le KTU a organisé une série de séminaires d'information pour ses membres lors de la semaine nationale consacrée à la lutte contre le changement climatique (25 avril – 1er mai).

Plus de 100 enseignant·e·s ont participé à ces événements organisés dans les sections du KTU des districts de Halabja, Duhok, Kirkuk et Raparin.

Le Président du KTU, Abdalwahed M. Haje, a expliqué que les principales causes du changement climatique et ses graves conséquences sur l'avenir de l'humanité ont été mises en évidence en détail lors de ces événements.

Les séminaires étaient animés par des expert·e·s du climat, des professeur·e·s d'université et des instructeur·trice·s.

Désintérêt et inaction de la part du gouvernement

« Les participants et participantes ont reproché au gouvernement du Kurdistan d'être négligent car, en tant que principale autorité contrôlant et dirigeant la région, il n'a pas accordé suffisamment d'attention à ce sujet crucial. Il n'a même pas alloué de budget à ce problème », a souligné Haje.

Il a déclaré que la surface de la végétation couvrant le Kurdistan diminue chaque année, conduisant la région à devenir un désert dans un proche avenir.

Haje a également souligné le nombre disproportionné de voitures au Kurdistan - deux millions de voitures pour une population d'environ six millions de personnes. Le gouvernement n'a pas limité l'importation de voitures, ce qui a permis cette situation, a-t-il déclaré. De plus, la pollution atmosphérique des usines n'est pas strictement contrôlée, ce qui signifie que les émissions de dioxyde de carbone ne peuvent pas être réduites. Concrètement, les séminaires ont souligné que les sujets de la pollution de l'environnement et du changement climatique doivent être des sujets principaux dans les programmes. Il faut apprendre aux étudiant-e-s à traiter ces questions au mieux.

Propositions syndicales pour atténuer l'impact du changement climatique

Au cours des séminaires, les participant-e-s ont identifié les mesures à prendre pour prévenir et réduire la pollution de l'environnement et le changement climatique :

1. Insérer le changement climatique dans les programmes scolaires afin qu'il soit enseigné à tous les niveaux d'enseignement.
2. Ouvrir un département spécial au sein du *College of Education* formant des enseignant-e-s afin de générer des expert-e-s dans ce domaine crucial.
3. Accorder plus d'attention à la crise du couvert végétal. Une « chaîne verte » de végétation doit être établie autour des villes.
4. Recueillir la pluie pour l'utiliser car environ 40 milliards de mètres cubes d'eau douce sont gaspillés chaque année et vont directement dans les mers et les rivières.
5. Réduire l'utilisation des voitures particulières et construire des métros et des routes pour le transport général.
6. Utiliser des sources d'énergie propres pour produire de l'électricité, au lieu de l'essence, actuellement un moyen courant de fournir de l'électricité au Kurdistan. Selon le syndicat, l'essence libère 100 tonnes de CO2 dans l'atmosphère chaque seconde, ce qui explique en grande partie pourquoi l'environnement des villes a été complètement endommagé et pollué.
7. Empêcher les raffineries illégales : des dizaines d'entre elles fonctionnent toujours sans aucune considération pour les conditions de sécurité, indique le syndicat.

Pour atteindre ces objectifs cruciaux, a souligné Haje, le KTU est déterminé à continuer à organiser des séminaires similaires pour préparer un plan global à présenter au gouvernement du Kurdistan.

La 4e Conférence mondiale des femmes de l'IE mobilise le pouvoir des femmes comme vecteur de changement

Un nombre record de femmes syndicalistes de l'éducation se sont réunies en ligne du 13 au 16 juin, à l'occasion de la 4e Conférence mondiale des femmes de l'Internationale de l'Education. Rassemblant une profession largement dominée par les femmes dans la plupart des régions du monde, la Conférence était placée sous le thème de la mobilisation et de l'utilisation du pouvoir des femmes comme vecteur de changement.

Le pouvoir des syndicats de l'éducation est constitué par le pouvoir des femmes

Dans son allocution d'ouverture, Susan Hopgood, Présidente de l'Internationale de l'Education, a appelé les femmes syndicalistes de l'éducation du monde entier à se mobiliser pour lutter contre les évolutions dramatiques qui se sont produites ces dernières années. De l'aggravation des inégalités de genre engendrée par la pandémie aux violences sexuelles utilisées comme arme de guerre contre les femmes en Ukraine ou en République démocratique du Congo, en passant par le nombre alarmant de féminicides dans certaines régions d'Amérique centrale et latine, notre monde recule en matière de droits des femmes et d'égalité des genres.

« En tant que syndicalistes, nous connaissons la force du collectif : nous développons la solidarité entre les travailleuses et travailleurs afin de mobiliser, syndicaliser et amplifier notre force collective pour défendre et promouvoir nos droits. En tant que syndicalistes de l'éducation, nous défendons et promovons également les droits de nos élèves. Au cours de cette conférence, lorsque nous réfléchissons et discuterons de ce que l'on entend par 'pouvoir des femmes', n'oublions pas que nous sommes une profession largement dominée par les femmes dans la plupart des régions. En effet, dans bon nombre des endroits dont viennent les participantes et participants à la conférence, le pouvoir des syndicats de l'éducation est le pouvoir des femmes », a déclaré Susan Hopgood.

Le pouvoir des femmes comme vecteur de changement

Pendant les quatre jours de la Conférence, les participant-e-s ont abordé un large éventail de sujets et ont eu l'occasion d'écouter différentes dirigeantes : des femmes qui occupent des postes de pouvoir au sein des gouvernements et des syndicats, mais aussi des jeunes femmes aux avant-postes du mouvement mondial pour la justice climatique.

Le premier jour de la Conférence était placé sous le thème du leadership des femmes en politique et dans les syndicats de l'éducation. Des dirigeantes politiques de haut niveau venues d'Ouganda, de Jamaïque, du Maroc et de Nouvelle-Zélande, ainsi que des dirigeantes de l'Internationale de l'Education membres du Bureau exécutif, ont partagé leurs parcours personnels et professionnels vers le leadership, notamment les opportunités et les obstacles qu'elles ont rencontrés sur leur chemin, et les histoires personnelles qui les ont préparées à ce parcours. Les intervenantes ont également partagé leurs points de vue sur la nature du pouvoir : la façon dont il est utilisé, la façon dont il devrait l'être et ses dimensions de genre.

La deuxième journée de la Conférence a abordé les résultats de recherches récentes portant sur l'impact de la pandémie de Covid-19 sur les femmes dans les syndicats en particulier, et dans l'éducation en général. Cette journée a également été marquée par une série de témoignages sur l'exercice du pouvoir selon le sexe, la race, la caste, le statut socio-économique, etc.

Lors du troisième jour de la Conférence, les participant-e-s se sont intéressé-e-s aux efforts des syndicats de l'éducation pour combattre et enrayer la violence fondée sur le genre. Les intervenantes des différentes affiliées de l'IE ont expliqué pourquoi l'éradication de la violence fondée sur le genre en milieu scolaire, au sein des syndicats et dans la société est une priorité des syndicats. Elles ont également donné des exemples d'efforts entrepris par leurs syndicats pour apporter des solutions à ce problème crucial. Les syndicats de l'éducation en Ukraine et en Afghanistan, dont les membres vivent actuellement les horreurs de la guerre ou tentent de reconstruire leurs vies au lendemain du conflit, ont partagé des expériences particulièrement fortes. La journée s'est terminée par une table ronde réunissant des expertes de différentes

régions, qui affrontent courageusement le retour de flamme anti-genre, anti-LGBTQ+ et anti-théorie critique de la race dans l'éducation.

Le dernier jour de la Conférence était consacré à l'avenir de l'éducation. Cette journée a réuni un groupe de jeunes femmes inspirantes aux avant-postes de la lutte pour une justice climatique et une action climatique transformatrice. Au cours d'une discussion modérée par Michelle Codrington-Rogers de la NASUWT, Mitzi Jonelle Tan (Philippines), Vanessa Nakate (Ouganda), Phoebe Hanson (Royaume-Uni) et Laura Verónica Muñoz (Colombie) ont discuté des actions à mener pour défier le pouvoir traditionnel/structurel en tant que jeune femme dans un contexte d'urgence planétaire.

Les syndicats sont nos maisons

Lors de son discours de clôture, Susan Hopgood a encouragé les femmes syndicalistes à considérer leurs syndicats comme leurs foyers. « Nos syndicats doivent être des modèles pour tout mouvement inclusif, durable et fondé sur des valeurs. Chaque fois que nous approchons la table des négociations, les médias, le public ou la rue, nous approfondissons et consolidons les fondations de nos maisons - de nos valeurs », a-t-elle déclaré. « Nous devons nous assurer que les structures de nos foyers, qu'il s'agisse de réseaux informels, de comités, de programmes de développement professionnel ou de nos organes de direction, ne limitent pas les femmes au rez de chaussée, mais leur donnent les moyens d'accéder à tous les étages de la maison. »

Campagne « Former les enseignant·e·s » : étudiant·e·s et enseignant·e·s font cause commune pour une éducation au changement climatique

La campagne « Former les enseignant·e·s » (*Teach the Teacher*), à l'initiative des étudiant·e·s, se poursuit avec une nouvelle série de manifestations dans le monde entier. Cette campagne vise à sensibiliser les enseignant·e·s au changement climatique, à la justice climatique, et à leur fournir les ressources et leur donner la confiance nécessaire pour mettre en œuvre l'éducation au changement climatique en salle de classe.

Un·e enseignant·e sur quatre a besoin d'une formation plus poussée pour être en mesure de dispenser une éducation au développement durable

Une [étude récente menée par l'Internationale de l'Éducation et l'UNESCO](#) auprès de 58.000 enseignant·e·s dans le monde entier a montré que 90 pour cent des enseignant·e·s estiment que le développement durable et la citoyenneté mondiale sont des sujets importants et que 80 pour cent d'entre eux·elles souhaitent continuer à en apprendre davantage. Un·e sur quatre estime avoir besoin de plus de soutien et de formation pour enseigner ces sujets.

Le défi le plus courant auquel sont confronté·e·s les enseignant·e·s en termes de compétences est le manque de connaissance des pédagogies appropriées pour enseigner le développement durable et la citoyenneté mondiale.

En ce qui concerne les défis au niveau du système, le manque de couverture du programme scolaire a été identifié comme l'obstacle le plus important. Au niveau des écoles, l'obstacle le plus fréquemment signalé était le manque d'équipements et d'outils appropriés. Les enseignant·e·s ont également rapporté que les élèves n'ont pas suffisamment la possibilité de faire entendre leur voix en matière d'éducation au développement durable et à la citoyenneté

mondiale dans les écoles, en particulier au niveau primaire.

Dans le même temps, les étudiant-e-s demandent que l'éducation au climat soit intégrée dans les programmes scolaires du monde entier.

« Le changement climatique est le plus grand problème qui nous affectera aujourd'hui et à l'avenir. En tant que jeunes, nous devons être informé-e-s de la crise actuelle, des solutions et de la manière dont nous pouvons faire changer les choses. Nous avons le droit d'en savoir davantage sur le problème qui définira notre avenir. »

Dans le cadre de sa campagne [Enseignez pour la planète](#), l'Internationale de l'Éducation a appelé à une éducation de qualité au changement climatique pour tou-te-s et a présenté la [vision de la profession enseignante](#) ainsi que le cadre politique nécessaire à sa mise en œuvre. La formation et le soutien des enseignant-e-s sont essentiels pour une éducation de qualité au changement climatique qui s'appuie sur la science et qui mette l'accent sur l'action citoyenne.

Les étudiant-e-s s'engagent : la campagne « Former les enseignant-e-s »

Organisée par MockCOP, la campagne « Former les enseignant-e-s » vise à encourager les étudiant-e-s à évoquer la question du changement climatique avec leurs enseignant-e-s. L'objectif de la campagne, qui consiste en ateliers dirigés par des étudiant-e-s auxquels participent des enseignant-e-s, est d'expliquer ce que signifie être un?e jeune en période d'urgence climatique, ce qu'est l'anxiété climatique, et comment l'examen des possibilités d'action climatique peut aider les étudiant-e-s à transformer leur peur en force.

« Former les enseignantes et enseignants est une campagne rassemblant des étudiantes et étudiants du monde entier qui expliquent aux systèmes éducatifs ce qu'ils souhaitent apprendre. Les étudiantes et étudiants veulent en savoir davantage sur leur présent et leur avenir. Ils souhaitent que les institutions se soucient d'eux, car c'est le monde que vous leur laissez en héritage. Ils veulent avoir espoir en l'avenir », a déclaré Aishwarya Puttur, militante de la campagne Former les enseignant-e-s.

À ce jour, des sessions « Former les enseignant-e-s » ont été organisées dans 50 écoles de 21 pays. Des centaines d'enseignant-e-s ont participé à ces sessions et ont formulé des observations de premier ordre :

« Vous avez fait un travail remarquable ! Je suis si fière de votre action et de voir qu'elle laisse une grande part à l'espoir. Merci d'être des leaders si formidables ! Je vous en suis vraiment reconnaissante ! »

« Vous avez créé de nombreux visuels et l'accès à vos scripts est également une source inestimable pour analyser vos propos. Tant d'informations en si peu de temps ! Excellent travail ! Votre manière de présenter les informations démontre clairement votre passion pour le sujet. »

Engagez-vous !

[Inscrivez-vous dès aujourd'hui](#) pour organiser votre propre session « Former les enseignant-e-s » ! Le personnel chargé d'organiser la campagne est disponible pour former les étudiant-e-s aux meilleurs moyens d'animer l'atelier. Pour en savoir plus sur la campagne « Former les

enseignant-e-s », consultez le [site Internet de la campagne](#).

Les syndicats d'enseignants mettent leur force au service de la lutte pour la justice climatique

La semaine dernière, des représentant-e-s de divers syndicats d'enseignants du monde entier se sont rassemblé-e-s de façon virtuelle afin de partager leur expérience, créer une force commune et établir une stratégie pour faire avancer la campagne « Enseignez pour la planète », lancée par l'Internationale de l'Éducation.

Coordonnée par l'Internationale de l'Éducation, la sixième réunion trimestrielle du réseau en charge de cette campagne s'est tenue moins d'un mois avant la conférence annuelle sur les changements climatiques, la COP 27. À la veille de ces journées cruciales pour la diffusion de messages d'action, cette sixième réunion a ainsi permis d'échanger des informations ainsi que des perspectives sur l'action au niveau national.

Garantir aux éducateur-trice-s une transition juste

La réunion s'est ouverte par une conversation avec la chercheuse Alanah Torralba, qui a dirigé une étude analysant la vision qu'ont les syndicats d'enseignants de ce qu'est la transition juste dans leur secteur.

L'étude mentionnée, [« Enseignant-e-s sur une planète en surchauffe : façonner la vision syndicale pour une transition juste »](#), établit que les éducateur-trice-s sont en première ligne sur les divers fronts du changement climatique : chaque jour, il-elle-s luttent contre les conséquences les plus graves de ce phénomène mondial. Des ouragans majeurs et autres tempêtes, des inondations affectant de vastes régions aux sécheresses prolongées, aux vagues de chaleur extrême et à la submersion de territoires insulaires, le changement climatique est déjà en train d'altérer le secteur de l'éducation d'une manière indirecte mais profonde. C'est pour cela que les éducateur-trice-s sont des acteur-trice-s essentiel-le-s dans les débats qui touchent à l'action climatique, dans cet objectif vital qu'est la transition vers un monde décarboné.

Selon Torralba, « les éducateurs et éducatrices s'inquiètent grandement de l'impact du changement climatique sur leur secteur professionnel. Ils sont unis dans l'affirmation que les systèmes éducatifs sont mal préparés pour lutter contre l'impact du changement climatique, et ce manque de préparation peut également être attribué à la privatisation grandissante qui affecte notre domaine d'activité. C'est pour cela qu'une transition juste dans l'éducation doit d'abord se faire en s'adaptant aux besoins des éducateurs et éducatrices et cela signifie aussi nécessairement un rejet de toute privatisation. Elle doit également passer par un renforcement des mesures de protection sociale pour les éducateurs et éducatrices, lesquels sont des intervenants d'urgence sur le front de la crise climatique. Enfin, les éducateurs et éducatrices ont le sentiment de faire intrinsèquement partie des communautés au service desquelles ils se trouvent et, par conséquent, les problèmes qui touchent leur profession ne sauraient être séparés des problèmes de la collectivité. En établissant le cadre d'une transition juste, les éducateurs et éducatrices mettent à jour une vision stratégique porteuse de davantage d'espoir dans le cadre de la lutte des travailleurs pour la justice climatique et un monde meilleur. »

Le climat : un point essentiel dans les débats du Sommet sur la transformation de l'éducation

Le réseau en charge de la campagne a également évalué les avancées obtenues lors du Sommet sur la transformation de l'éducation, qui s'est tenu aux Nations Unies, à New York, en septembre. Les participant-e-s ont jugé favorablement l'intérêt accordé à l'éducation climatique durant le Sommet, et ont fait remarquer que la [Déclaration de la Jeunesse](#) appelait à investir dans l'éducation climatique ; la jeune militante climatique Vanessa Nakate a ouvert la conférence par un appel à la justice climatique ; et [le secrétaire général des Nations Unies a instamment demandé aux pays membres](#) (lien en anglais) de réformer leur programme éducatif et les recommandations pédagogiques en vigueur, pour orienter l'éducation vers le développement durable. Deux membres du bureau exécutif de l'Internationale de l'Éducation, Randi Weingarten et [Johanna Jaara Astrand](#) (compte Twitter en anglais), sont intervenues pour souligner l'importance d' [une éducation au changement climatique de qualité et pour tou-te-s](#).

En ce qui concerne les résultats obtenus, un tiers des engagements faits par les pays membres lors du Sommet comprenaient celui d'intégrer l'éducation au changement climatique dans les programmes scolaires et celui de prendre des mesures pour garantir que les infrastructures scolaires appliquent strictement l'objectif de neutralité carbone. Le Sommet a également servi de cadre au lancement du [Partenariat pour une éducation verte](#), une initiative de l'Unesco qui vise à mettre en valeur l'éducation au développement durable au sein des écoles, des communautés locales, et dans la formation des enseignant-e-s et des étudiant-e-s.

Les syndicats d'enseignants à la COP 27 pour lutter en faveur de la justice climatique

Le réseau en charge de la campagne a également évoqué les exigences principales soumises par l'Internationale de l'Éducation à la Conférence, et qui se trouvent intégrées aux [outils COP 27](#) de l'Internationale de l'Éducation. Ces outils ont pour but d'aider les syndicats d'enseignants à mettre en œuvre leur plaidoyer au niveau national et sont le résultat synthétique d'un ensemble de recherches faites dans le cadre de l'Internationale de l'Éducation. Ces recherches, en expansion, portent notamment sur la [transition juste](#), sur les conditions pour que le corps enseignant se sente [suffisamment en confiance pour enseigner](#) l'éducation climatique et sur l' [inclusion de l'éducation dans les Contributions déterminées au niveau national](#).

La COP se tenant à Charm el-Cheikh, en Égypte, les participant-e-s ont souligné l'importance de faire toute la lumière sur les diverses formes d'écoblanchiment mené par le régime actuel de ce pays, mais se sont aussi engagés à soutenir les [militant-e-s luttant au niveau local](#) (lien en anglais) pour les droits humains, les droits syndicaux, la liberté d'expression, le respect des libertés fondamentales dans l'espace public, ainsi que pour la libération des prisonniers politiques ([60.000, selon une estimation](#) (lien en anglais)) en Égypte.

La COP 27 va inclure une [session ministérielle](#) sur l'éducation climatique et une réunion pour faire avancer le Partenariat pour une éducation verte. L'Internationale de l'Éducation va également organiser en parallèle un événement consacré aux liens des éducateur·trice·s avec la transition juste. Vous pouvez suivre sur les médias sociaux les actions menées par l'IE ou consulter la page internet de la campagne « Enseignez pour la planète ». l'Internationale de l'Éducation. l'Internationale de l'Éducation vous pouvez aussi prendre part à la [Journée d'action mondiale](#) (lien en anglais) pour la justice climatique dans votre pays, le 12 novembre.

Les membres du réseau en charge de la campagne pour le climat montrent la voie

Les membres du réseau, de toutes les régions du monde, ont partagé leur expérience. Certains ont fait part de l'impact du changement climatique sur les éducateur-trice-s et l'éducation. C'est par exemple ainsi que nous avons appris qu'aux îles Fidji, les élèves, les enseignant-e-s et les communautés qui vivent le long des côtes doivent actuellement être relogés ailleurs du fait de l'élévation du niveau de la mer et que trois cyclones majeurs sont attendus dans les prochains mois. Au Royaume-Uni, a-t-on appris également, les vagues de chaleur extrême ont posé un dilemme : est-ce que les écoles devaient être fermées pour la sécurité des enfants ou bien est-ce qu'elles devaient rester ouvertes pour servir de lieu d'accueil protégé ? Faute de ligne directrice claire émanant du gouvernement, le syndicat a décidé de conseiller aux équipes éducatives de maintenir les écoles ouvertes, car les élèves vivant dans des conditions de pauvreté auraient souffert de températures encore plus élevées s'ils étaient restés chez eux.

D'autres syndicats ont parlé des priorités de la campagne. Par exemple, Sifiso Ndluvo, directeur exécutif de la ZIMTA, au Zimbabwe, a souligné que la crise climatique menace la croissance inclusive, la paix, la sécurité et la démocratie. Les problèmes liés au climat doivent être pris en compte quand on décide de financements pour le développement. Le SNTE, au Mexique, a fait remarquer que les progrès effectués dans la diffusion de messages d'action en faveur de la résilience climatique nécessitent l'engagement et la collaboration de tous les secteurs de l'économie, de même que davantage de liens entre les initiatives militant en faveur du climat et d'autres actions qui se trouvent en intersection (par exemple, celles concernant des problèmes environnementaux plus larges et les questions d'égalité des genres).

La prochaine réunion du Réseau aura lieu en décembre.

« Enseignant-e-s sur une planète en surchauffe : façonner la vision syndicale pour une transition juste » — on peut consulter l'étude complète et le résumé des conclusions via le lien suivant : <https://www.ei-ie.org/fr/item/26964:educators-on-a-heating-planet-shaping-education-unions-vision-for-a-just-transition>

On peut télécharger les outils COP 27 via le lien suivant : <https://www.ei-ie.org/fr/item/26966:education-unions-for-climate-justice>

- pas de titre -

COP 27 : une nouvelle dérobade, mais les syndicats de l'éducation continuent de construire le changement dont la planète a besoin

La 27e Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP) a clairement abouti à un nouvel échec pour la communauté politique internationale. Malgré les [preuves scientifiques](#) démontrant sans équivoque que le changement climatique résultant de l'activité humaine provoque des dégâts aux quatre coins de la planète et qu'il est urgent de diminuer nos émissions de gaz à effet de serre, la COP 27 n'est pas parvenue à un accord pour supprimer progressivement l'utilisation des énergies fossiles. Au lieu de cela, le [Plan de mise en œuvre de Charm el-Cheikh](#) réitère simplement l'appel à réduire progressivement l'énergie produite à partir du charbon, démontrant ainsi une absence de progrès pour atténuer les effets du changement climatique et un refus de prendre les mesures indispensables pour limiter le réchauffement de la planète à 1,5 °C.

On notera cependant quelques avancées positives. Après plusieurs années de campagnes menées par les organisations de la société civile, notamment les syndicats, la COP 27 a pris la décision de créer un fonds pour les pertes et préjudices. Si ce dernier n'est pas encore opérationnel et nécessite une levée de fonds, il s'agit néanmoins d'une décision historique qui reconnaît enfin le principe de la justice climatique : les pays responsables du changement climatique doivent mettre la main au portefeuille et dédommager les pays qui subissent les impacts les plus dévastateurs de la crise climatique, alors qu'ils ne produisent que peu d'émissions.

Par ailleurs, les revendications syndicales ont été entendues lors de cette conférence, dans la mesure où elle reconnaît que, si l'on souhaite garantir une transition juste vers une économie à faible émission de carbone, il sera nécessaire d'engager le dialogue social avec les travailleur-euse-s. Cela signifie que les syndicats de l'éducation doivent être invités à la table des négociations pour discuter de la réforme des politiques et des contrats, étant donné que [ce secteur et la vie professionnelle des éducateur-trice-s sont de plus en plus touchés par la crise climatique](#). Cette décision générale appelle également à garantir la protection sociale, mais sans pour autant reconnaître explicitement les droits du travail.

D'autre part, la situation catastrophique des droits humains et l'absence d'espace civique en Égypte, pays hôte de la COP 27, ont été largement critiquées dans les reportages internationaux sur la présidence de l'événement, malgré les efforts déployés par le gouvernement pour se présenter en leader de la durabilité. Au cours de cette conférence, les membres du Bureau exécutif de l'Internationale de l'Éducation (IE) ont appelé à mettre fin aux violations de la liberté d'expression dans le pays et à libérer tou-te-s les militant-e-s emprisonné-e-s arbitrairement. La COP 27 aura permis d'attirer l'attention sur ces questions, mais il importe de [continuer à faire pression](#) pour obtenir la libération d'Alaa Abdel Fattah et d'autres personnes détenues.

Le rôle de l'éducation est reconnu, mais les pays n'ont pris aucun nouvel engagement. L'éducation n'occupe pas une place centrale dans les négociations de la COP et reste largement ignorée dans les contributions déterminées au niveau national (CDN). Une [récente recherche de l'IE](#) montre que sur 140 CDN, nouvelles ou révisées, soumises à la CCNUCC depuis 2021, à peine environ un tiers des pays font mention de l'éducation, la plupart figurant parmi les plus exposés au changement climatique. Pourtant, l'éducation demeure l'un des principaux piliers du programme [Action pour l'autonomisation climatique](#), pour lequel la COP 27 a adopté [un plan d'action](#) de quatre ans dans le cadre du programme de travail de Glasgow. Ce plan confie notamment au secrétariat de la CCNUCC un mandat pour identifier et rassembler chaque année les lignes directrices et les bonnes pratiques pour l'éducation au climat.

La thématique de l'éducation au climat a rapidement gagné en visibilité à la COP et dans le programme non officiel. Cette année a vu pour la toute première fois la création d'une [plateforme pour l'éducation au climat](#), un pavillon entièrement dédié aux événements et discussions sur les liens entre éducation et climat, où deux semaines de programmation d'événements ont été axées sur les multiples aspects de l'éducation au climat. Ce pavillon a notamment offert aux jeunes autochtones un espace leur permettant de montrer l'importance de veiller à ce que l'éducation au climat respecte les savoirs autochtones. C'est également à cette occasion qu'a eu lieu le lancement de la Coalition pour l'éducation au climat, un important consortium de

militant-e-s et d'organisations qui se mobilisent en faveur d'une éducation au climat universelle.

L'IE a organisé deux événements durant cette COP : une table ronde chargée de définir ce qui constitue une [éducation au changement climatique « de qualité »](#) et une autre centrée sur les moyens de garantir une [transition juste au sein de l'éducation](#). À la fois utiles et approfondies, ces discussions entre les représentant-e-s de la profession enseignante, les jeunes et les organisations internationales ont mis en lumière l'importance de la collaboration pour transformer, décoloniser, réformer et financer les systèmes éducatifs en vue de les rendre résilients au climat et d'assurer une transition juste pour les personnels de l'éducation.

Autre question clé abordée : comment rendre les infrastructures éducatives résilientes aux effets du changement climatique ? Face aux conséquences les plus extrêmes, qu'il s'agisse des 22.000 écoles détruites par des inondations au Pakistan en septembre ou de la fermeture des écoles à la suite de tempêtes ou de vagues de chaleur en Europe, les éducateur-trice-s ont parfaitement conscience de la vulnérabilité de leurs infrastructures obsolètes :

« Nos bâtiments scolaires ne sont pas résilients face au type de climat que nous connaissons avec le réchauffement climatique. En tant que syndicat, nous nous efforçons de moderniser ces bâtiments. Pour nous, c'est une question d'urgence. »

Jenny Cooper | National Education Union, Royaume-Uni

L'IE a également participé à la réunion inaugurale du [Partenariat pour une éducation verte de l'UNESCO](#), dont l'objectif est d'inciter les pays à prendre des mesures concrètes pour rendre leurs systèmes éducatifs plus verts. Au cours de cette réunion, l'IE a fait part des [perspectives de la communauté syndicale visant à garantir une éducation de qualité au changement climatique pour tou-te-s](#) et s'est engagée à soutenir le partenariat.

Au cours de l'événement, Antonia Wulff, directrice du département de l'IE pour les politiques, la recherche et le plaidoyer, a souligné le rôle critique de l'éducation :

« Nous devons investir dans nos systèmes d'enseignement publics afin de garantir une éducation de qualité au climat pour tou-te-s les élèves, partout. Certains pays dépensent plus en subventions pour les combustibles fossiles que pour l'éducation. Nous devons réclamer un vrai changement. »

Antonia Wulff | Internationale de l'Éducation

L'IE a soutenu cette initiative aux côtés des représentant-e-s de la jeunesse, lors d'un [événement visant à discuter de la mise en œuvre du partenariat](#), en soulignant en particulier l'importance du développement professionnel des enseignant-e-s pour l'éducation au climat. Sifiso Ndlovu, directeur de la Zimbabwe Teachers' Association, a mis ce point en exergue :

« Nous devons faire en sorte que nos enseignantes et enseignants acquièrent des compétences vertes. Nous devons les aider à rester pertinents, afin que, à leur tour, il-elle-s puissent apporter à leurs élèves les connaissances nécessaires pour comprendre la crise climatique. »

Sifiso Ndlovu | Zimbabwe Teachers' Association

Un [événement ministériel](#) était également inscrit au programme de la COP, au cours duquel les ministres de l'Éducation et les ministres de l'Environnement ont engagé un dialogue avec les jeunes à propos de la transformation de l'éducation pour lutter contre le changement climatique. L'objectif était de faire valoir les engagements pris lors du premier sommet des ministres de l'Éducation et de l'Environnement organisé à la COP 26. Il reste que la conférence ministérielle de la COP 27 aura été décevante et moins médiatisée que l'édition précédente, ce qui n'étonnera probablement personne vu que la [présidence égyptienne ne fait aucune référence à l'éducation dans sa contribution déterminée au niveau national](#). Seuls 22 engagements ont été pris à la COP 26, mais aucun nouvel engagement à la COP 27. L'événement a également montré que le secteur de l'éducation n'était pas à l'abri du « greenwashing », puisque certains pays mettent tout en œuvre pour apparaître comme des champions de l'éducation au climat sur la scène internationale, même si aucune réforme politique cohérente n'a été introduite au niveau national. Quoi qu'il en soit, les revendications des jeunes étaient claires : [70 % des jeunes interrogé-e-s](#) déclarent ne pas pouvoir expliquer le changement climatique et estiment qu'il est urgent de changer le système pour que tou-te-s les élèves puissent bénéficier d'une éducation climatique de qualité.

Où en sommes-nous ? Mise en œuvre : il nous faut plus, maintenant.

Dans les [conclusions de la délégation syndicale](#), le mouvement des travailleur-euse-s a demandé : « Combien de temps encore ferez-vous passer les profits avant la planète et les gens qui y vivent ? Cette COP était celle de la mise en œuvre, la COP africaine. Mais cette mise en œuvre ne se fait ni à l'échelle ni à la vitesse dont les travailleuses et travailleurs ont besoin en Afrique et ailleurs dans le monde. Il nous en faut plus. Maintenant. » Il est vrai que le temps presse et nous avons besoin d'actions concrètes, pas de paroles en l'air.

Alors que le soleil se couche sur la COP 27, l'IE poursuivra sa lutte pour la justice climatique, aux côtés des syndicalistes de tous les secteurs. Nous continuerons également à réclamer une transition juste pour tou-te-s les éducateur-trice-s et une éducation de qualité au changement climatique pour tou-te-s, partout. Nous nous engageons à soutenir et à favoriser la réussite du [Partenariat pour une éducation verte de l'UNESCO](#) afin que, d'ici 2030, chaque pays puisse disposer d'établissements scolaires durables, de programmes d'études qui intègrent l'éducation au climat, d'enseignant-e-s formé-e-s et soutenu-e-s pour enseigner l'action climatique et de programmes de formation au climat adressés aux adultes. Nous continuerons également à convaincre tous les gouvernements de reconnaître que l'éducation est un outil puissant pour faire face à la crise climatique. Cela implique de réviser les contributions déterminées au niveau national pour y inclure l'éducation, mais aussi de veiller à ce que les fonds réservés au climat soient utilisés pour adapter les systèmes éducatifs (pour l'heure, seulement 0,03 % du budget climat est alloué à l'éducation).

La COP 28 se tiendra à Dubaï, aux Émirats arabes unis, en novembre 2023. Selon l'organisation philanthropique Dubaï Cares, une journée entière de cette prochaine COP sera consacrée à

l'éducation – une initiative bienvenue pour notre secteur. Toutefois, que cette conférence nous apporte ou non la reconnaissance internationale dont nous avons besoin, à savoir que l'éducation est un outil puissant pour atténuer les effets du changement climatique et s'y adapter, les syndicats de l'éducation à travers le monde poursuivront sans relâche leurs campagnes aux niveaux local, national et régional. Les membres de l'IE continuent à faire progresser les [revendications de la campagne « Enseignez pour la planète »](#) dans leurs pays.

Le dernier exemple en date nous vient du syndicat britannique University and College Union (UCU) qui, en collaboration avec ses collègues en Inde, a réalisé une vidéo montrant les effets dévastateurs des phénomènes météorologiques extrêmes sur les éducateur·trice·s et les élèves. Regardez la vidéo ci-dessous !

Une année passionnante de militantisme pour une éducation de qualité au climat pour tou·te·s

Alors que la deuxième année de la campagne Enseignez pour la planète touche à sa fin, nous revenons sur certains des faits saillants de 2022, notamment la reconnaissance croissante de l'éducation en matière de politique climatique, l'inscription résolue des questions climatiques à l'agenda de la politique d'éducation au niveau international et l'amélioration de la compréhension syndicale d'une transition juste dans le secteur de l'éducation.

En 2022, Enseignez pour la planète comprenait une multitude d'activités de campagne faisant progresser une éducation au climat de qualité et une transition juste pour tou·te·s.

Le climat solidement inscrit à l'agenda de la politique de l'éducation

L'un des principaux objectifs de la campagne est de veiller à ce qu'une éducation au climat de qualité soit accessible à l'ensemble des étudiant·e·s dans le monde entier. Pour atteindre cet objectif, nous nous sommes efforcé·e·s d'influencer les processus d'élaboration des politiques d'éducation au niveau international, en soulignant le rôle clé que l'éducation doit jouer dans la lutte contre le changement climatique.

Lors du Sommet Transformer l'éducation organisé par les Nations Unies en septembre, les membres du Bureau exécutif de l'Internationale de l'Éducation (IE) Randi Weingarten et Johanna Jaara Astrand ont parlé d'une éducation de qualité au changement climatique pour tou·te·s et ont réitéré [la vision de la profession enseignante sur la manière d'y parvenir](#).

La Déclaration des jeunes et la Déclaration de vision du Secrétaire général ont toutes deux appelé à agir pour garantir que les systèmes éducatifs répondent à la crise climatique. Un tiers des engagements nationaux pris pour le Sommet se sont engagés à intégrer l'éducation au changement climatique dans les programmes scolaires et à verdir les infrastructures scolaires.

L'IE est également fière d'être un membre fondateur du Partenariat pour une éducation verte de l'UNESCO, qui a été lancé cette année dans le but de soutenir et d'encourager les gouvernements à transformer les écoles, l'apprentissage, la formation des enseignant·e·s et les communautés pour permettre une éducation au climat de qualité.

L'éducation est un outil précieux dans les politiques climatiques

En 2022, nous avons poursuivi notre analyse globale de l'inclusion de l'éducation dans les politiques climatiques des pays.

Une première mise à jour de la recherche menée pour l'IE par Christina Kwauk a été publiée en mars et portait sur [le niveau d'ambition de l'éducation au climat dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord \(MENA\)](#). Lancée lors de la toute première [Semaine du climat MENA](#), l'étude a révélé que la région est loin derrière les autres pays lorsqu'il s'agit d'exploiter le pouvoir de l'éducation dans leurs politiques climatiques. Cependant, les syndicats de l'enseignement de la région intensifient leur plaidoyer en faveur d'une éducation au climat de qualité.

En novembre, l'IE a lancé [la mise à jour finale](#) de notre analyse mondiale [avant la COP27](#). L'étude a analysé 140 contributions déterminées au niveau national (environ 73 % des parties à l'Accord de Paris). Seul un tiers des pays mentionnent l'éducation et aucun n'est à la hauteur de l'ambition du [Manifeste de l'IE pour une éducation de qualité au changement climatique pour tou-te-s](#).

Lors de la COP27, la délégation de l'IE s'est jointe aux jeunes militant-e-s et au mouvement syndical mondial pour appeler à l'éducation au climat, à une transition juste et à la justice climatique pour tou-te-s. Le rôle de l'éducation dans la lutte contre la crise climatique est de plus en plus reconnu et l'éducation devrait être un thème clé de la COP 28.

Une transition juste dans le secteur de l'éducation

En octobre, nous avons lancé [une nouvelle recherche](#) explorant l'impact de la crise climatique sur l'éducation et la vision des éducateur-trice-s d'une transition juste dans leur secteur. L'étude a montré que les syndicats de l'enseignement plaident en faveur d'une notion large de transition juste, à la fois en défendant le droit des éducateur-trice-s à un travail décent dans le contexte de l'aggravation de la crise climatique et en appelant à des systèmes d'éducation publique adaptés qui préparent les étudiant-e-s à acquérir des compétences vertes et à agir pour le climat.

Lors de la COP27, l'IE a organisé un événement qui a réuni des dirigeant-e-s syndicaux-ales et des militant-e-s pour discuter de la manière dont nous pouvons travailler pour assurer une transition juste dans l'éducation. Regardez l'événement ci-dessous !

L'égalité des genres pour un avenir durable

Les conséquences sexospécifiques de la crise climatique et les jeunes femmes qui se lèvent pour montrer la voie vers un avenir durable ont également figuré en bonne place dans la campagne de cette année.

Le 8 mars, Journée internationale de la femme, deux podcasts ont donné aux militant-e-s pour le climat et aux dirigeant-e-s syndicaux-ales l'occasion de discuter des intersections de l'égalité des genres et de la justice climatique. Lors de la réunion de la Commission de la condition de la femme des Nations Unies (CSW), la Présidente de l'IE, Susan Hopgood, a souligné le rôle essentiel du dialogue social et de l'éducation climatique pour une transition juste vers une économie verte menée par les femmes et les travailleur-euse-s.

En juin, la 4e Conférence mondiale des femmes de l'IE a présenté une session spéciale sur les jeunes femmes qui soutiennent la justice climatique. La session « Meet the Movement Movers » (Rencontre avec les initiatrices du mouvement) a vu Michelle Codrington-Rogers (NASUWT, Royaume-Uni) mener une conversation inspirante et mobilisatrice avec les militantes pour le climat Laura Verónica Muñoz (Colombie), Mitzi Jonelle Tan (Philippines), Phoebe Hanson (Royaume-Uni) et Vanessa Nakate (Ouganda).

Mobilisation des syndicats de l'enseignement

La campagne Enseignez pour la planète est menée par un large groupe de syndicats de l'enseignement du monde entier, réunis pour former le Réseau Climat de l'IE. Le réseau s'est réuni quatre fois en 2022, partageant des projets et des idées qui stimulent le militantisme climatique dans le secteur de l'éducation.

Lors de sa dernière réunion (le 13 décembre 2022), le réseau a participé à une formation dirigée par Indigenous Climate Action afin d'en savoir plus sur les efforts de l'organisation pour décoloniser la politique climatique au Canada et sur la façon dont les éducateur·trice·s peuvent centrer les perspectives, les valeurs, les connaissances et des solutions autochtones au changement climatique dans leurs salles de classe, leurs syndicats et leurs communautés.

Les syndicats de l'enseignement sont déterminés à poursuivre cet important travail en 2023 et au-delà.

Titres

1. De la recherche à l'action à l'échelle planétaire dans la lutte pour un enseignement public de qualité

L'Internationale de l'Éducation a rassemblé plus de 100 chercheur-euse-s de premier plan appartenant à des syndicats enseignants du monde entier, afin d'analyser la façon dont la recherche peut étayer l'action syndicale dans la lutte pour une éducation de qualité.

La 17e réunion du Réseau de recherche de l'Internationale de l'Éducation s'est tenue les 26 et 27 octobre à Bruxelles, en Belgique, et c'était la première des réunions à avoir adopté un format hybride (en présentiel et à distance). Durant deux journées de présentations, débats et séances interactives réparties en petits groupes, la condition des enseignant-e-s mais aussi la privatisation de l'éducation et le financement de l'enseignement ont été les sujets au centre des discussions de cette année.

Les participant-e-s ont pu assister à une présentation de l'état des lieux des recherches passées, nouvelles ou à venir, que l'Internationale de l'Éducation a commanditées, à la fois à l'échelle mondiale et au niveau des diverses zones géographiques.

Parmi les recherches qui ont été mises en œuvre, on en compte notamment qui portent sur le leadership des enseignant-e-s, l'[évaluation formative](#) (lien en anglais) et les conséquences des nouvelles technologies de l'évaluation sur la profession enseignante, l'éducation au changement climatique, la privatisation de l'éducation et sa marchandisation, ou encore le financement de l'éducation, avec une attention particulière accordée aux restrictions budgétaires affectant le salaire des enseignant-e-s.

Les participant-e-s, issu-e-s des organisations membres de l'Internationale de l'Éducation dans le monde entier, ont également eu l'occasion de partager les conclusions tirées de recherches sur ces sujets menées au niveau national et les diverses stratégies adoptées pour influencer la politique de l'éducation en se fondant sur les données fournies par la recherche pour faire passer des messages d'action et mettre en avant les bénéfices de l'engagement syndical.

Des séances interactives réparties en petits groupes ont été organisées autour de diverses questions-clés, notamment l'intelligence artificielle, les nouvelles technologies de l'enseignement, la question du rapport entre équité et privatisation, le statut des enseignant-e-s et l'idée d'une approche sectorielle de la recherche destinée aux auxiliaires d'éducation, pour n'en citer que quelques-unes.

Améliorer la condition de la profession enseignante

Lors de la première des deux journées de la réunion du Réseau de recherche, une présentation, faite par John Bangs, consultant spécial auprès de l'Internationale de l'Éducation, et portant sur la prochaine édition (2024) du Rapport mondial sur la condition du personnel enseignant, a ouvert les débats sur la question suivante : comment la recherche collective peut-elle servir de référence dans la lutte militante que mènent les syndicats d'enseignants pour obtenir certains changements ?

Ce [rapport mondial rendu tous les 3 ans](#) se fait l'écho de la parole des enseignant-e-s et professionnel-le-s de l'éducation à tous les niveaux. Il réunit des données sur de multiples aspects qui affectent leur profession, notamment leurs conditions de travail, leurs droits et le degré respectif

d'évolution de leur statut, mais aussi concernant l'autonomie des enseignant-e-s et le leadership enseignant.

Cette présentation a été suivie d'une discussion approfondie sur le statut d'enseignant-e et la profession enseignante. Sam Sellar, de l'université de Manchester au Royaume-Uni, a présenté les conclusions préliminaires d'une étude pilote sur l'autonomie professionnelle des enseignant-e-s et l'évaluation numérique, étude menée en partenariat avec des organisations enseignantes d'Afrique du Sud, d'Islande et de Colombie-Britannique, au Canada. Avec pour toile de fond les changements induits par la numérisation de l'évaluation, cette recherche analyse les divers points de vue qu'ont les enseignant-e-s sur l'avenir de celles de leurs pratiques professionnelles qui sont en rapport avec l'acte d'évaluer.

Une équipe internationale de chercheur-euse-s de l'université de Toronto, au Canada, a lancé le [Projet des cercles d'apprentissage guidés par l'enseignant-e](#) (lien en anglais), un projet développé par l'Internationale de l'Éducation et financé par la fondation Jacobs. Il a pour objectif de faire progresser le leadership enseignant et la pratique éducative en termes d'utilisation de l'évaluation formative, elle-même visant à améliorer l'apprentissage des élèves. Il porte sur 7 pays cibles : Brésil, Colombie, Côte d'Ivoire, Ghana, Malaisie, Corée du Sud et Suisse. Carol Campbell et Danielle LaPointe-McEwan ont présenté les conclusions du premier rapport (lien en anglais) du projet, lequel offre un compte rendu de la recherche sur le sujet, de même qu'il analyse la façon dont les enseignant-e-s abordent leur propre leadership et leur propre pratique de l'évaluation formative.

Numérisation et avenir de la profession : une formation numérique

La plateforme numérique de l'Internationale de l'Éducation pour le renforcement des capacités, l'Académie des militant-e-s du mouvement des travailleur-euse-s (ALMA, de son acronyme en anglais) a mis en ligne sa première formation sur la numérisation de l'enseignement, destinée aux membres du Réseau de recherche. Fondée sur la recherche « Enseigner avec les technologies » (lien en anglais), menée pour l'Internationale de l'Éducation par Christina Colclough, cette formation offre aux militant-e-s syndicaux-ales des connaissances fondamentales pour leur permettre de protéger et de développer leurs droits, leur autonomie et leurs libertés à une époque où l'enseignement se numérise de plus en plus. La plateforme ALMA sera bientôt accessible à toutes les organisations membres de l'Internationale de l'Éducation.

Militer pour un financement public de l'éducation afin de combattre la privatisation

Lors de la seconde journée, les débats se sont concentrés sur le financement de l'éducation et sur la privatisation et la marchandisation croissantes de l'enseignement, ainsi que sur le fait que la recherche est maintenant devenue un outil essentiel pour permettre aux syndicats d'enseignants de produire des messages fondés sur des preuves factuelles afin de pouvoir démonter le récit hégémonique mondial qui s'est construit en faveur de la privatisation.

Prachi Srivastava, de la Western University, au Canada, a donné une présentation sur les différents niveaux auxquels le secteur privé avait investi l'éducation durant la pandémie et sur la menace que cela représente dans la reconstruction de l'éducation. Elle a montré que les interruptions dans l'enseignement avaient mis au jour des inégalités non seulement du point de vue individuel mais également institutionnel. Srivastava a souligné la nécessité de protéger les ressources publiques destinées à l'éducation, un élément essentiel de la résilience des sociétés, des ressources qui

doivent être dirigées en priorité vers les élèves qui en ont le plus besoin.

Mauro Moschetti, de l'Université autonome de Barcelone, en Espagne, a, dans son exposé, offert un aperçu des montages complexes par lesquels s'affirment les tendances à la privatisation de l'éducation, à travers l'étude des cas de la Colombie et du Paraguay. Ces tendances comprennent la généralisation des partenariats public-privé dans le secteur de l'éducation, le marché en expansion des écoles payantes à frais de scolarité peu élevés, et le rôle déterminant qu'ont les coalitions et les réseaux dans la promotion de la privatisation de et dans l'enseignement dans la région Amérique latine.

Le point de vue des syndicats d'enseignants a été donné par Eric Angel Carbonu, président de la National Association of Graduate Teachers (Association nationale des enseignant-e-s diplômé-e-s du supérieur ; NAGRAT, de son acronyme en anglais), qui est au Ghana l'une des organisations membres de l'Internationale de l'Éducation. Le Ghana est l'un des pays cibles du projet de Réponse mondiale de l'Internationale de l'Éducation, et les syndicats de l'enseignement ont réussi, grâce à leur Campagne contre la privatisation et la marchandisation de l'enseignement (CAPCOE selon l'acronyme en anglais), à rassembler une coalition d'organisations issues de la société civile, afin de faire face aux grandes tendances à la privatisation dans le pays, de les freiner et d'en inverser le cours.

Carbonu a présenté son analyse de la privatisation croissante de l'éducation, qui se manifeste surtout au niveau de l'école primaire. « La privatisation n'est pas un événement délimité. C'est un processus graduel. Elle se développe selon des flux très subtils », a-t-il déclaré. Carbonu a ensuite expliqué que l'argent public finançant le domaine de l'éducation n'était en fait pas alloué à ses secteurs essentiels, tels que le salaire des enseignant-e-s et les infrastructures, et il a estimé qu'une enquête pour déterminer où l'argent avait été dépensé constituait un objet de recherche intéressant pour avancer.

David Edwards, secrétaire général de l'Internationale de l'Éducation, a clôturé la réunion du Réseau de recherche en soulignant combien il était important de créer une solidarité internationale pour faire face aux nombreux problèmes de l'époque actuelle post-pandémique : « Le Réseau de recherche de l'Internationale de l'Éducation continue à jouer un rôle essentiel dans le partage du vécu des enseignantes et enseignants, des auxiliaires d'enseignement et de leurs syndicats dans le monde, au sein de notre lutte pour défendre le droit à l'éducation, de bonnes conditions d'emploi et les droits syndicaux de la profession ».

2. Les dirigeant-e-s de syndicats de l'enseignement du monde entier demandent des investissements dans l'éducation et renouvellent leur appel à la solidarité internationale

Pour la première fois en 3 ans, le Bureau exécutif de l'Internationale de l'Éducation (IE) s'est réuni en personne pour faire le point sur l'état de l'éducation, mettre en lumière le travail de l'IE au nom de ses membres, et renouveler son engagement de solidarité avec les enseignant-e-s et les syndicalistes du monde entier.

La réunion qui s'est tenue à Bruxelles a été l'occasion pour les représentant-e-s de la profession enseignante et des travailleur-se-s de l'éducation de se retrouver en personne pour la première fois depuis le début de la pandémie de COVID et de se réjouir de faire avancer le travail de l'IE.

Face à la COVID, l'IE a fait avancer l'agenda des membres

Malgré les graves perturbations causées par la pandémie de COVID, ressenties aux quatre coins du monde, l'IE a poursuivi et étendu son plaidoyer à tous les niveaux pour une éducation publique de qualité, les droits humains et le statut de la profession.

Comme l'a indiqué le secrétaire général de l'IE, David Edwards, dans son rapport d'activité, de l'Ukraine à l'Afghanistan, en passant par l'Iran et dans toutes les régions du monde, l'IE a été à l'avant-garde des questions d'éducation, soutenant et s'engageant auprès de ses membres.

L'un des temps forts de ce plaidoyer a été le [Sommet sur la transformation de l'éducation \(TES\)](#), où les gouvernements du monde entier se sont engagés à prendre des mesures concrètes pour soutenir l'enseignement public et investir dans la profession enseignante. Parmi ces mesures figure la création d'une commission internationale sur la profession enseignante, qui sera chargée des questions mondiales.

L'Internationale de l'Éducation a fait entendre la voix de la profession enseignante aux dirigeant-e-s du monde entier lors du TES, en soulignant les défis et les stratégies d'une nouvelle donne pour les enseignant-e-s, pour l'avenir de l'éducation, en particulier dans et à travers cinq pistes d'action thématiques. Plus précisément, elle a demandé aux chefs d'État de s'engager à :

1. Accroître les investissements dans des systèmes d'enseignement public de qualité.
2. Garantir les droits du travail et de bonnes conditions de travail pour les enseignant-e-s et les personnels de soutien à l'éducation.
3. Investir dans la formation et le développement professionnel des enseignant-e-s.
4. Faire confiance et respecter les enseignant-e-s et leur expertise pédagogique.
5. Impliquer les syndicats d'enseignants dans les politiques par le biais du dialogue social.

Le rapport a également souligné le pouvoir de la solidarité et s'est conclu par un message de la nouvelle ministre du Travail de Colombie, Gloria Ramírez, ancienne présidente de la *Federación Colombiana de Trabajadores de la Educación* (FECODE), une organisation membre de l'IE en Colombie.

Les responsables de l'IE ont également salué la victoire de Lula au Brésil, soulignant qu'il s'agissait d'une victoire pour les droits des travailleur-euse-s et la justice sociale et climatique.

Rappelant les mots de la présidente fondatrice de l'IE, Mary Hatwood Futrell, Edwards a conclu son rapport en soulignant qu'« une chose semble certaine : alors que le besoin d'équité persiste, la pression pour le progrès sera tout aussi persistante ».

Feu vert à la nouvelle campagne de l'IE

Alors que lors de sa dernière réunion en mai 2022, le Bureau exécutif avait convenu que la prochaine campagne de l'Internationale de l'Éducation se concentrerait sur l'augmentation des investissements dans un enseignement public de qualité, il a décidé lors de sa 60e réunion que cette campagne

s'articulera autour de trois piliers principaux :

1. Augmenter le financement public de l'éducation et investir dans le personnel éducatif ;
2. Confronter, arrêter et inverser la privatisation et la commercialisation de l'éducation ; et
3. Renforcer le récit d'un enseignement public de qualité.

La campagne, qui sera lancée le 24 janvier, lors de la Journée internationale de l'Éducation, soutiendra les organisations membres de l'IE dans leur lutte contre l'austérité et les coupes budgétaires dans l'éducation.

Iran : Solidarité avec les femmes et les filles

Le Bureau exécutif a également adopté une [résolution sur l'Iran](#), qui se concentre spécifiquement sur les femmes et les jeunes filles de ce pays et leur apporte son soutien. Elle dénonce les attaques du gouvernement iranien contre les droits fondamentaux des femmes et des jeunes filles et contre leur vie, et demande instamment aux autorités publiques du pays de veiller à ce qu'elles puissent décider en toute autonomie de la manière de mener leur vie, notamment en s'instruisant.

L'Internationale de l'Éducation et ses organisations membres continuent « d'être solidaires des syndicats d'enseignants iraniens dans leur lutte pour leur droit à un enseignement public gratuit et de qualité pour toutes et tous et pour l'égalité des genres à tous les niveaux de la société », et appellent « à la solidarité internationale avec le peuple iranien et à une pression accrue sur le régime iranien pour qu'il soit tenu responsable de ses politiques et actions répressives contre les femmes et les filles ».

Solidarité avec l'Ukraine

Randi Weingarten, membre du Bureau exécutif de l'Internationale de l'Éducation et présidente de l'*American Federation of Teachers* (AFT), a rendu compte de la [mission en Ukraine](#) d'une délégation de l'AFT et du syndicat polonais de l'éducation ZNP, où ils ont rencontré les responsables nationaux et locaux du syndicat ukrainien de l'éducation et affilié de l'Internationale de l'Éducation, le *Trade Union of Education and Science Workers of Ukraine*.

Les responsables de l'Internationale de l'Éducation ont réitéré leur soutien total aux enseignant-e-s, étudiant-e-s et peuple d'Ukraine.

Thème des prochains congrès mondiaux

Le Bureau exécutif a choisi le thème suivant pour les 9e et 10e Congrès mondiaux : « Développer nos syndicats, élever nos professions, défendre la démocratie ».

Nous sommes convaincus que ce thème rassemble les efforts visant à améliorer le statut de la profession et à renforcer le mouvement syndical de l'éducation avec la défense des valeurs, principes et systèmes démocratiques. Il place la profession enseignante et son autonomie, ainsi que le rôle et les droits des syndicats, au cœur d'une démocratie qui fonctionne bien, et reconnaît la contribution des syndicats de l'éducation aux sociétés démocratiques.

3. Exigence de qualité dans l'éducation pour la petite enfance : une ferme réaffirmation mondiale

Une délégation de représentant-e-s de l'Internationale de l'Éducation (IE) et de ses organisations membres a officiellement pris part à la Conférence mondiale sur l'éducation et la protection de la petite enfance (WCECCE, selon l'acronyme en anglais) de l'UNESCO. Au cours de ces journées, la délégation a « réaffirmé le droit de tous les jeunes enfants à recevoir une protection et une éducation de qualité dès la naissance » et a instamment demandé aux gouvernements de renouveler leur engagement et leurs investissements dans la réalisation de l'Objectif de développement durable 4.2 (ODD 4.2).

L'éducation commence dès le plus jeune âge

Du 14 au 16 novembre dernier, à Tachkent, en Ouzbékistan, des représentant-e-s de divers États membres de l'UNESCO, des spécialistes du monde entier ainsi que des représentant-e-s d'associations issues de la société civile ont assisté à la Conférence, afin de partager leur expérience, de débattre sur les stratégies à adopter et de prendre des engagements dans les quatre domaines principaux abordés lors de ces journées : inclusion, qualité de l'enseignement et bien-être ; personnels de l'éducation et de la protection de la petite enfance (EPPE) ; innovations dans les programmes ; et rapports entre politique d'éducation, gouvernance et financement.

Bien que la délégation de l'IE ait été relativement restreinte, avec seulement cinq délégué-e-s ayant fait le déplacement – notamment l' *Union of Education Norway* (UEN) de Norvège, l' *Alliance of Concerned Teachers* (ACT)-Philippines et le *Zambia National Union of Teachers* (ZNUT) de Zambie –, notre organisation a fortement affirmé sa présence à la conférence et ceci à travers de multiples engagements. Plusieurs représentant-e-s syndicaux-ales ont également suivi la conférence en ligne.

Soutien au secteur public de l'Éducation de la petite enfance et à son personnel

Le 13 novembre, la délégation a rejoint des acteur?trice?s de la société civile au Forum de la société civile, organisé en pré-Conférence, afin d'échanger des points de vue sur les bonnes pratiques à adopter et de proposer des solutions aux problèmes que rencontre le secteur de l'Éducation de la petite enfance (EPE).

Le 14 novembre, dans le cadre d'un événement parallèle à la Conférence, une rencontre IE/Organisation internationale du Travail (OIT)/UNESCO a rassemblé d'importants acteurs et décideur?euse?s afin d'analyser le rôle joué par la professionnalisation des employé-e-s du secteur de l'EPE dans les progrès réalisés pour atteindre la cible 4.2 du SDG 4. Outre une présentation portant sur le statut des professions d'EPPE et les problèmes actuels que rencontrent les personnes aujourd'hui engagées dans ce secteur, deux tables rondes ont eu lieu et leurs discussions se sont concentrées sur l'importance d'établir des normes, des certifications et la reconnaissance des acquis afin de garantir la qualité des services fournis par tous les établissements d'EPPE et par tous les acteurs de ce domaine.

Nicolai Stensig, consultant expert auprès de l'UEN, a déclaré aux participant-e-s de cet événement : « Ce pour quoi les éducateurs se battent en Norvège n'est pas tellement différent de ce qui préoccupe les enseignants et les auxiliaires d'éducation dans le monde entier. Nous savons qu'une éducation de la petite enfance, de qualité et inclusive, est un bien public et un droit fondamental. Et que les éducateurs d'EPE, travaillant dans des établissements d'État ou non étatiques, méritent des conditions de travail décentes et doivent être traités comme les professionnels qu'ils sont. »

Un événement organisé le 15 novembre par l'IE sous le titre « Éducatrices et éducateurs de la petite enfance : améliorer le statut de la profession » a accueilli de nombreux participant-e-s. Il a permis de mettre l'accent sur l'expérience des travailleur?euse?s du secteur de l'EPE, mais aussi sur les progrès qui ont été accomplis dans l'amélioration du travail et des conditions de travail des professions du secteur, ainsi que sur les problèmes posés par la privatisation de l'éducation, l'autonomie de plus en plus limitée dont disposent les enseignant-e-s et les conditions précaires de travail dans l'EPE. Tous ces éléments affectent le statut de la profession et sont à l'origine des réflexions sur la meilleure façon de développer une main-d'œuvre dans le domaine de l'EPE qui soit de qualité et durable.

Nancy Calado, de l'ACT, lorsqu'elle a pris la parole, a fait remarquer que « pour améliorer les conditions de travail des enseignants d'EPE, il faudrait que ces derniers reçoivent un salaire qui leur permette davantage que de simplement joindre les deux bouts. Il faudrait qu'ils reçoivent suffisamment pour pouvoir en être fiers. Un salaire qui leur permette de vivre décemment. La plupart, sinon la totalité, des enseignants en EPE gagnent juste assez pour vivre chaque mois. Et leur offrir les conditions salariales qu'ils méritent, leur permettrait de travailler de façon plus productive sans le stress émotionnel et mental que cause cette situation. »

Emma Phiri Benkele, directrice de la section EPE au ZNUT, a été catégorique sur un autre point : « on peut transformer le secteur de l'EPE en y donnant un rôle aux femmes. On sait que le fait d'avoir des dirigeantes femmes à des postes d'influence engendre un impact sociétal plus large. Cela a aussi une influence sur l'égalité des genres devant les salaires reçus et devant les règles concernant les changements de postes, d'une façon qui, au bout du compte, bénéficie autant aux hommes qu'aux femmes. »

Nécessité d'appliquer les lignes directrices de la politique définie par l'OIT en faveur d'un travail décent pour le personnel de l'éducation de la petite enfance

Un autre événement était organisé en partenariat avec l'OIT afin de débattre, en partageant les expériences de chacun-e, sur la manière de favoriser l'obtention de conditions de travail décentes pour les employé-e-s du secteur de l'EPPE, ainsi que la reconnaissance accordée à la profession. Les importantes [lignes directrices pour une politique en faveur de conditions de travail décentes pour les employés du secteur de l'EPE](#), établies par l'OIT ont constitué un élément fondamental dans les débats.

Pour célébrer les 10 ans de ces lignes directrices, l'an prochain, l'IE organisera diverses initiatives afin de rappeler l'importance de cet outil inégalé au service, dans le monde entier, de la promotion du travail décent pour le personnel de l'éducation de la petite enfance. Les organisations membres de l'IE sont invitées à participer aux initiatives en question sur ce [lien](#).

Projet d'une politique d'EPE en cinq points

Dennis Sinyolo, directeur régional de l'IE pour l'Afrique, a ensuite pris la parole lors de l'une des séances sur des sujets prioritaires, sur la question de la « main-d'œuvre du secteur de l'EPPE », au cours de laquelle il a réitéré l'importance de mettre en place une politique d'action en cinq points : œuvrer à la professionnalisation des enseignant?e?s du secteur de l'EPPE ; s'assurer que l'on dispose de ressources suffisantes pour enseigner de façon efficace ; augmenter le salaire des travailleur?euse?s du secteur de l'EPPE ; faire que, à travers leur engagement syndical, les enseignant?e?s soient parties prenantes du dialogue social portant sur l'amélioration des politiques

de leur secteur ; et, enfin, garantir l'engagement des gouvernements à investir dans l'EPPE et dans ses éducateur?trice?s.

Déclaration de Tachkent et liste des engagements

L'IE a également tenu un rôle d'observateur auprès du comité en charge de rédiger une première version de la Déclaration de Tachkent qui constitue, avec la liste des engagements à tenir qui l'accompagne, la principale avancée ayant résulté de la WCECCE. Avec des paroles fortes sur l'importance de l'égalité des genres, du dialogue social, d'une régulation à appliquer aux acteurs non étatiques et des investissements que les gouvernements doivent fournir au secteur de l'EPE, la Déclaration est une première étape importante dans la transformation du secteur de l'EPE.

La Déclaration de Tachkent est disponible [ici](#) (sous peu, l'UNESCO en mettra en ligne plus de traductions).

Décembre

Titres

1. Donner une impulsion nouvelle aux efforts d'éradication de la violence basée sur le genre en milieu scolaire en période de COVID-19

En 2021-2022, avec l'appui technique de Gender at Work (G@W) et la contribution financière de la National Education Association (NEA, États-Unis), l'Internationale de l'Éducation (IE) a mis en place un cycle d'apprentissage de neuf mois dans le but d'approfondir la dynamique amorcée par les syndicats de l'éducation en Afrique en vue d'éradiquer la violence liée au genre en milieu scolaire (VGMS).

Cette initiative s'est fondée sur les compétences, l'expérience et l'engagement préalablement acquis par les organisations membres de l'IE dans la région africaine et le Bureau régional de l'IE en Afrique dans le cadre du programme « [Les syndicats de l'éducation agissent pour éradiquer la violence liée au genre en milieu scolaire](#) » (2016-2019). La pandémie frappait alors de plein fouet les élèves, les personnels enseignants et leurs organisations partout dans le monde, ce qui a amené l'IE et ses syndicats membres à s'interroger :

Comment faire en sorte que les directions des syndicats de l'éducation en Afrique s'appuient sur les approches en ligne pour renforcer l'action menée contre la VGMS en période de COVID ?

L'initiative entendait à la fois permettre aux participant-e-s de faire le point sur l'incidence de la VGMS sur leurs membres et les élèves dans le contexte de la fermeture puis de la réouverture des écoles et améliorer les compétences des dirigeant-e-s syndicaux-ales pour définir de nouvelles stratégies afin de relever ces défis, en particulier en recourant à des plateformes et des rencontres en ligne.

Ce rapport présente les principaux résultats, les enseignements tirés ainsi que les pistes d'interventions futures issus de cette série de webinaires. Son contenu est entièrement basé sur les déclarations, les idées et les engagements des participant-e-s eux-mêmes. Dans le cadre de l'initiative, des rapports détaillés ont été produits à l'issue de chacune des 15 rencontres en ligne, apportant ainsi une multitude de détails supplémentaires. Le présent rapport donne un aperçu général de ces discussions riches d'enseignements et propose, çà et là, quelques citations tirées de ces échanges.

2. Journée internationale des droits de l'homme : les syndicats de l'éducation se mobilisent et s'unissent pour défendre les droits humains partout dans le monde

À l'heure où le monde célèbre les 74 ans de l'adoption de la Déclaration universelle des droits de l'homme par l'Assemblée générale des Nations unies, le combat pour la dignité, la liberté et la justice pour toutes et tous se poursuit. Les syndicats sont à l'avant-garde de cet effort mondial et travaillent ensemble par-delà les frontières et les continents pour défendre le principe fondamental de la dignité humaine.

Malgré les progrès réalisés au cours de ces dernières décennies, les crises multiples que traverse actuellement notre monde menacent de nous ramener des dizaines d'années en arrière dans la lutte pour les droits humains. Crise climatique, pandémie, guerres, montée de l'autoritarisme et crise du

coût de la vie sont autant de facteurs qui redistribuent les cartes au sein de notre monde.

Pour des millions d'enfants et de jeunes, le droit à l'éducation, à la fois essentiel et émancipateur, est mis en danger, menaçant de changer irrémédiablement le cours de leurs vies et leurs communautés. Les chiffres sont alarmants. En 2021, [plus de 244 millions d'enfants dans le monde n'étaient pas scolarisés](#). Si le nombre d'enfants exclus de l'éducation est en baisse dans la plupart des régions du monde, il continue d'augmenter en Afrique subsaharienne, une région qui fait face aux conséquences de crises conjuguées.

Les syndicats de l'éducation luttent pour le droit à l'éducation des élèves et pour les droits des enseignant-e-s et autres personnels de l'éducation. La communauté syndicale internationale a soutenu l'Objectif de développement durable 4 portant sur l'éducation de qualité, équitable et inclusive pour toutes et tous et met tout en œuvre pour que chaque élève ait droit à un-e enseignant-e qualifié-e et soutenu-e comme il se doit.

Cependant, les droits des travailleur-euse-s, y compris ceux et celles du secteur de l'éducation, sont de plus en plus mis à mal. La Déclaration universelle des droits de l'homme est pourtant très claire : Toute personne a droit au travail, au libre choix de son travail, à des conditions équitables et satisfaisantes de travail et à la protection contre le chômage. Tous ont droit, sans aucune discrimination, à un salaire égal pour un travail égal. Quiconque travaille a droit à une rémunération équitable et satisfaisante. Toute personne a le droit de fonder avec d'autres des syndicats et de s'affilier à des syndicats pour la défense de ses intérêts.

Les droits syndicaux font partie intégrante des droits humains et sont essentiels à la démocratie. Les syndicats, le dialogue social et la négociation collective sont des outils permettant aux travailleur-euse-s de réclamer la justice, de faire respecter leur dignité et de progresser en défendant les intérêts collectifs. Les droits syndicaux constituent aussi un instrument crucial pour édifier des sociétés plus équitables et plus égalitaires basées sur la justice sociale et économique. Dans le secteur de l'éducation, les syndicats permettent aux enseignant-e-s de défendre un autre droit fondamental : le droit à l'éducation.

Même dans les nombreux pays démocratiques qui ne basculent pas dans l'autoritarisme, la marge de manœuvre accordée à l'action syndicale et à la négociation s'amenuise : limitation du droit de grève, réduction du champ d'application de la négociation et précarisation des contrats et des emplois de millions de personnes.

Afin de soutenir les syndicats dans leur combat pour le respect des droits de leurs membres partout dans le monde, l'Internationale de l'Éducation a développé un [Manuel des droits syndicaux](#). Ce nouvel outil a pour but de donner aux syndicats de l'éducation les moyens d'exposer et de défendre leur cause en cas de violation de leurs droits en faisant valoir les droits fondamentaux de la communauté internationale.

Ce manuel fournit également des conseils pratiques aux syndicats pour représenter les personnels de l'éducation et soumettre des plaintes auprès des instances internationales et régionales lorsque les États s'emploient à violer leurs droits et cherchent à les empêcher d'agir au nom de leurs membres. Il s'agit notamment de mettre à la disposition des affiliés des informations de base concernant leurs droits, les mécanismes internationaux et régionaux disponibles pour faire pression sur les États en vue de garantir l'exercice de ces droits et le rôle de l'Internationale de l'Éducation pour soutenir les actions de ses membres, en tant que principale organisation de défense des droits

des personnels de l'éducation à l'échelon international.

Au travers de ce manuel et de chaque aspect de notre travail et de notre action de plaidoyer, nous continuons à défendre et promouvoir le droit à l'éducation, le droit au travail décent et l'ensemble des droits humains. La communauté syndicale mondiale de l'éducation exprime sa solidarité à tou-te-s les militant-e-s des droits humains qui mettent tout en œuvre pour que la Déclaration universelle des droits de l'homme soit respectée pour chaque individu, partout dans le monde.

3. Manuel pour les droits syndicaux

Afin de soutenir les syndicats dans leur combat pour le respect des droits de leurs membres partout dans le monde, l'Internationale de l'Éducation a développé un Manuel des droits syndicaux. Ce nouvel outil a pour but de donner aux syndicats de l'éducation les moyens d'exposer et de défendre leur cause en cas de violation de leurs droits en faisant valoir les droits fondamentaux de la communauté internationale.

Ce manuel fournit également des conseils pratiques aux syndicats pour représenter les personnels de l'éducation et soumettre des plaintes auprès des instances internationales et régionales lorsque les États s'emploient à violer leurs droits et cherchent à les empêcher d'agir au nom de leurs membres. Il s'agit notamment de mettre à la disposition des affiliés des informations de base concernant leurs droits, les mécanismes internationaux et régionaux disponibles pour faire pression sur les États en vue de garantir l'exercice de ces droits et le rôle de l'Internationale de l'Éducation pour soutenir les actions de ses membres, en tant que principale organisation de défense des droits des personnels de l'éducation à l'échelon international.

4. Le corps enseignant arabe prêt à transformer ses syndicats pour transformer l'éducation

Lors de la 6e Conférence biennale de la Structure interrégionale des pays arabes de l'Internationale de l'Éducation (SIRPA de l'IE), quelque 80 syndicalistes de l'éducation représentant 28 organisations dans 18 pays ont débattu sur le thème « Transformer les syndicats pour transformer l'éducation - Où en sommes-nous ? Quel est le rôle des syndicats de l'éducation ? Quelles sont les prochaines étapes ? ».

La conférence, qui s'est tenue les 14 et 15 décembre à Amman, en Jordanie, a été précédée d'événements pré-conférence, notamment le Caucus sur l'égalité, une session sur l'éducation dans les situations d'urgence dans la région arabe et le Caucus sur l'enseignement supérieur.

Investir dans les systèmes éducatifs et les enseignant·e-s pour lutter contre les inégalités et garantir la démocratie

Lors de l'ouverture de la conférence, la présidente de l'IE, Susan Hopgood, a déclaré qu'au cours de « la pandémie de COVID-19, les fermetures d'établissements et la disponibilité inégale et limitée du télé-enseignement – seuls 48 % des étudiants de la région ont accès à Internet à domicile – ont accentué les inégalités et l'injustice ».

Elle a également souligné qu'une faible part des fonds de lutte contre la pandémie a été utilisée pour soutenir l'éducation – 3 % à l'échelle mondiale et encore moins dans les pays arabes. «

L'affaiblissement ou l'effondrement des systèmes éducatifs a eu un effet dévastateur sur la profession enseignante. La négligence à l'égard de l'éducation et l'impact des crises qui ont causé tant de souffrances et d'injustices ont rendu plus urgent que jamais de sauver l'enseignement public et de soutenir ses professionnelles et professionnels », a-t-elle souligné.

« Il est vrai que de nombreux gouvernements ont de réels problèmes de financement. Dans bon nombre de cas, il est difficile de financer non seulement l'éducation, mais aussi d'autres services vitaux comme les soins de santé, le logement, les transports et les infrastructures. Cela signifie qu'il doit y avoir une alternative à la mise en concurrence des lignes budgétaires pour déterminer les plus fortes coupes. Le remède le plus pertinent serait la justice fiscale. L'histoire a montré que les partenariats public-privé les plus réussis ont été fondés sur des entreprises qui payaient des impôts : il s'agit d'alimenter les recettes publiques plutôt que d'en profiter », a-t-elle précisé.

« L'inégalité détruit les communautés et affaiblit la démocratie. La paix est menacée par les régimes autoritaires et les conflits se multiplient au lieu d'être apaisés » a-t-elle ajouté, en soulignant que la survie de la planète n'est pas seulement une préoccupation des citoyens, mais aussi « une source de frustration du fait que les gouvernements ne prennent pas de mesures pour réduire les dégâts provoqués par les émissions de carbone ».

Hopgood a également annoncé que l'Internationale de l'Éducation lancera une vaste campagne à l'occasion de la Journée internationale de l'Éducation, le 24 janvier. « Cette campagne soutiendra les organisations membres dans leur lutte contre les programmes d'austérité et les coupes budgétaires, et créera un consensus autour des changements essentiels ; une transformation basée sur l'amélioration de l'environnement des professionnelles et professionnels de l'enseignement. »

Le rôle crucial du corps enseignant dans la transformation de l'éducation et l'atténuation de la crise mondiale de l'éducation

L'oratrice principale, Tamimi Darwazeh Abeer, directrice du renforcement des capacités et de l'apprentissage de la Campagne arabe pour l'Éducation pour tous et membre suppléante du Conseil d'administration du Partenariat mondial pour l'éducation, a exprimé son soutien à la prochaine campagne de l'IE en faveur de l'augmentation des dépenses publiques dans l'éducation : « Nous appelons toutes les parties et tous les gouvernements nationaux et internationaux, y compris les syndicats d'enseignants arabes, à renforcer l'action conjointe, la coordination et la coopération réelle sur la base du respect, de l'appréciation et de la reconnaissance du droit de nos peuples et de nos sociétés à vivre dans la dignité, la prospérité et la paix, à garantir une éducation de qualité, équitable et inclusive pour tous et à améliorer les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie pour tous, comme le prévoit l'objectif de développement durable (ODD) 4 des Nations Unies ».

« Une chose est claire : les enseignantes et enseignants jouent un rôle crucial dans la transformation de l'éducation et l'atténuation de la crise mondiale de l'éducation. Investir dans le corps enseignant revient à investir dans l'avenir et constitue une condition préalable au pouvoir transformateur de l'éducation », a-t-elle également souligné.

Elle a ajouté que la Campagne arabe pour l'Éducation pour tous s'apprête à lancer une campagne régionale de plaidoyer pour exiger des gouvernements un financement adéquat et durable qui réponde aux besoins essentiels et émergents du secteur de l'éducation.

Rapport de l'ACRS

Manal Hdaife, présidente de la SIRPA de l'IE et responsable de la *Public Primary Schools Teachers League in Lebanon* (PPSTLL) et Dalila El Barhmi de l'IE ont présenté le rapport régional.

Ce rapport indique que la dette publique a augmenté dans la plupart des pays arabes alors que les inégalités se creusent et que l'éducation publique s'affaiblit. Les organisations membres ont fait pression sur les gouvernements pour qu'ils renforcent leurs efforts en vue d'atteindre l'ODD 4 et ont lancé un appel à l'augmentation des fonds consacrés à l'éducation.

Il met également l'accent sur le fait que le corps enseignant de la région arabe est confronté à des défis sans précédent alors qu'il s'efforce de fournir une éducation à des millions d'enfants touchés par les conflits et la pauvreté. Il est essentiel d'exploiter l'expérience acquise pour bâtir des systèmes éducatifs plus résilients dans lesquels les enseignant-e-s occupent une place centrale.

Le rapport souligne également que les organisations membres des pays arabes sont confrontées à de mauvaises conditions de travail et à des environnements éducatifs inappropriés. Il existe une fracture numérique et un manque d'infrastructures, la moitié des élèves n'ayant pas accès à Internet pour leur éducation.

Il montre aussi clairement que les politiques éducatives actuelles des pays arabes sont nettement insuffisantes pour faire face aux crises du changement climatique et doter les étudiant-e-s des connaissances, des compétences et de l'attitude nécessaires pour assurer la durabilité de notre planète. Le corps enseignant arabe est prêt à se joindre à [la campagne Enseignez pour la planète de l'IE](#).

Lors de la deuxième journée de la conférence de la SIRPA de l'IE, les organisations membres ont discuté des principales priorités en matière d'éducation dans la région arabe.

En ce qui concerne l'investissement durable pour transformer l'éducation, les délégué-e-s ont condamné la tendance à la privatisation du secteur de l'éducation, exhorté les gouvernements à augmenter leurs budgets et demandé aux organisations internationales de fournir un appui financier et des conseils sur les programmes scolaires.

Ils ont également appelé les gouvernements à coopérer et à respecter le droit de grève pacifique sans réduire les salaires et encouragé les syndicats à faire pression sur les gouvernements pour protéger les droits des enseignant-e-s.

« Deux tiers des pays à faible revenu ont considérablement réduit leurs budgets consacrés à l'éducation et aux enseignantes et enseignants. Cela a des répercussions sur leurs conditions de travail : leurs salaires sont bas et diminuent en termes réels, ou ont été gelés », a déclaré la secrétaire générale adjointe de l'IE, Haldis Holst, qui a ensuite détaillé les trois piliers de la prochaine campagne de l'IE :

1. Investir dans un enseignement public de qualité, investir dans la profession
2. Affronter, stopper et inverser la tendance à la privatisation et à la marchandisation de l'éducation
3. Transformer le discours en faveur d'un enseignement public de qualité

Le système de contrôle de l'OIT garantit la pleine application des normes internationales à la profession enseignante

Le spécialiste principal Lejo Sibbel a pris la parole au nom de l'Organisation internationale du Travail (OIT) pour expliquer le système de contrôle régulier de l'OIT qui permet de créer un dialogue entre l'OIT et les gouvernements afin d'assurer la pleine application des conventions et recommandations dans les lois et dans la pratique.

Il a également souligné que le Comité conjoint OIT/UNESCO d'experts sur l'application des Recommandations concernant le personnel enseignant fournit des orientations aux gouvernements, aux employeurs, aux syndicats d'enseignants et aux autres parties prenantes sur l'élaboration de politiques efficaces concernant les enseignant-e-s.

Résolution sur la transformation des syndicats pour transformer l'éducation

Au cours de la conférence, les délégué-e-s ont adopté une résolution intitulée « Transformer les syndicats pour transformer l'éducation », qui exhorte les gouvernements à protéger les droits humains, à respecter les normes internationales du travail et à reconnaître la valeur de l'éducation pour le développement durable et la construction de sociétés décentes, prospères et équitables, en les invitant à participer et à contribuer aux efforts des Nations Unies pour transformer l'éducation.

La résolution appelle en outre les gouvernements à financer intégralement un enseignement public de qualité, à améliorer le statut du corps enseignant et à s'assurer qu'il bénéficie d'une formation et d'une évolution professionnelle de qualité.

Enfin, elle réaffirme l'engagement des organisations de l'éducation en faveur d'un syndicalisme libre et indépendant.

Objectif clé : veiller à ce que tous les garçons et toutes les filles aient accès à un enseignement public de qualité pour un avenir meilleur

Dans ses remarques finales, la présidente de l'IE, Susan Hopgood, a indiqué que « les problèmes et les défis sont énormes, mais nous ne devons pas nous contenter d'en parler, nous devons travailler ensemble pour pouvoir opérer des changements. Nous devons faire en sorte que les enfants, garçons et filles, aient accès à un enseignement public de qualité pour un meilleur avenir. »

Elle a félicité les délégué-e-s d'avoir pu débattre des problèmes clés de l'éducation dans les pays arabes sous l'angle des actions à mener et de la manière de susciter des changements collectivement, soulignant que « la transformation des syndicats est un thème d'une importance capitale à aborder tout en s'attelant à la tâche de transformer l'éducation. La prochaine campagne doit être pertinente dans vos pays et pour vos membres, et nous avons besoin que les syndicats traduisent le message et le transmettent. »

En conclusion de la 6e Conférence biennale de l'IE ACCRS, la présidente Manal Hdaife a déclaré : « Je vous invite à être unis, soudés et solidaires, et à travailler sur un pied d'égalité, main dans la main, pour faire avancer nos syndicats afin de transformer l'éducation. Nous espérons être à la hauteur de la responsabilité que vous nous avez confiée et revenir dans nos syndicats en portant des enseignements utiles et des idées motivantes. Fidèles à nos aspirations, nous sommes convaincus que rien n'est impossible. Nous n'avons pas perdu et ne perdrons pas espoir ».

5. Biélorussie: L'Internationale de l'Education dénonce les procès politiques contre des leaders syndicaux

L'Internationale de l'Education est solidaire des dirigeants syndicaux pris pour cible en Biélorussie en raison de leurs activités syndicales et de la position anti-guerre adoptée par leur organisation, le *Belarusian Congress of Democratic Trade Unions* (BKDP), suite à l'invasion de l'Ukraine par la Russie.

Aliaksandr Yarashuk (président), Siarhei Antusevich (vice-président) et Iryna But-Husaim (secrétaire de presse et comptable) ont tous été arrêtés le 19 avril 2022, alors que le régime de Loukachenko [intensifiait la répression contre les syndicats indépendants](#). Ils étaient emprisonnés depuis en attente de leur procès qui s'est ouvert le 20 décembre à Minsk. Au moins 23 syndicalistes sont actuellement détenus en Biélorussie.

« Démocratie et syndicalisme sont étroitement liés. Les syndicats ne peuvent fonctionner pleinement et librement qu'en démocratie. Les démocraties sont incomplètes sans syndicats indépendants. L'Internationale de l'Education se tient aux côtés des syndicats indépendants dans ce combat commun, en Biélorussie et partout ailleurs », a déclaré le Secrétaire général de l'Internationale de l'Education, David Edwards, réaffirmant le soutien de l'Internationale de l'Education aux syndicats indépendants de Biélorussie dans la défense de leurs droits et de la démocratie.

« L'Internationale de l'Education continuera à soutenir les travailleur-se-s, les enseignant-e-s et les étudiant-e-s de Biélorussie dans leur lutte pour leurs droits, leurs libertés et la démocratie. Nous appelons les autorités à libérer tous les syndicalistes détenus et à mettre fin à la répression des syndicats indépendants », a-t-il ajouté.

En juillet, la Cour suprême de Biélorussie a liquidé et dissous le BKDP et quatre autres grands syndicats. Les autorités ont également lancé une campagne de diffamation, menaçant de poursuivre toute personne associée au BKDP et à ses affiliés.

Campagne de répression contre les syndicats et les activistes

La [répression à l'encontre des syndicats et des militants indépendants](#) s'inscrit dans la continuité des efforts déployés par le régime de Loukachenko pour rester au pouvoir après avoir perdu l'élection présidentielle d'août 2020 et les vastes manifestations et les protestations nationales qui ont suivi pour réclamer le rétablissement de la démocratie.

Suite à la dissolution du BKDP, une nouvelle centrale syndicale indépendante, Solidarnast, a été créée dans le pays pour reprendre la mission et les activités de son prédécesseur. En tant que successeur officiel du BKDP, Solidarnast définit ses missions principales comme étant la restauration d'un mouvement syndical indépendant en Biélorussie et la défense de tous les syndicalistes et activistes détenus pour des raisons politiques.

Solidarnast a lancé une [campagne en ligne](#) sur la plateforme syndicale Labourstart pour exiger la libération de tous les activistes et l'arrêt des poursuites contre les syndicalistes indépendants en Biélorussie.

Les violations flagrantes des droits syndicaux par le régime de Lukashenko ont été condamnées par le Conseil d'administration de l'Organisation internationale du travail (OIT), dont Aliaksandr Yarashuk

est membre en exercice. Réuni en séance spéciale en novembre et compte tenu du non-respect continu des normes internationales du travail par le gouvernement de Biélorussie, l'OIT a engagé la procédure la plus sévère dans le cadre de son mandat, qui conduira à des sanctions à l'encontre du gouvernement biélorusse.

6. Programme John Thompson?: un outil pour le développement et le renouvellement des syndicats

Au cours de l'année écoulée, le programme John Thompson Fellowship (JTF) pour l'Asie du Nord a permis aux organisations membres de l'Internationale de l'Éducation de cette région d'échanger leurs expériences, leurs idées et leurs bonnes pratiques, de manière directe et utile. Il a également contribué à stimuler le renouvellement syndical et la participation des jeunes syndicalistes.

Dans le cadre de ce programme, une formation a été organisée du 3 au 10 août 2022 à Kuala Lumpur, en Malaisie, marquant ainsi l'aboutissement d'une formation en ligne de deux ans lancée en février 2021, à laquelle ont participé plusieurs représentant-e-s de la *National Teachers Association* (NTA/Taiwan), de la *Federation of Mongolian Education and Science Unions* (FMESU/Mongolie), du *Japan Teachers' Union* (JTU/Japon), du *Korean Teachers and Education Workers Union* (KTU/Corée du Sud), ainsi que le coordinateur du projet innovant de l'AIPTF, Nitin Kumar.

Cette formation a été coordonnée par Anand Singh, directeur du bureau régional de l'Internationale de l'Éducation pour l'Asie-Pacifique (IEAP), Undarmaa Batsukh (IE) et trois personnes-ressources?: Beverley Park (Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants?– FCE), Nicole Calnan (*Australian Education Union* – AEU) et Eva Elmstedt Frisk (*Lärarförbundet*/Suède).

Des questions syndicales clés examinées

La formation du programme JTF s'est penchée sur des thématiques telles que le leadership?: les campagnes et l'efficacité des messages?: l'égalité des genres?: le recrutement?: l'engagement, la vision et la mission des syndicats?: ainsi que leurs finances. Comme l'a expliqué Anand Singh, les discussions organisées en présence ont donné lieu à des échanges d'expériences, d'idées et de bonnes pratiques à la fois plus directs et plus utiles entre les organisations, qui ont contribué à renforcer la solidarité entre les organisations de la sous-région.

Il a également souligné les difficultés auxquelles devront faire face les participant-e-s, une fois de retour dans leur pays après cette formation?: «?Un grand nombre de participantes et participants ont souligné la nécessité de faire preuve de plus de conviction pour actualiser les politiques et autres dispositions syndicales existantes et ont déploré l'insuffisance des budgets disponibles pour mener de tels programmes dans leurs pays, de même que la baisse continue du nombre d'affiliations, le manque d'engagement et de participation des jeunes syndicalistes et les faibles taux de recrutement parmi les jeunes?».

Renforcer le leadership des jeunes

Singh a toutefois souligné?: «?Le leadership des jeunes et la présence de jeunes participantes et participants ont apporté une dynamique unique à l'ensemble du programme. Il est intéressant de noter que les jeunes syndicalistes se sont sentis plus motivés et davantage liés à leurs syndicats et à leurs travaux menés après la formation. Cette formation a également servi de plateforme

d'apprentissage, qui aura permis à un grand nombre de membres d'en apprendre davantage sur leurs syndicats et les raisons qui les poussent à faire ce qu'ils font.»

Singh a en outre reconnu que le volet en ligne du programme de formation avait été essentiel pour familiariser les participant-e-s avec les principales questions et problématiques examinées et faire en sorte qu'il-elle-s soient préparé-e-s et possèdent les informations de base nécessaires pour participer à cette formation en présence. «?Lors des prochaines formations du programme JTF, nous utiliserons certainement des outils virtuels pour organiser efficacement le travail préparatoire avant la réunion en présence?», a-t-il précisé.

Saluant la mise en œuvre efficace du programme John Thompson Fellowship pour l'Asie du Nord, il a ajouté?: «?Les participantes et participants se sont chargés de transmettre à leurs collègues syndicalistes les connaissances acquises dans le cadre du programme. Participantes et participants et syndicats se sont engagés, à titre individuel et collectif, à définir un plan d'action pour renforcer l'engagement, la présence et la participation des jeunes membres aux activités syndicales.?»

En conclusion, Anand Singh a précisé que, dans le cadre du suivi du programme, l'IEAP avait pris l'engagement de continuer à aider les participant-e-s à travailler sur les priorités identifiées pour leurs syndicats, de leur offrir des possibilités de renforcer leurs compétences et de créer des canaux pour leurs communications régulières et leurs échanges d'idées et d'expériences.

Les participant-e-s exploitent les connaissances acquises au sein de leurs syndicats

«?Le programme JTF était formidable?», a souligné Tamaki Terazawa, directrice du département des affaires internationales du JTU, avant d'ajouter?: «?Les séances tenues en ligne en raison de la pandémie de COVID-19 ont été bien organisées, brassant beaucoup de connaissances et d'idées, et nous offrant des espaces pour échanger nos points de vue et expériences. Par ailleurs, chaque organisation a eu l'occasion de développer et modérer une séance basée sur un thème de son choix, une démarche très importante et particulièrement appréciée.?»

À la question de savoir si elle avait tiré des enseignements des autres participant-e-s qui se sont ensuite révélés utiles à la fois pour elle et son syndicat, elle a répondu clairement?: «?J'ai beaucoup appris des trois autres organisations membres de l'Internationale de l'Éducation. Par exemple, j'ai appris que le KTU avait joué un rôle de premier plan dans la démocratisation de la Corée du Sud dès sa création. Je crois que cela a été très difficile pour les membres du KTU, mais ce fut une réussite. Par ailleurs, le KTU a récupéré son statut légal après avoir gagné un procès devant la Cour suprême du pays. Globalement, j'ai été très impressionnée par le syndicalisme authentique que cultive le KTU.?»

Elle a également mentionné que les membres du JTU qui ont participé au programme JTF étaient membres du Comité des jeunes de leur syndicat et qu'il-elle-s avaient fait rapport au JTF et partagé les détails de la formation avec les autres membres. Le Comité des jeunes a utilisé les versions traduites des documents du programme et les messages des personnes-ressources.

Tamaki Terazawa a également souligné?: «?La chose la plus importante que nous avons apprise concerne le leadership. Les autres participants du JTU, le directeur du Comité des jeunes et le vice-président d'une antenne préfectorale du syndicat, prennent des initiatives en tant que dirigeants en se basant ce qu'ils ont appris pour tenter de renouveler leur syndicat.?».

Elle a également tenu à exprimer sa reconnaissance et sa gratitude aux personnes-ressources de la formation?: «?Beverley, Nicole et Eva ont créé une ambiance accueillante. Elles ont respecté les points de vue des participantes et participants et apporté d'importantes contributions. Grâce à elles, j'ai pu apprécier ce programme important.?»

Le succès de la formation en ligne a ouvert la voie à des discussions fructueuses en face à face

Beverley Park (Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants), personne-ressource pour le programme JTF, a reconnu que?la version du programme organisée en ligne en raison de la pandémie avait évolué et s'était avérée plus efficace que prévu.

Avant même de commencer, a-t-elle indiqué, une évaluation des besoins a été effectuée via le bureau régional de l'IEAP?: « Nous savions que le point de départ consisterait à présenter aux participantes et participants des quatre syndicats l'idée même du programme?– les principes fondamentaux?– et de replacer ce dernier dans le contexte de la recherche et du renouvellement syndical organisés dans la région, ce qui a principalement pu être réalisé avec le personnel de l'Internationale de l'Éducation et les personnes-ressources en charge des présentations. »

Ensuite, le groupe s'est vu assigner des «?devoirs?», demandant à chacun-e de préparer quelque chose de clair à présenter aux autres. Après les présentations, nous avons effectué une analyse, fait part de nos commentaires et demandé des précisions.?

Beverley Park a également indiqué que les séances en face à face avaient été différentes de la première phase en ligne, car les participant-e-s se connaissaient et étaient impatient-e-s de se rencontrer?:?«?Les liens se sont consolidés dès le premier jour.?C'est vraiment un point sur lequel nous devons travailler – faire tomber les barrières de la concurrence, de l'orgueil et de la méfiance et amener les participantes et participants à baisser la garde et à demander de l'aide aux autres.?»

Elle a également fait remarquer que, grâce au fait que les participant-e-s avaient déjà abordé certains thèmes en ligne, il leur avait été possible d'analyser les contenus plus en profondeur?:?«?Nous avons réduit certaines de nos activités habituelles pour nous plonger directement dans le vif du sujet dès le premier après-midi?».

Elle a ensuite souligné l'importance de disposer d'une connexion Internet et de services d'électricité d'excellente qualité pour pouvoir participer efficacement à une formation en ligne. Elle a en outre jugé crucial qu'une personne soit chargée de coordonner la réunion?pour la planification, la communication, la résolution des problèmes, l'assistance technique et la prestation de services d'interprétation performants.

Après avoir félicité les participant-e-s au programme JTF pour avoir été d'excellent-e-s élèves, toujours présent-e-s, toujours engagé-e-s très activement et allant toujours jusqu'au bout de leurs tâches, Beverley Park a rappelé?: «?Les personnes présentes à la conférence régionale de l'IEAP convoquée à Siem Reap, au Cambodge, ont eu l'occasion de nouer des liens et d'entendre des rapports sur les points positifs observés dans le cadre du suivi à Taiwan et en Mongolie en particulier. Et ce n'est pas un hasard si des responsables politiques faisaient partie des délégations.?La Corée du Sud et le Japon ont fait état de leurs activités, mais doivent convaincre leurs responsables politiques, qui ne participent pas au programme.?»

Une séance de suivi en ligne est prévue en janvier 2023, a-t-elle également souligné, au cours de laquelle les participant-e-s devront présenter les progrès réalisés, ajoutant que, lorsqu'il-elle-s ont quitté Kuala Lumpur à la fin de la séance, il-elle-s se sont tou-te-s engagé-e-s à rester en contact et qu'il-elle-s espéraient un suivi officiel.

Elle a déclaré que le volume et le niveau de connaissances acquises au sein des groupes et entre eux étaient «?phénoménaux?» et que, si bon nombre d'activités avaient amené à avoir des échanges dans un domaine thématique particulier (comment recruter, comment faire participer les jeunes syndicalistes, comment organiser les campagnes, comment communiquer, comment renforcer le leadership, etc.), les participant-e-s ont souvent été au-delà, avec un souci constant de résoudre les problèmes et les questions de communication, tandis que les pauses se sont souvent déroulées devant des tableaux de conférence pour mieux comprendre une stratégie mise en œuvre par un syndicat.

Beverly Park a conclu en ces termes?: «?Nous pouvons affirmer à juste titre que si les participantes et participants ont effectivement pu tirer des enseignements mutuels, l'équipe organisatrice a également beaucoup appris. Ce fut une expérience extrêmement exigeante mais aussi extrêmement enrichissante pour tout le monde.?»

À propos du programme JTF

Le programme JTF a pour but d'offrir aux participant-e-s les opportunités suivantes :

- Examiner les caractéristiques d'un syndicat bénéficiant d'une bonne gestion.
- Réfléchir à la mission de leur organisation.
- Analyser leur «?raison d'être?» pour réaffirmer leur engagement en faveur de cette cause.
- Mesurer le niveau actuel de leur efficacité et de leur capacité.
- Renforcer le leadership pratique et les compétences en matière de gestion pour les rendre plus efficaces en tant qu'enseignant-e-s/dirigeant-e-s syndicaux-ales.
- Renforcer la compréhension et acquérir les connaissances et les compétences nécessaires pour défendre leurs droits et examiner d'autres questions éducatives et sociales.
- Promouvoir l'équité et la représentation au sein des syndicats.

En Asie-Pacifique, la formation JTF s'appuie sur [le rapport de recherche «?Renouvellement syndical dans le secteur de l'éducation : perspectives pour l'Asie-Pacifique?»](#), préparé par Pre Michele Ford et Dre Kristy Ward. Publié en juin 2021, ce rapport invite à réfléchir à la nécessité pour les syndicats de l'éducation de surmonter les défis, d'œuvrer en faveur du renouvellement et de saisir les opportunités offertes par la pandémie de COVID-19. Il a également permis de redynamiser, renforcer et enrichir le travail des syndicats de l'éducation.